

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, par rapport aux exercices antérieurs. Le présent rapport de gestion, daté du 4 décembre 2008, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés et notes complémentaires. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2008, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

<p>29 Vue d'ensemble</p> <p>29 Aperçu de la Banque Royale du Canada</p> <p>30 Vision et objectifs stratégiques</p> <p>31 Sommaire des faits saillants financiers</p> <p>32 Vue générale de l'exercice 2008</p> <p>33 Perspectives et objectifs à moyen terme</p> <p>35 Questions en matière de comptabilité et de contrôle</p> <p>35 Conventions comptables critiques et estimations</p> <p>38 Modifications de conventions comptables</p> <p>39 Contrôles et procédures</p> <p>39 Rendement financier</p> <p>39 Vue d'ensemble</p> <p>39 Incidence du contexte du marché</p> <p>46 Total des revenus</p> <p>47 Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt</p> <p>48 Dotation à la provision pour pertes sur créances</p> <p>48 Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</p> <p>49 Frais autres que d'intérêt</p> <p>49 Impôts</p> <p>50 Obligations au titre des régimes de retraite</p> <p>50 Opérations entre apparentés</p> <p>50 Résultats par secteur géographique</p>	<p>51 Information financière trimestrielle</p> <p>51 Analyse des résultats et des tendances</p> <p>53 Rendement au quatrième trimestre de 2008</p> <p>53 Résultats des secteurs d'exploitation</p> <p>54 Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation</p> <p>55 Incidence des taux de change sur nos secteurs d'exploitation</p> <p>55 Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR</p> <p>57 Services bancaires canadiens</p> <p>60 Gestion de patrimoine</p> <p>64 Assurances</p> <p>68 Services bancaires internationaux</p> <p>71 Marchés des Capitaux</p> <p>74 Services de soutien généraux</p> <p>75 Situation financière</p> <p>75 Bilan condensé</p>	<p>76 Arrangements hors bilan</p> <p>80 Information supplémentaire – Forum sur la stabilité financière</p> <p>83 Gestion du risque, du capital et des liquidités</p> <p>83 Aperçu</p> <p>86 Risque de crédit</p> <p>97 Risque du marché</p> <p>100 Risque opérationnel</p> <p>101 Gestion du capital</p> <p>109 Risque d'illiquidité et de financement</p> <p>112 Aperçu d'autres risques</p> <p>112 Risque lié à la réputation</p> <p>113 Risque lié à l'environnement réglementaire et juridique</p> <p>113 Risque d'assurance</p> <p>115 Risque environnemental</p> <p>116 Facteurs additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs</p> <p>119 Information financière supplémentaire</p> <p>Se reporter à notre glossaire pour obtenir les définitions des termes utilisés dans le présent document.</p>
---	---	--

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme, nos objectifs et priorités stratégiques ainsi que les perspectives économiques et commerciales pour nous, pour chacun de nos secteurs d'exploitation et pour les économies canadienne, américaine et internationales. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider nos détenteurs de titres et analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates, ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et pourrait ne pas être appropriée à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes et que nous ne réalisons pas nos objectifs ou nos objectifs et priorités stratégiques. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : les risques de crédit et de marché, le risque d'illiquidité et de financement, ainsi que le risque opérationnel et les autres risques décrits dans notre rapport de gestion 2008; l'incidence du contexte du marché, y compris l'incidence de la volatilité continue des marchés financiers ainsi que le manque de liquidités sur les marchés du

crédit, de même que notre capacité de gérer efficacement nos liquidités et nos ratios de capital ainsi que mettre en œuvre des mesures efficaces de gestion du risque; la conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où nous exerçons nos activités; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux provisions, aux dotations aux provisions et aux évaluations; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain, la livre sterling et l'euro; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées à nos cotes de crédit; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque, du capital et des liquidités, Aperçu d'autres risques et Facteurs additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord, et elle est l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale en matière de capitalisation boursière. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine et d'actifs, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons plus de 80 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 17 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 48 autres pays.

Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2008, nous avons créé le secteur Assurances, dont les activités faisaient auparavant partie du secteur Services bancaires canadiens. Dans le cadre de ce réalignement, nous avons changé le nom du secteur Services bancaires américains et internationaux, qui est maintenant connu sous le nom de Services bancaires internationaux. Nos cinq secteurs d'exploitation sont les suivants :

Services bancaires canadiens : ce secteur regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au pays ainsi que certains services de placement s'adressant aux épargnants.

Gestion de patrimoine : ce secteur regroupe les services offerts aux clients fortunés et aux clients disposant d'un avoir net élevé partout dans le monde, ainsi que les services de gestion d'actifs et les services de gestion de la succession et de fiducie offerts aux clients directement ou par l'intermédiaire de nos partenaires internes et de tiers distributeurs.

Assurances : ce secteur fournit une gamme étendue de produits d'assurances vie, maladie, voyage, habitation et automobile et de services d'assurance crédit aux clients, particuliers et entreprises, au Canada et aux États-Unis, ainsi que des produits et services de réassurance aux clients partout dans le monde.

Services bancaires internationaux : ce secteur regroupe nos services bancaires aux États-Unis et dans les Antilles ainsi que nos services de garde internationaux et nos services aux investisseurs, lesquels sont fournis dans le cadre de notre participation de 50 % dans RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS).

Marchés des Capitaux : ce secteur est responsable de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il offre un vaste éventail de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public, aux institutions et aux clients des services de détail faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés dans des marchés ciblés à l'échelle mondiale.

Nos secteurs d'exploitation comptent sur le soutien de notre équipe de Services de soutien généraux, laquelle se compose du groupe Technologie et exploitation mondiales et du groupe Fonctions générales. Le groupe Technologie et exploitation mondiales fournit l'infrastructure technologique et d'exploitation conçue pour assurer la prestation efficace de produits et de services à nos clients. Le groupe a également pour objectif d'apporter des améliorations novatrices aux processus et à la technologie afin que nous conservions notre avantage concurrentiel, tout en maintenant la sécurité et la solidité de nos activités. Notre groupe Fonctions générales consiste en une équipe de spécialistes qui offre une gouvernance et des conseils judicieux en matière de risques, de conformité, de droit, de finance, de fiscalité et de communications. De plus, cette équipe gère notre capital ainsi que nos positions de liquidité et de financement afin d'assurer la conformité avec les exigences réglementaires, de même que l'efficacité de la gestion du financement et de l'affectation du capital. En outre, le groupe Fonctions générales coordonne nos relations avec les parties prenantes externes, notamment les investisseurs, les agences de notation et les organismes de réglementation, et il prête son appui aux décisions opérationnelles stratégiques.

Banque Royale du Canada

Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux
<ul style="list-style-type: none"> • Particuliers clients • Services financiers à l'entreprise • Solutions cartes et paiements 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion de patrimoine – Canada • Gestion de patrimoine – États-Unis et International • Gestion mondiale d'actifs 	<ul style="list-style-type: none"> • Services de réassurance et autres • Produits d'assurances vie et maladie au Canada • Activités d'assurance IARD • Produits d'assurance vie aux États-Unis 	<ul style="list-style-type: none"> • Services bancaires • RBC Dexia IS 	<ul style="list-style-type: none"> • Marchés mondiaux • Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers • Autres
Services de soutien généraux				
<ul style="list-style-type: none"> • Technologie et exploitation mondiales 			<ul style="list-style-type: none"> • Fonctions générales 	

Vision et objectifs stratégiques

Nos stratégies et activités commerciales sont guidées par notre vision consistant à « Toujours mériter le privilège d'être le premier choix de nos clients ». Nous sommes d'avis que notre approche axée sur le client est essentielle à la réalisation de nos objectifs stratégiques ainsi que de nos objectifs de rendement financier. Toutes nos activités sont conformes à notre philosophie « Le client avant tout », y compris notre façon d'agir avec les clients, de concevoir nos produits et services et de collaborer avec les autres secteurs d'exploitation et fonctions. Nous visons toujours à accroître la satisfaction et la loyauté de nos clients en nous efforçant continuellement de comprendre et de satisfaire leurs besoins et attentes changeants.

Nos objectifs stratégiques consistent à maintenir le cap sur la croissance de nos activités canadiennes tout en poursuivant notre expansion à l'échelle mondiale. Pour ce faire, nous mettrons à profit nos ressources et notre expertise et nous élargirons notre portefeuille d'activités à l'échelle internationale. Bien que nous soyons confrontés à court terme à une conjoncture économique problématique et à des conditions du marché difficiles qui perdurent au Canada, aux États-Unis et à l'échelle mondiale, nous prévoyons atteindre nos objectifs en continuant à mettre l'accent sur la satisfaction des besoins des clients au moyen de l'innovation continue et de la collaboration efficace entre nos divers secteurs d'exploitation et fonctions.

- Au Canada, notre objectif est d'être le chef de file incontesté en matière de prestation de services financiers. Nous continuons de nous attendre à ce que le marché canadien nous procure des occasions de croissance au sein des secteurs de détail et de gros. Nous renforçons notre marque en offrant à l'ensemble de nos clients une expérience supérieure au moyen de conseils raisonnés et de solutions pertinentes, ainsi qu'une gamme complète de produits et de services financiers de qualité pour aider nos clients à assurer leur réussite financière. En ce qui concerne les services bancaires, nous continuons de mettre à profit nos vastes capacités de distribution pour accroître notre part de marché, par produit et par marché, tout en élargissant et en améliorant notre réseau de distribution pour répondre aux besoins de nos clients. Nous travaillons également à l'élaboration de solutions novatrices, à la simplification des processus et à l'amélioration des systèmes pour qu'il soit plus facile pour nos clients de faire affaire avec nous. Pour ce qui est de la Gestion de patrimoine, nous entendons continuer à développer notre position de chef de file dans les marchés de la gestion de patrimoine et de la gestion d'actifs et à attirer et à conserver des conseillers chevronnés. En ce qui concerne le secteur Assurances, nous entendons continuer de rechercher des occasions de croissance en tirant parti de nos relations avec nos clients existants, de notre réseau de distribution et de la solidité de notre marque. En ce qui a trait aux Marchés des Capitaux, nous continuons à porter nos efforts sur le maintien de notre position de chef de file dans la plupart des secteurs d'activité et nous demeurons le premier choix de nos clients pour tous les produits et services financiers de gros.
- Aux États-Unis, notre objectif est d'être un important fournisseur de services bancaires et de gestion de patrimoine ainsi que de services sur les marchés financiers, et nous comptons pour ce faire tirer parti de nos importantes capacités. Grâce à leur proximité, à leurs ressemblances culturelles et aux relations commerciales étroites qu'ils entretiennent avec le Canada, les États-Unis continueront d'être une cible de croissance future tandis que nous tirons parti de notre position dans certains marchés choisis. En ce qui concerne les services bancaires, nous nous attachons à satisfaire les divers besoins des particuliers et des entreprises qui composent notre clientèle en leur offrant un vaste éventail de produits et services financiers qui nous permettent de maximiser nos ressources et notre expertise. Nous nous efforçons de renforcer notre position dans les marchés clés dans le sud-est des États-Unis grâce à l'intégration de sociétés

acquises récemment et à l'accroissement de notre part de marché, et dans cette optique, nous comptons élargir notre gamme de produits et notre clientèle. Pour ce qui est de la Gestion de patrimoine, nous poursuivons l'expansion de nos activités par une croissance interne et des acquisitions stratégiques, tout en attirant et en conservant des conseillers chevronnés et en leur fournissant un soutien personnalisé en matière de placements, de services-conseils et de gestion de patrimoine au moyen de nos ressources à l'échelle mondiale. Nous comptons également tirer parti de nos capacités de gestion des placements dans le marché des services aux institutions et dans celui des services aux particuliers, au moyen de services de sous-conseillers et d'alliances. En ce qui a trait aux Marchés des Capitaux, nous comptons conserver notre position de chef de file de premier rang dans le marché milieu de gamme aux États-Unis et nous maintiendrons notre engagement envers nos secteurs d'activité, comme les titres à revenu fixe, les opérations de change, le financement d'infrastructures et les produits structurés, tout en tirant parti de nos capacités en matière de montage, grâce à nos équipes solides et qualifiées.

- À l'extérieur de l'Amérique du Nord, notre objectif est d'être un prestataire de choix de services bancaires et de gestion de patrimoine précis ainsi que de services précis sur les marchés des capitaux, dans les secteurs où notre solide assise, notre principal savoir-faire et notre vaste réseau de distribution nous procurent des avantages concurrentiels. En ce qui concerne les services bancaires, nous avons l'intention de continuer à tirer parti de notre solide position dans les Antilles anglaises, grâce à notre présence dans la région, à l'intégration des activités de RBTT Financial Group (RBTT), une société que nous avons acquise, ainsi qu'aux occasions de croissance dans les Antilles espagnoles ainsi qu'en Amérique centrale et du Sud. Pour ce qui est de la Gestion de patrimoine, notre stratégie demeure axée sur la croissance des services offerts à nos clients disposant d'un avoir net élevé, au moyen de notre croissance interne et d'acquisitions stratégiques. En ce qui a trait au secteur Assurances, nous porterons nos efforts sur l'accroissement de nos services de réassurance, et nous comptons tirer parti de l'acquisition de RBTT pour offrir davantage de services de bancassurance dans les Antilles. En ce qui concerne les services de garde et les services aux investisseurs, notre coentreprise RBC Dexia IS met l'accent sur l'attrait de nouveaux clients et l'approfondissement des relations-clients existantes en misant sur son rayonnement mondial et sa gamme de produits intégrés. En ce qui a trait aux Marchés des Capitaux, nous continuerons d'accroître nos capacités liées aux services mondiaux de banque d'investissement dans les secteurs de l'énergie et des mines, ainsi que notre présence à Londres, en Angleterre, et à Sydney, en Australie. Nous porterons également nos efforts sur nos capacités de distribution en Asie et nous comptons tirer parti de notre réseau de distribution mondial pour accroître la pénétration de nos produits et services et pour approfondir nos relations avec nos clients des services d'investissement.

En se fondant sur notre philosophie « Le client avant tout » et nos objectifs stratégiques, nos secteurs d'exploitation continuent d'adapter leurs stratégies individuelles pour aider nos clients à créer de nouvelles occasions et à assurer leur réussite financière, tout en renforçant les relations-clients, selon les contextes opérationnel et concurrentiel. Nous sommes d'avis que le déploiement fructueux de nos stratégies d'entreprise contribuera à l'amélioration de la qualité et de la diversification de nos résultats. Ces efforts devraient se traduire par le maintien du rendement solide de nos secteurs d'exploitation canadiens ainsi que par l'amélioration des résultats découlant de nos activités aux États-Unis et à l'échelle internationale.

Sommaire des faits saillants financiers

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	2008	2007	2006	2008 par rapport à 2007 Augmentation (diminution)	
Total des revenus	21 582 \$	22 462 \$	20 637 \$	(880)\$	(3,9)%
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 595	791	429	804	101,6 %
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 631	2 173	2 509	(542)	(24,9)%
Frais autres que d'intérêt	12 351	12 473	11 495	(122)	(1,0)%
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	6 005	7 025	6 204	(1 020)	(14,5)%
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	4 555	5 492	4 757	(937)	(17,1)%
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(29)	–	n.s.
Bénéfice net	4 555 \$	5 492 \$	4 728 \$	(937)\$	(17,1)%
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires canadiens	2 662 \$	2 545 \$	2 124 \$	117 \$	4,6 %
Gestion de patrimoine	665	762	604	(97)	(12,7)%
Assurances	389	442	302	(53)	(12,0)%
Services bancaires internationaux	(153)	242	261	(395)	(163,2)%
Marchés des Capitaux	1 170	1 292	1 355	(122)	(9,4)%
Services de soutien généraux	(178)	209	111	(387)	n.s.
Bénéfice net	4 555 \$	5 492 \$	4 757 \$	(937)\$	(17,1)%
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	3,41 \$	4,24 \$	3,65 \$	(0,83)\$	(19,6)%
Bénéfice par action – dilué	3,38 \$	4,19 \$	3,59 \$	(0,81)\$	(19,3)%
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	18,0 %	24,6 %	23,5 %	n.s.	(660)p.b.
Rendement du capital de risque (2)	29,6 %	37,4 %	36,7 %	n.s.	(780)p.b.
Marge nette d'intérêt (3)	1,44 %	1,33 %	1,35 %	n.s.	n.s.
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,53 %	0,33 %	0,23 %	n.s.	20 p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,96 %	0,45 %	0,38 %	n.s.	51 p.b.
Ratios de capital et coefficients (4)					
Ratio du capital de première catégorie	9,0 %	9,4 %	9,6 %	n.s.	(40)p.b.
Ratio du capital total	11,1 %	11,5 %	11,9 %	n.s.	(40)p.b.
Coefficient actif-capital	20,1X	19,9X	19,7X	0,2X	n.s.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	723 859 \$	600 346 \$	536 780 \$	123 513 \$	20,6 %
Valeurs mobilières	171 134	178 255	184 869	(7 121)	(4,0)%
Prêts de détail (5)	195 455	169 462	151 050	25 993	15,3 %
Prêts de gros (5)	96 300	69 967	58 889	26 333	37,6 %
Dépôts	438 575	365 205	343 523	73 370	20,1 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	24 750	22 000	19 900	2 750	12,5 %
Moyenne du capital de risque (2)	15 050	14 450	12 750	600	4,2 %
Actif ajusté en fonction des risques (4)	278 579	247 635	223 709	30 944	12,5 %
Biens sous gestion	226 900	161 500	143 100	65 400	40,5 %
Biens administrés – RBC (6)	623 300	615 100	582 300	8 200	1,3 %
– RBC Dexia IS (7)	2 585 000	2 713 100	2 421 100	(128 100)	(4,7)%
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 305 706	1 273 185	1 279 956	32 521	2,6 %
– moyenne (diluée)	1 319 744	1 289 314	1 299 785	30 430	2,4 %
– à la fin	1 341 260	1 276 260	1 280 890	65 000	5,1 %
Dividendes déclarés par action	2,00 \$	1,82 \$	1,44 \$	0,18 \$	9,9 %
Rendement de l'action	4,2 %	3,3 %	3,1 %	n.s.	90 p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la clôture, à la fin	46,84 \$	56,04 \$	49,80 \$	(9,20)\$	(16,4)%
Capitalisation boursière (TSX)	62 825	71 522	63 788	(8 697)	(12,2)%
Renseignements opérationnels					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) (8)	73 323	64 815	60 539	8 508	13,1 %
Nombre de succursales	1 741	1 541	1 443	200	13,0 %
Guichets automatiques bancaires	4 964	4 419	4 232	545	12,3 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (9)	0,969 \$	0,915 \$	0,883 \$	0,054 \$	5,9 %
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,830	1,059	0,890	(0,23)	(21,6)%

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Pour une analyse plus détaillée sur la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) En 2008, les ratios de capital et l'actif ajusté en fonction des risques sont calculés selon les lignes directrices publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), lesquelles sont formulées conformément au nouveau cadre de l'accord de Bâle II. Les ratios de capital et l'actif ajusté en fonction des risques des périodes précédentes sont calculés selon les lignes directrices publiées par le BSIF, lesquelles sont formulées conformément au cadre de l'accord de Bâle I. Les calculs effectués selon l'accord de Bâle I et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement. Une analyse plus détaillée de l'accord de Bâle II est présentée à la rubrique Gestion du capital.

(5) Les montants indiqués pour les prêts de détail et les prêts de gros ci-dessus ne tiennent pas compte de la provision pour pertes sur prêts.

(6) Le poste Biens administrés – RBC a été révisé de manière à tenir compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales canadien. Les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce changement.

(7) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 30 septembre dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.

(8) À compter de 2008, nous n'avons pas tenu compte de la rémunération pour les jours fériés versée aux employés à temps partiel pour calculer le nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps), conformément à notre cadre d'information de gestion. Tous les chiffres correspondants des périodes précédentes reflètent ce changement dans le calcul de cette donnée.

(9) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

n.s. non significatif

Nous avons déclaré un bénéfice net de 4 555 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, en baisse de 937 millions, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,38 \$, en baisse de 19 % comparativement à l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 18,0 %, par rapport à 24,6 % à l'exercice précédent. Le ratio du capital de première catégorie s'est chiffré à 9,0 %, en baisse de 40 points de base (p.b.) par rapport à 9,4 % à l'exercice précédent, et notre ratio du capital total s'est chiffré à 11,1 %, en baisse de 40 points de base comparativement à 11,5 % à l'exercice précédent.

Mise en œuvre de nos initiatives

Malgré les conditions difficiles sur les marchés avec lesquelles nous avons dû composer au cours de l'exercice, nous avons continué de diversifier nos produits et services ainsi que notre présence sur les marchés et dans les secteurs géographiques grâce à la croissance interne et à des acquisitions stratégiques, afin que nos clients puissent plus aisément faire affaire avec nous et que nous puissions nous positionner pour assurer la croissance future du bénéfice.

Au Canada, nous avons continué de raffermir notre position de chef de file dans la plupart des principales catégories de produits, grâce à la qualité accrue et à l'expansion de nos gammes de produits et services, au maintien d'un équilibre entre notre croissance interne et nos acquisitions stratégiques, et à l'élargissement et à l'amélioration de notre réseau de distribution, de manière à mieux servir nos clients.

- Le secteur Gestion de patrimoine a conclu l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N). Conjugée à nos services existants de gestion d'actifs, cette acquisition a donné lieu à la création de la plus grande société de fonds communs de placement, selon la quantité d'actifs sous gestion, et de l'un des plus importants gestionnaires d'actifs du secteur privé au Canada, selon la quantité d'actifs sous gestion, qui jouira d'une présence importante sur le marché institutionnel des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées des fonds de dotation et des fondations. Nos résultats pour l'exercice 2008 tiennent compte des résultats de PH&N pour un semestre.
- Nous avons lancé divers nouveaux produits tels que les comptes d'épargne US à intérêt élevé, la carte Visa Infinite Voyages et le compte de placement commercial, afin d'aider nos clients à satisfaire leurs besoins financiers grandissants.
- Nous avons ouvert 28 succursales bancaires et 14 succursales d'assurance, nous avons installé 240 guichets automatiques hors site et nous avons rénové 147 succursales existantes afin que nos clients puissent plus aisément faire affaire avec nous.

Aux États-Unis, nous avons continué d'accroître nos services bancaires et de gestion de patrimoine ainsi que notre présence sur les marchés financiers, au moyen de notre croissance interne et de certaines acquisitions clés, et nous avons accru les liens entre ces activités. Nous avons également pris des mesures pour mieux positionner notre marque dans ce pays, et avons modifié la dénomination sociale de RBC Centura Bank et celle de notre maison de courtage de détail de RBC Dain Rauscher qui sont maintenant connues sous le nom de RBC Bank et de RBC Wealth Management, respectivement.

- Nous avons conclu l'acquisition d'Alabama National Bancorporation (ANB), ce qui nous a permis d'accroître notre réseau de succursales bancaires et de porter à 439 le nombre de nos centres bancaires offrant des services traditionnels, et de renforcer notre position dans plusieurs marchés dans le sud-est des États-Unis, notamment en Alabama, en Floride et en Géorgie. Nos résultats pour l'exercice de 2008 tiennent compte des résultats d'ANB pour une période de huit mois.
- Nous avons renforcé nos capacités de gestion de patrimoine dans les régions de l'Est, du Midwest et du centre du littoral de l'Atlantique aux États-Unis, grâce à l'acquisition de Ferris, Baker Watts, Incorporated (FBW) conclue par le secteur Gestion de patrimoine. Cette société, qui compte plus de 300 conseillers financiers chevronnés et 42 succursales et gère des actifs d'une valeur d'environ 19 milliards de dollars US, s'ajoute à notre réseau, lequel se compose de plus de 2 000 conseillers financiers exerçant leurs activités à partir de 204 succursales de détail situées dans 42 États. Nos résultats pour l'exercice 2008 tiennent compte des résultats de FBW pour une période de quatre mois.
- Notre secteur Marchés des Capitaux a conclu l'acquisition de Richardson Barr & Co. (Richardson Barr), une importante société de conseils en matière d'énergie établie à Houston et spécialisée dans les acquisitions et les désinvestissements dans le secteur de l'exploration et de la production. Nos résultats pour l'exercice 2008 tiennent compte des résultats de Richardson Barr pour une période de trois mois.

En dehors de l'Amérique du Nord, nous avons poursuivi les occasions de croissance dans des marchés précis et nous avons élargi notre réseau

de distribution pour que nos clients puissent plus aisément faire affaire avec nous.

- Nous avons conclu l'acquisition de RBTT, créant ainsi l'un des plus importants réseaux de services bancaires dans les Antilles, avec une présence dans 17 pays situés dans cette région. Nos résultats pour l'exercice 2008 tiennent compte des résultats de RBTT pour la période allant du 16 juin au 30 septembre, étant donné qu'il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT.
- Nous avons ouvert un nouveau bureau de représentation en gestion de patrimoine en Amérique latine pour mieux servir notre clientèle à l'échelle mondiale. Nous avons également ouvert un bureau de représentation en Inde, afin d'offrir des services de gestion de patrimoine aux particuliers disposant d'un avoir net élevé, des services de correspondance bancaire et des services liés au commerce international aux institutions financières indiennes, ainsi que des produits et services des marchés des capitaux aux gouvernements et aux sociétés.
- Nous avons élargi notre plateforme de services financiers mondiaux intégrés, donnant ainsi aux petites entreprises commerciales canadiennes et à leurs filiales à l'étranger l'accès à une gamme complète de services mondiaux de gestion de trésorerie aux fins de leurs activités bancaires quotidiennes en Europe et dans la région Asie-Pacifique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés en 2008 ⁽¹⁾

Le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne s'est élevé à 0,6 % jusqu'à maintenant en 2008, en baisse par rapport au taux de 2,2 % prévu en novembre 2007. Bien que la croissance ait ralenti au cours de l'année, l'économie canadienne a de façon générale bénéficié d'une forte demande au pays, qui reflète essentiellement les termes de l'échange favorables et les bases relativement solides de la consommation, y compris le faible taux de chômage. L'économie a subi un repli modéré au dernier trimestre civil, en raison principalement de la détérioration des exportations nettes découlant du ralentissement de la croissance aux États-Unis et à l'échelle mondiale, du resserrement des conditions du crédit et de la baisse des prix des marchandises. La brusque chute des prix des marchandises survenue vers la fin de l'exercice a contribué à la baisse spectaculaire du dollar canadien par rapport au dollar américain. Tout au long de l'exercice, la Banque du Canada a réduit le taux de financement à un jour de 200 points de base au total, le portant à 2,25 %, en fonction du ralentissement économique à l'échelle mondiale, de la détérioration des conditions du marché et de la baisse des prix des marchandises.

Le taux de croissance estimatif de l'économie américaine s'est élevé à 1,3 %, en baisse par rapport au taux de 2,2 % prévu au début de l'année. Bien que la croissance économique se soit améliorée légèrement au début de l'année, en raison principalement de la promulgation de l'Economic Stimulus Act of 2008, l'économie américaine s'est détériorée au deuxième semestre, situation qui tient en grande partie au resserrement des conditions du crédit, au recul persistant des marchés de l'habitation, à la faiblesse des dépenses de consommation et des entreprises et à l'augmentation du taux de chômage. La qualité du crédit a elle aussi diminué, particulièrement en ce qui concerne les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux. Afin d'atténuer le repli de l'économie, de rétablir la stabilité et d'enrayer les craintes liées aux liquidités, la Réserve fédérale a abaissé le taux des fonds fédéraux à plusieurs reprises au cours de l'année pour le porter à 1 %, soit une baisse de 325 points de base.

La croissance de autres économies a ralenti au début de l'année et elle s'est ensuite détériorée, particulièrement au Royaume-Uni et dans la zone euro. Les nouvelles économies, notamment la Chine, ont affiché une croissance solide au début de l'année, mais cette croissance a ralenti au deuxième semestre, en raison de la détérioration des marchés mondiaux des capitaux.

La détérioration des marchés des titres adossés à des créances hypothécaires aux États-Unis qui s'est amorcée au milieu de 2007 et s'est poursuivie en 2008 a eu une incidence défavorable importante sur les marchés du crédit élargis. De façon générale, il y a eu un élargissement des écarts de taux, une volatilité accrue du prix des actions à l'échelle mondiale et un manque de liquidité en ce qui a trait à un large éventail de produits. Par ailleurs, les conditions éprouvantes qui ont régné sur les marchés financiers se sont intensifiées au dernier trimestre, par suite de l'effondrement de quelques institutions financières mondiales, de la baisse des profits des entreprises et de la crainte générale qu'une récession mondiale se produise.

Au mois d'octobre, les gouvernements du monde entier sont intervenus pour stabiliser les marchés et restaurer la confiance du public dans les institutions financières en injectant des milliards de dollars dans les systèmes financiers à l'échelle mondiale. Ces gouvernements ont annoncé des mesures qui comprenaient notamment des baisses coordonnées de taux d'intérêt, des programmes de financement, des injections de capitaux dans des institutions financières, des garanties et des nationalisations d'institutions financières. En cohérence avec les gouvernements mondiaux, la Banque du Canada a réduit les taux d'intérêt,

a injecté des liquidités dans le marché canadien, a instauré l'assurance à l'égard du financement de gros et a prolongé son programme de titrisation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

(1) Données en date du 4 décembre 2008.

Rendement par rapport aux objectifs établis pour 2008		Tableau 2
	Objectifs	Rendement
Croissance du bénéfice dilué par action	7 %–10 %	(19)%
Lever d'exploitation défini (1)	>3 %	1,0 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 %+	18,0 %
Ratio du capital de première catégorie (2)	8 %+	9,0 %
Ratio de distribution	40 %–50 %	59 %

(1) Notre levier d'exploitation défini constitue une mesure hors PCGR et il représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Calculé en fonction des lignes directrices du BSIF formulées conformément au nouveau cadre de l'accord de Bâle II.

Objectifs annuels pour l'exercice 2008

Nous avons établi nos objectifs pour 2008 en novembre 2007, en fonction de nos perspectives économiques et commerciales pour 2008. En 2008, la détérioration des marchés du crédit, le manque de liquidités largement répandu au sein des marchés financiers et les niveaux élevés de volatilité, particulièrement au deuxième semestre de 2008, ont eu une incidence importante sur la conjoncture économique et les conditions du marché. Nous étions conscients du fait que le début de 2008 serait difficile, en raison de la volatilité continue des marchés, de la volatilité comptable soutenue et du ralentissement de la croissance économique, mais nous ne nous attendions pas à ce que ces conditions se maintiennent tout au long de l'exercice, ni à ce qu'elles aient des répercussions si importantes.

Nous avons réalisé, au cours de l'exercice, que les progrès relatifs à l'atteinte de certains objectifs avaient été touchés principalement par les réductions de valeur constatées, par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires aux États-Unis, et par la compression des écarts. Par conséquent, nous n'avons pas atteint nos objectifs pour l'exercice, sauf en ce qui concerne le ratio du capital de première catégorie. Notre situation de capital est demeurée solide tout au long de 2008, et le ratio du capital de première catégorie est demeuré supérieur à notre objectif.

Notre objectif à moyen terme visait à fournir aux actionnaires un rendement total se situant dans le quartile supérieur par rapport à notre groupe d'entreprises nord-américaines homologues (1). Le rendement total pour les actionnaires est une notion utilisée pour comparer le rendement de nos actions sur une période donnée, et tient compte de l'appréciation du prix des actions et des dividendes versés aux actionnaires. Le rendement total pour les actionnaires absolu fluctue en fonction de la conjoncture des marchés; cependant, le rendement relatif reflète la perception du marché à l'égard du rendement global d'une entreprise par rapport à celui de son groupe d'homologues sur une période donnée.

La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans et sur cinq ans se chiffre à 8 % (2) et à 12 % (2), respectivement, soit un résultat qui se situe dans le quartile supérieur de notre groupe d'entreprises homologues pour les deux périodes. La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans et sur cinq ans pour notre groupe d'entreprises homologues s'est chiffrée à (9) % et à (2) %, respectivement (2).

Nos dividendes versés au cours de la période de trois ans ont augmenté à un taux composé annuel moyen de 19 %.

Nous mesurons nos objectifs liés au rendement total pour les actionnaires par rapport au rendement de notre groupe d'entreprises homologues en Amérique du Nord; en raison des fusions et des acquisitions auxquelles ce groupe a participé au cours de 2008, nous réévaluons actuellement notre groupe d'entreprises homologues. Une fois qu'il aura été établi, nous présenterons des renseignements sur toute modification apportée à ce groupe, et nous continuerons de surveiller et de réévaluer ce groupe à moyen terme, en fonction des événements qui se produiront.

- (1) Notre groupe d'entreprises homologues en Amérique du Nord se compose de sept grandes institutions financières canadiennes (Société Financière Manuvie, La Banque de Nouvelle-Écosse, La Banque Toronto-Dominion, Banque de Montréal, Financière Sun Life inc., Banque Canadienne Impériale de Commerce et Banque Nationale du Canada) et de 13 institutions financières américaines (Bank of America Corporation, JP Morgan Chase & Co., Wells Fargo & Company, Wachovia Corporation, US Bancorp, Sun Trust Banks, Inc., The Bank of New York Mellon Corporation, BB&T Corporation, Fifth Third Bancorp, National City Corporation, The PNC Financial Services Group, KeyCorp et Northern Trust Corporation).
- (2) La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur trois ans est calculée en fonction de la somme de la plus-value et du revenu de dividendes réinvesti pour la période allant du 31 octobre 2005 au 31 octobre 2008. La moyenne du rendement total annuel pour les actionnaires sur cinq ans est calculée pour la période allant du 31 octobre 2003 au 31 octobre 2008, selon les données publiées par Bloomberg.

Rendement total pour les actionnaires

Pour les exercices terminés le 31 octobre						Tableau 3
	2008	2007	2006	2005	2004	TCAC sur 5 ans (1)
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la clôture, fin de période	46,84 \$	56,04 \$	49,80 \$	41,67 \$	31,70 \$	8,1 %
Dividendes versés par action	2,00	1,72	1,32	1,13	0,98	19,2 %
Augmentation (diminution) du cours de l'action	(16,4)%	12,5 %	19,5 %	31,4 %	(0,1)%	
Rendement total pour les actionnaires (2)	(12,8)%	16,2 %	23,2 %	35,4 %	3,2 %	

(1) Taux de croissance annuel composé (TCAC).

(2) Le rendement total pour les actionnaires tient compte du réinvestissement des dividendes; par conséquent, il n'égale pas la somme du rendement des dividendes versés par action et de l'augmentation (la diminution) du cours de l'action présentés dans le tableau.

Perspectives et objectifs à moyen terme

Perspectives économiques et perspectives du marché (1)

L'économie canadienne est probablement entrée en récession au dernier trimestre de 2008, et son taux de croissance prévu pour 2009 n'est que de 0,3 %, en raison de la baisse de la demande au pays. Nous nous attendons à un ralentissement des dépenses de consommation, situation qui reflète le repli modeste des marchés du travail et de l'habitation. Les pressions inflationnistes vont vraisemblablement se dissiper, puisque les prix des marchandises se stabilisent et que la croissance de l'économie reste anémique. Nous nous attendons à ce que le dollar canadien demeure en moyenne inférieur au dollar américain, en raison de la baisse des prix des marchandises. Nous prévoyons que la Banque du Canada réduira son taux d'intérêt à 1,75 % vers la fin de 2008 (1), afin d'atténuer certaines pressions à la baisse sur l'économie, et qu'elle maintiendra ce taux durant la majeure partie de 2009.

Nous prévoyons une croissance négative de 1 % de l'économie américaine en 2009. Nous nous attendons à ce que la détérioration de la conjoncture économique et la volatilité des marchés financiers continueront de freiner les dépenses de consommation et les dépenses des entreprises et accentueront la récession aux États-Unis, en raison du main-

tien d'un taux de croissance négatif de l'économie d'ici la fin de 2008 et au début de 2009. Nous prévoyons que la Réserve fédérale réduira le taux des fonds fédéraux à 0,5 % vers la fin de décembre et maintiendra ce taux au cours de 2009.

Nous nous attendons à un repli plus prononcé des économies mondiales, particulièrement celles de la zone euro, en 2009, en raison de la détérioration continue des économies outre-mer, laquelle découle de la baisse de la demande dans ces pays, de la volatilité des marchés financiers et de la demande réduite à l'égard des exportations des principaux partenaires commerciaux. Les économies émergentes, la Chine en tête, devraient connaître un taux de croissance très modéré en 2009, en raison de l'incertitude des marchés financiers mondiaux et de la conjoncture de récession dans certains pays industrialisés.

Les marchés financiers continuent d'être aux prises avec les retombées de la crise des marchés du crédit et de l'assombrissement des perspectives concernant les économies mondiales. Nous nous attendons à ce que les marchés financiers demeurent volatils en 2009, en raison des préoccupations liées à la situation du crédit et des liquidités ainsi que du ralentissement des économies mondiales. Nous croyons que les

(1) Données en date du 4 décembre 2008

mesures prises récemment par les gouvernements et par les banques centrales, notamment les réductions des taux d'intérêt, les programmes de sauvetage des marchés financiers et l'amélioration des garanties liées aux prêts interbancaires, devraient éventuellement se traduire par une stabilité accrue des marchés.

Perspectives commerciales et priorités

La faiblesse des perspectives économiques mondiales, la volatilité continue des marchés financiers et l'incertitude générale quant au moment d'une éventuelle reprise devraient générer à moyen terme un contexte d'exploitation difficile.

Dans le secteur Services bancaires canadiens, nous prévoyons une baisse des prêts à la consommation au cours de la prochaine année, en raison principalement du recul des ventes et des prix des logements, ainsi que de la réduction des dépenses de consommation. Les dépenses des entreprises devraient ralentir, ce qui entraînera probablement une croissance moins prononcée du portefeuille de prêts aux entreprises. Nos clients des services de prêts aux entreprises continuent d'afficher de bons résultats et des bilans qui, de façon générale, sont solides, ainsi que des niveaux d'endettement historiquement faibles; toutefois, les prêts aux entreprises demeurent sensibles à la santé de l'économie en général.

Les marges nettes d'intérêt liées aux services de détail continueront probablement de subir des pressions, en raison du maintien de faibles taux d'intérêt et de la composition changeante de nos portefeuilles en faveur du financement aux fins d'accession à la propriété garanti et donnant lieu à des écarts moindres. Le caractère concurrentiel des prix influera également sur les marges.

La qualité du crédit au Canada en 2009 devrait fléchir de façon modérée, en raison du ralentissement économique et de la hausse du taux de chômage, et aura vraisemblablement une incidence sur les portefeuilles de prêts à la consommation, de prêts aux entreprises et de prêts aux grandes entreprises. Nous prévoyons une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, en raison principalement de la croissance des portefeuilles et d'une légère augmentation des taux de défaillance. Nous continuerons de porter notre attention sur la gestion des charges d'exploitation dans le cadre de nos services bancaires au pays.

Dans le secteur Gestion de patrimoine, nous prévoyons une croissance modérée des actifs liés aux services tarifés des clients par rapport aux faibles niveaux actuels, en raison de la stabilisation des marchés financiers à moyen terme. Nous voulons continuer d'embaucher des conseillers chevronnés dans tous nos secteurs d'activité et tirer parti de l'étendue et de la portée de nos ressources pour servir nos clients, activités qui devraient soutenir la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients. Par ailleurs, nous prévoyons une croissance modérée des revenus tirés des transactions, en raison de la stabilisation prévue des marchés financiers à court terme et de la croissance soutenue à moyen terme. La croissance devrait être étayée par la stabilité des marchés financiers et par la préférence accrue que les investisseurs auront pour des produits de gestion de patrimoine transparents.

Dans le secteur Assurances, nous prévoyons que le rendement des placements subira l'incidence des conditions du marché à court terme et nous sommes d'avis que le caractère diversifié de notre portefeuille de placements, ainsi que de nos investissements dans les infrastructures et l'expansion de nos succursales de vente au détail, devrait atténuer l'incidence sur nos résultats.

Dans le secteur Services bancaires internationaux, nous nous attendons à ce que nos services bancaires aux États-Unis continuent de subir les contrecoups de la faiblesse de l'économie américaine et du repli du marché de l'habitation dans ce pays. La croissance des prêts à la consommation et des prêts aux entreprises aux États-Unis devrait également demeurer faible. Nous prévoyons une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui reflète le nombre plus élevé de prêts douteux découlant principalement de la détérioration des conditions du crédit liées aux activités de financement de constructeurs résidentiels ainsi qu'à nos portefeuilles de prêts commerciaux, de prêts de détail et de prêts aux entreprises. Nous continuerons de porter notre attention sur le maintien systématique d'un équilibre entre la croissance de nos portefeuilles de prêts aux États-Unis et les risques liés à ces portefeuilles, et nous comptons améliorer notre modèle d'exploitation des services bancaires aux États-Unis, accroître notre efficacité et réduire nos charges. Nous continuons de voir des occasions d'affaires pour nos activités bancaires dans les Antilles dans la conjoncture actuelle grâce à l'intégration continue de l'acquisition de RBTT.

Nous détenons des actifs à des fins de négociation ainsi que certains actifs à des fins de placement; nous les comptabilisons à la juste valeur, laquelle est calculée au moyen des prix du marché ou de modèles

d'évaluation qui reposent sur les hypothèses concernant les conditions du marché. Par conséquent, la juste valeur de ces actifs et son incidence sur nos résultats financiers seront fonction des faits touchant le marché qui surviendront dans l'avenir. Nous prévoyons le maintien à court terme de la volatilité des marchés financiers, laquelle reflète les problèmes de liquidités et les pressions sur les prix. Nous nous attendons à ce que les mesures gouvernementales prises récemment se traduisent à la longue par une stabilité accrue des marchés financiers.

Dans le secteur Marchés des Capitaux, nous prévoyons que certaines activités continueront d'être touchées par l'instabilité des marchés, y compris les réductions de valeur possibles liées à certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, bien que nous prévoyons une légère amélioration de la situation lorsque les marchés des capitaux mondiaux commenceront à se stabiliser. Nous continuerons de faire preuve de vigilance en ce qui a trait à la gestion de notre structure de coûts en utilisant notre bilan de façon efficiente et en portant notre attention sur la gestion des risques tout en positionnant nos activités de façon à tirer parti des occasions sur le marché.

Objectifs à moyen terme

Nous nous attendons, à moyen terme, à d'autres changements d'ordre cyclique et structurel au sein de l'industrie des services financiers, notamment une hausse des coûts de financement, des niveaux de capital plus élevés, l'incidence du désendettement des bilans et des pertes sur prêts supérieures à la moyenne par rapport aux creux historiques enregistrés ces dernières années. Nous avons établi des objectifs financiers à moyen terme (de 3 ans à 5 ans), plutôt que des objectifs annuels. Les objectifs établis cadrent avec nos trois objectifs stratégiques, et nous sommes d'avis qu'ils reflètent davantage les nouvelles réalités du contexte commercial et économique décrit dans la présente section.

Objectifs à moyen terme

Tableau 4

Croissance du bénéfice dilué par action	7%+
Levier d'exploitation défini (1)	>3%
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18%+
Ratio du capital de première catégorie (2)	8,5%+
Ratio de distribution	40%–50%

- (1) Notre levier d'exploitation défini constitue une mesure hors PCGR et il représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Calculé selon les lignes directrices publiées par le BSIF et formulé conformément au nouveau cadre de l'accord de Bâle II.

Nos objectifs à moyen terme relatifs à la croissance du bénéfice dilué par action, au levier d'exploitation défini, au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et au ratio de distribution sont présentés dans le tableau ci-dessus, et ils continuent de refléter notre engagement à l'égard de la croissance élevée du bénéfice, de la compression des coûts et du rendement du capital investi dans nos activités, ainsi que notre gestion rigoureuse et efficace des risques et du capital. Le maintien d'une situation de capital solide fait partie intégrante de notre stratégie à moyen terme, et nous comptons faire en sorte que notre ratio de capital de première catégorie demeure supérieur à notre objectif de 8,5% et plus.

Nous comptons évaluer notre rendement financier à l'aide de nos objectifs à moyen terme dans un avenir prévisible, tant que la volatilité des marchés et la volatilité résultant des modèles comptables ne s'atténueront pas. Nous continuerons d'évaluer nos progrès sur une base trimestrielle et sur une base annuelle, dans le cadre de l'évaluation de notre rendement par rapport aux objectifs à moyen terme. Nous continuerons également d'évaluer notre rendement total pour les actionnaires par rapport à celui de notre groupe d'entreprises homologues en Amérique du Nord et de porter notre attention sur la maximisation de la valeur pour nos actionnaires. Comme il est mentionné ci-dessus, nous réévaluons actuellement ce groupe et communiquerons toute modification apportée à la composition de ce groupe dès que nous aurons terminé notre réévaluation.

Nous pensons qu'en nous concentrant sur l'atteinte de nos objectifs à moyen terme lorsque nous prenons des décisions, nous serons bien positionnés pour générer une croissance soutenue du bénéfice et du rendement pour nos actionnaires

Mise en application des conventions comptables critiques et estimations

Nos principales conventions et estimations comptables sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés. Certaines de ces conventions, ainsi que des estimations faites par la direction aux fins de l'application desdites conventions, constituent des conventions comptables critiques, car elles font en sorte que nous sommes tenus d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines, et parce qu'il est probable que des montants considérablement différents seront présentés dans des conditions différentes ou selon diverses hypothèses. Nos conventions comptables critiques et nos estimations visent la juste valeur des instruments financiers, la perte de valeur durable des titres disponibles à la vente et des titres détenus jusqu'à l'échéance, la provision pour pertes sur créances, les entités à détenteurs de droits variables, l'écart d'acquisition et autres actifs incorpores, les opérations de titrisation, les régimes de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite ainsi que les impôts sur les bénéfices. Nos conventions comptables critiques et nos estimations ont été examinées et approuvées par notre Comité de vérification, en collaboration avec la direction, dans le cadre du processus d'examen et d'approbation de nos principales conventions comptables et estimations.

Juste valeur des instruments financiers

Tous les instruments financiers doivent être évalués à la juste valeur au moment de la constatation initiale, sauf en ce qui a trait à certaines opérations entre apparentés. L'évaluation au cours des périodes subséquentes dépend de la catégorie dans laquelle l'instrument financier a été classé ou désigné comme instrument détenu à des fins de transaction, instrument disponible à la vente, instrument détenu jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou autres passifs financiers. Un instrument financier peut être désigné comme détenu à des fins de transaction (option de la juste valeur) au moment de la constatation initiale, à condition qu'il réponde à certains critères, même si cet instrument n'a pas été acquis ou pris en charge principalement en vue de sa revente ou de son rachat à court terme.

Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont inscrites dans le résultat net, sauf en ce qui concerne les dérivés désignés à titre de couverture efficace des flux de trésorerie ou de couverture du risque de change d'un investissement net dans un établissement étranger autonome; les variations de la juste valeur de ces dérivés sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers disponibles à la vente sont également évalués à la juste valeur, et les gains et pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu, sauf en ce qui concerne les placements dans des instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif, lesquels sont évalués au coût. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 31 octobre 2008, environ 340 milliards de dollars, ou 47 %, de nos actifs financiers et 252 milliards, ou 36 %, de nos passifs financiers étaient inscrits à la juste valeur (276 milliards, ou 46 %, de nos actifs financiers et 205 milliards, ou 36 %, de nos passifs financiers au 31 octobre 2007). Des renseignements sur la juste valeur de tous nos instruments financiers au 31 octobre 2008 sont présentés à la note 2 des Notes complémentaires.

Par juste valeur, on entend le montant pour lequel un instrument financier pourrait être acheté ou vendu dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance et sans contrainte effectuée entre deux parties consentantes et averties, autre que dans le cadre d'une vente forcée ou d'une liquidation. Ce qui atteste le mieux la juste valeur des instruments, dans un marché actif, est le cours du marché ou le cours vendeur, selon le cas. Si le cours du marché et le cours vendeur ne sont pas disponibles, nous utilisons le cours de clôture de la plus récente opération visant cet instrument, sous réserve des ajustements au titre des liquidités mentionnés ci-dessous. Si un cours du marché n'est pas disponible relativement à un instrument financier donné, nous utilisons le cours du marché d'un instrument financier doté de caractéristiques et de profils de risque semblables, ou des modèles d'évaluation internes ou externes fondés sur des facteurs du marché observables pour déterminer la juste valeur.

Un degré de subjectivité minimal est lié au calcul de la juste valeur des instruments financiers qui sont activement négociés, pour lesquels un cours du marché ou des paramètres d'entrée des modèles facilement observables sont disponibles. Toutefois, la direction doit exercer un jugement si un cours du marché ou des paramètres observables ne sont pas disponibles. La direction exerce également un jugement lorsqu'elle

détermine quels ajustements de l'évaluation boursière doivent être effectués pour déterminer la juste valeur. Ces ajustements comprennent les ajustements de l'évaluation pour tenir compte des liquidités relatives aux instruments financiers qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif, lorsque nous estimons possible que le montant réalisé à la vente sera inférieur à la juste valeur estimative, en raison d'une liquidité insuffisante à court terme. Ils comprennent également les ajustements de l'évaluation qui sont calculés lorsque aucun cours du marché n'est observable en raison du volume insuffisant d'activités boursières ou de l'absence d'activités boursières récentes dans un marché moins actif ou inactif.

La plupart de nos instruments financiers classés comme détenus à des fins de transaction, autres que les dérivés et les actifs financiers classés comme disponibles à la vente, comportent ou visent des titres de créance et des titres de participation activement négociés, qui sont inscrits à la juste valeur en fonction des cours du marché disponibles. Étant donné que peu de dérivés et d'instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction au moyen de l'option de la juste valeur sont activement cotés, nous nous basons principalement sur des modèles internes d'établissement des prix ainsi que sur des modèles standards du secteur, tels que le modèle de Black et Scholes, pour déterminer la juste valeur. Pour déterminer les hypothèses qui sous-tendent nos modèles d'établissement des prix, nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux. Toutefois, pour évaluer certains dérivés, nous nous appuyons sur d'importants facteurs de marché non observables tels que les corrélations entre les défaillances. Ces facteurs font l'objet d'un nombre considérablement plus élevé d'analyses quantitatives et de jugements par la direction. Lorsque les paramètres d'entrée ne sont pas fondés sur des données observables dans le marché, nous reportons les revenus de négociation initiaux jusqu'à ce que les montants reportés aient été réalisés par suite de la réception ou du versement d'espèces, ou lorsque les paramètres d'entrée sont observables dans le marché. Nous comptabilisons également des ajustements de la juste valeur afin de tenir compte de l'incertitude relative à l'évaluation découlant de l'incertitude caractérisant les risques et les paramètres liés au modèle lorsque nous évaluons des instruments financiers complexes ou des instruments financiers qui sont négociés moins activement. De plus amples renseignements sur nos instruments dérivés sont fournis à la note 7 des Notes complémentaires.

Pour déterminer les ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, comme il est décrit à la section Vue générale des résultats financiers, nous calculons la valeur actualisée de ces instruments en fonction des flux de trésorerie contractuels sur la durée du contrat, selon les taux de financement effectifs de RBC au début et à la fin de la période, et comptabilisons aux résultats la variation non réalisée de la valeur actualisée.

Le tableau ci-après illustre nos principaux actifs et passifs financiers constatés à la juste valeur aux 31 octobre 2008 et 2007, pour chaque méthode d'évaluation. Nous avons appliqué les concepts généraux contenus dans les normes comptables relatives aux instruments financiers, en vertu des PCGR du Canada, pour classer les actifs et les passifs constatés à la juste valeur en fonction des méthodes d'évaluation présentées ci-dessous.

Les instruments classés selon la méthode au cours du marché comprennent ceux dont les cours sont fournis par une Bourse, un courtier ou une maison de courtage, un groupe sectoriel, un service de cotation ou un organisme de réglementation, ou dont les valeurs liquidatives sont fournies par des gestionnaires de fonds communs de placement ou de fonds de couverture. Les instruments dont le cours est établi en fonction de modèles sont classés selon que ces modèles comportent d'importants paramètres observables ou non observables. Si la juste valeur n'est pas étayée par des paramètres de marché observables, et que les gains et pertes non réalisés initiaux ne sont pas permis en vertu des PCGR, l'instrument est classé selon la méthode fondée sur les modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché non observables.

Le Statement No. 157 du Financial Accounting Standards Board (FASB), intitulé *Fair Value Measurements* (FAS 157), comprend des lignes directrices en matière d'évaluation et il prévoit que tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés selon une hiérarchie de la juste valeur. Au 31 octobre 2008, nous n'avons pas adopté ces exigences en matière d'évaluation et d'information pour les besoins de l'information sur le rapprochement exigée par les PCGR des États-Unis, et l'information contenue dans le tableau ci-dessous n'est pas censée correspondre à la hiérarchie susmentionnée.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2008					2007				
	Juste valeur	Selon				Juste valeur	Selon			
		Cours du marché	Modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché observables	Modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché non observables	Total		Cours du marché	Modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché observables	Modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché non observables	Total
Actifs financiers										
Actifs classés comme détenus à des fins de transaction autres que les dérivés	104 414 \$	72 %	17 %	11 %	100 %	129 408 \$	82 %	18 %	–	100 %
Dérivés (1)	136 227	–	97 %	3 %	100 %	65 568	–	100 %	–	100 %
Actifs désignés comme détenus à des fins de transaction (option de la juste valeur)	52 185	31 %	66 %	3 %	100 %	52 580	36 %	64 %	–	100 %
Actifs classés comme disponibles à la vente	47 039	59 %	28 %	13 %	100 %	28 811	70 %	28 %	2 %	100 %
	339 865 \$					276 367 \$				
Passifs financiers										
Passifs classés comme détenus à des fins de transaction autres que les dérivés	27 507 \$	96 %	4 %	–	100 %	46 328 \$	89 %	11 %	–	100 %
Dérivés (1)	128 705	–	99 %	1 %	100 %	71 422	–	99 %	1 %	100 %
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction (option de la juste valeur)	95 359	–	100 %	–	100 %	87 433	–	100 %	–	100 %
	251 571 \$					205 183 \$				

(1) Les ajustements au titre des risques de marché et de crédit qui sont déterminés pour un instrument en particulier ont été pris en compte. En ce qui concerne les instruments résiduels, ces ajustements sont déterminés collectivement et ont donc été exclus. Les actifs dérivés ne tiennent pas compte d'ajustements au titre des risques de marché et de crédit de (1 117) millions de dollars (néant en 2007) et de dépôts de garantie obligatoires de 1 024 millions (1 017 millions en 2007).

2008 par rapport à 2007

La conjoncture du marché s'est beaucoup affaiblie au cours de 2008, ce qui a donné lieu à un niveau élevé d'incertitude et de volatilité qui s'est traduit par une diminution des activités de négociation sur les marchés financiers. De nombreux titres de créance de notre portefeuille qui étaient activement négociés ont enregistré des volumes de négociation limités. Par conséquent, les cours du marché n'étaient pas disponibles et aucun prix indicatif n'était fourni par les autres sources comme les maisons de courtage, les courtiers et les agences de cotation. À la fin de l'exercice, nous avons dû adopter des méthodes d'évaluation de remplacement pour évaluer bon nombre de nos instruments financiers.

En raison des changements dans nos méthodes d'évaluation, des modifications considérables ont touché nos modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché non observables. L'augmentation de 11 % des actifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction est principalement attribuable à certains titres de créance à court terme dont le volume de négociation sur le marché était insuffisant et pour lesquels aucun prix indicatif n'était disponible. La hausse de 3 % des actifs liés aux dérivés s'explique par les justes valeurs plus élevées liées à nos activités de crédit structuré et par le transfert d'actifs évalués au moyen des modèles d'établissement des prix comportant d'importants paramètres de marché observables dans cette catégorie. L'augmentation de 3 % des actifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction est attribuable à nos activités de prêts hypothécaires commerciaux pour lesquelles il y avait peu de transactions observables sur le marché sur lesquelles fonder nos évaluations. La hausse de 11 % dans la catégorie des titres disponibles à la vente est attribuable aux titres à enchères et à nos activités de CPG sur le marché municipal dont le classement est passé de la catégorie « détenus à des fins de transaction » à la catégorie « disponibles à la vente », ainsi qu'au volume de négociation insuffisant et à l'absence de prix indicatifs.

Le calcul de la juste valeur lorsque aucun cours du marché n'est disponible et que l'établissement des ajustements de l'évaluation appropriés nécessitent l'exercice d'un jugement de la part de la direction se fonde sur des recherches et des analyses quantitatives. Notre groupe de gestion des risques est chargé d'élaborer les méthodes et politiques que nous utilisons à des fins d'évaluation, et ces politiques et méthodes traitent de l'utilisation et du calcul des ajustements de l'évaluation. Ces méthodes font l'objet d'un examen continu, de manière à assurer leur caractère approprié. La surveillance qu'exerce la Gestion des risques du Groupe dans le cadre du processus d'évaluation vise également à s'assurer que tous les modèles d'évaluation financière importants font l'objet de contrôles rigoureux et de révisions régulières, de manière à fournir un point de vue indépendant. De plus amples renseignements sur la sensibilité des instruments financiers utilisés aux fins des activités de négociation et des activités autres que de négociation sont présentés à la rubrique Gestion du risque.

Perte de valeur durable des titres disponibles à la vente et des titres détenus jusqu'à l'échéance

Les titres susceptibles de vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance qui présentent des pertes non réalisées sont évalués à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie, afin de déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. Lorsque la juste valeur de l'un quelconque de ces

titres devient inférieure à son coût après amortissement, la direction doit évaluer si la perte de valeur est durable. Aux fins de cette évaluation, nous tenons compte de facteurs tels que le type de placement, le laps de temps pendant lequel la juste valeur est inférieure au coût après amortissement et l'importance de cet écart, l'importance de la perte de valeur, la situation financière et la situation de crédit de l'émetteur, ainsi que notre volonté et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que survienne la remontée prévue de la juste valeur. La décision de comptabiliser une perte de valeur, le montant de ladite perte de valeur et la période au cours de laquelle cette perte est comptabilisée sont fondés sur le jugement la direction. Si la direction juge que la perte de valeur est durable, les variations cumulatives des justes valeurs des titres susceptibles de vente qui étaient auparavant inscrites dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassées dans le résultat net au cours de cette période. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 1 et 3 des Notes complémentaires.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances reflète l'estimation de la direction en ce qui a trait aux pertes sur créances du portefeuille qui ont été établies, ainsi qu'aux pertes qui ont été subies mais qui n'avaient pas encore été établies à la date du bilan. La provision est constituée de manière à couvrir le portefeuille de prêts, y compris les prêts, les acceptations, les lettres de crédit et garanties, ainsi que les engagements non provisionnés. La provision pour pertes sur créances se compose de la provision spécifique et de la provision générale. La provision spécifique fait l'objet de calculs basés sur l'établissement et la détermination, par la direction, des pertes liées aux prêts douteux. Le calcul de la provision générale, qui a lieu chaque trimestre, se fonde sur l'évaluation par la direction des pertes probables liées au reste du portefeuille.

Le processus qui sert à calculer les provisions consiste notamment à effectuer des évaluations quantitatives et qualitatives au moyen d'informations actuelles et historiques sur les créances. Notre portefeuille de prêts fait l'objet d'un examen continu, de manière à déterminer si certains prêts devraient être classés à titre de prêts douteux et s'il y a lieu de constituer une provision ou de procéder à une radiation. Le processus nécessite forcément la formulation de certaines hypothèses et de certains jugements, y compris : i) l'évaluation du classement des prêts à titre de prêts douteux ou des cotes de crédit liées aux prêts; ii) l'estimation des flux de trésorerie et de la valeur des biens affectés en garantie; iii) l'établissement de taux de défaillance et de pertes basés sur les données historiques et sur les données de l'industrie; iv) l'ajustement des taux de perte et des paramètres de risques en fonction de la pertinence des données historiques compte tenu des changements apportés aux stratégies, aux processus et aux politiques en matière de crédit; v) l'évaluation de la qualité actuelle du crédit du portefeuille selon les tendances en matière de qualité du crédit ayant trait aux prêts douteux, aux radiations et aux recouvrements, ainsi qu'aux caractéristiques et à la composition du portefeuille; vi) l'établissement de la position actuelle relativement au cycle économique et au cycle de crédit. Des modifications de ces hypothèses ou le recours à d'autres jugements raisonnables pourraient avoir une incidence importante sur le niveau de la provision et, par conséquent, sur notre bénéfice net.

Provisions spécifiques

Les provisions spécifiques servent à couvrir les pertes estimatives sur les prêts douteux liés aux secteurs de détail et de gros. Un prêt est considéré comme douteux lorsque la direction juge qu'il n'y a plus aucune assurance raisonnable que tous les paiements d'intérêts et de capital seront effectués conformément au contrat de prêt.

En ce qui concerne les portefeuilles du secteur de gros gérés individuellement, qui font l'objet d'une surveillance régulière, un prêt est classé comme un prêt douteux selon notre évaluation de la situation financière générale de l'emprunteur, de ses ressources disponibles et de sa propension à effectuer les paiements lorsqu'ils deviennent exigibles. Les provisions spécifiques sont établies pour chaque compte individuel classé comme douteux, selon le jugement de la direction quant à la réalisation des flux de trésorerie futurs, y compris les montants qu'on peut raisonnablement s'attendre à recevoir de l'emprunteur ou de garants financièrement responsables, ou par suite de la réalisation d'une sûreté réelle. Les coûts de recouvrement estimatifs sont déduits des montants qu'on s'attend à recouvrer, et ces montants sont actualisés au taux d'intérêt effectif de l'obligation.

Dans le cas des portefeuilles du secteur de détail gérés collectivement, y compris les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux particuliers et les prêts aux petites entreprises, un prêt est classé comme un prêt douteux lorsqu'il est en souffrance depuis 90 jours, soit la période de défaillance généralement prévue par le contrat. L'estimation des provisions spécifiques liées à ces comptes se fonde sur une formule qui consiste à appliquer un ratio de radiations nettes propre à un produit aux montants des prêts douteux connexes. Le ratio de radiations nettes se base sur les taux de pertes historiques, ajustés pour tenir compte du jugement de la direction quant aux tendances récentes en matière de qualité du crédit, des caractéristiques et de la composition du portefeuille, ainsi que des conditions économiques et de marché. Les soldes de prêts sur cartes de crédit sont radiés directement lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement radiés lorsque les paiements sont en souffrance depuis 150 jours.

Provision générale

La provision générale sert à couvrir les pertes sur créances estimatives liées au portefeuille de prêts mais qui n'ont pas encore été précisément désignés comme douteux. L'estimation de ces pertes se fonde sur un certain nombre d'hypothèses, notamment i) le niveau des prêts douteux non désignés, compte tenu des conditions économiques et de marché actuelles; ii) le moment auquel les pertes sont réalisées; iii) le risque brut d'une facilité de crédit en cas de défaillance; iv) la gravité des pertes. Afin de déterminer le niveau approprié de la provision générale, la direction a d'abord recours à divers modèles statistiques axés sur les taux de pertes historiques et sur des paramètres de risques, de manière à estimer une fourchette de pertes probables au cours d'un cycle économique. La direction tient compte ensuite des modifications apportées aux processus d'octroi de crédit, y compris la souscription, l'établissement des limites et le processus lié aux comptes problèmes, afin d'ajuster l'expérience en matière de pertes pour qu'elle reflète davantage le contexte actuel. Par ailleurs, l'information sur le crédit, y compris la composition du portefeuille, les tendances en matière de qualité du crédit ainsi que les informations propres à l'économie et au marché, est évaluée pour déterminer le niveau approprié de la provision.

Dans le cas des prêts hétérogènes (prêts du secteur de gros, gérés individuellement), la provision générale est fondée sur l'application de la probabilité de défaillance estimative, sur le risque brut auquel nous sommes exposés en cas de défaillance et sur les facteurs de pertes, en fonction des pertes historiques selon le type et la cote du prêt. Ces paramètres se fondent sur les taux de pertes historiques (évolution des défaillances, gravité des pertes et risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance). Ils sont étayés par des études au sein de l'industrie, et ils sont mis à jour régulièrement. Cette démarche nous permet de générer une fourchette de pertes probables au cours d'un cycle économique. L'un des principaux facteurs relatifs au jugement qui influe sur l'estimation des pertes de ce portefeuille est l'application du cadre interne d'établissement de cotes de crédit, lequel se base sur nos évaluations quantitatives et qualitatives de la situation financière de l'emprunteur afin d'y attribuer une cote de crédit interne semblable à celles utilisées par les agences de notation externes. Toute modification importante des paramètres ou des hypothèses dont il est fait mention ci-dessus aura une incidence sur la fourchette de pertes sur créances probables et pourrait par le fait même influencer sur le niveau de la provision générale.

En ce qui concerne les prêts homogènes (prêts du secteur de détail), y compris les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts sur cartes de crédit ainsi que les prêts aux particuliers et aux petites entreprises qui sont gérés collectivement, le calcul de la provision générale se fonde sur l'application des taux de pertes historiques. Ces taux sont appliqués aux prêts en souffrance afin de déterminer une fourchette de pertes probables au cours d'un cycle économique.

Pour déterminer le montant de la provision générale, la direction tient compte aussi des tendances actuelles en matière de qualité du crédit du portefeuille, des conditions économiques et de marché, de l'incidence des modifications des politiques et des processus, ainsi que d'autres facteurs pertinents.

Toute modification fondamentale des méthodes de calcul est assujettie à un processus d'examen détaillé indépendant.

Total de la provision pour pertes sur créances

Selon les procédures dont il est fait mention ci-dessus, la direction estime que le total de la provision pour pertes sur créances, à savoir 2 299 millions de dollars, est suffisant pour absorber les pertes sur créances estimatives subies par le portefeuille de prêts au 31 octobre 2008. Ce montant inclut une tranche de 84 millions de dollars au titre de lettres de crédit, de garanties et d'engagements non provisionnés, classée dans les autres passifs.

Entités à détenteurs de droits variables

La Note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15), fournit des directives sur la façon d'appliquer les principes de consolidation à certaines entités constituant des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Lorsqu'une entité constitue une EDDV, le principal bénéficiaire est tenu de consolider les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation de l'EDDV. Le principal bénéficiaire est l'entité qui, en raison des droits variables qu'elle détient, assume la majorité des pertes prévues de l'EDDV (telles qu'elles sont définies dans la NOC-15) ou reçoit la majorité des rendements résiduels prévus de cette dernière (tels qu'ils sont définis dans la NOC-15) ou les deux.

Nous avons recours à divers processus d'estimation complexes reposant sur des facteurs qualitatifs et quantitatifs pour déterminer si une entité constitue une EDDV et, le cas échéant, pour analyser et calculer les pertes prévues et les rendements résiduels prévus. Ces processus consistent notamment à estimer les flux de trésorerie et le rendement futurs de l'EDDV, à analyser la variabilité de ces flux de trésorerie et à attribuer les flux de trésorerie aux parties désignées qui détiennent des droits variables afin de déterminer le principal bénéficiaire de l'EDDV. Nous devons par ailleurs exercer un jugement important pour interpréter les dispositions de la NOC-15 et pour les appliquer à chacune de nos opérations.

La NOC-15 s'applique à un certain nombre de nos opérations, y compris les fonds multicédants que nous administrons, les EDDV de création de produits de crédit et les EDDV de financement structuré. La section Arrangements hors bilan et la note 6 des Notes complémentaires fournissent de plus amples renseignements sur les EDDV auxquelles nous avons recours.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

En vertu des PCGR, l'écart d'acquisition n'est généralement pas amorti et est réparti entre les unités d'exploitation qui se situent au niveau immédiatement inférieur à nos secteurs d'exploitation. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il existe des événements ou des changements qui indiquent que la juste valeur d'une unité d'exploitation pourrait se situer en deçà de sa valeur comptable.

Le test de dépréciation de l'écart d'acquisition s'amorce par le calcul de la juste valeur de chaque unité d'exploitation et la comparaison avec sa valeur comptable, y compris l'écart d'acquisition. Si la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la juste valeur de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation doit être déterminée et comparée à sa valeur comptable. La juste valeur de l'écart d'acquisition est répartie en déterminant la juste valeur des actifs et des passifs de l'unité d'exploitation. On considère que l'écart d'acquisition a subi une perte de valeur lorsque sa valeur comptable excède sa juste valeur. Cet excédent correspond à la perte de valeur qui doit être passée en charges dans la période où l'excédent est constaté. Les reprises ultérieures de pertes de valeur ne sont pas permises.

La direction se fonde en grande partie sur son jugement pour déterminer la juste valeur de nos unités d'exploitation, et y parvient essentiellement à l'aide d'une approche fondée sur les bénéfices qui tient compte des prévisions internes de chaque unité d'exploitation à l'égard des produits et des charges. L'utilisation de cette méthode, et de façon plus générale, de nos processus de détermination de la perte de valeur, exige l'utilisation d'estimations et d'hypothèses, y compris celles ayant trait aux taux d'actualisation, aux taux de croissance et aux taux finaux de croissance. Les variations des estimations ou hypothèses pourraient avoir une incidence sur le calcul de la juste valeur de nos unités d'exploitation et, par conséquent, sur les résultats du test de dépréciation. Outre l'approche fondée sur les bénéfices, nous utilisons, dans la mesure du possible, une approche fondée sur le marché en vue d'évaluer à quoi correspond la juste valeur appropriée de chaque unité d'exploitation dans le marché actuel en fonction de la conjoncture et de sociétés comparables.

Les autres actifs incorporels ayant une durée de vie limitée font l'objet d'un amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, qui n'excède généralement pas 20 ans, et ils sont également soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe des conditions pouvant indiquer que les flux de trésorerie nets futurs estimatifs provenant d'un actif ne seront pas suffisants pour recouvrer sa valeur comptable. L'identification de tels événements ou conditions pourrait être assujettie au jugement de la direction. L'estimation de la juste valeur d'un actif incorporel ayant une durée de vie limitée en vue de déterminer si ce dernier a subi une perte de valeur exige également de la direction qu'elle formule des estimations et des hypothèses, et toute modification de ces estimations et hypothèses pourrait avoir une incidence sur la détermination de la juste valeur des actifs incorporels et, par conséquent, sur les résultats du test de dépréciation. Nous ne possédons pas d'actifs ayant une durée de vie indéfinie.

Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 1 et 10 des Notes complémentaires.

Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens, de créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires commerciaux en vendant ceux-ci à des structures d'accueil ou à des fiduciaires qui émettent des titres aux investisseurs. L'une des principales décisions comptables aux fins de la titrisation de nos prêts consiste à déterminer si la cession des prêts satisfait aux critères établis pour que ladite cession soit considérée comme une vente et, si tel est le cas, à évaluer les droits que nous avons conservés dans les prêts titrisés. La note 1 des Notes complémentaires fournit une description détaillée de la convention comptable liée aux opérations de titrisation de prêts.

Lorsque nous titrisons des prêts et que nous conservons un droit dans lesdits prêts, nous devons exercer un jugement pour déterminer si les prêts ont été isolés juridiquement. Le cas échéant, nous obtenons des avis juridiques afin d'obtenir l'assurance que les prêts cédés ont été isolés juridiquement. Dans bien des cas, nous conservons des droits dans des prêts titrisés tels que des coupons détachés, des droits de gestion ou des comptes de réserve. Lorsque aucun cours du marché n'est disponible, l'évaluation des droits conservés sur les actifs vendus se fonde sur notre meilleure estimation de plusieurs hypothèses clés, telles que le taux de remboursement des prêts cédés, la durée moyenne pondérée des créances pouvant être prépayées, la marge excédentaire, les pertes sur créances prévues et le taux d'actualisation. La juste valeur de ces droits conservés calculée au moyen de ces hypothèses influe sur le gain ou la perte qui est constaté au titre de la vente des prêts. La note 5 des Notes complémentaires fournit des renseignements sur les volumes de titrisation de nos prêts ainsi que sur le gain ou la perte constaté à la vente, de même qu'une analyse de sensibilité des principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits que nous avons conservés.

Une autre décision comptable clé consiste à déterminer si nous sommes tenus de consolider la structure d'accueil utilisée aux fins de la titrisation et de la vente de nos prêts. Comme il est décrit à la note 6 des Notes complémentaires, nous avons conclu qu'aucune des structures d'accueil que nous utilisons pour titriser nos actifs financiers ne doit être consolidée.

Régimes de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

Nous offrons un certain nombre de régimes à prestations ou à cotisations déterminées qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite aux employés admissibles. Ces régimes comprennent les régimes de retraite agréés, les régimes de retraite complémentaires et les régimes d'assurance maladie, d'assurance soins dentaires, d'assurance invalidité et d'assurance vie. Ces régimes de retraite fournissent des prestations établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite.

En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite, ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres de créance de sociétés ayant une cote AA. La direction formule toutes les autres hypothèses, et les actuaires procèdent à leur examen annuel. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles influera sur les montants de l'obligation et de la charge au titre des prestations constituées. Les hypothèses moyennes pondérées utilisées et la sensibilité des hypothèses clés sont présentées à la note 20 des Notes complémentaires.

Impôts sur les bénéfices

La direction exerce un jugement pour estimer la charge d'impôts. Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de la part des contribuables et des autorités fiscales visées. La charge d'impôts représente l'interprétation par la direction des lois fiscales pertinentes ainsi que son estimation de l'incidence des opérations effectuées et des événements survenus au cours de la période sur les impôts exigibles et les impôts futurs. Un actif ou un passif d'impôts futurs est déterminé pour chaque écart temporaire en fonction des taux d'imposition futurs qui devraient être en vigueur et des hypothèses de la direction quant au moment auquel la résorption de l'écart temporaire devrait avoir lieu.

Modifications de conventions comptables

Modifications importantes apportées en 2008 aux conventions comptables et à la présentation de l'information

PCGR du Canada

Instruments financiers – Présentation et informations à fournir
Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté trois nouvelles normes concernant la présentation et les informations à fournir publiées par l'ICCA : le chapitre 1535, intitulé *Informations à fournir concernant le capital* (chapitre 1535), le chapitre 3862, intitulé *Instruments financiers – Informations à fournir* (chapitre 3862), et le chapitre 3863, intitulé *Instruments financiers – Présentation* (chapitre 3863).

En vertu du chapitre 1535, les entités doivent fournir les informations suivantes : i) leurs objectifs, politiques et procédures de gestion du capital, ii) des données quantitatives sur les éléments qu'elles considèrent comme faisant partie du capital, iii) une attestation de conformité ou de non-conformité avec les exigences applicables en matière de capital, et iv) une énumération des conséquences de la non-conformité, le cas échéant.

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent presque en totalité le chapitre 3861, intitulé *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation* (chapitre 3861). Ainsi, les exigences en matière d'informations à fournir ont été révisées et accrues, tandis que les exigences en matière de présentation ont été maintenues. Ces nouveaux chapitres mettent davantage l'accent sur les informations à fournir concernant la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et la façon dont l'entité gère ces risques.

Reclassement des instruments financiers

En octobre 2008, l'ICCA a apporté des modifications aux chapitres suivants de son *Manuel* : chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, chapitre 3861, et chapitre 3862. Ces modifications autorisent, dans certaines circonstances, le reclassement d'actifs financiers pour les faire passer de la catégorie « détenus à des fins de transaction » à la catégorie « disponibles à la vente » ou « prêts et créances ». Les actifs financiers qui étaient classés comme détenus à des fins de transaction au moyen de l'option de la juste valeur ne peuvent être reclassés. Ces modifications s'appliquent à nous depuis le 1^{er} août 2008 et sont appelées « modifications de l'ICCA concernant le reclassement » dans le présent document.

Modifications futures de conventions comptables et présentation d'information

PCGR du Canada

Écart d'acquisition et actifs incorporels
L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable : le chapitre 3064, intitulé *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*. En vertu de ce chapitre, les coûts ne peuvent être reportés que s'ils sont liés à un élément qui répond à la définition d'un actif; par conséquent, les coûts de démarrage doivent être comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. La nouvelle norme modifiée à prise d'effet à compter du 1^{er} novembre 2008 en ce qui nous concerne. Son adoption ne devrait pas avoir une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Passage aux Normes internationales d'information financière

L'ICCA a annoncé que les PCGR du Canada qui s'appliquent aux sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les Normes internationales d'information financière (IFRS) sur une période de transition qui devrait s'étendre jusqu'en 2011. Nous commencerons à publier nos états financiers conformément aux IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011. Bien que nous ayons déjà commencé à planifier notre passage aux IFRS, nous n'avons pas encore déterminé l'incidence de cette conversion sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

PCGR des États-Unis

Cadre d'évaluation de la juste valeur

Le FASB a publié les prises de position suivantes à l'égard de l'évaluation de la juste valeur : i) le FAS 157 le 15 septembre 2006; ii) le Staff Position FAS 157-1, intitulé *Application of FASB Statement No. 157 to FASB Statement No. 13 and Other Accounting Pronouncements That Address Fair Value Measurements for Purposes of Lease Classification or Measurement under Statement 13*, le 14 février 2008; iii) le Staff Position FAS 157-2, intitulé *Effective Date of FASB Statement No. 157*, le 12 février 2008 et iv) le Staff Position FAS 157-3, intitulé *Determining the fair value of a financial asset when the market for that asset is not active*, le 10 octobre 2008. Le FAS 157 établit un cadre d'évaluation de la juste valeur en vertu des PCGR des États-Unis et s'applique aux autres prises de position en matière de comptabilité pour lesquelles la juste valeur constitue la caractéristique mesurée appropriée. Le FAS 157 exige également que davantage d'information soit fournie sur l'évaluation de la juste valeur. En ce qui nous concerne, le FAS 157 prend effet le 1^{er} novembre 2008, sauf en ce qui concerne certains actifs non financiers et passifs non financiers, pour lesquels il prendra effet le 1^{er} novembre 2009. L'ajustement transitoire sera constaté dans le solde des bénéfices non répartis présenté selon les PCGR des États-Unis au 1^{er} novembre 2008 et il n'a pas d'incidence importante sur notre situation financière consolidée.

Option d'évaluation des actifs et des passifs financiers à la juste valeur
Le 15 février 2007, le FASB a publié le Statement No. 159, intitulé *The Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities* (FAS 159). Le FAS 159 permet à l'entité de comptabiliser à la juste valeur certains actifs et passifs financiers et établit de nouvelles exigences concernant l'information à fournir sur les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste

valeur. En ce qui nous concerne, le FAS 159 prend effet le 1^{er} novembre 2008. L'ajustement transitoire sera constaté dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis présenté selon les PCGR des États-Unis au 1^{er} novembre 2008 et il n'a pas d'incidence importante sur notre situation financière consolidée.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières du Canada et des États-Unis est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans ces lois. En outre, ces contrôles et procédures sont conçus de manière à assurer la collecte et la communication de cette information à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef des finances, afin de permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

Au 31 octobre 2008, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par les autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada et par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances. Au terme de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 octobre 2008.

Évaluation de la direction concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de façon à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR. La direction a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2008 et, en se fondant sur cette évaluation, elle a conclu que notre contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace et qu'il n'existait aucune faiblesse importante dans notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Se reporter au rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ainsi qu'au rapport des comptables agréés indépendants.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Rendement financier

Vue d'ensemble

2008 par rapport à 2007

Nous avons déclaré un bénéfice net de 4 555 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, en baisse de 17 % par rapport à 5 492 millions l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,38 \$, en baisse de 19 % comparativement à l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 18 %, par rapport à 24,6 % l'an dernier. Nos résultats ont été touchés principalement par une hausse considérable des réductions de valeur qui se sont chiffrées à 2 091 millions de dollars pour les Marchés des Capitaux, contre 393 millions l'an dernier, ainsi que par des réductions de valeur supplémentaires découlant du contexte du marché, qui se sont établies à 397 millions pour les Services de soutien généraux et à 297 millions pour les Services bancaires internationaux. Ces réductions de valeur ont été neutralisées en partie par des gains de 533 millions de dollars sur les variations de la juste valeur des passifs au titre des dépôts et des débiteurs subordonnés désignés comme détenus à des fins de transaction, principalement en raison de l'élargissement des écarts de taux (ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction) (533 millions de dollars avant impôts), ainsi que d'une réduction connexe de 608 millions de la charge d'impôts et des écritures de compensation de 499 millions. Pour une analyse détaillée, se reporter à la section Incidence du contexte du marché.

La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui est principalement liée à nos services bancaires aux États-Unis, le

ralentissement des activités de montage de titres de participation et l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités ont également contribué à la diminution. Nos résultats de l'exercice précédent reflétaient également l'incidence favorable d'un gain au titre de la restructuration de Visa Inc. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la réduction de la provision au titre du litige relatif à Enron Corp., par la solide croissance des volumes liés à nos services bancaires et à nos activités de gestion de patrimoine, ce qui reflète en partie nos acquisitions, dont l'incidence a été partiellement neutralisée par la compression des écarts relativement à nos services bancaires. La hausse des revenus tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe et des opérations de change a aussi partiellement contrebalancé la baisse du bénéfice net. Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 9,0 %, en baisse de 40 points de base par rapport à 9,4 % l'an dernier.

À notre avis, plusieurs événements importants survenus au cours de 2008 ont eu, individuellement ou globalement, une incidence sur l'analyse de notre provision au titre du litige relatif à Enron. Par suite de l'analyse continue de ces événements au moment où ils sont survenus, notre dernière évaluation nous a menés à réduire notre provision au titre du litige pour la faire passer de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US), montant que nous avons établi en 2005, à 60 millions (50 millions de dollars US) ou 33 millions après impôts (27 millions de dollars US). Se reporter à la note 25 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements.

Incidence du contexte du marché

La faiblesse des marchés s'est poursuivie au cours de 2008, situation qui a entraîné des réductions de valeur totalisant 2 785 millions de dollars (1 418 millions après impôts et écritures de compensation connexes). Les réductions de valeur tenaient compte de pertes liées à certains portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction ainsi que de pertes liées à des titres disponibles à la vente. Une tranche de 2 091 millions de dollars (920 millions après impôts et écritures de compensation connexes) de ce montant est liée au secteur Marchés des Capitaux, une tranche de 397 millions (297 millions après impôts), au secteur Services de soutien généraux, lequel comprend nos activités de trésorerie, et une tranche de 297 millions (201 millions après impôts), au secteur Services bancaires internationaux. L'incidence de ces réductions de valeur ont été en partie contrebalancées par des gains de 533 millions de dollars (273 millions après impôts et écritures de compensation) découlant d'ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction. Une tranche de 343 millions de dollars (144 millions après impôts et écritures de compensation) de ce montant est liée au secteur Marchés des Capitaux et une tranche de 190 millions (129 millions après impôts), au secteur Services de soutien généraux.

Nous prévoyons que la plupart des gains découlant de l'élargissement de nos écarts de taux qui ont été constatés au cours de la période considérée se résorberont dans les périodes futures par l'augmentation de la juste valeur de ces passifs, en raison à la fois de l'écoulement du temps jusqu'à l'échéance, et de la baisse de nos taux de financement effectifs.

Les réductions de valeur liées au secteur Marchés des Capitaux touchent surtout les prêts à risque, les titres garantis par des créances (TGC) liés à des titres adossés à des actifs (TAA), les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et autres sur le marché américain, les pertes sur les titres à enchères, le portefeuille de placement lié à nos activités de CPG sur le marché municipal, les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis et les polices d'assurance vie détenues par une banque que nous détenons dans le cadre de nos activités visant la prestation de solutions d'assurance et de retraite aux États-Unis.

Les réductions de valeur et les pertes des Services de soutien généraux et des Services bancaires internationaux découlaient principalement des titres adossés à des créances hypothécaires et d'autres titres sur le marché américain dans nos portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente, à l'appui des activités et des objectifs de placement respectifs en matière de trésorerie. Ces réductions de valeur

touchent des titres pour lesquels les pertes de valeur sont considérées comme durables et les pertes à la vente d'autres titres. La détérioration de la juste valeur de ces titres reflète divers facteurs, notamment la hausse des écarts sur le marché imputable à l'augmentation des primes relatives au risque de crédit et à la liquidité et, dans certains cas, l'affaiblissement de la garantie sous-jacente.

Reclassement de titres détenus à des fins de transaction dans les titres disponibles à la vente

Lorsque nous acquérons des titres, nous les classons soit comme des titres détenus à des fins de transaction, soit comme des titres disponibles à la vente. Dans le cas des titres détenus à des fins de transaction, nous reflétons les variations de la juste valeur au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation. Dans le cas des titres disponibles à la vente, nous reflétons les variations non réalisées de la juste valeur pour la période considérée dans les autres éléments du résultat étendu. Si les variations sont réalisées ou si nous jugeons que des pertes de valeur durables se sont produites, nous reflétons les variations de la juste valeur au poste Revenus autres que d'intérêt – (Perte nette) gain net sur les titres disponibles à la vente. Se reporter à la rubrique Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente pour de plus amples renseignements sur notre portefeuille de titres disponibles à la vente et sur l'évaluation de ces titres.

Avec prise d'effet le 1^{er} août 2008, nous avons adopté les modifications apportées aux normes de classement de l'ICCA. Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008, des titres détenus à des fins de transaction, totalisant 6 868 millions de dollars (1), ont été reclassés dans les titres disponibles à la vente, et nous avons comptabilisé un montant de 478 millions (270 millions après impôts) dans les autres éléments du résultat étendu qui, autrement, aurait été comptabilisé comme une perte à l'état des résultats. Au cours du même trimestre, nous avons transféré certains titres à enchères liés à des prêts aux étudiants et certains titres détenus dans notre portefeuille de CPG sur le marché municipal américain et dans d'autres portefeuilles de négociation de la catégorie « détenus à des fins de transaction » à la catégorie « disponibles à la vente ». Les pertes non réalisées sur ces titres reflètent principalement les préoccupations à l'égard de la liquidité sur le marché actuel. La direction a déterminé que les pertes non réalisées sur ces titres étaient de nature temporaire et elle a l'intention de détenir les titres restants jusqu'à l'échéance ou jusqu'au recouvrement de leur valeur.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 3 des Notes complémentaires.

(1) Représente la juste valeur au 31 octobre 2008.

Sommaire de l'incidence du contexte du marché – gains (pertes)		Tableau 6	
(en millions de dollars canadiens)		2008	2007
Réductions de valeur			
Marchés des Capitaux – Titres détenus à des fins de transaction			
Prêts à risque sur le marché américain			
Couverts par MBIA			
TGC liés à des TAA, titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et autres		(704)\$	(5)\$
Titres à enchères sur le marché américain		(597)	(352)
Contrats de placement garanti (CPG) et autres titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché municipal américain		(243)	–
Solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain		(268)	–
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales sur le marché américain		(162)	–
		(117)	(36)
		(2 091)	(393)
Services de soutien généraux			
Titres détenus à des fins de transaction – titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles sur le marché américain			
		(129)	–
Titres disponibles à la vente – titres adossés à des créances hypothécaires et autres titres sur le marché américain			
		(268)	–
		(397)	–
Services bancaires internationaux			
Titres disponibles à la vente – titres adossés à des créances hypothécaires et autres titres sur le marché américain			
		(297)	–
Total avant impôts et écritures de compensation connexes		(2 785)\$	(393)\$
Écritures de compensation		613	131
Économies d'impôts		754	89
Total des (réductions de valeur) après impôts et écritures de compensation		(1 418)\$	(173)\$
Ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC détenus à des fins de transaction			
Marchés des Capitaux			
		343 \$	59 \$
Services de soutien généraux			
		190	29
Total avant impôts et écritures de compensation connexes		533	88
Écritures de compensation		(114)	(20)
Économies d'impôts		(146)	(25)
Total des gains après impôts et écritures de compensation		273 \$	43 \$
Total de l'incidence sur le bénéfice net		(1 145)\$	(130)\$

Marchés des Capitaux

Prêts à risque sur le marché américain – couverts par MBIA		Tableau 7					
(en millions de dollars canadiens)		Au 31 octobre 2008			Réductions de valeur		
	Risque sous-jacent		Protection de crédit fournie par des swaps sur défaut		Juste valeur de la protection fournie par MBIA, déduction faite des réductions de valeur (2)	2008	2007
	Montant en capital/valeur nominale	Juste valeur	Garantis par des espèces	Assurés par MBIA (1)			
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	1 303 \$	473 \$					
TGC liés à des TAA à risque	1 221	15					
Titres non adossés à des prêts à risque (TGC de sociétés)	3 253	2 357					
Total	5 777 \$	2 845 \$	689 \$	5 217 \$	1 519 \$	704 \$	5 \$

(1) La contrepartie est une filiale de MBIA Inc., un assureur spécialisé auquel Moody's Investors Service (Moody's) a accordé la cote Baa1 le 7 novembre 2008 et auquel Standard & Poor's (S&P) a accordé la cote AA (avec perspective négative) le 14 août 2008, relativement à sa capacité financière.

(2) La juste valeur est comprise dans le poste Autres – Dérivés.

Les réductions de valeur de 704 millions de dollars liées au secteur Marchés des Capitaux comptabilisées au cours de l'exercice sont imputables à la diminution de la juste valeur des swaps sur défaillance conclus avec MBIA Inc., un assureur spécialisé, lesquels représentent la protection de crédit acquise pour couvrir notre exposition au risque de crédit lié aux tranches de premier rang supérieur liées à nos activités de crédit structuré, compte tenu des écarts de défaillance de crédit sur le marché, les taux

de recouvrement prévus liés aux risques sous-jacents, ainsi que d'autres paramètres d'entrée. Comme il est illustré dans le tableau 7, la protection de crédit fournie par MBIA couvre à la fois des actifs liés aux prêts à risque et non liés aux prêts à risque. Se reporter à la rubrique Forum sur la stabilité financière pour des informations sur la protection fournie par l'assureur spécialisé relativement aux actifs liés aux prêts autres que les prêts à risque.

Prêts à risque aux États-Unis – TGC liés à des TAA, titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et autres

Tableau 8

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital/ valeur nominale	Juste valeur (1)	2008	2007
TGC liés à des TAA	862 \$	93 \$	421 \$	264 \$
Autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et autres	(57)	46	176	88
Total	805 \$	139 \$	597 \$	352 \$

(1) Montant net des titres liés aux activités de négociation figurant au bilan.

Les réductions de valeur de 597 millions de dollars liées aux Marchés des Capitaux comptabilisées au cours de l'exercice découlent de la diminution de la juste valeur de TGC liés à des TAA, de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et de TGC à risque. Ces titres comprennent des tranches des TGC commandités par RBC d'une valeur nominale de 540 millions de dollars dont la plupart sont de premier rang et qui étaient

auparavant couverts par ACA Capital Holdings Inc. (ACA), un assureur spécialisé, de même que d'autres positions non couvertes. Le montant en capital/la valeur nominale des autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque représente une position courte nette (passif).

Titres à enchères sur le marché américain

Tableau 9

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital	Juste valeur (1)	2008	2007
Titres à enchères liés à des prêts aux étudiants	4 177 \$	3 651 \$	202 \$	– \$
Fonds d'investissement à capital fixe et titres à enchères de municipalités	154	153	1	–
Total	4 331 \$	3 804 \$	203 \$	– \$
Autres (variation nette découlant de la consolidation d'EDDV et pertes réalisées)	–	–	40	–
Total	4 331 \$	3 804 \$	243 \$	– \$

(1) La juste valeur est comprise dans le poste Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente, à l'exception des fonds d'investissement à capital fixe et des titres à enchères de municipalités que nous continuons d'inscrire dans le poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction.

Les réductions de valeur de 203 millions de dollars liées au secteur Marchés des Capitaux comptabilisées au cours de l'exercice découlent de la diminution de la juste valeur de nos positions liées aux activités de négociation de titres à enchères, selon les prix du marché et une méthode d'évaluation fondée sur des modèles qui tient compte de l'incidence de la liquidité.

Les titres à enchères sur le marché américain sont émis sur les marchés financiers aux États-Unis par l'entremise de fiducies désignées comme des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV détiennent des actifs à long terme et elles les financent au moyen de titres de créance à long terme négociés selon les prix de titres de créance à court terme; le taux d'intérêt est révisé sur des périodes allant de une semaine à 35 jours. Ces titres sont émis par des municipalités, par des autorités responsables de l'octroi de prêts aux étudiants et par d'autres commanditaires, dans le cadre d'enchères gérées par des banques. Nous participons à titre d'agent de revente au marché des titres à enchères.

Au 31 octobre 2008, la juste valeur des titres à enchères figurant à notre bilan était de 3,8 milliards de dollars, et une tranche de 3,7 milliards de ce montant était garantie par des prêts aux étudiants. Le rendement moyen des titres que nous détenons est supérieur aux coûts de financement. Environ 89 % des titres en portefeuille sont assortis de cotes AAA. En ce qui concerne les titres à enchères liés à des prêts aux étudiants que nous détenons, environ 97 % des prêts aux étudiants servant de sûreté sont garantis en vertu du Federal Family Education Loan Program du gouvernement américain.

Outre les montants qui sont présentés dans le tableau ci-dessus, au cours des deuxième et troisième trimestres de 2008, nous avons vendu des titres à enchères de 1,5 milliard de dollars détenus dans notre

portefeuille de négociation à des structures d'accueil hors bilan auxquelles nous avons consenti des facilités de liquidités. Une tranche de 465 millions de dollars de ce montant a été vendue au troisième trimestre; l'achat des titres à enchères par les structures d'accueil a été financé au moyen d'un prêt que nous avons consenti, et ce prêt est garanti par les divers actifs des structures d'accueil. Ces opérations sont présentées à la juste valeur et elles ne sont pas prises en compte dans les montants figurant au tableau ci-dessus. Pour de plus amples renseignements sur les EDDV, se reporter à la section EDDV de financement structuré, à la rubrique Arrangements hors bilan, ainsi qu'à la note 6 des Notes complémentaires.

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008, nous avons reclassé dans la catégorie « disponibles à la vente », des titres à enchères américains, totalisant 3 651 millions de dollars (juste valeur au 31 octobre 2008), qui étaient dans la catégorie « détenus à des fins de transaction ».

Outre les titres à enchères décrits ci-dessus, notre communiqué daté du 8 octobre 2008 annonçait qu'aux termes d'une entente conclue avec la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le bureau de l'Attorney General de New York et la North American Securities Administrators Association, nous offrirons d'acheter, à leur valeur nominale, les titres à enchères détenus par nos clients américains du secteur du courtage de détail et par des organismes de bienfaisance ayant des comptes RBC ne dépassant pas 25 millions de dollars US, ainsi que par des institutions ou entreprises de petite taille ayant des comptes RBC ne dépassant pas 10 millions de dollars US. L'offre de rachat représente une valeur approximative de 850 millions de dollars US au 31 octobre 2008. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Rendement au quatrième trimestre de 2008.

Activités de CPG sur le marché municipal américain et autres titres adossés à des créances hypothécaires américains
Tableau 10

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital	Juste valeur (1)	2008	2007
Activités de CPG sur le marché municipal américain				
Titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence (2)	2 486 \$	2 299 \$	103 \$	– \$
Billets et obligations à escompte garantis par une agence	941	941	(1)	–
Titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence (AAA ou Alt-A)	9	5	60	–
Obligations fédérales, municipales et de sociétés	402	338	31	–
	3 838 \$	3 583 \$	193 \$	– \$
Obligation au titre des CPG et gains et pertes de couverture	–	–	80	–
	3 838 \$	3 583 \$	273 \$	– \$
Autres titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain	935	594	(5)	–
	4 773 \$	4 177 \$	268 \$	– \$

(1) La juste valeur est comprise dans le poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction ou dans le poste Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente.

(2) Comprend la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac) et la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae).

En ce qui concerne nos activités de CPG sur le marché municipal américain, nous émettons des CPG au titre des espèces reçues de municipalités, le plus souvent dans des situations où une municipalité a émis des titres de créance et n'a pas immédiatement besoin du produit découlant de l'émission. La durée des obligations au titre des CPG varie, la durée moyenne étant d'environ 18 mois, et les paiements font l'objet d'un swap à un taux variable. Nous investissons ensuite les espèces reçues de municipalités principalement dans des titres adossés à des créances hypothécaires garantis par des agences et non garantis par des agences (se reporter au tableau précédent).

Les réductions de valeur de 273 millions de dollars liées au secteur Marchés des Capitaux comptabilisées au cours de l'exercice découlent de la diminution de la juste valeur de notre portefeuille de placement pour nos activités de CPG sur le marché municipal américain, ainsi que des pertes liées à nos obligations au titre des CPG et aux couvertures connexes.

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008, des titres détenus dans notre portefeuille de CPG sur le marché municipal américain et dans d'autres portefeuilles de négociation, totalisant 3 217 millions de dollars (juste valeur au 31 octobre 2008), ont été reclassés de la catégorie « détenus à des fins de transaction » à la catégorie « disponibles à la vente ».

Solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain
Tableau 11

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2008		Réductions de valeur	
	Valeur nominale (1)	Juste valeur (1)	2008	2007
Contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par une banque	9 451 \$	7 392 \$	162 \$	– \$

(1) La valeur nominale représente le montant total des placements protégés en vertu de contrats à valeur stable et est présentée à titre de produits à valeur stable à la note 25 des Notes complémentaires. La juste valeur représente la juste valeur estimative actuelle des placements auxquels les contrats à valeur stable font référence.

Nos solutions d'assurance et de retraite sur les marchés des capitaux aux États-Unis fournissent des polices à valeur stable liées aux polices d'assurance vie détenues par une banque que les banques souscrivent relativement à un groupe d'employés admissibles. L'entité qui souscrit ce type de police verse les primes à la société d'assurance, et ces primes sont ensuite investies dans un portefeuille d'actifs admissibles. Lorsque l'assurance est en vigueur, l'entité qui a souscrit l'assurance touche un bénéfice exonéré d'impôt qui est lié au rendement des actifs sous-jacents, et elle touche également un capital-décès lorsque survient le décès d'un assuré.

Les contrats à valeur stable fournis dans le cadre de nos solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain réduisent la volatilité des flux de rentrées stables exonérés d'impôt liés aux actifs de la police que touchent les entités ayant souscrit une police d'assurance vie détenue par une banque. Si l'entité annule sa police avant qu'elle n'arrive à échéance, nous sommes généralement tenus, en vertu des modalités de la police à

valeur stable, de suppléer l'écart entre la valeur nominale et la juste valeur des actifs sous-jacents. L'entité recevra un paiement représentant cet écart de valeur, mais elle devra payer des impôts sur la valeur de rachat, elle renoncera aux flux de rentrées stables exonérés d'impôt tirés de la police et elle pourrait être exposée à des passifs d'impôts reportés à long terme non couverts.

Au 31 octobre 2008, l'écart entre la valeur nominale et la juste valeur de nos polices d'assurance vie détenues par une banque se chiffrait à 2 059 millions de dollars (433 millions au 31 octobre 2007). Ce montant représente la perte qui serait constatée si toutes les polices d'assurance étaient rachetées à cette date. Le secteur Marchés des Capitaux a comptabilisé des réductions de valeur de 162 millions de dollars au cours de l'exercice, lesquelles reflètent à la fois la valeur des actifs qui sous-tendent les portefeuilles de placement liés aux polices et notre estimation du nombre de titulaires de polices qui résilient leurs polices.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales sur le marché américain
Tableau 12

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital	Juste valeur (1)	2008	2007
Prêts aux grandes entreprises et titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	923 \$	796 \$	117 \$	36 \$

(1) Comprend des prêts et des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales détenus à des fins de transaction, d'un montant en capital de 747 millions de dollars et d'une juste valeur de 605 millions, comptabilisés dans le poste Prêts – Prêts de gros, ainsi que des prêts entiers d'un montant en capital de 176 millions, comptabilisés dans le poste Prêts – Prêts de gros.

Dans le cadre de nos activités liées à des titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché américain, nous effectuons auparavant le montage de prêts hypothécaires commerciaux aux États-Unis et les conservons jusqu'à ce que nous ayons l'occasion de les titriser moyennant une commission en émettant des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales ou l'occasion de les vendre sur le marché des prêts de gros. Les prêts qui ont été montés en vue d'être titrisés sont classés comme détenus à des fins de transaction et ceux que nous prévoyons vendre sur le marché des prêts de gros sont classés à titre de prêts et créances

et comptabilisés au coût après amortissement. Nous avons cessé toute nouvelle activité et nous continuerons de réduire ces activités de façon méthodique.

Le secteur Marchés des Capitaux a comptabilisé une perte de 117 millions de dollars pour l'exercice, en raison de la détérioration des marchés du crédit, de la réduction des liquidités sur le marché de l'émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales et de l'incidence de la couverture du risque de taux d'intérêt sur le portefeuille. Au 31 octobre 2008, la juste valeur des titres que nous détenions s'élevait à 796 millions de dollars.

Services de soutien généraux

Les placements du secteur Services de soutien généraux comprennent divers titres dans des portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction et de titres disponibles à la vente à l'appui de ses activités et de ses objectifs de placement respectifs en matière de trésorerie. La plupart des titres que ce secteur détient sont des titres de gouvernements et d'agences canadiens qui ont enregistré des gains au cours de l'exercice principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt. Toutefois, les placements dans les titres adossés à des créances hypothécaires et certains TAA et titres d'emprunt de sociétés détenus par les Services de soutien généraux

ont subi l'incidence négative du contexte du marché, de l'insuffisance de liquidité et, dans certains cas, de la détérioration des garanties sous-jacentes. Les portefeuilles qui ont été touchés par ces événements de même que les réductions de valeur et pertes connexes sont décrits ci-après. Se reporter à la section Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente et à la note 3 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements sur l'évaluation des pertes de valeur liées aux titres disponibles à la vente renseignements et le total des réductions de valeur imputables aux pertes de valeur durables.

Titres adossés à des créances hypothécaires et autres titres sur le marché américain

Tableau 13

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2008			Réductions de valeur et pertes réalisées	
	Coût après amortissement	Juste valeur	Pertes nettes non réalisées	2008	2007
Détenus à des fins de transaction					
Titres adossés à des créances hypothécaires	387 \$	387 \$	– \$	129 \$	– \$
Disponibles à la vente					
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 355	1 083	272	215	–
Titres adossés à des actifs (TAA)	613	477	136	23	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	753	642	111	30	–
Total	3 108 \$	2 589 \$	519 \$	397 \$	– \$

Le secteur Services de soutien généraux a comptabilisé des réductions de valeur et des pertes réalisées totalisant 397 millions de dollars en 2008 en raison de la conjoncture. Les réductions de valeur comprennent une perte de 129 millions de dollars, liée à un portefeuille de titres détenus à des fins de transaction constitué de titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché américain, ainsi que des réductions de valeur d'un montant de 268 millions liées à des titres disponibles à la vente qui sont considérés comme ayant subi une perte de valeur durable.

Titres détenus à des fins de transaction

Le portefeuille de titres détenus à des fins de transaction se compose de tranches de premier rang supérieur de titres de catégorie Alt-A de grande qualité et d'autres titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain. La détérioration de la valeur de marché de ces titres reflète essentiellement la hausse des écarts sur le marché imputable à l'augmentation des primes relatives au risque de marché et à la liquidité. Ces primes sont beaucoup plus importantes que celles qu'on a connues dans le passé, et elles se traduisent par un faible écart entre les tranches de qualité supérieure et inférieure des titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché. Ces facteurs ont entraîné une détérioration des cours qui a donné lieu à la constatation d'une perte de 129 millions de dollars au titre du portefeuille de négociation pour l'exercice.

Titres disponibles à la vente

Les titres adossés à des créances hypothécaires compris dans le portefeuille de titres disponibles à la vente sont semblables à ceux compris dans le portefeuille de titres détenus à des fins de transaction, mais comprennent également des titres à risque d'une juste valeur de 143 millions de dollars qui se composent en majeure partie de tranches de premier rang supérieur. Ces titres ont subi des baisses de leur juste valeur importantes en raison de l'élargissement continu des écarts et de l'affaiblissement, à divers degrés, des garanties sous-jacentes. En 2008, l'évaluation de ces titres visant à déterminer s'ils avaient subi une perte de valeur durable a entraîné des réductions de valeur de 215 millions de dollars, principalement à l'égard des titres adossés à des créances hypothécaires de catégorie Alt-A et à risque.

Les TAA compris dans le portefeuille de titres disponibles à la vente se composent de titres adossés à des prêts avec flux groupés et de prêts aux étudiants non garantis aux États-Unis. La plupart de ces instruments sont cotés AAA et disposent d'un soutien du crédit important. Par suite de l'évaluation de ces titres par la direction, certains titres adossés à des prêts avec flux groupés de qualité inférieure ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur, soit une réduction de 23 millions de dollars.

Les titres d'emprunt de sociétés et autres créances se composent principalement de divers titres liés à des institutions financières européennes. La perte de 30 millions de dollars reflète principalement les réductions de valeur liées aux titres que nous prévoyons vendre dans le but de gérer notre exposition à l'égard de certaines sociétés.

Services bancaires internationaux

Les placements du secteur Services bancaires internationaux comprennent divers titres disponibles à la vente à l'appui de ses activités et de ses objectifs de placement respectifs en matière de trésorerie. La plupart des titres que ce secteur détient sont des titres de gouvernements et d'agences américains qui ont subi de faibles baisses de leur juste valeur principalement en raison des préoccupations à l'égard de la liquidité. Les placements dans les titres adossés à des créances hypothécaires et certains TAA et titres d'emprunt de sociétés détenus par ce secteur ont subi l'incidence négative des perturbations du marché, de l'insuffisance de

liquidité et, dans certains cas, de la détérioration des garanties sous-jacentes. Les portefeuilles qui ont été touchés par ces événements de même que les réductions de valeur et pertes connexes sont décrits ci-après. Se reporter à la section Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente et à la note 3 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements sur l'évaluation des pertes de valeur liées aux titres disponibles à la vente et le total des réductions de valeur imputables aux pertes de valeur durables.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2008		Réductions de valeur et pertes réalisées		
	Coût après amortissement	Juste valeur	Pertes nettes non réalisées	2008	2007
Disponibles à la vente					
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 249 \$	1 869 \$	380 \$	136 \$	– \$
TAA	366	341	25	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 866	1 689	177	91	–
Titres privilégiés d'agences	–	–	–	70	–
Total	4 481 \$	3 899 \$	582 \$	297 \$	– \$

Notre secteur Services bancaires internationaux a comptabilisé des réductions de valeur et des pertes réalisées totalisant 297 millions de dollars en 2008 en raison de la conjoncture. Les réductions de valeur comprennent un montant de 184 millions de dollars lié à des titres disponibles à la vente considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et des pertes réalisées de 113 millions liées à la vente de titres privilégiés d'agences et de certains titres de créance disponibles à la vente.

Les titres adossés à des créances hypothécaires compris dans le portefeuille de titres disponibles à la vente se composent en grande partie de tranches de premier rang supérieur de titres non garantis par une agence et de titres adossés à des créances hypothécaires de catégorie Alt-A. Ils comprennent également des titres à risque adossés à des créances hypothécaires d'une juste valeur de 63 millions de dollars. Ces titres ont connu des baisses de juste valeur importantes en raison de l'élargissement continu des écarts et de l'affaiblissement, à divers degrés, des garanties sous-jacentes. En 2008, l'évaluation de ces titres visant à déterminer s'ils avaient subi une perte de valeur durable a entraîné des réductions de valeur de 136 millions de dollars principalement à l'égard des titres adossés à des créances hypothécaires de catégorie Alt-A et de ceux non garantis par une agence.

Les TAA compris dans le portefeuille de titres disponibles à la vente se composent d'obligations structurées et de titres à enchères. La plupart de ces instruments disposent d'un soutien du crédit important et ont subi des baisses de valeur modérées au cours de l'exercice, principalement en raison de la situation de liquidité. Selon l'évaluation de ces titres par la direction visant à déterminer s'ils avaient subi une perte de valeur durable, aucun titre n'a été considéré comme ayant subi une perte de valeur durable.

Les titres d'emprunt de sociétés et autres créances se composent principalement de divers titres liés à des gouvernements de pays non-membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), surtout les pays des Antilles où nous exerçons des activités, ainsi qu'à des institutions financières américaines et européennes. La perte de 91 millions de dollars est en grande partie imputable à des pertes réalisées à la vente de certains titres et à des réductions de valeur liées à des titres que nous avons l'intention de vendre dans le but de gérer efficacement les risques auxquels nous sommes exposés à l'égard de certaines sociétés et de repositionner un certain nombre de portefeuilles. Une tranche de 33 millions de dollars de cette perte trait à des titres qui ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable.

Au cours de l'exercice, nous avons réalisé une perte de 70 millions de dollars à la vente de nos titres privilégiés d'agences aux États-Unis.

Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Au 31 octobre 2008, tous les titres disponibles à la vente qui avaient des pertes non réalisées ont fait l'objet d'une évaluation visant à déterminer s'ils avaient subi une perte de valeur durable. L'évaluation tenait compte notamment de la variation de la juste valeur y compris, le cas échéant, le cours du change. Lorsque la direction a jugé que le recouvrement de la somme totale du capital et des intérêts était improbable, les titres ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. Par ailleurs, les titres pour lesquels la direction ne pouvait confirmer s'ils seraient détenus jusqu'à l'échéance ou pour lesquels elle a jugé improbable le recouvrement de leur valeur avant qu'ils ne soient cédés ont également été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. La direction a déterminé que les pertes non réalisées sur les titres restants étaient de nature temporaire et elle a l'intention de conserver les titres restants jusqu'au recouvrement de leur valeur.

Reclassement de titres détenus à des fins de transaction dans les titres disponibles à la vente

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008, certains actifs financiers qui étaient inscrits dans les titres détenus à des fins de transaction ont été reclassés dans les titres disponibles à la vente, conformément à la modification de l'ICCA en ce qui concerne le reclassement. Se reporter à la note 3 des Notes complémentaires pour de plus amples détails sur ce reclassement et sur les titres disponibles à la vente. Se reporter aux états consolidés du résultat étendu et de la variation des capitaux propres pour de plus amples détails sur l'incidence des autres éléments du résultat étendu et du cumul des autres éléments du résultat étendu, respectivement.

Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

Tableau 15

(en millions de dollars canadiens)	2008						2007	
	Coût après amortissement	Juste valeur	Juste valeur en pourcentage du total	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats
Titres de gouvernements et d'agences	24 294 \$	24 382 \$	50 %	447 \$	(359)\$	88 \$	7 \$	(55) \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	4 278	3 548	7 %	4	(734)	(730)	(363)	–
Titres adossés à des actifs	5 192	4 796	10 %	11	(407)	(396)	(25)	(6)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	13 102	12 785	27 %	136	(453)	(317)	(162)	(20)
Titres de participation	3 057	2 683	6 %	4	(378)	(374)	(88)	161
Titres de substitut de prêts	256	227	– %	–	(29)	(29)	(1)	–
Total (1)	50 179 \$	48 421 \$	100 %	602 \$	(2 360)\$	(1 758)\$	(632)\$	80 \$

(1) Excluant des titres détenus jusqu'à l'échéance d'un montant de 205 millions de dollars qui sont classés dans les titres disponibles à la vente au bilan.

Titres de gouvernements et d'agences

Les titres de gouvernements et d'agences constituent 50 % des titres disponibles à la vente que nous détenons et ils se composent principalement d'instruments émis par le gouvernement fédéral du Canada et de créances hypothécaires garanties par des agences canadiennes, ainsi que de titres adossés à des créances hypothécaires garantis par des agences américaines d'un montant de 4 069 millions de dollars et de titres à enchères totalisant 1 734 millions.

Les gains nets non réalisés de 88 millions de dollars comprennent des gains non réalisés de 447 millions essentiellement attribuables à des instruments du marché canadien et découlent de la baisse récente des taux d'intérêt, ainsi que des pertes non réalisées de 359 millions touchant principalement les titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence et les titres à enchères sur le marché américain. Les pertes non réalisées sur ces titres reflètent dans une large mesure les préoccupations à l'égard de la liquidité sur le marché actuel.

Titres adossés à des créances hypothécaires

Les titres adossés à des créances hypothécaires représentent 7 % du total du portefeuille de titres disponibles à la vente. Ces titres se composent essentiellement de tranches de premier rang supérieur de titres de catégorie Alt-A et d'autres titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, ainsi que de titres à risque d'un montant de 189 millions de dollars sur le marché américain. La perte nette non réalisée de 730 millions de dollars reflète l'incidence de la hausse des écarts sur le marché imputable à l'augmentation des primes relatives au risque et à la liquidité, qui s'est traduite par un faible écart entre les tranches de qualité supérieure et inférieure sur le marché.

Au 31 octobre 2008, tous les titres adossés à des créances hypothécaires aux États-Unis avaient fait l'objet d'une évaluation visant à déterminer s'ils avaient subi une perte de valeur durable. La direction a effectué cette évaluation au moyen d'un modèle de prévision des flux de trésorerie et en tenant compte d'autres facteurs du marché et facteurs propres à chaque titre. Le modèle de prévision des flux de trésorerie tient compte des flux de trésorerie réels liés aux titres adossés à des créances hypothécaires pour la période considérée et de la tranche restante prévue des flux de trésorerie liés aux créances hypothécaires sous-jacentes, calculée selon un certain nombre d'hypothèses et de paramètres d'entrée établis en fonction de la garantie liée à chaque titre. Les hypothèses prises en compte portent notamment sur les défaillances, le remboursement anticipé et les taux de recouvrement; ces derniers étant tributaires, dans une large mesure, des prix de l'immobilier anticipés. Conformément au modèle, les flux de trésorerie sont ensuite distribués entre chaque tranche du titre en fonction de la structure de l'opération, des subordinations et des rehaussements de crédit. Les paramètres d'entrée et les hypothèses utilisés se fondent sur des données actuelles du marché quant aux défaillances, au remboursement anticipé et à l'appréciation des prix de l'immobilier au niveau municipal, données qui sont fournies par un tiers. La direction a apporté des ajustements en fonction des données historiques et des contraintes du modèle. Les remboursements anticipés ont été ajustés afin de tenir compte de l'incidence prévue des conditions actuelles du marché sur le comportement du débiteur. Si l'évaluation effectuée au moyen du modèle a prévu que le recouvrement de la somme totale du capital et des intérêts courus à l'égard d'un titre était improbable, le titre a été soumis à une analyse plus approfondie afin de déterminer si, selon le jugement de la direction, une perte serait ultérieurement réalisée. Si, d'après cette analyse, la direction a conclu que la perte était durable, le titre a été ramené à sa juste valeur. La presque totalité des pertes de 363 millions de dollars comptabilisées en 2008 sont imputables à des réductions de valeur découlant de pertes de valeur considérées comme durables. La presque totalité des pertes de 363 millions de dollars comptabilisées en 2008 est imputable à des réductions de valeur découlant de pertes de valeur durables. Dans la plupart des cas, la juste valeur du titre est inférieure au montant qu'on s'attend à recouvrer.

Titres adossés à des actifs

Les titres adossés à des actifs constituent 10 % du total du portefeuille des titres disponibles à la vente et ils se composent essentiellement de prêts aux étudiants garantis, notamment des titres à enchères aux États-Unis qui ont été reclassés dans les titres disponibles à la vente le 1^{er} août 2008. Ces titres comprennent également des titres adossés à des prêts avec flux groupés, des prêts aux étudiants non garantis et des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis. La plupart des ces instruments jouissent d'une cote élevée et d'un soutien du crédit important, et ont connu des baisses de valeur modérées au cours de l'exercice, lesquelles ont donné lieu à des pertes nettes non réalisées de 396 millions de dollars ou 8 % de la valeur totale du portefeuille.

Au 31 octobre 2008, tous ces titres avaient fait l'objet d'une évaluation visant à déterminer s'ils avaient subi une perte de valeur durable. La direction a effectué cette évaluation au moyen d'un modèle de prévision des flux de trésorerie et en tenant compte d'autres facteurs du marché et facteurs propres à chaque titre. Par suite de cette évaluation, certains titres adossés à des prêts avec flux groupés de qualité inférieure ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur, soit une réduction de 23 millions de dollars.

Titres d'emprunt de sociétés et autres créances

Les titres d'emprunt de sociétés et autres créances se composent essentiellement d'obligations de sociétés, des obligations de gouvernements de pays non membres de l'OCDE et d'obligations structurées. Les obligations de sociétés, qui sont bien diversifiées, proviennent d'un certain nombre de sociétés et de plusieurs secteurs, avec une plus grande concentration dans le secteur des institutions financières américaines et mondiales. Les titres de gouvernements de pays non membres de l'OCDE sont surtout liés à des pays des Antilles où nous exerçons actuellement des activités. Les obligations structurées sont en grande partie soutenues par des cartes de crédit canadiennes. Les pertes nettes non réalisées reflètent principalement l'élargissement des écarts sur certains titres d'institutions financières aux États-Unis et à l'échelle mondiale.

Chaque titre a fait l'objet d'une évaluation visant à déterminer s'il avait subi une perte de valeur durable. La direction a effectué cette évaluation en tenant compte des notations internes et externes, des subordinations et d'autres facteurs du marché et facteurs propres à chaque titre. Les instruments complexes ont également été évalués au moyen d'un modèle de prévision des flux de trésorerie. La perte de 162 millions de dollars imputée aux résultats est en grande partie imputable à des pertes réalisées à la vente de certains titres et à des réductions de valeur liées à des titres que nous avons l'intention de vendre dans le but de gérer efficacement les risques auxquels nous sommes exposés à l'égard de certaines sociétés et de repositionner certains portefeuilles. Une tranche de 33 millions de dollars de cette perte a trait à des titres qui ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur.

Titres de participation

Les titres de participation constituent 6 % du portefeuille. Ces placements se composent pour l'essentiel de titres de participation et d'actions privilégiées d'institutions financières canadiennes, négociés sur le marché. Dans une moindre mesure, nous détenons également des placements dans des sociétés ouvertes, fermées et de capital-risque.

Une tranche importante des pertes non réalisées touchent les actions de banques canadiennes négociées sur le marché que nous détenons à titre de couverture économique pour certains de nos régimes de rémunération à base d'actions. Bien que le cours de leurs actions subisse des pressions compte tenu de la conjoncture des marchés actuelle, ces banques sont bien capitalisées, et elles continuent de générer de solides résultats et de verser des dividendes à leurs actionnaires. Aussi, nous jugeons que la perte de valeur de ces titres est temporaire. Les titres de participation pour lesquels nous avons jugé que la perte de valeur est durable ont été ramenés à leur juste valeur. Les pertes nettes reflètent principalement une perte réalisée de 70 millions de dollars à la vente de titres privilégiés d'agences de Fannie Mae et de Freddie Mac aux États-Unis et des réductions de valeur découlant de la dépréciation de titres du portefeuille de placements privés.

Vue générale des exercices 2007 et 2006

En 2007, nous avons dégagé un bénéfice net de 5 492 millions de dollars, soit un résultat en hausse de 764 millions, ou 16 %, par rapport à 2006. Nos solides résultats tiennent principalement à la croissance rentable des volumes et des soldes liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, aux résultats solides des activités d'Assurance, ainsi qu'aux résultats à la hausse au titre des activités de négociation de titres de participation et des opérations de change et aux importantes activités de montage de titres de participation sur les marchés financiers. Ces résultats reflètent la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance ainsi qu'une conjoncture économique et des conditions de marché généralement favorables pendant la majeure partie de l'exercice. Nos résultats à la hausse s'expliquent aussi par un gain de 326 millions de dollars (269 millions après impôts) au titre de la restructuration de Visa Inc. et de l'échange de notre participation à titre de membre dans l'Association Visa Canada contre des actions de Visa Inc.

En 2007, le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne s'est élevé à 2,6 %, et la demande intérieure est demeurée le principal inducteur de la croissance économique. La forte croissance économique enregistrée au début de l'année, qui reflète principalement les dépenses de consommation élevées, les investissements élevés effectués par les entreprises, les termes de l'échange favorables ainsi que les importantes activités sur le marché de l'habitation, a diminué légèrement au deuxième semestre. Cela tient principalement à la baisse de la demande aux États-Unis et au resserrement des conditions de crédit découlant des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires aux États-Unis. Le taux de croissance estimatif de l'économie américaine s'est élevé à 2 %. La forte croissance de l'économie enregistrée au milieu de l'année, qui découle essentiellement du maintien des investissements sur les marchés autres que le marché résidentiel, de la forte croissance des exportations et des dépenses de consommation, a ralenti au deuxième semestre. La baisse de la croissance économique est en grande partie imputable au ralentissement des investissements sur le marché résidentiel, à la correction continue du marché de l'habitation, au resserrement des conditions de crédit et à la hausse des coûts de financement découlant des préoccupations liées au marché des prêts hypothécaires aux États-Unis, ainsi qu'à une réévaluation générale du risque dans de nombreux marchés.

En 2007, nous avons constaté une charge de 393 millions de dollars avant impôts et écritures de compensation dans le secteur Marchés des Capitaux, correspondant à des pertes de valeur relatives à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et des TGC liés à des TAA aux États-Unis, reflétant la détérioration des marchés du crédit depuis juillet 2007, par la hausse de la dotation aux provisions pour pertes sur créances découlant de la croissance des portefeuilles, par le nombre plus

élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de financement d'activités de construction domiciliaire aux États-Unis, ainsi que par la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients titulaires d'une carte de crédit. Nous avons également engagé des coûts plus élevés à l'appui de la croissance de nos activités et subi l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains.

En 2006, nous avons dégagé un bénéfice net de 4 728 millions de dollars, en hausse de 1 341 millions, ou 40 %, par rapport à 2005. La hausse solide de notre bénéfice reflète la croissance élevée des activités dans tous nos secteurs d'exploitation ainsi que la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, malgré l'incidence défavorable de la solidité du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos résultats libellés en devises. Nos résultats de 2005 tiennent compte de la provision au titre du litige relatif à Enron. Nos solides résultats de 2006 s'expliquent aussi par une conjoncture économique et des conditions de crédit généralement favorables sur le marché intérieur et sur les marchés internationaux.

En 2006, l'économie canadienne a affiché un taux de croissance de 2,8 %, en raison principalement de la forte demande intérieure. Les facteurs précédents ont été contrebalancés en partie par le ralentissement des exportations et de l'activité manufacturière, dans un contexte où le dollar canadien est fort, les prix de l'énergie sont élevés tout en étant à la baisse, la demande américaine ralentit et la concurrence des marchés émergents se manifeste. L'économie américaine a affiché un taux de croissance de 2,9 %, qui s'explique par la vigueur des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises, laquelle est attribuable à la solidité des bilans ainsi qu'à la bonne tenue du marché du travail, mais laquelle est neutralisée en partie par l'incidence différée des hausses de taux d'intérêt ainsi que des prix de l'énergie, qui sont élevés même s'ils sont à la baisse.

Au cours de 2006, la vigueur des prêts à la consommation était tributaire des conditions favorables du marché du travail ainsi que de la faiblesse relative des taux d'intérêt. Les prêts aux entreprises sont demeurés vigoureux, même s'ils ont été contrebalancés en partie par les surplus de fonds générés à l'interne disponibles pour les dépenses en immobilisations et les investissements dans les stocks. Les conditions sur les marchés financiers se sont avérées généralement favorables, en raison des importantes activités de fusion et d'acquisition au Canada et du solide rendement des actions du secteur des ressources naturelles.

En 2006, nous avons relevé un certain nombre d'éléments particuliers qui ont eu une incidence négligeable sur nos résultats, car leurs conséquences respectives se sont en grande partie annulées. Nous avons obtenu un règlement favorable d'une vérification fiscale concernant des exercices antérieurs, lequel a donné lieu à une réduction de 70 millions de dollars de la charge d'impôts. Nous avons reçu 51 millions de dollars au titre de la résiliation d'un accord. Nous avons contrepassé une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale liée à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Nous avons aussi comptabilisé un gain net de 40 millions de dollars lié à l'échange de sièges à la Bourse de New York (NYSE) contre des actions de NYSE Group (NYX).

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises influent sur la valeur de conversion de nos résultats

consolidés. Le tableau ci-après illustre l'incidence de la conversion en dollars canadiens des résultats consolidés libellés en dollars américains de l'exercice considéré au taux de change moyen pondéré en vigueur pour l'exercice par rapport au taux de change moyen pondéré des périodes historiques. Les revenus, les charges et les bénéfices exprimés en devises sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice dans nos résultats consolidés. Nous sommes d'avis que cela permet aux lecteurs d'évaluer les résultats sous-jacents sur une base davantage comparable, compte tenu particulièrement de l'importance des variations récentes du taux de change et de l'incidence de ces variations sur nos résultats.

Les fluctuations des taux de change du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien influent également sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains

Tableau 16

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2008 par rapport à 2007	2007 par rapport à 2006
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain (moyenne)		
2008	0,969 \$	
2007	0,915	0,915 \$
2006		0,883
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	6 %	4 %
Total des revenus, en hausse (en baisse)	(340)\$	(230)\$
Frais autres que d'intérêt, en hausse (en baisse)	(210)	(139)
Bénéfice net, en hausse (en baisse)	(90)	(47)
Bénéfice par action de base, en hausse (en baisse)	(0,07)\$	(0,04)\$
Bénéfice par action dilué, en hausse (en baisse)	(0,07)\$	(0,04)\$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

En 2008, le dollar canadien s'est apprécié de 6 % en moyenne par rapport au dollar américain depuis l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à une diminution de 90 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains et à une réduction de 0,07 \$ du bénéfice dilué par action de l'exercice considéré.

L'actif et le passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. L'actif et le passif non monétaires sont convertis en dollars canadiens aux taux historiques. L'actif et le passif de nos établissements autonomes dont la monnaie de fonctionnement n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan.

Se reporter à la rubrique Situation financière pour plus de détails sur l'incidence de la conversion des devises dans notre bilan.

Total des revenus

Tableau 17

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Intérêts créditeurs	25 344 \$	26 547 \$	22 204 \$
Intérêts débiteurs	15 984	18 845	15 408
Revenu net d'intérêt	9 360 \$	7 702 \$	6 796 \$
Services de placement (1)	4 697 \$	4 405 \$	3 786 \$
Activités d'assurance (2)	2 609	3 152	3 348
Activités de négociation	(408)	1 999	2 574
Services bancaires (3)	3 076	2 620	2 391
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	875	1 217	1 024
Autres (4)	1 373	1 367	718
Revenus autres que d'intérêt	12 222 \$	14 760 \$	13 841 \$
Total des revenus	21 582 \$	22 462 \$	20 637 \$
Renseignements supplémentaires			
Total des revenus tirés des activités de négociation (5)			
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	998 \$	(220)\$	(539)\$
Revenus autres que d'intérêt – revenus tirés des activités de négociation	(408)	1 999	2 574
Total	590 \$	1 779 \$	2 035 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit (5)			
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	(259)\$	640 \$	1 174 \$
Titres de participation	265	784	561
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	584	355	300
Total	590 \$	1 779 \$	2 035 \$

(1) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde, et les revenus tirés des fonds communs de placement.

(2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés. Le revenu de placement reflète la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances, et est neutralisé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.

(4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, le gain net (la perte nette) à la vente de titres disponibles à la vente (la perte de valeur durable et le gain ou la perte réalisé), les ajustements de la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, la variation de la juste valeur de certains dérivés liés à des couvertures économiques) et les opérations de titrisation.

(5) Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les postes Revenu net d'intérêt et Revenus autres que d'intérêt. Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus tirés des titres liquides et des dérivés sous-jacents.

2008 par rapport à 2007

Le total des revenus a diminué de 880 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est en grande partie imputable aux réductions de valeur découlant du contexte actuel du marché. Elle tient également à la baisse des revenus liés aux activités d'assurance, laquelle a essentiellement trait à la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie et est neutralisée en grande partie dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance, à la diminution des activités de montage de titres de participation et à l'incidence défavorable de la forte appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains durant la majeure partie de l'exercice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des volumes liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, laquelle tient à la mise à exécution fructueuse de nos initiatives visant la croissance et à la poursuite de nos activités d'expansion, y compris les acquisitions, par les résultats à la hausse liés aux activités de négociation dans certains marchés financiers, et par le gain lié aux ajustements à la juste valeur à l'égard des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction. Les revenus constatés à l'exercice précédent avaient subi l'incidence favorable d'un gain au titre de la restructuration de Visa Inc.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 1 658 millions de dollars, ou 22 %, en raison principalement de la baisse des frais de financement et de la forte croissance de certaines positions de négociation et de la croissance élevée des prêts et des dépôts au Canada, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts de détail. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,44 %, en hausse de 11 points de base comparativement à l'exercice précédent.

Les revenus liés aux activités de placement se sont accrus de 292 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse des revenus liés aux services tarifés et aux opérations découlant de nos acquisitions. L'augmentation est également attribuable à la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'accroissement des ventes nettes et l'embauche de conseillers chevronnés, à la hausse des revenus liés aux activités de négociation d'actions aux États-Unis et à l'augmentation des revenus liés aux services de garde et aux activités de prêt de titres. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des volumes de transactions liés à nos services de courtage traditionnel imputable à l'incertitude qui règne sur les marchés financiers mondiaux.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont reculé de 543 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui reflète principalement la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur neutralisé en grande partie par les indemnités et les sinistres liés aux polices d'assurance. Les pertes sur les placements résultant de cessions et de prêts douteux, de même que les répercussions des fluctuations sur les marchés bousiers, ainsi que la réduction des ventes de rentes aux États-Unis, ont également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance élevée de nos activités de réassurance et de nos activités d'assurance au Canada au cours de l'exercice.

Les revenus tirés des activités de négociation ont diminué de 2 407 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation s'est établi à 590 millions de dollars, en baisse de 1 189 millions, ou 67 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie aux réductions de valeur découlant du contexte actuel du marché. La diminution a été neutralisée en partie par les résultats à la hausse tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe et des opérations de change. Pour une analyse détaillée des réductions de valeur comptabilisées, se reporter à la section Incidence du contexte du marché, à la rubrique Rendement financier.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 456 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de la charge au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit à l'exercice précédent, de l'amélioration des résultats liés à nos activités de syndication de prêts, de la hausse des revenus tirés des opérations de change attribuable aux volumes de transactions à la hausse, et de l'augmentation des frais bancaires pour l'exercice considéré.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont reculé de 342 millions de dollars, ou 28 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement du faible niveau des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition.

Les autres revenus sont demeurés stables comparativement au dernier exercice. Le gain lié aux ajustements à la juste valeur à l'égard des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction ainsi que les gains accrus sur les contrats de dérivés de crédit qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, et la hausse des gains découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés liés à des couvertures économiques ont contribué à l'augmentation des revenus. Ces facteurs ont été contrebalancés par les réductions de valeur liées aux Services de soutien généraux et aux Services bancaires internationaux, par la variation de la juste valeur de certains titres ayant servi de couverture économique à notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos activités de courtage aux États-Unis (qui est compensée en partie par une baisse de la charge de rémunération à base d'actions inscrite dans les frais autres que d'intérêt), et par la baisse des distributions sur les capitaux propres. L'augmentation des autres revenus a également été contrebalancée par certains éléments favorables comptabilisés à l'exercice précédent, y compris un gain au titre de la restructuration de Visa Inc. et un ajustement favorable lié à la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers provenant de nos activités d'assurance internationale.

2007 par rapport à 2006

Le total des revenus a augmenté de 1 825 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à 2006. Cette augmentation tient principalement à la solide croissance continue des soldes et des volumes liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi qu'au gain au titre de la restructuration de Visa Inc. La forte croissance enregistrée reflète en grande partie la mise en œuvre fructueuse de notre stratégie, y compris les acquisitions, ainsi que le maintien de conditions du marché généralement favorables pendant presque tout l'exercice 2007. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les réductions de valeur relatives aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et aux titres garantis par des créances liées à des titres adossés à des actifs sur le marché américain, par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains et par la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 906 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts et des dépôts. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,33 %, en baisse de 2 points de base par rapport à 2006.

Les revenus liés aux activités de placement se sont accrus de 619 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui tient principalement à la croissance continue des actifs liés aux services tarifés des clients, à l'appréciation du capital ainsi qu'à l'embauche et à la conservation de conseillers chevronnés.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont diminué de 196 millions de dollars, ou 6 %. La diminution est en grande partie imputable à la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été essentiellement contrebalancé par les indemnités et les sinistres liés aux polices d'assurance, par la réduction des ventes de rentes aux États-Unis, ainsi que par la baisse des revenus tirés de nos activités de réassurance contre les catastrophes puisque nous avons entièrement cessé d'assurer de nouvelles activités au cours de 2007.

Les revenus tirés des activités de négociation ont diminué de 575 millions de dollars, ou 22 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation s'est établi à 1 779 millions de dollars, en baisse de 256 millions, ou 13 %, comparativement à 2006, résultat qui est imputable aux réductions de valeur relatives aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et aux titres garantis par des créances liées à des titres adossés à des actifs sur le marché américain.

Les revenus tirés des services bancaires ont progressé de 229 millions de dollars, ou 10 %. Cette augmentation reflète principalement la hausse des volumes de transactions et des soldes des clients, ainsi que l'accroissement des activités de syndication de prêts.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont augmenté de 193 millions de dollars, ou 19 %, résultat qui tient aux importantes activités de montage de titres de participation et à l'amélioration des résultats liés à nos activités de fusion et d'acquisition, principalement aux États-Unis.

Les autres revenus se sont accrus de 649 millions de dollars, ou 90 %, résultat qui tient essentiellement au gain au titre de la restructuration de Visa Inc.

Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt

Tableau 18

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2008	2007	2006
Revenu net d'intérêt	9 360 \$	7 702 \$	6 796 \$
Actif moyen (1)	650 300	581 000	502 100
Marge nette d'intérêt (2)	1,44 %	1,33 %	1,35 %

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour l'exercice.

(2) Revenu net d'intérêt, exprimé en pourcentage de l'actif moyen.

Variation du revenu net d'intérêt (1)

Tableau 19

(en millions de dollars canadiens)	2008 par rapport à 2007			2007 par rapport à 2006		
	Facteur d'augmentation (de diminution)			Facteur d'augmentation (de diminution)		
	Volume moyen (2)	Taux moyen (2)	Variation nette	Volume moyen (2)	Taux moyen (2)	Variation nette
Actif						
Dépôts à d'autres banques						
Canada	7 \$	(5)\$	2 \$	11 \$	(9)\$	2 \$
États-Unis	60	(99)	(39)	71	(50)	21
Autres pays	114	(117)	(3)	31	4	35
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction	(534)	(568)	(1 102)	1 142	423	1 565
Titres disponibles à la vente	289	122	411	(230)	141	(89)
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(165)	(566)	(731)	815	(22)	793
Prêts						
Canada						
Prêts de détail	1 017	(1 504)	(487)	1 025	194	1 219
Prêts de gros	207	(260)	(53)	–	(217)	(217)
États-Unis	684	(763)	(79)	348	(218)	130
Autres pays	375	503	878	778	106	884
Total du revenu d'intérêt	2 054 \$	(3 257)\$	(1 203)\$	3 991 \$	352 \$	4 343 \$
Passif						
Dépôts						
Canada	244 \$	(1 490)\$	(1 246)\$	(1)\$	646 \$	645 \$
États-Unis	115	(920)	(805)	264	281	545
Autres pays	1 654	(1 215)	439	1 344	528	1 872
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(54)	(418)	(472)	386	(460)	(74)
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(303)	(448)	(751)	542	(60)	482
Débitures subordonnées	24	(8)	16	(66)	(15)	(81)
Autres passifs portant intérêt	37	(79)	(42)	89	(41)	48
Total des frais d'intérêt	1 717 \$	(4 578)\$	(2 861)\$	2 558 \$	879 \$	3 437 \$
Revenu net d'intérêt	337 \$	1 321 \$	1 658 \$	1 433 \$	(527)\$	906 \$

(1) Le classement géographique des actifs et passifs choisis est fondé sur le point d'inscription des actifs et des passifs en question.

(2) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt.

2008 par rapport à 2007

La marge nette d'intérêt a augmenté de 11 points de base, résultat qui traduit en grande partie la baisse des frais de financement et la solide croissance de certaines positions liées aux activités de négociation ainsi que des volumes liés à nos services bancaires au Canada, laquelle augmentation a été atténuée par la compression des écarts.

Ces facteurs ont été contrebalancés par une croissance plus élevée des actifs productifs générant des rendements inférieurs ou ne générant pas d'intérêt, qui reflète essentiellement une hausse des actifs dérivés, en raison de la volatilité accrue des marchés, ce qui a généré des revenus

autres que d'intérêt. Pour plus de détails, se reporter au tableau 82, à la rubrique Information financière supplémentaire.

2007 par rapport à 2006

La marge nette d'intérêt a diminué de 2 points de base, résultat qui reflète l'incidence des modifications apportées à la gamme de produits, l'augmentation des actifs productifs générant des rendements inférieurs ou ne générant pas d'intérêt et la concurrence au chapitre des dépôts aux États-Unis.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Tableau 20

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 595 \$	791 \$	429 \$

2008 par rapport à 2007

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 1 595 millions de dollars, comparativement à 791 millions à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement imputable à la hausse des prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis, essentiellement en ce qui a trait à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et bancaires, qui reflète le repli soutenu du marché de l'habitation et la détérioration de la conjoncture économique, ainsi que l'accroissement de la provision générale, qui est liée à la croissance des volumes et à la détérioration de la qualité du crédit à l'égard de notre portefeuille de prêts de détail au Canada et à la faiblesse de nos portefeuilles de prêts bancaires aux États-Unis. Pour une analyse

détaillée de la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

2007 par rapport à 2006

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui était dans un creux cyclique, s'est accru de 362 millions de dollars par rapport à 2006. L'augmentation reflète la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail, laquelle découle principalement de la croissance des portefeuilles et du nombre plus élevé de prêts douteux au sein de nos activités de financement de constructeurs résidentiels américains imputable au repli du marché de l'habitation aux États-Unis.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Tableau 21

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance	1 029 \$	1 588 \$	1 939 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	602	585	570
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 631 \$	2 173 \$	2 509 \$

2008 par rapport à 2007

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 542 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui traduit la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, contrebalancée en grande partie dans les revenus. Pour une analyse détaillée des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, se reporter à la rubrique Secteur Assurances.

2007 par rapport à 2006

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 336 millions de dollars, ou 13 %, comparativement à 2006. Cette diminution traduit principalement la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, laquelle a été contrebalancée en grande partie dans les revenus.

Frais autres que d'intérêt

Tableau 22

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Salaires	3 845 \$	3 541 \$	3 192 \$
Rémunération variable	2 689	2 975	2 827
Avantages sociaux et frais de rémunération au titre de la conservation de personnel	1 168	1 150	1 080
Rémunération à base d'actions	77	194	169
Ressources humaines	7 779 \$	7 860 \$	7 268 \$
Matériel	1 155	1 009	957
Frais d'occupation	926	839	792
Communications	749	723	687
Services professionnels et autres services externes	903	838	844
Autres charges	839	1 204	947
Frais autres que d'intérêt	12 351 \$	12 473 \$	11 495 \$

2008 par rapport à 2007

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 122 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au dernier exercice, résultat qui traduit en grande partie la réduction de la provision au titre du litige relatif à Enron. La diminution est également attribuable à la baisse de la rémunération variable découlant des résultats moindres, qui ont essentiellement subi les répercussions des réductions de valeur, à l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la conversion de nos charges libellées en dollars américains et à la baisse de la charge de rémunération à base d'actions liée aux activités de courtage aux États-Unis en raison de la diminution de la juste valeur de notre passif au titre de la rémunération gagnée. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les coûts supplémentaires à l'appui de nos initiatives visant la croissance, y compris nos acquisitions, les investissements dans les infrastructures et l'accroissement des charges liées aux ventes et aux services au sein de notre réseau de succursales bancaires.

2007 par rapport à 2006

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 978 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à 2006, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts découlant de l'accroissement des niveaux d'activité, notamment ceux liés aux équipes de vente et de service supplémentaires, ainsi que la hausse des frais au titre de la rémunération variable dans le secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation tient aussi à la hausse des pertes hors exploitation, à l'accroissement des coûts de traitement et des coûts liés au développement de systèmes, aux coûts supplémentaires engagés à l'appui de nos initiatives visant la croissance, y compris les acquisitions effectuées, l'augmentation du nombre de nouvelles succursales et les programmes de modernisation des succursales. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la conversion des charges libellées en dollars américains ainsi que par la diminution des frais au titre de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux, laquelle découle des résultats à la baisse enregistrés.

Impôts

Tableau 23

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2008	2007	2006
Impôts sur les bénéfices	1 369 \$	1 392 \$	1 403 \$
Autres taxes			
Taxe sur les produits et services et taxes de vente	204 \$	208 \$	218 \$
Cotisations sociales	242	227	217
Taxes sur le capital	104	117	107
Taxes foncières (1)	103	97	92
Taxes sur les primes d'assurance	42	41	39
Taxes d'affaires	16	8	7
	711	698	680
Total des impôts sur les bénéfices et des autres taxes	2 080 \$	2 090 \$	2 083 \$
Bénéfice net avant impôts	6 005 \$	7 025 \$	6 204 \$
Taux d'imposition effectif sur les bénéfices (2)	22,8 %	19,8 %	22,6 %
Taux d'imposition effectif total (3)	31,0 %	27,1 %	30,3 %

(1) Comprend les montants portés en déduction des revenus autres que d'intérêt concernant les placements en biens immobiliers.

(2) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

(3) Total de la charge d'impôts et des autres taxes en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts et les autres taxes.

Nos activités sont assujetties à différents impôts et autres taxes, notamment les impôts sur les bénéfices et sur le capital levés par les gouvernements fédéral et provinciaux au Canada, et les impôts sur les bénéfices levés par les gouvernements des pays étrangers où nous exerçons nos activités. Des taxes sont également levées sur les dépenses et les fournitures liées au soutien de nos activités.

2008 par rapport à 2007

La charge d'impôts a diminué de 23 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au dernier exercice, en raison de la baisse du bénéfice avant impôts observée en 2008. Le taux d'imposition effectif, qui se chiffrait à 19,8 %

l'an dernier, a augmenté de 3 % pour s'établir à 22,8 %. La hausse du taux d'imposition effectif tient en grande partie à la baisse du bénéfice présenté par nos filiales en exploitation dans les territoires où les taux d'imposition sont plus faibles ainsi qu'au taux d'imposition plus élevé imputable à la réduction de la provision au titre du litige relatif à Enron. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse du taux d'imposition des sociétés prévu par la loi au Canada en 2008 et par la hausse du revenu provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) en 2008.

Les autres taxes ont augmenté de 13 millions de dollars comparativement à 2007, en grande partie en raison de la hausse des cotisations

sociales, ainsi que des taxes d'affaires et des taxes foncières, qui reflète l'accroissement du personnel et le plus grand nombre de succursales, respectivement. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des impôts sur le capital découlant de la diminution de l'assiette des impôts sur le capital au Canada et par la réduction de la taxe sur les produits et services (TPS) découlant de la diminution du taux de la TPS.

Outre la charge d'impôts et les autres taxes figurant à l'état consolidé des résultats, nous avons inscrit une économie d'impôts de 2 225 millions de dollars en 2008 (charge d'impôts de 946 millions en 2007) dans les capitaux propres, soit une baisse de 3 171 millions, qui reflète principalement la diminution des gains de change non réalisés, déduction faite des couvertures, et les pertes non réalisées à l'égard de notre portefeuille de titres disponibles à la vente et des dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie.

2007 par rapport à 2006

La charge d'impôts a diminué de 11 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à 2006, malgré la hausse du bénéfice avant impôts. La baisse du taux

d'imposition effectif en 2007 tient principalement aux réductions de valeur relatives à nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus élevés, au gain au titre de la restructuration de Visa Inc., ainsi qu'au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes).

Les autres taxes ont augmenté de 18 millions de dollars par rapport à 2006, résultat qui est en grande partie imputable à la hausse des cotisations sociales, laquelle reflète l'accroissement de l'effectif, à la hausse des taxes sur le capital découlant de l'augmentation de l'assiette des impôts sur le capital au Canada, et à la hausse des taxes foncières, laquelle reflète l'augmentation du nombre de succursales. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la TPS découlant de la diminution du taux de la TPS.

Outre la charge d'impôts et les autres taxes figurant à l'état consolidé des résultats, nous avons inscrit une charge d'impôts de 946 millions de dollars en 2007 dans les capitaux propres, soit une hausse de 810 millions par rapport à 2006, qui reflète principalement l'augmentation des gains de change non réalisés.

Obligations au titre des régimes de retraite

Nous offrons à nos employés un certain nombre de régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées, qui procurent aux employés admissibles des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi. Nos régimes de retraite à prestations déterminées procurent des prestations selon les années de service, les cotisations et le revenu moyen au moment du départ à la retraite. Les avantages complémentaires de retraite comprennent une couverture d'assurance maladie, dentaire, invalidité et vie.

Nous capitalisons nos régimes de retraite à prestations déterminées en fonction des montants déterminés par calcul actuariel requis pour respecter nos obligations au titre des avantages sociaux conformément aux réglementations en vigueur en matière de régimes de retraite. Nous continuons de capitaliser nos régimes de retraite conformément aux réglementations fédérale et provinciales. Le rendement des actifs au titre de nos régimes de retraite a subi l'incidence défavorable de la conjoncture économique actuelle, et nous nous attendons à devoir verser des cotisations plus élevées dans nos régimes de retraite en 2009 afin de gérer notre situation de capitalisation, comme il est décrit à la note 20 des Notes complémentaires.

Nous avons évalué nos obligations au titre des prestations et nos actifs au titre des régimes de retraite au 30 septembre 2008. Les rendements des obligations ont augmenté par suite de l'incertitude et de la volatilité des marchés financiers à l'échelle mondiale, ce qui a eu par conséquent une incidence sur le choix du taux d'actualisation utilisé pour évaluer nos obligations au titre des prestations et nos actifs au titre des régimes de retraite. Cette situation s'est traduite par un gain actuariel de 932 millions de dollars lié à nos obligations au titre des prestations, ce qui a contrebalancé les pertes de 877 millions liées à nos actifs au titre des régimes de retraite et a diminué notre passif total découlant des régimes de retraite. Les gains et les pertes sur nos actifs au titre des régimes de retraite sont amortis sur les années de service résiduelles moyennes estimatives du régime, ce qui atténue la volatilité de nos charges comptabilisées chaque année. L'affaiblissement du dollar canadien à la fin de l'exercice s'est également traduit par une augmentation de notre passif au titre des régimes de retraite à l'égard de nos régimes aux États-Unis et à l'étranger.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés apparentées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non apparentées.

Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. En outre, nous offrons des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Se reporter aux notes 9 et 27 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements.

Résultats par secteur géographique (1)

Tableau 24

(en millions de dollars canadiens)	2008				2007				2006			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	6 929 \$	1 132 \$	1 299 \$	9 360 \$	6 402 \$	412 \$	888 \$	7 702 \$	6 045 \$	108 \$	643 \$	6 796 \$
Revenus autres que d'intérêt	8 220	2 521	1 481	12 222	8 638	4 322	1 800	14 760	7 518	4 397	1 926	13 841
Total des revenus	15 149	3 653	2 780	21 582	15 040	4 734	2 688	22 462	13 563	4 505	2 569	20 637
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	924	643	28	1 595	696	90	5	791	456	(28)	1	429
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	922	30	679	1 631	1 230	474	469	2 173	1 379	683	447	2 509
Frais autres que d'intérêt	7 490	2 991	1 870	12 351	7 409	3 405	1 659	12 473	7 056	3 038	1 401	11 495
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 826	(163)	(213)	1 450	1 788	(13)	(242)	1 533	1 495	13	(61)	1 447
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	3 987 \$	152 \$	416 \$	4 555 \$	3 917 \$	778 \$	797 \$	5 492 \$	3 177 \$	799 \$	781 \$	4 757 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(29)	-	(29)
Bénéfice net	3 987 \$	152 \$	416 \$	4 555 \$	3 917 \$	778 \$	797 \$	5 492 \$	3 177 \$	770 \$	781 \$	4 728 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui de nos clients. Les opérations sont comptabilisées dans la devise locale de référence et sont assujetties aux variations des taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

2008 par rapport à 2007

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 3 987 millions de dollars, en hausse de 70 millions, ou 2 %, comparativement au dernier exercice. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des gains sur les contrats dérivés de crédit comptabilisés à la juste valeur utilisés à titre de couvertures économiques de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en ce qui a trait à nos activités sur les marchés des capitaux, par la solide croissance des volumes et les mesures efficaces de gestion des coûts en ce qui a trait à nos services bancaires et par la hausse des résultats de négociation en ce qui a trait à certaines de nos activités de négociation liées aux titres à revenu fixe et aux opérations de change. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par le gain au titre de la restructuration de Visa Inc. à l'exercice précédent, par les faibles activités de montage de titres de participation et par la baisse des activités de fusion et d'acquisition et de montage de prêts.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 152 millions de dollars, soit une baisse de 626 millions, ou 80 %, comparativement au dernier exercice, résultat qui s'explique en grande partie par la hausse considérable des réductions de valeur et de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que par la baisse des activités de montage de titres de participation et de prêts. L'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la conversion des résultats libellés en dollars américains explique également une partie de la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la réduction de la provision au titre du litige relatif à Enron, par la baisse de la rémunération variable découlant des résultats moindres, par la hausse des revenus de négociation tirés de certaines de nos activités de négociation liées aux titres à revenu fixe et aux opérations de change et par le gain découlant des ajustements à la juste valeur à l'égard des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

Le bénéfice net des autres pays s'est établi à 416 millions de dollars, soit une baisse de 381 millions comparativement au dernier exercice, résultat qui reflète essentiellement les réductions de valeur liées à nos activités sur les marchés des capitaux. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la hausse des revenus de négociation tirés de certaines

de nos activités de négociation liées aux titres à revenu fixe et aux opérations de change, par le gain découlant des ajustements à la juste valeur à l'égard des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, par l'augmentation du bénéfice provenant de l'acquisition de RBTT reflétant la croissance des prêts et des dépôts et par la croissance des activités de RBC Dexia IS.

2007 par rapport à 2006

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 3 917 millions de dollars, en hausse de 740 millions, ou 23 %, comparativement à 2006. Cette augmentation reflète en grande partie les volumes élevés et la croissance des soldes liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine au pays, ainsi qu'un gain au titre de la restructuration de Visa Inc. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant des niveaux d'activité accrus et des coûts à l'appui des initiatives visant la croissance, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par les coûts plus élevés de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 778 millions de dollars, en hausse de 8 millions, ou 1 %, par rapport à 2006, en raison de la solide croissance des revenus reflétant la prise en compte de nos acquisitions récentes et de l'amélioration des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la conversion du bénéfice libellé en dollars américains, par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net des autres pays s'est établi à 797 millions de dollars, en hausse de 16 millions, ou 2 %, comparativement à 2006, résultat qui découle en partie des résultats solides au chapitre de l'assurance, ainsi que de la croissance des activités de RBC Dexia IS, facteurs qui ont été neutralisés en grande partie par les résultats à la baisse liés aux activités de négociation par suite des réductions de valeur.

Information financière trimestrielle

Analyse des résultats et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et

la concurrence. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres :

Résultats trimestriels	2008				2007			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<small>(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</small>								
Revenu net d'intérêt	2 709 \$	2 301 \$	2 209 \$	2 141 \$	1 998 \$	1 965 \$	1 889 \$	1 850 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 360	3 611	2 745	3 506	3 617	3 515	3 780	3 848
Total des revenus	5 069 \$	5 912 \$	4 954 \$	5 647 \$	5 615 \$	5 480 \$	5 669 \$	5 698 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	619	334	349	293	263	178	188	162
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(86)	553	548	616	637	343	677	516
Frais autres que d'intérêt	2 989	3 272	2 970	3 120	3 093	3 165	3 148	3 067
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 547 \$	1 753 \$	1 087 \$	1 618 \$	1 622 \$	1 794 \$	1 656 \$	1 953 \$
Impôts sur les bénéfices	428	442	156	343	255	349	353	435
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	(1)	49	3	30	43	50	24	24
Bénéfice net	1 120 \$	1 262 \$	928 \$	1 245 \$	1 324 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$
Bénéfice par action – de base	0,82 \$	0,93 \$	0,70 \$	0,96 \$	1,02 \$	1,07 \$	0,99 \$	1,16 \$
– dilué	0,81 \$	0,92 \$	0,70 \$	0,95 \$	1,01 \$	1,06 \$	0,98 \$	1,14 \$
Bénéfice net (perte nette) sectoriel								
Services bancaires canadiens	676 \$	709 \$	604 \$	673 \$	797 \$	596 \$	566 \$	586 \$
Gestion de patrimoine	116	186	182	181	180	177	194	211
Assurances	59	137	104	89	102	103	52	185
Services bancaires internationaux	(206)	(16)	38	31	21	87	67	67
Marchés des Capitaux	584	269	13	304	186	360	350	396
Services de soutien généraux	(109)	(23)	(13)	(33)	38	72	50	49
Bénéfice net	1 120 \$	1 262 \$	928 \$	1 245 \$	1 324 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (1)	0,901 \$	0,988 \$	0,994 \$	1,002 \$	1,001 \$	0,937 \$	0,874 \$	0,861 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,830	0,977	0,993	0,996	1,059	0,937	0,901	0,850

(1) Les moyennes sont calculées au moyen de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Fluctuations saisonnières

Les facteurs saisonniers ont une incidence sur nos résultats pour la plupart des trimestres. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les trois autres trimestres, ce qui a donné lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments des charges essentiellement. Le troisième et le quatrième trimestres incluent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés subissent fréquemment un ralentissement, ce qui a une incidence défavorable sur les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers, ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

Incidence de la conjoncture de l'économie et du marché

En général, la conjoncture économique s'est détériorée depuis le quatrième trimestre de 2007, situation qui a eu une incidence défavorable sur nos activités. Le recul de l'économie tient essentiellement à la volatilité et à l'incertitude des marchés financiers mondiaux. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Vue générale de l'exercice 2008.

Le dollar canadien s'est de façon générale apprécié au cours des huit derniers trimestres, ce qui s'est traduit par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, principalement le bénéfice tiré de nos activités bancaires de gros et de nos activités de détail aux États-Unis. Cette situation a été neutralisée en partie par la forte dépréciation du dollar canadien depuis le deuxième trimestre de 2008.

Aperçu et résultats consolidés

Au cours des huit derniers trimestres, nos résultats ont été touchés par divers facteurs favorables et défavorables.

- Nos résultats des cinq derniers trimestres ont été touchés de façon défavorable par des réductions de valeur de 3 178 millions de dollars découlant de la conjoncture, laquelle a été neutralisée en partie par une réduction de 672 millions de la charge d'impôts, par des écritures de compensation de 610 millions et par le gain découlant des ajustements à la juste valeur de titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.
- Au quatrième trimestre de 2008, nous avons comptabilisé une réduction de 542 millions de dollars de la provision au titre du litige lié à Enron et une augmentation de la provision générale de 145 millions.
- Les résultats du quatrième trimestre de 2007 tiennent compte d'un gain de 326 millions de dollars au titre de la restructuration de Visa Inc. et de la charge de 121 millions au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.
- Les résultats du premier trimestre de 2007 tiennent compte d'un ajustement favorable lié à la réaffectation de capitaux de placements étrangers.
- Les résultats des huit derniers trimestres ont été touchés par l'acquisition de certaines activités.

Au cours des huit derniers trimestres, notre bénéfice net consolidé a constamment excédé 1 milliard de dollars, situation qui reflète le rendement soutenu de la plupart de nos secteurs d'activité, et ce, malgré l'incidence des réductions de valeur comptabilisées au cours des cinq derniers trimestres et de la diminution de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a affiché une tendance à la hausse au cours des huit derniers trimestres, après avoir connu un creux cyclique au début de 2007, résultat qui reflète principalement un environnement de crédit généralement favorable. Cette tendance à la hausse est attribuable à la croissance des portefeuilles et au nombre plus élevé de prêts douteux découlant principalement du marché de l'habitation aux États-Unis et de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. La hausse importante constatée au quatrième trimestre de 2008 tient compte de l'augmentation des provisions spécifiques, laquelle reflète essentiellement la détérioration des portefeuilles aux États-Unis et l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La hausse est également imputable à l'augmentation de la provision générale au quatrième trimestre de 2008, laquelle reflète les volumes plus élevés liés aux portefeuilles et la plus faible qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont de façon générale augmenté au cours de la période, résultat qui reflète essentiellement les acquisitions effectuées récemment et la hausse des dépenses à l'appui de nos initiatives visant la croissance. La baisse constatée au quatrième trimestre de 2008 est en grande partie attribuable à la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron. Les baisses constatées au deuxième trimestre de 2008 et au quatrième trimestre de 2007 tiennent principalement à la diminution des frais au titre de la rémunération variable, laquelle cadre avec la baisse du bénéfice découlant des réductions de valeur. L'augmentation au cours de la période a été neutralisée en partie par la réduction de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains pendant presque toute la période.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fluctué considérablement au cours de la période. Bien que la croissance sous-jacente des activités se soit de façon générale traduite par une augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une volatilité importante peut se produire au cours d'un trimestre donné, en raison de la variation de la juste valeur des investissements garantissant les obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, des résultats techniques et des ajustements de la provision actuarielle. L'incidence des normes comptables concernant les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007 a augmenté la volatilité de ces produits. Sauf en ce qui concerne les résultats techniques et les ajustements de la provision actuarielle, ces éléments sont en grande partie contrebalancés par les revenus liés aux activités d'assurance.

Le taux d'imposition effectif a dans l'ensemble affiché une tendance à la baisse au cours de la période, sauf pour les troisième et quatrième trimestres de 2008, au cours desquels il reflétait un taux d'imposition plus élevé relativement à la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron au quatrième trimestre et la plus faible proportion du bénéfice généré provenant de territoires où les taux d'imposition sont moins élevés. La diminution de notre taux d'imposition effectif tient en grande partie à la plus grande proportion du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et à la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi en 2008, par rapport à 2007. Le taux d'imposition effectif au cours des cinq derniers trimestres a également été touché par les réductions de valeur, lesquelles ont été comptabilisées dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés. Le gain au titre de la restructuration de Visa Inc. comptabilisé au quatrième trimestre de 2007, lequel a été imposé au taux sur les gains en capital, a également contribué à la diminution de notre taux d'imposition effectif en 2007.

La part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales a fluctué au cours de la période, situation qui dépend du bénéfice net attribué aux tiers investisseurs dans les entités que nous sommes tenus de consolider, mais dans lesquelles nous ne détenons pas une participation de 100 %.

Résultats des secteurs d'exploitation

Le bénéfice net du secteur Services bancaires canadiens s'est généralement accru au cours des huit derniers trimestres. L'augmentation s'explique par une forte croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité et par notre gestion des coûts efficace, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la compression des écarts. Les résultats du deuxième trimestre de 2008 ont été touchés de façon défavorable par la perte comptabilisée relativement à notre rachat de nos actions au moment du premier appel public à l'épargne effectué par Visa, de 35 millions de dollars. Les résultats du quatrième trimestre de 2007 tiennent compte du gain au titre de la restructuration de Visa Inc. et de la charge au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine est de façon générale demeuré stable au cours des huit derniers trimestres, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients et de la hausse des revenus tirés des services tarifés découlant de l'acquisition de PH&N. La diminution au quatrième trimestre de 2008 est en grande partie imputable à la réduction des volumes de transactions liés à nos services de courtage traditionnel et à la baisse des commissions découlant de l'incertitude sur les marchés financiers mondiaux.

Les résultats du secteur Assurances ont fluctué au cours des huit derniers trimestres. La baisse du bénéfice au quatrième trimestre de 2008 tient principalement aux pertes sur les investissements attribuables aux cessions et aux prêts douteux, ainsi qu'aux répercussions des fluctuations sur les marchés boursiers. La réduction du bénéfice au deuxième trimestre de 2007 est principalement imputable à l'augmentation des indemnités et sinistres en matière d'invalidité. Les résultats du premier trimestre de 2007 ont été touchés de façon favorable par un ajustement lié à la réaffectation de capitaux de placements étrangers et par les ajustements nets des provisions techniques.

Le bénéfice net du secteur Services bancaires internationaux a fluctué au cours de la période. Les résultats des derniers trimestres ont été touchés par les réductions de valeur et pertes comptabilisées ainsi que par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée principalement aux services bancaires aux États-Unis. Ces facteurs ont influé principalement sur les résultats du quatrième trimestre de 2008.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont fluctué au cours de la période, en raison des réductions de valeur découlant de la faiblesse continue des marchés depuis le quatrième trimestre de 2007. Cependant, grâce à la diversification de nos activités, certains de nos produits de négociation ont bénéficié de la volatilité des marchés et des plus faibles taux d'intérêt. Les résultats du quatrième trimestre de 2008 ont été touchés de façon favorable par la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron.

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 120 millions de dollars au quatrième trimestre, en baisse de 204 millions, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent. Nos résultats ont été touchés principalement par les réductions de valeur plus importantes de 1 003 millions de dollars, comparativement à 393 millions pour l'exercice précédent, lesquelles ont entraîné une baisse du bénéfice net de 532 millions de dollars après impôts et écritures de compensation connexes comparativement à 173 millions à l'exercice précédent, en raison de la détérioration continue des marchés financiers, des résultats à la baisse liés à nos activités de négociation de titres de participation et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron, par la croissance des revenus tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe et opérations de change, par le gain découlant des ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et par la croissance des volumes liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine. Les résultats à l'exercice précédent avaient également été touchés par un gain au titre de la restructuration de Visa Inc.

Le total des revenus a diminué de 546 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités d'assurance, des réductions de valeur plus importantes, qui se sont établies à 1 003 millions de dollars, par rapport à 393 millions à l'exercice précédent, et des résultats à la baisse liés aux activités de négociation de titres de participation. Les résultats à l'exercice précédent ont également été touchés par un gain au titre de la restructuration de Visa Inc. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des revenus tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe et opérations de change, par la croissance des prêts et des dépôts, laquelle reflète en partie les acquisitions effectuées, et par le gain découlant des ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 619 millions de dollars, comparativement à 263 millions à l'exercice précédent. Le résultat tient compte d'une augmentation de la provision générale de 145 millions de dollars (98 millions après impôts) découlant de la croissance des volumes du portefeuille de prêts de détail au Canada et de la faiblesse continue des portefeuilles de prêts de détail et de prêts commerciaux aux États-Unis, ainsi que du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels

aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail. L'augmentation est également imputable à la hausse des provisions et à la diminution des recouvrements liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 723 millions de dollars, ou 114 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurances vie et maladie, qui a été neutralisée en grande partie par les revenus. De plus, les mesures favorables prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses se sont traduites par une augmentation des ajustements nets des provisions techniques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les coûts liés à la croissance des activités.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 104 millions de dollars, ou 3 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron et la baisse de la charge au titre de la rémunération à base d'actions liée aux services de courtage aux États-Unis du secteur Gestion de patrimoine, qui découle de la diminution favorable de la juste valeur de notre passif au titre de la rémunération gagnée. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les coûts supplémentaires à l'appui de nos initiatives visant la croissance, y compris les acquisitions de RBTT, ANB, FBW, PH&N et J.B. Hanauer, ainsi que par l'incidence défavorable de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains. Par ailleurs, nous avons constaté une charge totalisant 42 millions de dollars (30 millions après impôts) liée au règlement conclu avec les autorités de réglementation américaines relativement à des titres à enchères; une tranche de 25 millions (19 millions après impôts) de cette charge a été comptabilisée dans les résultats du secteur Gestion de patrimoine, et la tranche restante, qui se compose de la différence estimative entre la valeur nominale et la valeur actuelle et d'une pénalité, a été comptabilisée dans les résultats du secteur Marchés des Capitaux. L'incidence financière réelle de l'offre de rachat dépendra du nombre de clients qui décideront d'accepter ladite offre, ainsi que des conditions du marché au moment où l'offre sera acceptée. Par ailleurs, la provision de 37 millions de dollars (22 millions après impôts) constatée relativement au soutien fourni aux clients de FBW ayant investi dans le Reserve Primary Fund (un fonds du marché monétaire aux États-Unis géré par un tiers fournisseur) et les réductions de valeur liées à l'annulation des initiatives en matière de paiement au sein de l'industrie canadienne ont également neutralisé la baisse des frais autres que d'intérêt.

Résultats des secteurs d'exploitation

Résultats par secteur d'exploitation

Tableau 26

(en millions de dollars canadiens)	2008							2007	2006
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total	Total	Total
Revenu net d'intérêt	6 718 \$	468 \$	– \$	1 330 \$	1 839 \$	(995) \$	9 360 \$	7 702 \$	6 796 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 868	3 519	2 610	771	2 096	358	12 222	14 760	13 841
Total des revenus	9 586 \$	3 987 \$	2 610 \$	2 101 \$	3 935 \$	(637) \$	21 582 \$	22 462 \$	20 637 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	867	1	–	497	183	47	1 595	791	429
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 631	–	–	–	1 631	2 173	2 509
Frais autres que d'intérêt	4 758	3 038	576	1 876	2 121	(18)	12 351	12 473	11 495
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	3 961 \$	948 \$	403 \$	(272) \$	1 631 \$	(666) \$	6 005 \$	7 025 \$	6 204 \$
Bénéfice net	2 662 \$	665 \$	389 \$	(153) \$	1 170 \$	(178) \$	4 555 \$	5 492 \$	4 757 \$
Rendement des capitaux propres (2)	38,1 %	23,3 %	32,8 %	(3,4) %	20,5 %	(6,2) %	18,0 %	24,6 %	23,5 %
Rendement du capital de risque (2)	52,2 %	64,9 %	37,1 %	(8,1) %	24,5 %	n.s.	29,6 %	37,4 %	36,7 %
Actif moyen (3)	232 300 \$	16 900 \$	12 600 \$	51 300 \$	340 300 \$	(3 100) \$	650 300 \$	581 000 \$	502 300 \$

- (1) Le revenu net d'intérêt, le total des revenus et le bénéfice net avant impôts du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent est éliminée dans le secteur des Services de soutien généraux. Des précisions sont fournies à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque font partie des principales mesures du rendement. Pour obtenir des précisions, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Les moyennes sont calculées au moyen de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- n.s. : non significatif

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme si ceux-ci exerçaient leurs activités sur une base autonome et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation tiennent compte de tous les revenus et de toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs et elle reflète la perception qu'a la direction à l'égard de ces résultats.

Les aspects importants concernant la gestion de nos secteurs d'exploitation et la présentation de l'information sectorielle sont les suivants :

- Les résultats déclarés du secteur Services bancaires canadiens tiennent compte des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés canadiens ainsi que des montants connexes au titre des revenus et de la provision pour pertes sur créances. La moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés inclus au 31 octobre 2008 s'établissait à 22 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement.
- Les résultats déclarés du secteur Gestion de patrimoine comprennent des données supplémentaires libellées en dollars américains pour la division Gestion de patrimoine – États-Unis et International, puisque nous examinons et gérons dans une large mesure les résultats de cette division en fonction des montants libellés en dollars américains.
- Les résultats déclarés du secteur Assurances tiennent compte de la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurances constatés dans les revenus, laquelle est en grande partie neutralisée par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- Les résultats déclarés du secteur Services bancaires internationaux comprennent des données supplémentaires libellées en dollars américains pour la division Services bancaires, puisque nous examinons et gérons dans une large mesure les résultats de cette division en fonction des montants libellés en dollars américains.
- Les résultats déclarés du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent, ce qui signifie que le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) est majoré au montant imposable équivalent, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. Cette majoration accroît la comparabilité des sources de revenus imposables et des sources de revenus qui présentent un avantage sur le plan fiscal.
- Les résultats du secteur Services de soutien généraux comprennent les résultats de toutes les activités mises en œuvre au profit de l'organisation qui ne sont pas attribués à nos cinq secteurs d'exploitation. Ces activités incluent notamment le financement de l'entreprise, la titrisation ainsi que les charges nettes liées au capital non attribué. Les résultats déclarés du secteur Services de soutien généraux reflètent également les ajustements de consolidation, y compris les écritures d'élimination des résultats majorés au montant imposable équivalent inscrits dans le secteur Marchés des Capitaux. Nous comptabilisons des résultats majorés au montant imposable équivalent dans le secteur Marchés des Capitaux, et nous comptabilisons les ajustements au titre des éliminations dans le secteur Services de soutien généraux. Nous estimons qu'il est utile d'effectuer ces majorations afin de refléter la façon dont le secteur Marchés des Capitaux gère ses activités, car ces majorations accroissent la comparabilité des revenus et des ratios connexes concernant les sources imposables et nos principales sources qui présentent un avantage sur le plan fiscal. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent et les mesures ne soient pas

comparables à des mesures analogues prévues par les PCGR ou à des majorations semblables présentées par d'autres institutions financières. La majoration au montant imposable équivalent s'est établie à 410 millions de dollars pour 2008 (332 millions en 2007 et 213 millions en 2006).

Principales méthodes

Les informations suivantes mettent en évidence les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité.

Les charges de chaque secteur d'exploitation peuvent comprendre des coûts engagés ou des services fournis, directement au nom des secteurs d'exploitation, au niveau de l'entreprise. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation, nous utilisons un cadre d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'aux fins de l'attribution du capital et de l'établissement des prix de cession interne des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et sur les risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos cinq secteurs d'exploitation sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Attribution des charges

Afin de nous assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation comprennent les charges liées à la conduite de leurs activités, nous ventilons les coûts engagés ou les services fournis par les groupes Technologie et exploitation mondiales et Fonctions générales, lorsque ceux-ci ont été engagés ou fournis. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à nos secteurs d'exploitation, y compris les coûts indirects et les autres charges indirectes, nous utilisons notre cadre d'information de gestion pour attribuer ces coûts à chaque secteur d'exploitation d'une manière qui reflète les avantages sous-jacents.

Attribution du capital

Notre cadre d'information de gestion facilite également l'attribution du capital à nos secteurs d'exploitation, d'une manière visant à mesurer de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et risques sous-jacents liés aux activités de chaque secteur d'exploitation. Le montant de capital attribué à chaque secteur d'exploitation constitue le capital attribué. Le capital non attribué, de même que les charges nettes connexes, est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

Les méthodes d'attribution du capital, qui sont décrites en détail à la section Gestion du capital, nécessitent la formulation d'hypothèses et d'estimations qui font appel au jugement et qui sont révisées périodiquement. Toutes les modifications de ces facteurs ont une incidence directe sur d'autres mesures telles que le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque des secteurs d'exploitation.

Prix de cession interne des fonds

Notre méthode d'établissement des prix de cession interne des fonds sert à attribuer les intérêts créditeurs et les intérêts débiteurs à chaque secteur d'exploitation. Ce processus d'attribution tient compte du risque de taux d'intérêt et du risque d'illiquidité de nos secteurs d'exploitation ainsi que des exigences réglementaires auxquelles ceux-ci doivent se conformer. Sous réserve de l'approbation de la direction, il se pourrait que nos secteurs d'exploitation demeurent exposés à certains risques de taux d'intérêt liés au cours normal des activités. Les autres activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché.

Changements apportés en 2008

Les informations suivantes mettent en évidence les changements principaux que nous avons apportés à notre cadre d'information de gestion et à nos secteurs d'exploitation au cours de l'exercice. Sauf indication contraire, les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés, et ces changements n'ont eu aucune incidence sur nos résultats consolidés. Nous résumons ci-après les changements apportés en 2008.

- Au quatrième trimestre de 2008, les résultats du secteur Services de soutien généraux tiennent compte des variations du poste Provisions pour pertes sur créances – Provision générale. La Gestion des risques du Groupe exerce un contrôle sur la provision générale en assurant la surveillance et le suivi des divers portefeuilles de prêts au sein de l'entreprise, et elle revoit chaque trimestre la provision générale pour chaque type de produits. Avant le quatrième trimestre de 2008, les variations du poste Provisions pour pertes sur créances – Provision générale étaient prises en compte dans les résultats des secteurs Services bancaires canadiens, Services bancaires internationaux et Marchés des Capitaux. Nous avons tenu compte de ce changement au chapitre de la supervision sur une base prospective au quatrième trimestre de 2008. Nous n'avons pas retraité les résultats sectoriels des périodes précédentes pour tenir compte de ce changement, car ce dernier a eu une incidence négligeable sur ces résultats. Ce changement au chapitre de la supervision n'a aucune incidence sur l'information financière consolidée présentée précédemment. Pour de plus amples renseignements sur les variations de la provision

générale au cours de l'exercice 2008, se reporter à l'analyse du secteur Services de soutien généraux.

- Nous avons créé le secteur Assurances, dont les activités faisaient auparavant partie du secteur Services bancaires canadiens, et nous avons changé le nom du secteur Services bancaires américains et internationaux, qui est maintenant connu sous le nom de Services bancaires internationaux. L'information financière sectorielle historique a été retraitée de manière à refléter la restructuration de nos secteurs d'exploitation. L'information financière sectorielle historique retraitée qui porte sur les Services bancaires canadiens et sur le secteur Assurances n'a eu aucune incidence sur l'information financière consolidée présentée précédemment.
- Nous avons révisé les soldes des primes d'assurance brutes et des dépôts liés au secteur Assurances, de manière à y inclure les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.
- Nous avons transféré aux Services de soutien généraux la supervision des activités de gestion du portefeuille américain de prêts à risque et de titres garantis par des créances disponibles à la vente du secteur Gestion de patrimoine, car les Services de soutien généraux possèdent une plus grande expertise en matière de gestion de ces types de placements, particulièrement compte tenu du contexte actuel du marché. Nous n'avons pas révisé les résultats sectoriels correspondants des périodes précédentes pour tenir compte de ce changement au chapitre de la supervision, car ce changement a eu une incidence négligeable sur les périodes précédentes.
- Nous avons révisé le calcul des biens administrés du secteur Services bancaires canadiens, pour refléter la prise en compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales au Canada.
- Nous avons amélioré les méthodes et paramètres utilisés pour déterminer le capital économique. Cela a donné principalement lieu à une réduction du capital lié au risque de marché relatif aux activités autres que de négociation attribué à nos secteurs d'exploitation et à une augmentation du capital lié au risque de crédit attribué au secteur Marchés des Capitaux.

Incidence des taux de change sur nos secteurs d'exploitation

Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises influent sur la valeur de conversion des résultats de nos secteurs d'exploitation. Les secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires internationaux et Marchés des Capitaux effectuent d'importantes opérations libellées en dollars américains, tandis que le secteur Services bancaires internationaux effectue aussi d'importantes opérations libellées en euros liées à RBC Dexia IS. Quant au secteur Marchés des Capitaux, il effectue d'importantes opérations libellées en livres sterling.

En 2008, le dollar canadien s'est apprécié de 6 % en moyenne par rapport au dollar américain et de 10 % en moyenne par rapport à la livre sterling, et il s'est déprécié de 4 % en moyenne par rapport à l'euro, comparativement à l'exercice précédent. Nos revenus ont subi l'incidence

défavorable de la baisse de la valeur de conversion des revenus libellés en devises en raison de la forte appréciation du dollar canadien, qui a été observée au cours de la majeure partie de l'exercice, mais dont les effets ont été plus marqués au cours du premier semestre de 2008. En raison de l'incidence de la variation des taux de change respectifs par rapport à l'an dernier, le bénéfice net de la Gestion de patrimoine a reculé de 24 millions de dollars, la perte nette des Services bancaires internationaux a augmenté de 40 millions et le bénéfice net des Marchés des Capitaux a augmenté de 12 millions. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Principales mesures du rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux

mesures analogues présentées par d'autres institutions financières.

Nos calculs consolidés du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont fondés sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne du capital attribué pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué, ou capital économique, tient compte du capital de risque attribué nécessaire pour soutenir les divers risques, comme il est décrit à la rubrique Gestion du capital, et des montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels (1).

Nous utilisons le rendement du capital de risque pour évaluer le rendement du capital investi nécessaire pour soutenir les risques liés aux activités courantes. Nos calculs du rendement du capital de risque se fondent sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que le capital non attribué).

L'attribution du capital et du capital de risque suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction. Des modifications de ces hypothèses, jugements et méthodes peuvent avoir une incidence importante sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque par secteur que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements sur les mesures d'attribution et de rendement connexes semblables peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

- (1) Aux fins d'attribution interne et d'évaluation, le total du capital attribué est réputé par la direction être composé des montants nécessaires pour soutenir les risques inhérents aux activités (capital de risque) et des montants liés aux investissements historiques (écart d'acquisition et actifs incorporels). Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, l'écart entre le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de la moyenne du capital attribué est classé à titre de capital non attribué, lequel est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

	2008							2007	2006
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants en pourcentage) (1), (2)									
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 634 \$	653 \$	385 \$	(174)\$	1 147 \$	(191)\$	4 454 \$	5 404 \$	4 668 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 050 \$	1 000 \$	1 050 \$	2 150 \$	4 700 \$	1 100 \$	15 050 \$	14 450 \$	12 750 \$
Ajouter : Capital non attribué	–	–	–	–	–	2 000	2 000	2 000	2 550
Écart d'acquisition et capital incorporel	1 850	1 800	100	3 050	900	–	7 700	5 550	4 600
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	6 900 \$	2 800 \$	1 150 \$	5 200 \$	5 600 \$	3 100 \$	24 750 \$	22 000 \$	19 900 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	38,1 %	23,3 %	32,8 %	(3,4)%	20,5 %	(6,2)%	18,0 %	24,6 %	23,5 %
Rendement du capital de risque	52,2 %	64,9 %	37,1 %	(8,1)%	24,5 %	n.s.	29,6 %	37,4 %	36,7 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement.

(2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque du marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. Se reporter à la section Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.

(3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont également désignés à titre de capital attribué ou capital économique.
n.s. : non significatif

Mesures hors PCGR

Levier d'exploitation défini de 2008

Conformément à notre cadre de gestion, nous utilisons et présentons le levier d'exploitation défini, qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres institutions financières.

Le levier d'exploitation défini représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction

de la majoration au montant imposable équivalent et l'incidence des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées n'est pas prise en compte, car celles-ci n'influent pas de manière importante sur nos résultats. Les résultats des activités d'assurance sont exclus, car certaines variations des revenus peuvent être en grande partie contrebalancées par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui ne sont pas compris dans nos calculs du levier d'exploitation défini.

Le tableau suivant illustre le calcul du levier d'exploitation défini.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants en pourcentage)	2008	2007 (1)	Variation
Total des revenus	21 582 \$	22 462 \$	
Ajouter : ajustement lié au montant imposable équivalent	410	332	
Déduire : revenus liés aux EDDV	(48)	31	
Déduire : revenus tirés des activités d'assurance	2 610	3 192	
Déduire : incidence des normes comptables concernant les instruments financiers	–	83	
Total des revenus (ajusté)	19 430 \$	19 488 \$	(0,3)%
Frais autres que d'intérêt	12 351 \$	12 473 \$	
Déduire : frais autres que d'intérêt liés aux activités d'assurance	576	537	
Frais autres que d'intérêt (ajusté)	11 775 \$	11 936 \$	(1,3)%
Levier d'exploitation défini			1,0%

(1) Les revenus en 2007 excluent les ajustements comptables liés à l'adoption des normes comptables concernant les instruments financiers.

Services bancaires canadiens

Les Services bancaires canadiens se composent de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au pays et de certains services de placement s'adressant aux épargnants. Ce secteur se compose des services suivants : Particuliers clients, Services financiers à l'entreprise et Solutions cartes et paiements.

Les Services bancaires canadiens fournissent un vaste éventail de produits et services financiers à plus de 10 millions de particuliers et d'entreprises clients par l'intermédiaire de nos vastes réseaux de succursales, de GAB, de services en ligne et de services bancaires par téléphone, ainsi que par l'intermédiaire d'une grande équipe de vente interne. Nous sommes un chef de file en ce qui concerne nos parts de marché liées à la plupart des produits de détail.

Faits saillants

- Nous avons élargi notre réseau en ouvrant 28 nouvelles succursales et en installant 214 nouveaux GAB. Nous avons fourni à nos diverses équipes de vente une formation spécialisée afin qu'elles soient davantage en mesure de fournir des conseils financiers éclairés et pertinents ainsi que des solutions bancaires personnalisées à nos clients.
- Nous avons amélioré nos capacités de services en direct en donnant le choix aux clients d'opter pour des relevés électroniques et en leur offrant un centre de messages sécurisé et divers outils libre-service tels que le Sélecteur de carte de crédit, de manière qu'ils puissent plus aisément faire affaire avec nous.

- Nous avons lancé divers produits tels que le Compte Épargne US @ intérêt élevé, la carte *Visa Infinite Voyages* et le compte de placement commercial, afin d'aider nos clients à satisfaire leurs besoins financiers grandissants.
- Nous avons conclu l'acquisition de la division canadienne de crédit-bail commercial d'ABN AMRO N.V., qui nous permettra d'accroître notre capacité à offrir à nos clients un éventail complet de services financiers et de produits spécialisés par l'entremise d'un plus vaste réseau de distribution et de vente.

Revue économique et revue des marchés

Comme il en est fait mention dans la section Revue économique et revue des marchés à la rubrique Vue générale de l'exercice 2008, la réduction du taux de financement à un jour, qui est passé de 4,25 % à 2,25 %, a favorisé le maintien d'une demande solide, quoique en décroissance, pour notre crédit hypothécaire et à la consommation. Cependant, cette réduction s'est également traduite par une diminution des écarts à l'égard de dépôts de particuliers et de prêts aux entreprises. Les niveaux d'emploi au Canada sont demeurés relativement élevés en 2008, ce qui a aidé à maintenir la vigueur des dépenses de consommation et des ventes de nos produits de dépôt et de placement. La concurrence pour les contrats de placement garanti CPG et les autres produits de dépôt s'est intensifiée en raison du resserrement des conditions du crédit et de l'augmentation de la demande de placements à revenu fixe de la part des clients étant donné les reculs prononcés des placements en titres de capitaux propres et des marchés des capitaux et la volatilité sur les marchés financiers et des capitaux.

Rendement financier du secteur Services bancaires canadiens

Tableau 29

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)

	2008	2007	2006
Revenu net d'intérêt	6 718 \$	6 353 \$	5 816 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 868	2 976	2 532
Total des revenus	9 586 \$	9 329 \$	8 348 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	867	788	604
Frais autres que d'intérêt	4 758	4 748	4 510
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	3 961 \$	3 793 \$	3 234 \$
Bénéfice net	2 662 \$	2 545 \$	2 124 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres (1)	38,1 %	34,9 %	32,2 %
Rendement du capital de risque (1)	52,2 %	48,1 %	44,6 %
Marge nette d'intérêt (2)	2,98 %	3,17 %	3,22 %
Levier d'exploitation (3)	2,6 %	6,5 %	4,4 %
Principales données moyennes figurant au bilan (4)			
Total de l'actif (5)	232 300 \$	207 500 \$	187 600 \$
Total des actifs productifs (5)	225 200	200 400	180 500
Prêts et acceptations (5)	225 000	199 200	179 000
Dépôts	155 000	147 100	139 200
Capital attribué (1)	6 900	7 200	6 500
Capital de risque (1)	5 050	5 250	4 700
Autres renseignements			
Biens administrés (6)	109 500 \$	120 200 \$	101 100 \$
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	24 222	23 930	23 001
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,36 %	0,35 %	0,33 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,39 %	0,39 %	0,34 %

(1) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des principales mesures du rendement. La moyenne du capital attribué et le rendement des capitaux propres sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée.

(2) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif total. La moyenne de l'actif productif total est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes moyens pour la période.

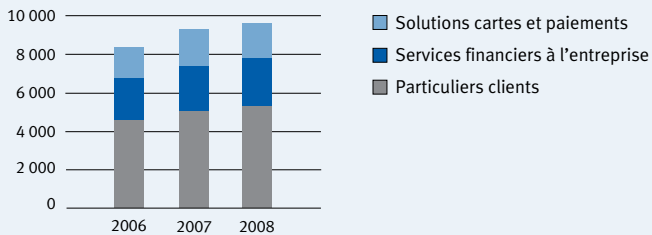
(3) Correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

(4) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(5) Le total de l'actif, le total des actifs productifs et les prêts et les acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour l'exercice, laquelle s'est établie à 22 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement (19 milliards et 4 milliards en 2007; 15 milliards et 4 milliards en 2006).

(6) En 2008, le poste Biens administrés a été révisé de manière à tenir compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales au Canada. Les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés pour tenir compte de ce changement.

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier

2008 par rapport à 2007

Le bénéfice net a augmenté de 117 millions de dollars, ou 5 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète la forte croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité et notre gestion des coûts efficace, qui ont été neutralisées en partie par la compression des écarts et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Nos résultats de l'exercice précédent reflétaient un gain de 326 millions de dollars (269 millions après impôts) au titre de la restructuration de Visa Inc. neutralisé en partie par une charge de 121 millions (79 millions après impôts) au titre de notre programme de fidélisation des détenteurs d'une carte de crédit.

Le total des revenus a progressé de 257 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette progression reflète la forte croissance continue des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité et la hausse des revenus tirés des opérations de change, des frais bancaires et des frais de placement liés aux fonds communs de placement qui ont été neutralisées en partie par la compression des écarts. Nos résultats de l'exercice précédent comprenaient le gain au titre de la restructuration de Visa Inc. neutralisé en partie par le passif au titre du programme de points comme il a été mentionné ci-dessus.

La marge nette d'intérêt a diminué de 19 points de base par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'incidence des modifications apportées à notre gamme de produits de détail en raison de la croissance des activités liées au financement aux fins d'accession à la propriété et à nos comptes d'épargne à intérêt élevé, ainsi que la baisse des taux d'intérêt et le maintien de pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 79 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète la croissance des portefeuilles et l'augmentation des taux de pertes liés aux prêts sur cartes de crédit et aux portefeuilles de prêts aux particuliers.

Les frais autres que d'intérêt se sont chiffrés à 4 758 millions de dollars, soit un résultat dans l'ensemble inchangé qui tient au fait que la hausse des frais liés aux équipes de vente et de service de notre réseau de succursales bancaires, à l'appui de la croissance des activités et des dépenses liées aux projets, a été en grande partie neutralisée par la diminution des frais liés aux services de soutien opérationnel et aux infrastructures.

La moyenne de l'actif a augmenté de 25 milliards de dollars, ou 12 %. Cette augmentation s'explique en grande partie par la forte croissance des prêts, essentiellement au titre de l'accession à la propriété, laquelle découle de la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance et de la solidité du marché de l'habitation. La moyenne des dépôts s'est accrue de 8 milliards de dollars, ou 5 %, comparativement à l'exercice précédent, essentiellement en raison de la croissance des volumes liés aux dépôts des entreprises et des particuliers, y compris nos comptes d'épargne à intérêt élevé.

2007 par rapport à 2006

Le bénéfice net a augmenté de 421 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à 2006, en raison principalement de la forte croissance enregistrée dans tous les secteurs d'activité et du gain au titre de la restructuration de Visa Inc. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, par la réception d'une indemnité de rupture liée à la résiliation d'un contrat en 2006 et par la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit en 2007.

Le total des revenus a augmenté de 981 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à 2006. L'augmentation est en grande partie attribuable à la forte croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité et au gain au titre de la restructuration de Visa Inc. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réception d'une indemnité de rupture liée à la résiliation d'un contrat en 2006 et par la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

La marge nette d'intérêt a diminué de 5 points de base par rapport à 2006, résultat qui reflète principalement l'incidence des modifications apportées à notre gamme de produits.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 184 millions de dollars, ou 30 %, comparativement à 2006, exercice au cours duquel elle avait enregistré un creux cyclique. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux entreprises, de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers, qui reflète l'augmentation des taux de pertes et la croissance des portefeuilles.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 238 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à 2006. Cette augmentation est en grande partie imputable à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, notamment l'expansion des équipes de vente et de service à hauteur de 4 %, ainsi qu'à la hausse des coûts liés au développement des systèmes, des honoraires et des pertes hors exploitation.

Perspectives et priorités

Comme il en est fait mention dans la section Perspectives et objectifs à moyen terme, les signes précurseurs d'un ralentissement dans le marché de l'habitation et dans la demande de main-d'œuvre ont freiné les perspectives de croissance et pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités de prêt et de dépôt. Le manque de liquidités dans les marchés du crédit se poursuivra vraisemblablement au cours du prochain exercice et maintiendra le coût du financement à des niveaux élevés, ce qui se traduira par le maintien de la compression des écarts. L'expansion de notre réseau de distribution et le lancement de nouveaux produits et services apporteront une plus grande stabilité au titre de la croissance dans nos différentes activités. Nous prévoyons une certaine détérioration de la qualité de notre portefeuille de crédit et nous nous attendons à ce que les taux de pertes soient gérables en raison de la diversification et de la qualité de nos portefeuilles. Nous prévoyons que diverses interventions gouvernementales, étayées par les répercussions décalées des mesures prises relativement à la politique monétaire, devraient avoir un effet bénéfique sur les marchés du crédit à court terme. Bien que nos activités soient encore touchées par le contexte macroéconomique, nous nous attendons à ce qu'elles croissent à un rythme modéré.

Principales priorités stratégiques pour 2009

- Continuer à faire en sorte que nos clients puissent aisément faire affaire avec nous en leur offrant des produits et services innovateurs, des processus améliorés et un meilleur accès à nos produits et services.
- Continuer à fournir une expérience client supérieure.
- Fournir des conseils financiers et des solutions éclairés et pertinents afin de conserver notre clientèle et d'attirer de nouveaux clients dans des marchés et des secteurs géographiques donnés, ainsi que des clients se trouvant à une étape précise de leur vie.
- Assurer la concordance de nos infrastructures, de nos produits et services, ainsi que de nos capacités au chapitre des ventes et des services de détail, afin de favoriser notre croissance future, notre efficacité et la valeur pour nos clients.

Le secteur d'activité Particuliers clients vise à répondre aux besoins des particuliers faisant partie de notre clientèle à toutes les étapes de leur vie, en leur offrant un vaste éventail de produits et de services de financement et de placement tels que du financement aux fins d'accession à la propriété, des prêts aux particuliers, des comptes de dépôt, des fonds communs de placement ainsi que des comptes de courtage autogéré, des CPG et des services de gestion privée au Canada. Nous occupons le premier ou le deuxième rang en ce qui concerne nos parts de marché liées à la plupart des produits bancaires aux particuliers et nous possédons le plus vaste réseau de services bancaires de détail au Canada, lequel se compose de 1 174 succursales et de 4 149 GAB.

Rendement financier

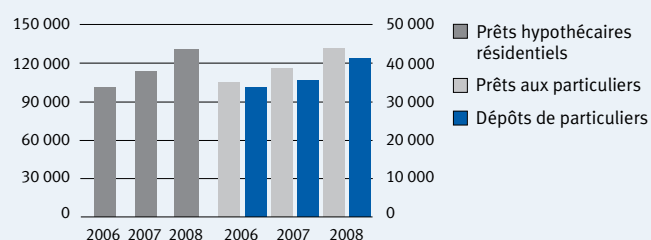
Le total des revenus a augmenté de 233 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation tient principalement à la forte croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels, de prêts aux particuliers et de dépôts des particuliers, facteurs neutralisés en partie par une certaine compression des écarts. Les revenus tirés des services tarifés se sont accrus en raison de l'augmentation du volume des opérations de change et de certaines modifications tarifaires. Les frais de placement liés aux fonds communs de placement ont également augmenté au cours de l'exercice en raison d'une hausse des soldes moyens des fonds communs de placement, malgré une importante baisse des soldes au quatrième trimestre de 2008.

La moyenne des soldes des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux particuliers a augmenté de 15 % et de 13 %, respectivement, par rapport à l'exercice précédent, en raison des taux d'intérêt relativement faibles, de la solidité du marché de l'habitation et de l'accroissement de notre part du marché des prêts hypothécaires. La moyenne des soldes des dépôts s'est accrue de 16 % comparativement à l'exercice précédent, résultat qui tient au succès de nos principaux comptes d'épargne, y compris nos comptes d'épargne à intérêt élevé.

Faits saillants	Tableau 30		
(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Total des revenus	5 315 \$	5 082 \$	4 621 \$
Autres renseignements			
Prêts hypothécaires résidentiels (1)	129 800	113 200	100 800
Prêts aux particuliers (1)	43 700	38 700	34 600
Dépôts des particuliers (1)	41 200	35 500	33 600
CPG de particuliers (1)	55 600	57 900	57 000
Soldes des fonds communs de placement (2)	58 000	66 900	56 500
Biens administrés – courtage autogéré (2)	26 500	28 300	23 200
Ouvertures de nouveaux comptes (en milliers) (3)	1 129	1 066	769
Nombre de :			
Succursales	1 174	1 146	1 117
Guichets automatiques bancaires	4 149	3 946	3 847

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (2) Représente les soldes au comptant à la fin de l'exercice.
- (3) Comptes de dépôt seulement.

Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers et des dépôts des particuliers (en millions de dollars canadiens)



Services financiers à l'entreprise

Les Services financiers à l'entreprise offrent une vaste gamme de produits et services de prêt, de location, de dépôt, de placement, de change, de gestion de la trésorerie et de négociation aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux clients commerciaux et aux clients des secteurs de l'agriculture et du négoce agricole dans l'ensemble du Canada. Notre vaste réseau de services bancaires à l'entreprise se compose de plus de 100 centres bancaires et regroupe plus de 2 000 gestionnaires de comptes commerciaux. Notre engagement ferme envers nos clients nous a permis de nous classer au premier rang en ce qui concerne notre part du marché des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises.

Rendement financier

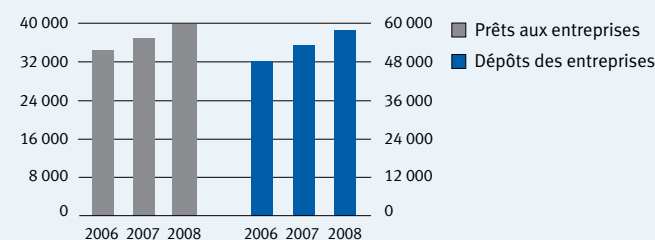
Le total des revenus a augmenté de 140 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la croissance élevée des volumes de prêts aux entreprises et de dépôts des entreprises, laquelle a été neutralisée en partie par la diminution des marges liées aux dépôts découlant de la baisse générale des taux d'intérêt.

La moyenne des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises a progressé de 8 %, en raison principalement du maintien des dépenses élevées engagées par les entreprises et du lancement fructueux de nouveaux comptes de dépôt.

Faits saillants	Tableau 31		
(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Total des revenus	2 441 \$	2 301 \$	2 141 \$
Autres renseignements (soldes moyens) (1)			
Prêts aux entreprises (2)	39 900	36 900	34 400
Dépôts des entreprises (3)	58 000	53 700	48 600

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (2) Comprend les prêts aux petites entreprises traités à titre de prêts de détail ou de gros.
- (3) Inclut les soldes des CPG.

Moyenne des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises (en millions de dollars canadiens)



Les Solutions cartes et paiements offrent une vaste gamme de cartes de crédit pratiques et personnalisées ainsi que de produits et solutions connexes.

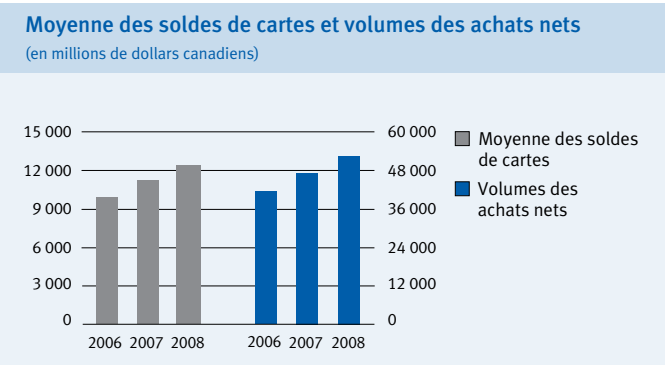
Elles comprennent également notre participation de 50 % dans Solutions Moneris Inc., la coentreprise de traitement des opérations sur cartes de crédit à l'intention des commerçants formée avec la Banque de Montréal. Nous avons plus de cinq millions de comptes de cartes de crédit, et notre part de marché au chapitre des volumes d'achat par carte de crédit au Canada s'élève à environ 20 %.

Rendement financier

Le total des revenus a diminué de 116 millions de dollars, ou 6 %, comparativement à 2007, essentiellement en raison du gain au titre de la restructuration de Visa Inc. au cours de l'exercice précédent et de la perte au rachat obligatoire de nos actions de Visa Inc. lié au premier appel public à l'épargne effectué par Visa en 2008. La compression d'écarts au cours de l'exercice a également contribué à la diminution. La forte croissance des soldes de cartes de crédit et du volume des transactions, de 11 % et de 11 % respectivement, ainsi que les coûts liés au passif au titre du programme de points au cours de l'exercice précédent ont partiellement contrebalancé la diminution des revenus.

Faits saillants	Tableau 32		
(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Total des revenus	1 830 \$	1 946 \$	1 586 \$
Autres renseignements			
Moyenne des soldes de cartes (1)	12 400	11 200	9 900
Volumes des achats nets	52 600	47 200	41 500

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.



Gestion de patrimoine

La Gestion de patrimoine regroupe les services offerts aux clients fortunés et aux clients disposant d'un avoir net élevé partout dans le monde, ainsi que les services de gestion d'actifs et les services de gestion de la succession et de fiducie offerts aux clients directement ou par l'intermédiaire de nos partenaires et de tiers distributeurs internes. Ce secteur comprend Gestion de patrimoine – Canada, Gestion de patrimoine – États-Unis et International et Gestion mondiale d'actifs.

Faits saillants

- Nous avons porté à plus de 4 000 le nombre de conseillers ayant un contact direct avec les clients, par suite des acquisitions effectuées ainsi que de la mise en œuvre de programmes d'embauche et de recrutement concurrentiels.
- L'acquisition de PH&N nous a permis de soutenir les activités de Gestion de patrimoine – Canada et de Gestion mondiale d'actifs, car elle s'est traduite par une augmentation de près de 68 milliards de dollars des biens sous gestion et par l'ajout d'une équipe composée de professionnels chevronnés spécialisés dans la gestion de patrimoine.
- Nous avons élargi la portée des services de Gestion de patrimoine – États-Unis et International par suite de l'acquisition de FBW, une maison de courtage traditionnelle américaine qui compte plus de 300 conseillers financiers chevronnés et 42 succursales et gère des actifs d'une valeur d'environ 19 milliards de dollars US. Nous avons également ouvert un bureau en Amérique latine ainsi que des bureaux en Inde en collaboration avec le secteur Marchés des Capitaux.
- La Gestion mondiale d'actifs a maintenu sa position de chef de file au chapitre des ventes au Canada, ses ventes nettes de fonds communs de placement ayant totalisé 8,8 milliards de dollars à l'exercice 2008.

Revue économique et revue des marchés

Comme il en est fait mention dans la section Revue économique et revue des marchés à la rubrique Vue générale de l'exercice 2008, le maintien de conditions difficiles sur les marchés financiers et d'une conjoncture économique problématique au cours de l'exercice a eu des répercussions importantes sur les résultats de nos secteurs d'activité. Cette situation a entraîné des réductions de valeur des biens administrés de clients ainsi qu'une diminution des volumes de transactions liés à nos services de courtage au Canada et aux États-Unis, et a contribué à une réduction modeste de la valeur des biens administrés de clients à l'échelle mondiale. Par ailleurs, le raffermissement du dollar canadien a eu une incidence défavorable sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains.

Nos services de courtage aux États-Unis ont instauré un régime de rémunération à base d'actions qui permet aux employés admissibles d'affecter des bénéfices différés à l'achat d'actions ordinaires de la Banque ou de divers fonds communs de placement, que nous couvrons économiquement. L'incidence de la volatilité comptable découlant de la conjoncture actuelle des marchés a eu un effet défavorable sur nos résultats de l'exercice considéré, en raison d'une baisse de la juste valeur de certains titres ayant servi de couverture économique au régime de rémunération qui a été partiellement neutralisée par les gains découlant de la baisse de la juste valeur du passif au titre de la rémunération gagnée.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)

	2008	2007	2006
Revenu net d'intérêt	468 \$	427 \$	397 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	2 276	2 109	1 745
Revenus tirés des transactions et autres revenus	1 243	1 456	1 345
Total des revenus	3 987 \$	3 992 \$	3 487 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	1	1
Frais autres que d'intérêt	3 038	2 902	2 613
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	948 \$	1 089 \$	872 \$
Bénéfice net	665 \$	762 \$	604 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres (1)	23,3 %	32,4 %	27,8 %
Rendement du capital de risque	64,9 %	65,1 %	59,3 %
Marge avant impôts (2)	23,8 %	27,3 %	25,0 %
Principales données moyennes figurant au bilan (3)			
Total de l'actif	16 900 \$	16 600 \$	15 100 \$
Prêts et acceptations	5 200	4 600	4 400
Dépôts	26 900	24 900	22 100
Capital attribué (1)	2 800	2 300	2 150
Capital de risque (1)	1 000	1 150	1 050
Autres renseignements			
Revenus par conseiller (en milliers) (4)	731 \$	787 \$	702 \$
Biens administrés	495 100	488 500	476 500
Biens sous gestion	222 600	161 200	142 800
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	10 954	9 621	9 666
Nombre de conseillers (4)	3 578	3 118	3 001

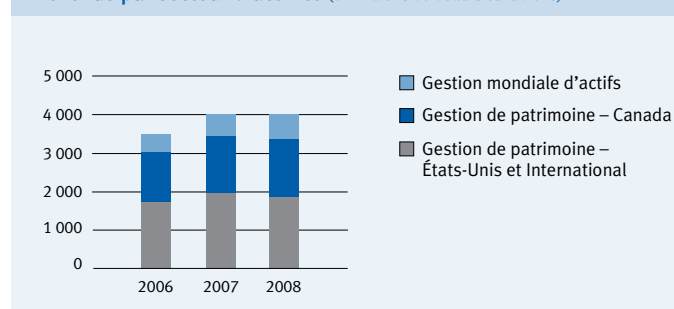
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains

2008 par rapport à 2007

Total des revenus : augmentation (diminution)	(91)\$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	(60)
Bénéfice net : augmentation (diminution)	(24)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (5)	6 %

- (1) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des principales mesures du rendement. La moyenne du capital attribué et le rendement des capitaux propres sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée.
- (2) La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, divisé par le total des revenus.
- (3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (4) Comprend les conseillers en placement et les conseillers financiers au sein de nos services de courtage traditionnel au Canada et aux États-Unis.
- (5) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour l'exercice.

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier 2008 par rapport à 2007

Le bénéfice net pour l'exercice s'est établi à 665 millions de dollars, en baisse de 97 millions, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la réduction des volumes de transactions à la suite du maintien de l'incertitude sur les marchés des capitaux mondiaux, de l'incidence défavorable du régime de rémunération à base d'actions, du raffermissement du dollar canadien à la conversion de nos résultats libellés en dollars américains et des éléments liés au Reserve Primary Fund et aux titres à enchères, comme il est indiqué plus loin. L'incidence favorable du gain de change au cours de l'exercice précédent au titre de certains dépôts liés à l'application des normes comptables à l'égard des instruments financiers a également contribué à réduire le bénéfice net. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du bénéfice et des revenus tirés des services tarifés de PH&N, une société que nous avons acquise, ainsi que par la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients pendant presque tout l'exercice.

Le total des revenus est demeuré essentiellement inchangé par rapport à l'exercice précédent et comprend des revenus accrus tirés

des services tarifés découlant de la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'augmentation des ventes nettes et l'embauche de conseillers chevronnés ainsi que la prise en compte des résultats de PH&N liés aux activités de services-conseils en gestion privée. L'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients a subi l'incidence de l'importante dépréciation du capital au cours du second semestre de l'exercice imputable à la baisse générale de la valeur des biens à la suite du maintien de l'incertitude sur les marchés des capitaux mondiaux. La hausse des revenus tirés des transactions découlant de l'acquisition de J.B. Hanauer et de FBW, de la solide croissance du volume liée au solde des dépôts et des prêts et de la hausse des écarts liés à nos activités de gestion de patrimoine à l'échelle internationale ont également contribué aux revenus. L'augmentation des revenus a été contrebalancée par la diminution des revenus tirés des transactions en raison de la baisse du volume de transactions liées à nos services de courtage traditionnel, de la baisse de la juste valeur des titres détenus en vertu de notre régime de rémunération à base d'actions et de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien à la conversion de nos revenus libellés en dollars américains.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 136 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant des acquisitions effectuées. L'augmentation reflète également la provision au titre de l'entente visant le soutien des clients de FBW ayant investi dans le Reserve Primary Fund (un fonds du marché monétaire aux États-Unis géré par un tiers fournisseur), laquelle se chiffre à 37 millions de dollars (22 millions après impôts), ainsi que la quote-part du règlement conclu avec les autorités de réglementation américaines revenant au secteur Gestion de patrimoine relativement aux titres à enchères, laquelle s'établit à 25 millions (19 millions après impôts). Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur nos charges libellées en dollars américains, ainsi que par la diminution des charges en raison de la baisse favorable de la juste valeur de notre passif au titre de la rémunération gagnée relativement à notre régime de rémunération à base d'actions et

de la réduction des frais au titre de la rémunération variable découlant de la diminution des revenus tirés des commissions au cours de la période.

Le rendement des capitaux propres a diminué de 910 points de base comparativement à l'exercice précédent, reflétant, d'une part, la hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels liée aux acquisitions de PH&N et de FBW, ce qui a eu une incidence sur les capitaux propres moyens. et d'autre part, la baisse du bénéfice pour l'exercice considéré.

Les biens gérés ont augmenté de 7 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, traduisant l'incidence favorable du raffermissement du dollar américain lors de la conversion de nos actifs libellés en dollars américains au 31 octobre 2008. Les biens gérés ont également augmenté en raison de l'acquisition de FBW, laquelle a été en partie contrebalancée par la diminution des actifs des clients due à l'incertitude sur les marchés financiers à l'échelle mondiale.

Les biens sous gestion ont augmenté de 61 milliards de dollars, ou 38 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'acquisition de PH&N et des ventes élevées de fonds communs de placement durant presque toute l'année.

2007 par rapport à 2006

Le bénéfice net pour l'exercice 2007 s'est établi à 762 millions de dollars, en hausse de 158 millions, ou 26 %, par rapport à l'exercice 2006. Cette augmentation tient en grande partie à la forte croissance des résultats dans tous nos secteurs d'activité, laquelle reflète la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance ainsi que les conditions généralement favorables du marché des capitaux. Nous avons comptabilisé un gain de change de 35 millions de dollars (28 millions après impôts) au titre de certains dépôts en 2007, relativement à l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers.

Le total des revenus a progressé de 505 millions de dollars, ou 14 %, comparativement à 2006, résultat qui est principalement attribuable à la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients dans tous les secteurs d'activité, laquelle reflète les nouvelles ventes, l'appréciation du capital ainsi que l'embauche et la fidélisation de conseillers chevronnés. L'augmentation tient aussi à la constatation d'un gain de change au titre de certains dépôts, à la prise en compte de l'acquisition de J.B. Hanauer, à la croissance élevée des prêts et des dépôts liés à nos services de gestion de patrimoine à l'échelle internationale, ainsi qu'à l'accroissement des volumes de transactions s'inscrivant dans le cadre de nos services de courtage, qui reflètent les conditions généralement favorables du marché des capitaux pendant presque tout l'exercice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 289 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la hausse des frais au titre

de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions, de l'accroissement de l'effectif et de la hausse des autres coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris notre acquisition de J.B. Hanauer. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

Perspectives et priorités

Comme il en est fait mention à la section Perspectives et objectifs à moyen terme, nous prévoyons que les marchés des capitaux mondiaux demeureront très volatils à court terme puisque la valeur des actifs devrait demeurer faible, ce qui continuera de se répercuter sur nos résultats à court terme. Nous nous attendons à une croissance modérée des actifs liés aux services tarifés des clients à mesure que les marchés financiers se stabiliseront à moyen terme. L'embauche de conseillers chevronnés dans tous nos secteurs d'activité et la prestation aux clients de solutions, de produits et de conseils qui maximisent l'ampleur et l'étendue de nos ressources devraient également soutenir la croissance soutenue des actifs liés aux services tarifés des clients à moyen terme. Par ailleurs, nous prévoyons une croissance modérée des revenus tirés des transactions, en raison de la possibilité d'une légère reprise et de la croissance soutenue à moyen terme. La croissance devrait être étayée par la stabilité des marchés financiers et par la préférence accrue que les investisseurs auront pour des produits de gestion de patrimoine transparents.

Principales priorités stratégiques pour 2009

- Nous continuerons d'accroître notre position de chef de file au Canada en ce qui concerne les services de gestion de patrimoine et d'actifs, au moyen de produits, de services et de stratégies axés sur les clients.
- Nous comptons améliorer notre rendement au chapitre de l'exploitation et accroître nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis au moyen de notre croissance interne.
- Nous comptons accroître la prestation à l'échelle internationale de services de gestion de patrimoine aux clients disposant d'un avoir net élevé, au moyen de notre croissance interne et d'acquisitions qui complètent nos activités existantes.
- Nous comptons accroître nos services de gestion d'actifs à l'échelle mondiale en tirant parti de nos capacités de gestion dans le marché des services aux institutions et dans celui des services aux particuliers, au moyen de services de sous-conseillers et d'alliances.
- Nous continuerons d'embaucher et de conserver des conseillers chevronnés et d'autres professionnels dans tous nos secteurs d'activité et nous leur fournissons le meilleur soutien qui soit pour leur permettre de répondre aux besoins de leurs clients.

Analyse des secteurs d'activité

Gestion de patrimoine – Canada

La Gestion de patrimoine – Canada, une maison de courtage traditionnelle au Canada, est le chef de file au chapitre des biens administrés. Elle regroupe plus de 1 400 conseillers en placement et fournit des solutions financières complètes élargies aux clients fortunés et à ceux qui disposent d'un avoir net élevé. Nous fournissons par ailleurs des services de gestion discrétionnaire de placements et des services successoraux et fiduciaires à nos clients canadiens. À cette fin, nous avons recours à plus de 60 conseillers en placement et à plus de 125 spécialistes des services de fiducie, qui sont répartis dans tous nos bureaux au pays.

Rendement financier

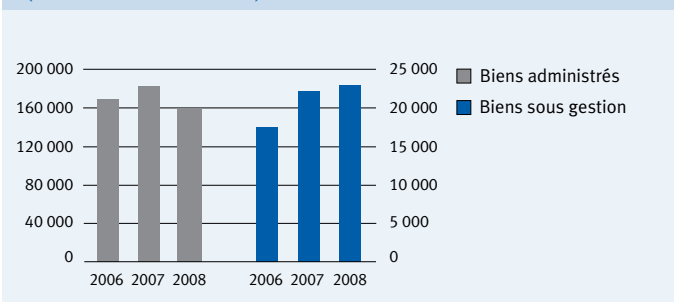
Les revenus ont augmenté de 14 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance des revenus tirés des services tarifés découlant de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'accroissement des ventes nettes et l'embauche de conseillers chevronnés, ainsi que des services-conseils en gestion privée de PH&N. Cette hausse a été neutralisée en partie par la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'importante dépréciation du capital au cours du dernier trimestre et par la baisse des revenus tirés des transactions en raison de la baisse des volumes de transactions liés à nos services de courtage traditionnel, qui découlent de la faiblesse de la valeur des biens à la suite de l'incertitude qui règne sur les marchés des capitaux mondiaux.

Les biens administrés ont diminué de 12 % comparativement à l'exercice précédent, essentiellement en raison de la dépréciation du capital à la suite de l'incertitude qui règne sur les marchés des capitaux mondiaux.

Faits saillants	Tableau 34		
(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Total des revenus	1 474 \$	1 460 \$	1 290 \$
Autres renseignements			
Biens administrés	160 700	183 000	168 600
Biens sous gestion	23 000	22 200	17 500
Total de l'actif lié aux services tarifés	78 800	83 300	70 200

Moyenne des biens administrés et des biens sous gestion

(en millions de dollars canadiens)



La Gestion de patrimoine – États-Unis et International se compose de l'une des plus importantes maisons de courtage traditionnel aux États-Unis, laquelle regroupe plus de 2 000 conseillers financiers. Nous offrons également des services de compensation et d'exécution aux courtiers en valeurs mobilières indépendants et aux institutions de petite et moyenne taille. Dans les autres pays, nous fournissons des services de gestion privée, des services bancaires personnalisés ainsi que des solutions en matière de crédit, de placement et de services de fiducie aux clients qui disposent d'un avoir net élevé. Notre réseau regroupe 2 500 employés travaillant dans 35 bureaux répartis dans 22 pays.

Rendement financier

Les revenus ont diminué de 119 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Libellés en dollars américains, les revenus ont reculé de 14 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la baisse de la juste valeur des titres détenus en vertu de notre régime de rémunération à base d'actions et de la baisse des revenus tirés des transactions découlant de la baisse des volumes de transactions liés à nos services de courtage traditionnel découlant de l'incertitude sur les marchés des capitaux mondiaux. La baisse des revenus tient aussi à la comptabilisation, en 2007, d'un gain de change de 31 millions de dollars US au titre de certains dépôts, relativement à l'adoption des normes comptables concernant les instruments financiers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les revenus additionnels tirés des transactions découlant de nos acquisitions de J.B. Hanauer et de FBW, la forte croissance des volumes et l'augmentation des écarts liés à nos services de gestion de patrimoine à l'échelle internationale.

Les biens administrés ont diminué de 14 % comparativement à l'exercice précédent, essentiellement en raison de la dépréciation du capital à la suite de l'incertitude qui règne sur les marchés des capitaux mondiaux.

Faits saillants

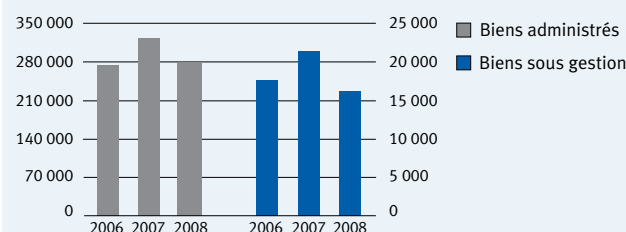
Tableau 35

	2008	2007	2006
Total des revenus	1 869 \$	1 988 \$	1 732 \$
Autres renseignements (en millions de dollars canadiens)			
Total des revenus	1 812	1 826	1 533
Total des prêts, des garanties et des lettres de crédit (1), (2)	5 200	5 100	4 000
Total des dépôts (1), (2)	18 500	16 500	13 300
Biens administrés	277 600	323 300	274 200
Biens sous gestion	16 200	21 400	17 600
Total de l'actif lié aux services tarifés (3)	21 300	28 100	23 500

- (1) Représente les montants liés à nos services de gestion de patrimoine dans les autres pays.
- (2) Représente une moyenne calculée à l'aide des méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (3) Représente les montants liés à nos services de gestion de patrimoine aux États-Unis.

Moyenne des biens administrés et des biens sous gestion

(en millions de dollars américains)



Gestion mondiale d'actifs

La Gestion mondiale d'actifs est responsable des services de gestion d'actifs pour notre propre compte. Au Canada, nous fournissons un vaste éventail de services de gestion de placements à tous nos clients, y compris des fonds communs de placement, des fonds en gestion commune et des portefeuilles gérés séparément. Nous offrons nos solutions de placement aux particuliers par l'intermédiaire d'un vaste réseau constitué de nos succursales bancaires, de nos activités de courtage à escompte et traditionnel, et des conseillers indépendants et directement aux clients. Nous fournissons également des solutions de placement aux clients institutionnels, y compris des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que des fonds de dotation et des fondations. Nous sommes la plus importante société de fonds communs de placement et l'un des principaux gestionnaires de placements au Canada. Aux États-Unis, nous fournissons des services de placement aux épargnants et aux institutions faisant partie de notre clientèle, notamment des fonds communs de placement, des comptes à services tarifés et des portefeuilles gérés séparément.

Rendement financier

Les revenus ont augmenté de 100 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la croissance des revenus tirés des services tarifés découlant de la croissance des biens sous gestion liée aux services de gestion d'actifs de PH&N et aux ventes nettes élevées de fonds communs de placement au cours de la majeure partie de l'exercice. Cette croissance a subi l'incidence défavorable des rachats nets de fonds communs de placement et par l'importante dépréciation du capital au dernier trimestre de l'exercice, laquelle découle de l'incertitude qui règne sur les marchés des capitaux mondiaux.

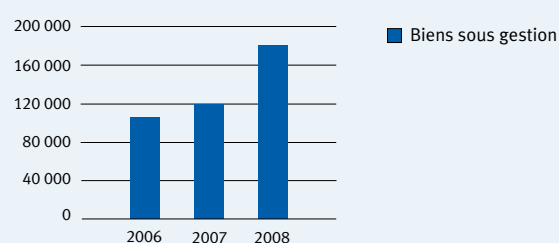
Les biens administrés ont augmenté de 52 % comparativement à l'exercice précédent, essentiellement en raison de la prise en compte des biens sous gestion de PH&N et des ventes nettes de fonds communs de placement, lesquelles ont été contrebalancées en partie par les rachats nets de fonds communs de placement et la dépréciation du capital au dernier trimestre de 2008 à la suite de l'incertitude qui règne sur les marchés des capitaux mondiaux.

Faits saillants

Tableau 36

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Total des revenus	644 \$	544 \$	465 \$
Autres renseignements			
Ventes nettes de fonds communs de placement à long terme au Canada	600	6 200	5 400
Ventes nettes de fonds communs de placement sur le marché monétaire au Canada	8 200	1 300	400
Biens sous gestion	180 100	118 800	105 600

Moyenne des biens sous gestion (en millions de dollars canadiens)



Le secteur Assurances offre un vaste éventail de produits d'assurances vie, maladie, voyage, habitation et automobile ainsi que des produits d'assurance crédit aux particuliers et aux entreprises faisant partie de notre clientèle au Canada et aux États-Unis. Nous offrons également des services de réassurance à nos clients à l'échelle mondiale. Ces produits et services sont offerts par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution, notamment des services par téléphone, des conseillers indépendants en assurance vie, des agents de voyages, une équipe de vente interne, des services par Internet et des succursales de vente au détail d'assurance.

Nos activités d'assurance sont les plus importantes parmi celles détenues par une banque canadienne, et nos produits d'assurance sont distribués par l'intermédiaire de plus de 17 000 courtiers indépendants et de près de 600 conseillers en vente en Amérique du Nord. Nous occupons une position de chef de file au Canada en ce qui concerne les produits d'assurance voyage et nous jouissons d'une présence importante sur les marchés des produits d'assurance individuelle à prestations du vivant et des produits d'assurances vie, habitation et automobile. Aux États-Unis, nous sommes un fournisseur de couvertures d'assurance, de produits d'accumulation d'actifs, de solutions de retraite et d'assurance voyage.

Faits saillants

- Au cours de l'exercice, nous avons mené à terme une importante transformation technologique au sein de nos activités d'assurances vie et maladie au Canada, qui a donné lieu à la mise en place d'une plateforme intégrée regroupant nos activités et nos technologies, laquelle nous fournira une pierre d'assise solide aux fins de la croissance future de nos activités d'assurances vie et maladie.
- Nous avons élargi et diversifié notre présence à l'échelle internationale au cours de l'exercice, en accroissant considérablement nos activités et en pénétrant le marché des services de réassurance de rentes au Royaume-Uni.
- Nous avons élargi notre réseau canadien de succursales de vente au détail d'assurance, le portant de 21 succursales en 2007 à

35 succursales en 2008, de manière que nos clients puissent plus aisément avoir accès à des services et à des conseils en matière d'assurance.

- En raison des nouvelles ventes effectuées, du taux élevé de fidélisation de nos clients et de notre expansion sur le marché international, les primes et dépôts comptabilisés chaque trimestre ont atteint 1 milliard de dollars.

Revue économique et revue des marchés

Comme il en est fait mention dans la section Revue économique et revue des marchés à la rubrique Vue générale de l'exercice 2008, la croissance de l'économie canadienne est demeurée modérée en 2008 et, conjuguée aux investissements dans les infrastructures, a soutenu les initiatives aux fins de la croissance de nos activités et l'expansion de nos succursales de vente au détail, ce qui a contribué à la croissance des activités, particulièrement nos activités de réassurance et nos activités au Canada. Les activités de notre secteur Assurances ont été touchées par la faiblesse des marchés boursiers et du crédit à l'échelle mondiale, particulièrement au quatrième trimestre, au cours duquel nous avons subi des pertes sur placements attribuables aux cessions et aux prêts douteux, ainsi qu'aux incidences des fluctuations sur les marchés boursiers.

Depuis l'adoption des normes comptables concernant les instruments financiers en 2007, la plupart des actifs financiers garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie sont désignés comme détenus à des fins de transaction, et les variations de la juste valeur sont inscrites dans le revenu de placement net. Les contrecoups du contexte actuel du marché ont entraîné une importante volatilité des revenus. Cette volatilité a été en grande partie contrebalancée par les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance, et l'incidence totale sur le bénéfice net est, dans l'ensemble, négligeable.

Rendement financier du secteur Assurances

Tableau 37

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)

	2008	2007	2006
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	2 864 \$	2 593 \$	2 595 \$
Revenu de placement	(458)	402	535
Honoraires	204	197	218
Total des revenus	2 610 \$	3 192 \$	3 348 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 631	2 173	2 509
Frais autres que d'intérêt	576	537	517
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	403 \$	482 \$	322 \$
Bénéfice net	389 \$	442 \$	302 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres (1)	32,8 %	31,2 %	20,5 %
Rendement du capital de risque (1)	37,1 %	34,7 %	22,8 %
Principales données moyennes figurant au bilan (2)			
Total de l'actif	12 600 \$	12 500 \$	11 600 \$
Capital attribué (1)	1 150	1 400	1 450
Capital de risque (1)	1 050	1 250	1 350
Autres renseignements			
Primes et dépôts (3)	3 861 \$	3 460 \$	3 406 \$
Sinistres et obligations liés aux indemnités d'assurance	7 385	7 283	7 337
Variations à la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (4)	(870)	(108)	61
Biens sous gestion	400	300	300
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	1 722	1 575	1 568

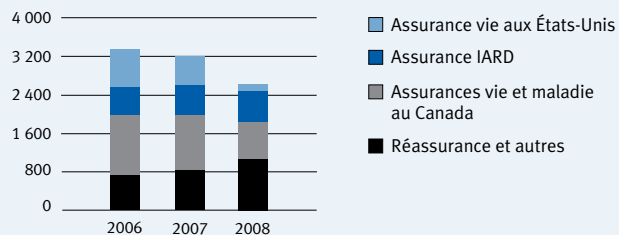
(1) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation, le rendement du capital de risque et le capital de risque constituent des principales mesures du rendement. La moyenne du capital attribué et le rendement des capitaux propres sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

(4) L'incidence de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance est prise en compte dans le poste Revenu de placement et elle est en grande partie neutralisée dans le poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier

2008 par rapport à 2007

Le bénéfice net a diminué de 53 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des pertes sur placements de 110 millions (80 millions après impôts) attribuables aux cessions et aux prêts douteux, de même qu'aux incidences des fluctuations sur les marchés boursiers. Le montant de l'exercice précédent comprenait un gain de 40 millions de dollars (avant et après impôts) au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers, montants qui avaient soutenu nos activités de réassurance contre les catastrophes que nous avons abandonnées en 2007. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une augmentation des ajustements nets favorables des provisions techniques, ce qui reflète l'incidence des mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, et par la solide croissance de nos activités de réassurance et de nos activités au Canada.

Le total des revenus a reculé de 582 millions de dollars, ou 18 %, comparativement à l'exercice précédent. Ce recul tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurances vie et maladie, laquelle a été compensée en grande partie par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les pertes sur placements attribuables aux cessions et aux prêts douteux, de même qu'aux incidences des fluctuations sur les marchés boursiers, les ventes réduites de rentes aux États-Unis et l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains ont également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance de nos activités de réassurance et de nos activités au Canada au cours de l'exercice.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance du secteur Assurances ont diminué de 542 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus, qui a été contrebalancée en grande partie par les revenus ainsi que par une augmentation des ajustements nets favorables des provisions techniques au cours de l'exercice, ce qui reflète les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses. L'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des obligations libellées en dollars américains et l'incidence des ventes réduites de rentes aux États-Unis ont également contribué à cette diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de la croissance de nos activités de réassurance et de nos activités au Canada.

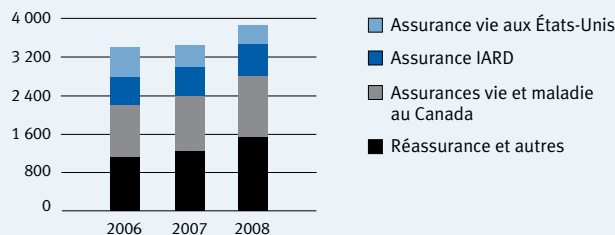
Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 39 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts liés aux infrastructures et des coûts à l'appui de la croissance des activités ainsi que les investissements stratégiques à l'appui de nos initiatives visant la croissance des activités, y compris l'expansion de nos succursales de vente au détail.

Les primes et dépôts se sont accrus de 401 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison du nombre plus élevé de nouvelles ventes, du nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni et du maintien du taux de fidélisation élevé de nos clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien à la conversion de nos primes et dépôts libellés en dollars américains et par la baisse des dépôts liés aux rentes aux États-Unis.

2007 par rapport à 2006

Le bénéfice net du secteur Assurances a augmenté de 140 millions de dollars, ou 46 %, comparativement à 2006. Cette augmentation tient principalement aux activités de réassurance contre les catastrophes, et plus particulièrement aux charges liées aux ouragans comptabilisées en 2006, ainsi qu'à un ajustement favorable comptabilisé en 2007 au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse du bénéfice tiré des activités de réassurance contre les catastrophes, puisque nous avons complètement abandonné ces activités en 2007. L'augmentation des ajustements nets favorables des provisions techniques et la solide croissance

Primes et dépôts par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



de nos activités de réassurance vie en Europe ont également contribué à l'augmentation.

Le total des revenus a diminué de 156 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à 2006. Cette diminution reflète la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurances vie et maladie, facteur contrebalancé en grande partie par les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et de nos activités au Canada, ainsi que par la comptabilisation en 2007 d'un ajustement favorable au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers. La diminution des ventes de rentes et la baisse des produits tirés de nos activités de réassurance contre les catastrophes ont également contribué à la diminution.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 336 millions de dollars, ou 13 %, comparativement à 2006. Ce recul reflète principalement la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus, qui a été contrebalancé en grande partie par les revenus. L'incidence de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis, des mesures prises par la direction et des modifications apportées aux hypothèses, qui s'est traduite par une augmentation des ajustements nets favorables des provisions techniques en 2007, a également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et de nos activités au Canada.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 20 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à 2006, résultat qui reflète principalement la hausse des investissements dans les infrastructures et l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Les primes et dépôts se sont accrus de 54 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à 2006, résultat qui reflète en grande partie les nouvelles ventes et le taux de fidélisation plus élevé de nos clients, facteurs neutralisés en partie par une baisse des ventes de rentes aux États-Unis.

Perspectives et priorités

Comme il en est fait mention à la section Perspectives et objectifs à moyen terme, nous nous attendons à ce que la détérioration des marchés financiers ait une incidence défavorable sur l'économie mondiale, et demeurons de façon générale incertains quant au moment auquel une reprise aura lieu. En raison de la conjoncture économique et des conditions actuelles du marché, les perspectives pour le secteur de l'assurance pourraient être plus volatiles et pourraient être perturbées de façon plus importante qu'au cours des dernières années. La faiblesse continue des marchés boursiers et des marchés du crédit à l'échelle mondiale pourrait influencer sur le rendement des placements. Cependant, la qualité générale de notre portefeuille de placements demeure très bonne. Grâce à notre portefeuille de produits diversifié ainsi qu'à nos investissements dans les infrastructures et à l'expansion de nos succursales de vente au détail, nous ne croyons pas que le ralentissement de la croissance économique aura une incidence importante sur la croissance de nos activités.

Principales priorités stratégiques pour 2009

- Renforcer les aspects économiques de notre réseau de distribution – Nous comptons accroître nos ventes à l'aide de réseaux de distribution à faible coût et en renforçant notre position dans les réseaux de distributeurs indépendants rentables.
- Approfondir nos relations avec les clients – Nous comptons améliorer l'expérience client en fournissant à nos clients un éventail complet de produits et services conçus en fonction de leurs besoins.
- Simplifier nos processus – Nous comptons simplifier et rationaliser tous nos processus commerciaux afin que nos clients puissent plus aisément faire affaire avec nous.
- Tirer parti d'occasions dans des marchés à créneaux précis à l'échelle internationale – Nous comptons accroître nos activités de réassurance en accroissant nos volumes et en effectuant des transactions rentables qui s'inscrivent dans notre cadre général de gestion des risques.

Les activités de réassurance consistent à assurer les risques d'autres sociétés d'assurance et de réassurance. Nous offrons des produits d'assurances vie, accidents et maladie. En 2008, nous avons pénétré le marché de la réassurance de rentes viagères, qui accroît l'étendue de nos activités de réassurance et nous permet de tirer parti de secteurs géographiques et de produits diversifiés.

Rendement financier

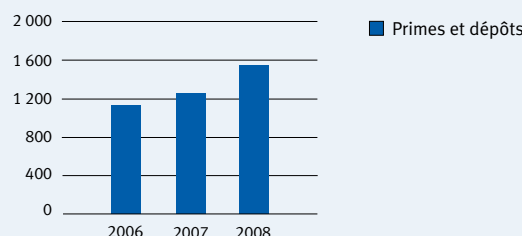
Le total des revenus a augmenté de 205 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance de nos produits de récession vie en Europe et de nos autres produits de récession vie, ainsi que de l'incidence de nos nouvelles activités de réassurance de rentes au Royaume-Uni. L'augmentation a largement neutralisé l'ajustement favorable comptabilisé au titre de la réaffectation de capitaux de placements étrangers découlant du fait que nous avons abandonné les activités de réassurance contre les catastrophes au cours de l'exercice précédent.

Les primes et dépôts se sont établis à 1 551 millions de dollars, soit un résultat en hausse de 24 % qui tient à la croissance de nos produits de récession vie en Europe et de nos autres produits de récession vie, ainsi qu'à notre entrée sur le marché de la réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Faits saillants	Tableau 38		
(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Total des revenus	1 064 \$	859 \$	744 \$
Autres renseignements			
Primes et dépôts (1)	1 551	1 251	1 132

(1) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Primes et dépôts (en millions de dollars canadiens)



Assurances vie et maladie au Canada

Les activités d'assurances vie et maladie au Canada se composent des produits d'assurances vie et maladie ainsi que des produits d'accumulation d'actifs offerts au Canada à nos clients à la recherche d'assurances individuelle ou collective. Nous offrons des produits d'assurance vie temporaire et d'assurance vie universelle et des produits d'assurance contre les maladies graves, d'assurance invalidité et d'assurance soins de longue durée, ainsi que des fonds distincts et des régimes collectifs d'avantages sociaux.

Rendement financier

Le total des revenus a diminué de 357 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la réduction de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance, facteur qui a été neutralisé en grande partie par les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Cette diminution est également imputable aux pertes découlant de l'incidence des fluctuations sur les marchés boursiers. La diminution a été neutralisée en partie par la hausse des dépôts liés aux produits d'assurance vie universelle et par le nombre plus élevé de nouvelles ventes.

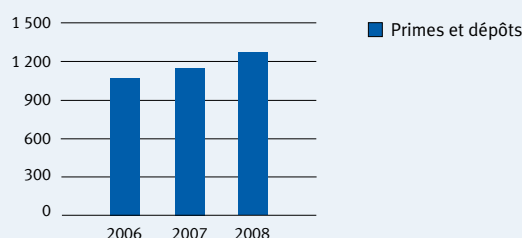
Les primes et dépôts se sont accrus de 126 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance des produits d'assurance vie universelle.

Faits saillants	Tableau 39		
(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Total des revenus	779 \$	1 136 \$	1 227 \$
Autres renseignements			
Primes et dépôts (1)	1 272	1 146	1 069
Variations à la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (2)	(522)	(93)	48

(1) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

(2) Tient compte de l'incidence, sur les revenus, de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance, qui a été en grande partie neutralisée par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Primes et dépôts (en millions de dollars canadiens)



L'assurance IARD se compose des produits d'assurances habitation et automobile à l'intention des particuliers, ainsi que de l'assurance voyage. Notre programme d'assurance collective donne aux employeurs et aux groupes Affinité la possibilité d'offrir des prestations d'assurance à leurs employés et à leurs membres. Nous offrons également des produits d'assurance commerciale dans le cadre de notre partenariat avec Aon Reed Stenhouse Inc. Nous sommes le plus important prestataire de produits d'assurance voyage, offrant à nos clients un vaste éventail de produits et services, y compris des assurances annulation et interruption de voyage.

Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 26 millions de dollars, ou 4 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète la croissance des ventes d'assurances habitation et automobile, ainsi que le nombre élevé de polices d'assurances habitation et automobile renouvelées. Les revenus tirés des produits d'assurance voyage sont demeurés stables, malgré le ralentissement de l'industrie du voyage. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes sur placements attribuables aux cessions et aux prêts douteux.

Les primes et dépôts ont augmenté de 43 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la croissance de 13 % du nombre de polices d'assurances habitation et automobile en vigueur. Le nombre de polices d'assurance voyage a diminué, mais les modifications apportées à la composition des activités et à la gamme de produits ont fait en sorte que les primes sont demeurées relativement stables au cours de l'exercice.

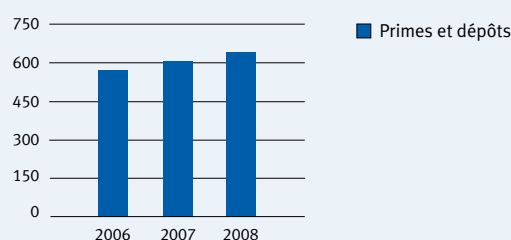
Faits saillants

Tableau 40

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Total des revenus	627 \$	601 \$	576 \$
Autres renseignements			
Primes et dépôts (1)	647	604	573
Assurances habitation et automobile en vigueur (en milliers)	335	297	254
Assurance voyage (en milliers)	2 689	2 888	2 843

(1) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Primes et dépôts (en millions de dollars canadiens)



Assurance vie aux États-Unis

Les activités d'assurance vie aux États-Unis sont positionnées de façon stratégique, de manière à offrir des produits et services à valeur ajoutée aux consommateurs sur les marchés des familles à revenu moyen et des familles bien nanties aux États-Unis. Nos produits incluent divers types de couverture (assurance temporaire, assurance vie universelle traditionnelle et indexée, assurance vie entière, assurance contre les maladies graves et assurance en cas de décès par accident) et des produits d'accumulation d'actifs (rentes fixes, rentes fixes indexées et produits d'assurance variable) conçus de manière à fournir des solutions ciblées à des segments de marché précis.

Rendement financier

Le total des revenus a diminué de 456 millions de dollars, ou 77 %, comparativement à l'exercice précédent, en raison de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance, qui a été neutralisée en grande partie par les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Les pertes sur placements attribuables aux cessions et aux prêts douteux, l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains et la baisse des dépôts liés aux produits de rente ont également contribué à cette diminution.

Les primes et dépôts ont reculé de 68 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos primes et dépôts libellés en dollars américains, et de la baisse des dépôts liés aux produits de rente.

Faits saillants

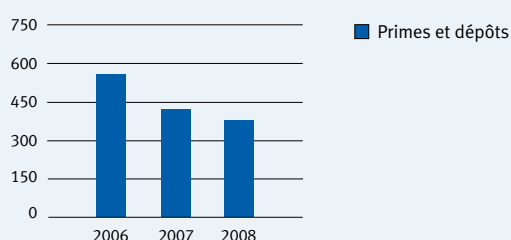
Tableau 41

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Total des revenus	140 \$	596 \$	801 \$
Variations à la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance	(346)	(18)	13
Autres renseignements (en millions de dollars américains)			
Total des revenus	159	548	707
Primes et dépôts (1)	378	418	558
Variations à la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (2)	(313)	(13)	11

(1) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

(2) Tient compte de l'incidence, sur les revenus, de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance, qui a été en grande partie neutralisée par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Primes et dépôts (en millions de dollars canadiens)



Services bancaires internationaux

Les Services bancaires internationaux regroupent nos services bancaires aux États-Unis et dans les Antilles, nos services de garde internationaux et nos services aux investisseurs, lesquels sont fournis dans le cadre de notre participation de 50 % dans RBC Dexia IS.

Tous nos secteurs d'activité tirent parti des ressources de RBC à l'échelle mondiale, ainsi que des connaissances et de l'expertise de nos spécialistes à l'échelle locale, afin d'offrir des solutions personnalisées à nos clients. Dans le but de nous différencier de la concurrence dans chacun des marchés hautement concurrentiels où nous exerçons nos activités, nous personnalisons nos solutions en fonction des besoins de nos clients, et nous établissons des relations solides en assurant la prestation constante de services de haute qualité.

Faits saillants

- Nous avons conclu l'acquisition de RBTT, créant ainsi l'un des plus importants réseaux de services bancaires dans les Antilles se composant de 127 succursales et centres d'affaires, qui a une présence dans 17 pays situés dans la région. L'acquisition de RBTT s'est également traduite par l'ajout d'environ 4 milliards de dollars de prêts et 6 milliards de dollars de dépôts.

- Nous avons conclu l'acquisition d'ANB, laquelle nous a permis d'accroître notre réseau de succursales et de porter à 439 le nombre de nos centres bancaires offrant des services traditionnels dans le sud-est des États-Unis, et s'est traduite par l'ajout d'environ 6 milliards de dollars de prêts et 6 milliards de dollars de dépôts. L'acquisition d'ANB a également renforcé notre présence en Alabama, et elle nous a permis de pénétrer d'importants nouveaux marchés en Floride et d'accroître notre présence en Géorgie.

Revue économique et revue des marchés

Comme il en est fait mention dans la section Revue économique et revue des marchés à la rubrique Vue générale de l'exercice 2008, le repli continu du marché de l'habitation aux États-Unis, la volatilité des marchés financiers, et la faiblesse des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises aux États-Unis ont entraîné une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, ainsi qu'à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis.

Dans les Antilles, l'économie est demeurée stable, les prêts et les dépôts ayant augmenté principalement en raison de l'acquisition de RBTT.

Dans la zone euro, le ralentissement de la croissance économique et la volatilité des marchés financiers ont entraîné une baisse des biens administrés et une réduction des volumes de transactions de RBC Dexia IS.

Faits saillants financiers du secteur Services bancaires internationaux

Tableau 42

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)

	2008	2007	2006
Revenu net d'intérêt	1 330 \$	1 031 \$	940 \$
Revenus autres que d'intérêt	771	884	688
Total des revenus	2 101 \$	1 915 \$	1 628 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	497	109	25
Frais autres que d'intérêt	1 876	1 481	1 216
Bénéfice net (perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(272)\$	325 \$	387 \$
Bénéfice net (perte nette)	(153)\$	242 \$	261 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres (1)	(3,4)%	6,9 %	10,6 %
Rendement du capital de risque (1)	(8,1)%	11,7 %	16,1 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens) (2)			
Total de l'actif	51 300 \$	39 700 \$	32 600 \$
Prêts et acceptations	27 000	22 300	18 500
Dépôts	42 500	34 200	28 700
Capital attribué (1)	5 200	3 350	2 400
Capital de risque (1)	2 150	1 950	1 600
Autres renseignements			
Biens administrés – RBC (3)	11 200 \$	– \$	– \$
– RBC Dexia IS (4)	2 585 000	2 713 100	2 421 100
Biens sous gestion – RBC (3)	3 900	–	–
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	12 335	6 001	5 034
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	5,97 %	1,91 %	1,01 %
Dotation aux provisions pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,84 %	0,49 %	0,14 %

Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en euros

2008 par rapport à 2007

Total des revenus : augmentation (diminution)	(72)\$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	(19)
Bénéfice net : augmentation (diminution)	(40)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (5)	6 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros (5)	(4)%

(1) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation, le capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des principales mesures du rendement. La moyenne du capital attribué et le rendement des capitaux propres sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée.

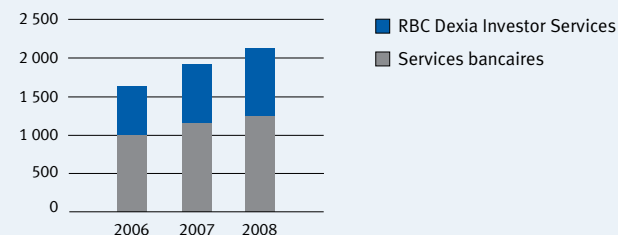
(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le poste Biens administrés – RBC et le poste Biens sous gestion – RBC représentent respectivement les biens administrés et les biens sous gestion de RBTT au 30 septembre. Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT.

(4) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 30 septembre, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %. Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBC Dexia IS. Nous avons modifié le montant présenté pour 2006 afin qu'il reflète le montant présenté par RBC Dexia IS; auparavant, nous présentions uniquement les actifs en dépôt liés à notre coentreprise.

(5) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour l'exercice.

Revenus par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier

2008 par rapport à 2007

Nous avons constaté une perte nette de 153 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 242 millions à l'exercice précédent. La baisse du bénéfice, qui touche principalement nos services bancaires aux États-Unis, est en grande partie imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ainsi qu'aux réductions de valeur et pertes de 297 millions de dollars (201 millions après impôts) comptabilisées relativement à nos portefeuilles de placement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les acquisitions de RBT et d'ANB, lesquelles se sont traduites par une croissance des prêts et des dépôts, ainsi que par la croissance des activités de RBC Dexia IS. Une analyse détaillée des réductions de valeur est présentée à la section Incidence du contexte du marché, à la rubrique Rendement financier.

Le total des revenus a augmenté de 186 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable aux acquisitions d'ANB et de RBTT, lesquelles se sont traduites par une croissance des prêts et des dépôts. La croissance des activités de RBC Dexia IS et l'incidence favorable de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les réductions de valeur et les pertes liées à nos portefeuilles de placement, ainsi que par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 497 millions de dollars, en hausse de 388 millions comparativement à l'exercice précédent, et concerne principalement les services bancaires aux États-Unis. Ce résultat reflète le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis, situation qui tient au repli continu du marché de l'habitation et à la détérioration de la conjoncture économique dans ce pays. Pour une analyse plus détaillée de la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 395 millions de dollars, ou 27 %, par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, laquelle reflète essentiellement la prise en compte des coûts liés à l'acquisition d'ANB et de RBTT et des coûts d'intégration connexes, et de l'accroissement du volume d'activités de RBC Dexia IS. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

2007 par rapport à 2006

Le bénéfice net a diminué de 19 millions de dollars, ou 7 %, comparativement à 2006. Cette diminution est en grande partie imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle reflète principalement l'augmentation du nombre de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis. Ce résultat a été neutralisé en partie par la forte croissance des activités de RBC Dexia IS, par la croissance accrue des prêts et des dépôts aux États-Unis, par suite des acquisitions mentionnées précédemment, ainsi que par l'ouverture de nouvelles succursales et par l'accroissement des activités.

Le total des revenus a progressé de 287 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à 2006. Cette augmentation est en grande partie attribuable à RBC Dexia IS et elle reflète le niveau élevé des activités sur le marché,

la prise en compte des résultats pour un mois supplémentaire ainsi que la croissance des activités. Les revenus tirés des Services bancaires ont eux aussi augmenté, en raison principalement de la croissance des prêts et des dépôts découlant de l'acquisition de Flag Financial Corporation (Flag) et des succursales d'AmSouth, et ce, malgré l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par une perte au titre de la restructuration du portefeuille de placement des Services bancaires aux États-Unis au cours de 2007.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 84 millions de dollars par rapport à 2006, en raison principalement de la hausse du nombre de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, laquelle reflète le repli du marché de l'habitation aux États-Unis au deuxième semestre de 2007.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 265 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à 2006, résultat qui reflète essentiellement la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités de RBC Dexia IS, des acquisitions effectuées et de l'intégration de Flag et des succursales d'AmSouth, de même que de l'ouverture de nouvelles succursales aux États-Unis.

Perspectives et priorités

Comme nous l'avons mentionné à la section Perspectives et objectifs à moyen terme, un repli continu des économies mondiales est prévu à court terme. Par conséquent, nous prévoyons une baisse continue des taux d'intérêt conjuguée à des fluctuations des taux de change, ainsi que le maintien de marchés financiers volatils. Ces facteurs pourraient avoir des répercussions sur nos écarts, ainsi que sur la valeur de conversion de notre bénéfice libellé en devises. Aux États-Unis, nous nous attendons au maintien de la volatilité des marchés financiers et du repli du marché de l'habitation au début de la prochaine année, ainsi qu'à une réduction des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises et à une croissance économique négative. Nous prévoyons que ces conditions auront une incidence défavorable sur les activités de prêt et de dépôt de nos services bancaires aux États-Unis, ce qui donnera lieu à une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Nous nous attendons également à ce que l'économie dans les Antilles subisse les contrecoups du ralentissement de l'économie mondiale, et prévoyons une baisse des exportations, du tourisme et des investissements étrangers directs. En dépit de ces facteurs, nous demeurons d'avis qu'il existe des occasions d'affaires liées à nos services bancaires dans les Antilles, en raison de l'intégration continue de RBTT et de la solidité de nos portefeuilles de prêts et de dépôts. Dans la zone euro, nous nous attendons à ce que les marchés financiers demeurent volatils, car un grand nombre d'économies font face à une récession, ce qui pourrait avoir des répercussions sur les volumes d'activités de RBC Dexia IS.

Principales priorités stratégiques pour 2009

- Nous comptons améliorer le modèle sur lequel se fonde nos activités, afin d'accroître notre efficacité et d'être davantage concurrentiels dans le marché du sud-est des États-Unis, et élaborer une stratégie solide en matière de services de détail, de manière à offrir aux clients une expérience intégrée et un éventail complet de produits répondant à leurs besoins.
- Nous allons continuer de tirer parti de notre solide position dans les Antilles, grâce à l'intégration efficace de RBTT et à la solidité des activités intégrées, ce qui nous fournira la pierre d'assise nécessaire à notre expansion dans des marchés présentant un potentiel de croissance élevé, y compris les Antilles espagnoles, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud.
- Nous allons chercher à accroître de façon considérable nos services de cartes de crédit internationaux en tirant parti de notre taille, de nos économies d'échelle et de notre expertise au Canada.
- Nous comptons poursuivre les stratégies de croissance liées à RBC Dexia IS, et prévoyons notamment renforcer notre clientèle à l'échelle mondiale, élaborer de nouveaux produits à valeur ajoutée et accroître notre présence dans les marchés qui présentent un potentiel élevé.

Les Services bancaires regroupent nos activités bancaires aux États-Unis et dans les Antilles. Ils offrent un vaste choix de produits et services et de conseils financiers aux particuliers, aux entreprises clientes et aux institutions publiques dans leurs marchés respectifs. Nous sommes l'un des cinq principaux prestataires de services bancaires aux États-Unis en ce qui concerne la part du marché des dépôts en Caroline du Nord, et nous nous classons au septième rang en ce qui concerne les dépôts dans notre territoire du sud-est des États-Unis (1), où nous possédons un réseau de 439 centres bancaires offrant des services traditionnels et de plus de 500 GAB. Par suite de l'acquisition de RBTT, nos services bancaires dans les Antilles se classent au deuxième rang en ce qui concerne les actifs dans les Antilles anglaises et nous avons accru notre présence dans les Antilles, où nous exploitons un réseau de 127 succursales réparties dans 17 pays de la région.

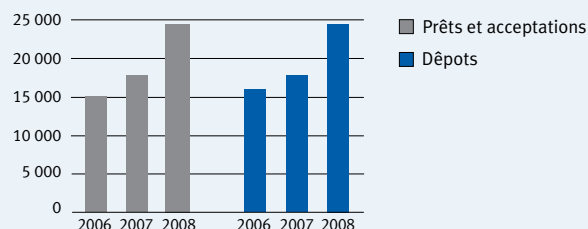
Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 90 millions de dollars, ou 8 %, comparativement à l'exercice précédent. Libellés en dollars américains, les revenus des Services bancaires ont augmenté de 162 millions de dollars, ou 15 %, en raison principalement des acquisitions d'ANB et de RBTT, résultat qui reflète la croissance des prêts et des dépôts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les réductions de valeur et les pertes sur nos portefeuilles de placement, qui touchent principalement nos services bancaires aux États-Unis. La marge nette d'intérêt a augmenté de 6 points de base, en raison essentiellement des acquisitions d'ANB et de RBTT.

En dollars américains, la moyenne des prêts et acceptations et celle des dépôts ont augmenté de 6 milliards de dollars et de 6 milliards, ou 35 % et 36 %, respectivement, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la croissance de 32 % des prêts et acceptations et à la croissance de 32 % des dépôts liés à nos services bancaires aux États-Unis, qui reflètent en grande partie l'acquisition d'ANB. En ce qui concerne nos services bancaires dans les Antilles, la croissance de 54 % des prêts et acceptations et la croissance de 52 % des dépôts reflètent en grande partie l'acquisition de RBTT.

(1) Nous offrons des services bancaires dans les États suivants dans le sud-est des États-Unis : Caroline du Nord, Caroline du Sud, Virginie, Alabama, Floride et Géorgie.

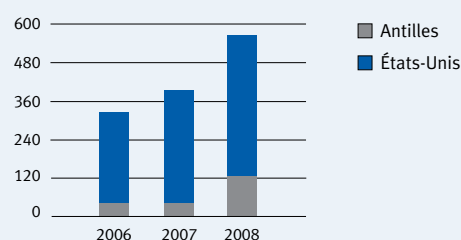
Moyenne des prêts et des dépôts (en millions de dollars américains)



Faits saillants	Tableau 43		
	2008	2007	2006
Total des revenus (en millions de dollars canadiens)	1 246 \$	1 156 \$	1 070 \$
Autres renseignements (en millions de dollars américains)			
Total des revenus	1 221 \$	1 059 \$	945 \$
Marge nette d'intérêt (1)	3,62 %	3,56 %	3,73 %
Moyenne des prêts et des acceptations (2)	24 100 \$	17 800 \$	15 100 \$
Moyenne des dépôts (2)	24 100	17 700	15 900
Biens administrés (3)	9 300	–	–
Biens sous gestion (3)	3 300	–	–
Nombre :			
de succursales	566	394	325
de guichets automatiques bancaires	815	473	385

- (1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif total. La moyenne de l'actif productif total est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (3) Le poste Biens administrés et le poste Biens sous gestion représentent le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT, respectivement, au 30 septembre. Les résultats de RBTT sont présentés avec un décalage de un mois.

Nombre de succursales aux États-Unis et dans les Antilles



RBC Dexia IS

Notre coentreprise, RBC Dexia IS, offre une gamme complète de services aux investisseurs institutionnels partout dans le monde, incluant des services de garde internationaux, d'administration de fonds et de caisses de retraite, des services aux actionnaires, des services de soutien à la distribution, des services de prêt et d'emprunt de titres, des services de rapprochement, des services de surveillance et de communication de la conformité, des services d'analyse des placements et des services de trésorerie.

Rendement financier

Le total des revenus a augmenté de 96 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la croissance des activités, laquelle reflète la hausse des commissions de services de garde et l'augmentation des revenus tirés des opérations de change et des services de prêt de titres. L'augmentation tient également à l'incidence favorable de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien.

Les biens administrés ont diminué de 5 % par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence de la dépréciation du capital qui découle de la volatilité des marchés financiers mondiaux.

Le 30 septembre 2008, le groupe Dexia, notre coentrepreneur dans RBC Dexia IS, a fait l'objet d'une restructuration du capital et les gouvernements français, belge et luxembourgeois ont garanti de nouveaux dépôts interbancaires et institutionnels ainsi que l'émission de nouvelles obligations jusqu'au 31 octobre 2009. Nous avons évalué notre risque et, au 4 décembre 2008, avons déterminé que ces événements n'ont pas eu d'incidence importante sur les résultats d'exploitation de RBC Dexia IS.

Faits saillants	Tableau 44		
	2008	2007	2006
(en millions de dollars canadiens)			
Total des revenus	855 \$	759 \$	558 \$
Autres renseignements			
Biens administrés			
RBC Dexia IS (1)	2 585 000	2 713 100	2 421 100

- (1) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 30 septembre. Les résultats de RBC Dexia IS sont présentés avec un décalage de un mois. Nous avons modifié le montant présenté pour 2006 afin qu'il reflète le montant présenté par RBC Dexia IS; auparavant, nous présentions uniquement les actifs en dépôt.

Marchés des Capitaux

Le secteur Marchés des Capitaux se compose de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il fournit un vaste choix de services de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public, aux institutions et aux particuliers faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à nos clients dans des marchés ciblés à l'échelle mondiale. Ce secteur se compose de deux grandes divisions, soit les Marchés mondiaux et les Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers. Toutes les autres activités sont regroupées dans les Autres services.

Nous sommes reconnus comme la principale banque d'investissement au Canada, et nous occupons des positions de chef de file au chapitre des parts de marché en ce qui concerne la quasi-totalité des services de gros au Canada. Nous offrons une gamme complète de produits et de services, et nous jouissons de solides relations de longue date avec nos clients. Nos capacités à l'échelle mondiale sont diversifiées et elles comprennent des services à revenu fixe, des opérations sur les marchés boursiers, des opérations de change, des produits structurés, des services mondiaux de financement d'infrastructures, ainsi que des services liés aux secteurs de l'énergie et des mines.

Nous avons pris un engagement envers nos secteurs d'activité, et nous nous efforçons de demeurer un chef de file incontesté au Canada, un chef de file de premier rang dans le marché intermédiaire aux États-Unis, un chef de file mondial en matière de structuration et de négociation, ainsi qu'une banque de premier rang à l'échelle mondiale en matière de titres à revenu fixe.

Faits saillants

- Nous demeurons la principale banque canadienne offrant des services mondiaux de banque d'investissement et nous avons été nommés négociateur de l'année au Canada à cinq reprises au cours des six dernières années (*Financial Post*), meilleure banque d'investissement au Canada (*Euromoney*), numéro un au Canada en matière de services de fusion et d'acquisition, de prise ferme de titres de participation et de financement de titres d'emprunt de sociétés (*Bloomberg*, 2007), et arrangeur mondial d'obligations de l'année (magazine *Project Finance*, 2007).

- Nous avons continué d'embaucher les meilleurs talents et de créer des équipes aux États-Unis et en Europe, afin d'accroître et de renforcer nos principales activités.
- RBC Capital Markets Corp. et RBC Dain Rauscher Inc., nos deux principales maisons de courtage aux États-Unis, ont fusionné et exercent maintenant leurs activités sous une seule entité juridique et à l'aide d'une seule plateforme technologique. Le regroupement des services de soutien est conçu de manière à fournir l'infrastructure voulue pour assurer notre efficacité et notre croissance future. La maison de courtage RBC Dain Rauscher exerce maintenant ses activités sous la dénomination sociale RBC Capital Markets Corporation.
- Nous avons conclu l'acquisition de Richardson Barr, une importante société de conseils en matière d'énergie établie à Houston et spécialisée dans les acquisitions et les désinvestissements dans le secteur de l'exploration et de la production.

Revue économique et revue des marchés

Comme il en est fait mention dans la section Revue économique et revue des marchés à la rubrique Vue générale de l'exercice 2008, les perturbations importantes sur les marchés financiers ont entraîné des réductions de valeur considérables des titres adossés à des créances hypothécaires et des dérivés connexes de la plupart des banques américaines et des grandes banques mondiales. Les craintes de récession mondiale, conjuguées aux répercussions défavorables sur les marchés du crédit, ont fait en sorte que nous avons comptabilisé des réductions de valeur importantes relativement à certaines de nos activités liées aux marchés du crédit. Ces conditions de marché difficiles et la conjoncture économique incertaine ont également eu des répercussions sur les services de banque d'investissement traditionnels, car un certain nombre de transactions ont été reportées. Cependant, grâce à la diversification de nos activités, certains de nos produits de négociation ont bénéficié de la volatilité des marchés et des plus faibles taux d'intérêt.

Faits saillants financiers du secteur Marchés des Capitaux

Tableau 45

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages)

	2008	2007	2006
Revenu net d'intérêt (1)	1 839 \$	623 \$	131 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 096	3 766	4 005
Total des revenus (1)	3 935 \$	4 389 \$	4 136 \$
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	183	(22)	(115)
Frais autres que d'intérêt	2 121	2 769	2 603
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	1 631 \$	1 642 \$	1 649 \$
Bénéfice net	1 170 \$	1 292 \$	1 355 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres (2)	20,5 %	26,6 %	31,5 %
Rendement du capital de risque (2)	24,5 %	32,5 %	38,7 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens) (3)			
Total de l'actif	340 300 \$	311 200 \$	260 600 \$
Titres de négociation	140 200	152 900	132 300
Prêts et acceptations	38 300	29 000	22 100
Dépôts	132 600	125 700	108 100
Capital attribué (2)	5 600	4 800	4 250
Capital de risque (2)	4 700	3 900	3 450
Autres renseignements			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	3 296	3 339	2 922
Information relative au crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,30 %	0,06 %	0,28 %
Provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,48 %	(0,08) %	(0,52) %

Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling (1)

2008 par rapport à 2007

Total des revenus : augmentation (diminution)	(111) \$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	(137)
Bénéfice net : augmentation (diminution)	12
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (4)	6 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling (4)	10 %

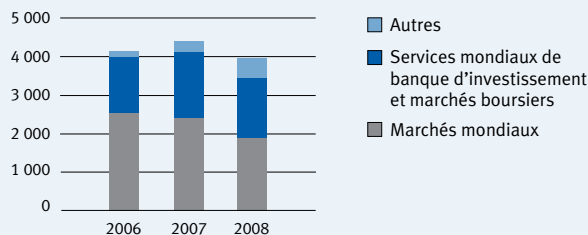
(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des principales mesures du rendement. La moyenne du capital attribué et le rendement des capitaux propres sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée.

(3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

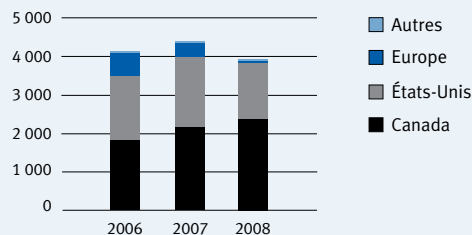
(4) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour l'exercice.

Revenus (1) par secteur d'activité (en millions de dollars canadiens)



(1) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Revenus (1) par secteur géographique (en millions de dollars canadiens)



Rendement financier

2008 par rapport à 2007

Le bénéfice net a diminué de 122 millions de dollars, ou 9 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la comptabilisation de réductions de valeur de 2 091 millions, montant qui est considérablement plus élevé que le montant de 393 millions comptabilisé à l'exercice précédent et qui découle de la détérioration continue des marchés du crédit aux États-Unis en 2008. Ces réductions de valeur ont entraîné une baisse de 920 millions de dollars du bénéfice net après impôts et écritures de compensation connexes, comparativement à 173 millions à l'exercice précédent. Le faible niveau des activités de montage de titres de participation et de prêts et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont également contribué à la diminution. La diminution du bénéfice net a été neutralisée en partie par les résultats à la hausse tirés de certaines de nos activités de négociation et par la baisse des frais autres que d'intérêt découlant principalement de la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron, par les gains à la hausse sur les dérivés de crédit qui ont été comptabilisés à la juste valeur et qui ont servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, et par le gain découlant des ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction. Pour une analyse détaillée des réductions de valeur, se reporter à la section Incidence du contexte du marché, à la rubrique Rendement financier.

Le total des revenus a reculé de 454 millions de dollars, ou 10 %, comparativement à l'exercice précédent. Ce recul est principalement imputable aux réductions de valeur beaucoup plus élevées dont il est fait mention ci-dessus, au faible niveau des activités de montage de titres de participation et de prêts et aux résultats à la baisse tirés de nos activités de négociation de titres de participation. L'incidence défavorable de la forte appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains et en livres sterling a également contribué au recul. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse tirés de certaines de nos activités de négociation de titres à revenu fixe et des opérations de change, par les gains à la hausse sur les dérivés de crédit qui ont été comptabilisés à la juste valeur et qui ont servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, et par le gain découlant des ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction comme il est mentionné ci-dessus. Les résultats à la hausse liés à nos activités de négociation d'actions aux États-Unis, à nos activités de prêt et à nos activités de syndication de prêts ont également neutralisé en partie le recul des revenus.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 183 millions de dollars pour l'exercice considéré, comparativement à un recouvrement de 22 millions à l'exercice précédent. Ce montant inclut une tranche de 61 millions de dollars ayant trait aux prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de papier commercial adossé à des actifs administrés par RBC, et il comprend des provisions liées à quelques comptes du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 648 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la réduction de la provision au titre du litige lié à Enron, de la baisse de la charge au titre de la rémunération variable découlant essentiellement des réductions de valeur, ainsi que de l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos charges libellées en dollars américains et en livres sterling. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des investissements dans les infrastructures liés à certaines activités, y compris les acquisitions, par les pertes hors exploitation et par la quote-part du secteur Marchés des Capitaux du règlement conclu avec les autorités de réglementation américaines relativement à des titres à enchères.

La moyenne de l'actif a augmenté de 29 milliards de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'augmentation du nombre d'actifs dérivés, et d'une hausse des actifs de prêts attribuable à la croissance des activités de prêt aux grandes entreprises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de nos activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation, laquelle découle de la réduction stratégique de ces actifs.

2007 par rapport à 2006

Le bénéfice net a diminué de 63 millions de dollars, ou 5 %, comparativement à 2006, en raison principalement de réductions de valeur totalisant 393 millions comptabilisées en 2007 et liées à la détérioration des marchés du crédit aux États-Unis. Ces réductions de valeur ont entraîné une baisse de 173 millions de dollars du bénéfice net après impôts et écritures de compensation connexes. L'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance générale des revenus tirés de nombreuses autres activités.

Le total des revenus a augmenté de 253 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à 2006. Ce résultat est principalement attribuable à la hausse des revenus tirés des activités de négociation de dérivés sur actions et des opérations de change, aux importantes activités de montage de titres de participation dans tous les secteurs géographiques, ainsi qu'à la prise en compte de nos récentes acquisitions. Le résultat à la hausse tient aussi à l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition, principalement aux États-Unis, aux gains liés aux dérivés de crédit ayant servi de couverture économique de notre principal portefeuille de prêts et à la hausse des distributions sur les placements privés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, laquelle reflète les réductions de valeur de certains titres, par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains, ainsi que par la diminution des résultats provenant des activités de montage de prêts aux États-Unis.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 22 millions de dollars en 2007, par rapport à un recouvrement de 115 millions constaté en 2006, lequel comprenait la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 166 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à 2006, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'augmentation de l'effectif et la prise en compte de nos récentes acquisitions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant de la baisse du rendement et de la réduction des honoraires.

Perspectives et priorités

Comme nous l'avons mentionné à la section Perspectives et objectifs à moyen terme, nous prévoyons un maintien de l'incertitude sur les marchés pendant l'exercice 2009. Certaines de nos activités seront touchées par cette situation à court terme, mais nous nous attendons à ce que la situation s'améliore légèrement lorsque les marchés mondiaux commenceront à se stabiliser. Nous nous attendons à comptabiliser des réductions de valeur relativement à nos activités de négociation de titres à revenu fixe, en raison de la volatilité continue des marchés. Toutefois, nous croyons que ces réductions de valeur ne devraient pas être aussi importantes que celles comptabilisées en 2008, car nous continuons de réduire de façon proactive l'envergure de certaines de nos activités non stratégiques ainsi que les risques liés à ces activités. Nous prévoyons par ailleurs une certaine amélioration de nos activités d'émission de titres de participation et de titres d'emprunt comparativement à 2008. Les banques centrales mondiales continuent de fournir des liquidités aux marchés financiers afin de réduire au minimum l'incidence du contexte du marché sur l'économie en général. Certaines mesures prises, notamment les importantes réductions des taux d'intérêt, les plans de sauvetage des marchés financiers et les garanties liées aux prêts interbancaires, devraient accroître la stabilité des marchés avec le temps, et nous prévoyons être bien positionnés, relativement à certaines de nos activités, pour tirer parti de ces occasions.

Principales priorités stratégiques pour 2009

- Nous comptons maintenir notre position de chef de file au Canada et continuer à percer le marché intermédiaire des secteurs de l'énergie et des mines.
- Nous comptons tirer parti de notre expertise en matière de services de banque d'investissement dans les secteurs de l'énergie et des mines afin d'accroître nos activités liées au marché des marchandises. Nous prévoyons notamment accroître nos plateformes de négociation et de commercialisation dans les secteurs du gaz naturel et de l'énergie, et accroître nos capacités dans les domaines de l'électricité aux États-Unis et des émissions à l'échelle mondiale.

- En ce qui concerne nos services de banque d'investissement aux États-Unis, nous prévoyons continuer d'améliorer notre part de marché liée à des services clés, notamment les activités de fusion et d'acquisition, la prise ferme de titres de participation et les prêts à levier financier.
- Nous prévoyons continuer d'investir dans nos plateformes de négociation électronique et de négociation d'actions et accroître ces plateformes, de manière à offrir à nos clients des produits et services composés de catégories d'actifs multiples.
- Nous comptons accroître davantage nos capacités en matière de financement d'infrastructures au Royaume-Uni et nos services-

conseils en matière de projets sur les marchés de l'Europe, des États-Unis et du Canada. Nous comptons améliorer encore davantage nos activités bancaires municipales et accroître notre capacité de financement avec endettement afin d'élargir notre clientèle en Europe.

- Nous comptons améliorer nos plateformes de distribution dans les marchés émergents en Asie et à New York afin d'offrir des produits à revenu fixe et des produits structurés à nos clients institutionnels.

Analyse des secteurs d'activité

Marchés mondiaux

Les Marchés mondiaux se composent des activités de montage, de négociation et de distribution de titres à revenu fixe qui sont pour la plupart des titres de première qualité, ainsi que des produits de change et des dérivés. Ils regroupent également les activités de négociation pour notre propre compte, les actifs diversifiés et les placements privés.

Rendement financier

Les revenus des Marchés mondiaux ont diminué de 502 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus tirés des activités de négociation ont reculé de 903 millions de dollars, ou 47 %, en raison principalement de la hausse importante des réductions de valeur et des résultats à la baisse tirés de nos activités de négociation de titres de participation, facteurs qui ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse liés à certaines activités de négociation de titres à revenu fixe et opérations de change. Les autres revenus se sont établis à 867 millions de dollars, en hausse de 413 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement au gain découlant des ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, facteur qui a été neutralisé en partie par la baisse des revenus tirés des activités de montage de prêts.

Nous avons dirigé ou codirigé 607 émissions obligataires de billets à moyen terme non structurés d'une valeur totale approximative de 71 milliards de dollars (81 milliards en 2007), en hausse par rapport à 603 émissions obligataires à l'exercice précédent. En ce qui concerne le financement municipal, nous avons participé à 732 émissions d'une valeur totalisant environ 74 milliards de dollars (115 milliards en 2007) jusqu'au mois d'octobre 2008, soit un résultat en baisse par rapport à 1 092 émissions à l'exercice précédent.

Faits saillants

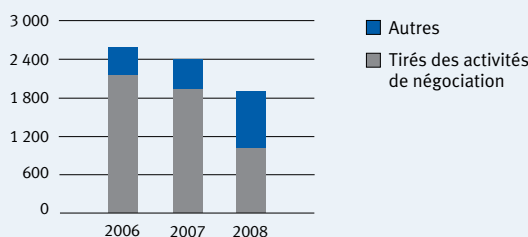
Tableau 46

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Total des revenus (1)	1 902 \$	2 404 \$	2 553 \$
Autres renseignements			
Activités de négociation	1 028	1 931	2 154
Autres (2)	867	454	425

- (1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) Le poste Autres comprend les revenus tirés des activités de montage de prêt et des produits à l'intention du secteur municipal, les gains et les pertes sur les placements privés et les revenus tirés des dérivés détenus à des fins autres que de transaction et de la titrisation.

Revenus tirés des activités de négociation et autres

(en millions de dollars canadiens)



Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers

Les Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers regroupent les services de banque d'investissement et les activités de vente et de négociation de titres de participation. Ils offrent à nos clients un choix complet de services-conseils et de services liés aux titres de participation, notamment des services de montage et de structuration, des services-conseils, ainsi que des services de distribution, de vente et de négociation et des services de courtage primaire à l'échelle mondiale.

Au cours de l'exercice, nous avons conclu l'acquisition de Richardson Barr, une importante société de conseil en matière d'énergie établie à Houston et spécialisée dans les acquisitions et les désinvestissements dans le secteur de l'exploration et de la production, et nous avons par ailleurs acquis des équipes responsables de nos activités de financement et produits avec endettement au Royaume-Uni et des équipes responsables de nos activités de négociation d'options et de négociation de programmes aux États-Unis.

Rendement financier

Les revenus des Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers ont diminué de 197 millions de dollars, ou 11 %, comparativement à l'exercice précédent. Le montant brut des commissions de prise ferme et honoraires tirés des services-conseils a reculé de 292 millions de dollars, ou 35 %, par rapport aux solides résultats enregistrés en 2007. Ce recul découle du plus faible niveau des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition, reflétant ainsi les conditions de marché difficiles en 2008. Les activités de vente et de négociation de titres de participation ont augmenté de 117 millions de dollars, ou 31 %, en raison principalement de l'amélioration des résultats liés à nos activités de négociation de titres de participation aux États-Unis, et les autres revenus ont progressé de 43 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète essentiellement le niveau élevé des activités de prêts et de syndication de prêts.

En 2008, nous avons fourni des services-conseils dans le cadre de 117 opérations de fusion et d'acquisition annoncées (98 opérations en 2007) d'une valeur totale de 41 milliards de dollars US (190 milliards en 2007). En 2008, nous avons agi à titre de chef de file ou de co-chef de file dans le cadre de 71 nouvelles émissions de titres de participation ou de nouvelles émissions liées à des titres de participation d'une valeur de

marché totale de 30 milliards de dollars (20 milliards en 2007), soit un résultat en baisse comparativement à 142 émissions à l'exercice précédent.

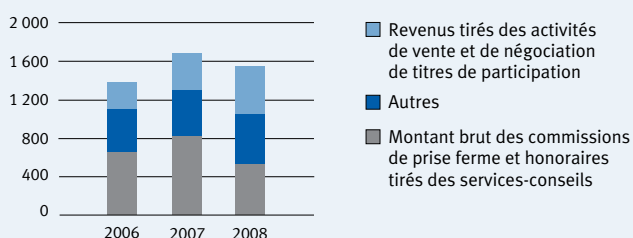
Faits saillants

Tableau 47

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Total des revenus (1)	1 536 \$	1 733 \$	1 417 \$
Autres renseignements			
Montant brut des commissions de courtage et honoraires tirés des services-conseils	539	831	665
Vente et négociation de titres de participation	492	375	283
Autres (2)	512	469	434

- (1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) Le poste Autres inclut des distributions sur les placements privés, des revenus tirés de notre principal portefeuille de prêts et du financement par syndicat, ainsi que le gain lié à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions du NYX.

Montant brut des commissions de prise ferme et honoraires tirés des services-conseils et revenus tirés des activités de vente et de négociation de titres de participation et autres revenus (en millions de dollars canadiens)



Les Autres services se composent de nos autres activités, y compris les Crédits mondiaux, un groupe responsable de la gestion de nos principaux portefeuilles de prêts et de notre portefeuille de prêts non stratégiques. Les Crédits mondiaux comprennent également la division Institutions financières mondiales, laquelle offre des solutions innovatrices aux institutions financières à l'échelle mondiale, y compris des services de correspondance bancaire, de trésorerie et de gestion de trésorerie. La Recherche offre des services de recherche visant l'économie et les valeurs mobilières à l'intention des clients institutionnels et des clients des services de détail à l'échelle mondiale.

Rendement financier

Les revenus tirés des Autres services se sont chiffrés à 497 millions de dollars, en hausse de 245 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse reflète principalement les gains à la hausse liés aux dérivés de crédit qui ont été comptabilisés à la juste valeur et qui ont servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, les écarts de taux des contreparties ayant augmenté au cours de la période.

Le recul des frais autres que d'intérêt, qui reflète en grande partie la diminution de la provision au titre du litige relatif à Enron, a eu une incidence positive sur le résultat net.

Services de soutien généraux

Les Services de soutien généraux regroupent nos ressources en matière de technologie de l'information et d'exploitation, la trésorerie générale ainsi que les fonctions de finances, de ressources humaines, de gestion du risque, de vérification interne et d'autres fonctions générales. Les coûts liés à ces activités sont en grande partie attribués aux secteurs d'exploitation, bien que certaines activités liées au contrôle et à la surveillance de l'entreprise soient comprises dans ce secteur.

Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie les activités mises en œuvre au profit de l'entreprise qui ne sont pas attribuées aux secteurs d'exploitation, telles que les activités de financement de l'entreprise. Ces résultats comprennent les ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, les variations de la provision générale pour pertes sur créances, ainsi que les variations de la juste valeur de certains dérivés utilisés à titre de couverture économique à l'égard des risques connexes.

Les résultats tiennent également compte de certains montants liés à l'impôt, des activités de titrisation, des titres principalement détenus aux fins des activités de trésorerie, ainsi que des charges nettes liées au capital non attribué. Les résultats comprennent également les ajustements de consolidation, y compris les écritures d'élimination des majorations au montant imposable équivalent comptabilisées dans les résultats du secteur Marchés des Capitaux, qui ont trait à la majoration au montant imposable équivalent des revenus tirés des dividendes imposables de sociétés canadiennes. Ces majorations sont inscrites dans le revenu net d'intérêt et elles sont compensées dans la charge d'impôts.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances sur douze mois n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chacun des exercices

Faits saillants financiers des Services de soutien généraux

Tableau 48

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Revenu net d'intérêt (1)	(995)\$	(732)\$	(488)\$
Revenus autres que d'intérêt	358	377	178
Total des revenus (1)	(637)\$	(355)\$	(310)\$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	47	(85)	(86)
Frais autres que d'intérêt	(18)	36	36
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	(666)\$	(306)\$	(260)\$
Bénéfice net (perte nette)	(178)\$	209 \$	111 \$
Titrisations			
Total des créances titrisées et vendues en cours (2)	19 316 \$	17 889 \$	15 836 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de l'exercice (3)	6 482	4 264	6 142
Autres renseignements			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	20 794	20 349	18 348

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation. Ces montants tiennent compte de l'élimination de l'ajustement lié aux revenus tirés des dividendes de sociétés canadiennes de 410 millions de dollars comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux en 2008 (332 millions en 2007; 213 millions en 2006).

(2) Le total des créances titrisées et vendues en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels.

(3) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de l'exercice. Se reporter à la note 5 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements à ce sujet.

2008

La perte nette de 178 millions de dollars pour l'exercice tient compte de réductions de valeur de 397 millions (297 millions après impôts) relativement à notre exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires et autres titres aux États-Unis, dont une tranche de 268 millions a trait aux titres disponibles à la vente, et une tranche de 129 millions, les titres détenus à des fins de transaction. Pour une analyse détaillée des réductions de valeur, se reporter à la section Incidence du contexte du marché, à la rubrique Rendement financier.

La perte nette reflète également une hausse de 145 millions de dollars (98 millions après impôts) de la provision générale, qui tient à la croissance du volume de notre portefeuille de prêts de détail au Canada, à la faiblesse de nos portefeuilles liés aux services bancaires aux États-Unis et à un écart de conversion lié à nos dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les montants d'impôts qui sont principalement liés aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, par les gains liés aux ajustements à la juste valeur des passifs de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction de 190 millions de dollars (129 millions après impôts), par les gains liés à la variation de la juste valeur des dérivés liés à certaines couvertures économiques de notre financement et par les gains liés aux activités de titrisation.

Avant le quatrième trimestre de 2008, les variations de la provision générale étaient comptabilisées dans les résultats des secteurs Services bancaires canadiens, Services bancaires internationaux et Marchés des Capitaux. Pour de plus amples informations sur la répartition de la

provision générale, se reporter à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

2007

Le bénéfice net de 209 millions de dollars pour 2007 tient compte des montants d'impôts liés principalement aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, ainsi que du règlement favorable de vérifications fiscales liées à des exercices précédents. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la juste valeur découlant de la comptabilisation de la tranche inefficace des éléments couverts et des dérivés connexes dans le cadre des relations de couverture comptable, par un ajustement cumulatif au titre des pertes résultant de l'évaluation à la juste valeur de certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture, ainsi que par la hausse des impôts sur le capital qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

2006

Le bénéfice net de 111 millions de dollars pour 2006 reflète principalement les impôts, qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise ainsi que le règlement favorable de vérifications fiscales liées à des exercices précédents, qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation. Les gains découlant de la variation de la juste valeur des dérivés liés à certaines couvertures économiques ont également contribué au bénéfice net de 2006. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le calendrier d'exécution des opérations de titrisation, ainsi que par un montant passé en charges au titre de locaux loués que nous n'occuperons pas.

Situation financière

Bilan condensé (1)

Tableau 49

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2008	2007
Actif		
Encaisse et montants à recevoir de banques (2)	11 086 \$	4 226 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	20 041	11 881
Valeurs mobilières	171 134	178 255
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	44 818	64 313
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	289 540	237 936
Autres actifs (3)	187 240	103 735
Total de l'actif	723 859 \$	600 346 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	438 575 \$	365 205 \$
Autres (4)	242 624	201 284
Déventures subordonnées	8 131	6 235
Titres de fiducie de capital	1 400	1 400
Passifs liés aux actions privilégiées	–	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 371	1 483
Capitaux propres	30 758	24 439
Total du passif et des capitaux propres	723 859 \$	600 346 \$

- (1) Le tableau ci-dessus représente notre bilan condensé, qui est principalement évalué à la juste valeur. L'actif et le passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. L'actif et le passif non monétaires sont convertis en dollars canadiens aux taux historiques. L'actif et le passif de nos établissements autonomes dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Pour de plus amples informations, se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations ainsi qu'aux notes 1 et 2 des Notes complémentaires.
- (2) Le montant de 11 milliards de dollars présenté au poste Encaisse et montants à recevoir de banques se compose principalement de soldes d'exploitation auprès d'autres banques, de billets de banque et de soldes d'exploitation auprès de la Banque du Canada. Étant donné que le montant présenté au poste Encaisse et montants à recevoir de banques est lié aux activités d'exploitation à court terme, l'analyse des tendances d'un exercice à l'autre n'est pas pertinente.
- (3) Les autres actifs comprennent des montants liés aux dérivés (136 134 millions de dollars en 2008; 66 585 millions en 2007), des engagements de clients en contrepartie d'acceptations (11 285 millions de dollars en 2008; 11 786 millions en 2007) et l'écart d'acquisition (9 977 millions de dollars en 2008; 4 752 millions de dollars en 2007). Pour de plus amples renseignements, se reporter aux bilans consolidés.
- (4) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux bilans consolidés.

2008 par rapport à 2007

Le total de l'actif a augmenté de 124 milliards de dollars, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés principalement en dollars américains (compte pour la moitié de l'incidence, environ) et de la croissance en ce qui concerne la plupart des catégories d'actifs. L'augmentation tient aussi à l'incidence des variations des conditions du marché sur la juste valeur des dérivés, ainsi qu'à la forte croissance des prêts, particulièrement en ce qui concerne les prêts de gros, les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers au Canada, facteurs qui ont été neutralisés en partie par une réduction de nos positions liées aux titres et par une réduction de la juste valeur de ces positions, ainsi que par les conventions de revente et les titres empruntés.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 8 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète en grande partie les soldes plus élevés requis pour donner des actifs en garantie relativement aux activités de négociation, en raison de la baisse des liquidités sur les marchés financiers mondiaux au deuxième semestre. L'augmentation reflète par ailleurs le plus grand nombre d'actifs générant des rendements supérieurs en portefeuille et l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des dépôts productifs d'intérêts libellés en devises.

Les valeurs mobilières ont diminué de 7 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement du nombre réduit de positions découlant de la volatilité continue des marchés financiers et des réductions de juste valeur résultant de la faiblesse des conditions du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des titres libellés principalement en dollars américains et par le nombre plus élevé de positions liées aux instruments de créance garantis par le gouvernement, qui tient à l'incertitude sur les marchés financiers mondiaux.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont reculé de 19 milliards de dollars, ou 30 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète le plus faible niveau d'activités des contreparties découlant de la volatilité des marchés financiers et de la diminution des activités d'emprunts de titres. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés libellés principalement dollars américains.

Les prêts se sont accrus de 52 milliards de dollars, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison en partie de la croissance de notre portefeuille de prêts de détail au Canada. La hausse la plus importante est attribuable aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada, lesquels se sont accrus de 10 milliards de dollars, ou 10 %, et aux prêts aux particuliers, en raison principalement de la forte demande visant le financement aux fins d'accession à la propriété découlant du maintien de solides activités sur les marchés de l'habitation au début de l'exercice, et

du maintien de taux d'intérêt relativement faibles et d'un faible taux de chômage au Canada au cours de l'exercice. La forte croissance de 26 milliards de dollars, ou 38 %, des prêts de gros reflète principalement la croissance continue de nos prêts aux grandes entreprises, l'acquisition d'ANB et de RBTT, ainsi que les soldes plus élevés requis pour donner des actifs en garantie relativement aux activités de négociation, en raison de la baisse des liquidités sur les marchés financiers mondiaux au deuxième semestre. La hausse du total des prêts reflète également l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la conversion des prêts libellés en dollars américains.

Les autres actifs ont augmenté de 84 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la juste valeur plus élevée des actifs liés aux dérivés. Cette croissance découle essentiellement de l'incidence du raffermissement du dollar américain sur le solde de l'actif libellé en dollars américains et sur les contrats de change pour lesquels nous détenons une position acheteur en dollars américains. L'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur nos positions receveur de taux fixe, la volatilité accrue des marchés et l'élargissement des écarts de taux sur la protection de crédit achetée ont également contribué à l'augmentation. Par ailleurs, l'augmentation reflète la hausse des sommes à recevoir de courtiers découlant des activités accrues résultant de la plus grande volatilité des marchés des capitaux et l'écart d'acquisition lié à l'acquisition de RBTT, d'ANB et de PH&N.

Le total du passif a augmenté de 117 milliards de dollars, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur les passifs libellés en devises. L'augmentation tient aussi à la croissance des dépôts et à la juste valeur plus élevée des montants liés aux dérivés découlant des conditions du marché, facteurs qui ont été neutralisés en partie par le plus faible niveau des activités liées aux titres empruntés et aux conventions de rachat.

Les dépôts ont augmenté de 73 milliards de dollars, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent. La croissance est en grande partie attribuable à l'augmentation des dépôts des entreprises et des gouvernements découlant de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des dépôts libellés principalement en dollars américains, et à l'émission de billets et d'obligations couvertes, qui sont classés dans les dépôts, à l'appui de la croissance des activités. La hausse des dépôts des particuliers a également contribué à l'augmentation et elle tient principalement à la forte demande visant nos comptes d'épargne à intérêt élevé libellés en dollars canadiens et en dollars américains et à la forte croissance des dépôts à terme fixe des particuliers, en raison de l'incertitude sur les marchés financiers mondiaux. La croissance des dépôts est aussi attribuable à l'acquisition d'ANB et de RBTT.

Les autres passifs se sont accrus de 41 milliards de dollars, ou 21 %, résultat qui est en grande partie attribuable à la juste valeur plus élevée des passifs liés aux dérivés. Cette augmentation découle essentiellement de l'incidence du raffermissement du dollar américain sur les passifs libellés en dollars américains et sur les contrats de change pour lesquels nous

détenions une position vendeur en dollars américains. L'incidence de la baisse des taux d'intérêt sur nos positions payeur de taux fixe, la volatilité accrue des marchés, l'élargissement des écarts de taux sur la protection de crédit vendue et l'augmentation des sommes à payer à des courtiers décollant des activités accrues résultant de la plus grande volatilité des marchés des capitaux ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le plus faible niveau des activités des contreparties liées aux titres empruntés et aux conventions de rachat, en raison de la volatilité continue des marchés financiers, et par le plus faible niveau des activités de prêts de titres et de ventes à découvert, qui tient en partie à l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur les titres empruntés et les conventions de rachat libellés principalement en dollars américains.

Les passifs liés aux actions privilégiées qui ont trait aux actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série N ont été rachetés au cours de l'exercice, et les rachats ont été financés à même nos fonds généraux.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan. Les opérations hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques et du capital, ainsi qu'aux fins de gestion du financement, soit pour notre propre compte, soit pour celui des clients. Ces opérations incluent les opérations avec des structures d'accueil et l'émission de garanties. Elles entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque d'illiquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la section Gestion du risque.

Structures d'accueil

Les structures d'accueil sont habituellement créées dans un but unique et distinct. Leur durée de vie est limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à l'organisation cédante. Les structures d'accueil peuvent comprendre des EDDV telles qu'elles sont définies dans la NOC-15 de l'ICCA, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable rate entities)*. Se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations ainsi qu'aux notes 1 et 6 des Notes complémentaires pour en savoir davantage sur notre politique en matière de consolidation ainsi que sur les EDDV que nous avons consolidées ou celles dans lesquelles nous détenons des droits variables importants. En vertu de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 12 de l'ICCA, intitulée *Cessions de créances (NOC-12)*, les structures d'accueil admissibles sont des entités juridiques manifestement distinctes du cédant, qui exercent des activités soumises à des limitations précises, qui détiennent des actifs précis et qui ne peuvent vendre ou céder des actifs désignés qu'en réponse automatique à des situations réunissant des conditions particulières.

La gestion et la surveillance de nos liens avec des structures d'accueil incombent à notre Comité de surveillance des montages financiers. Se reporter à la section Gestion du risque pour plus de détails à ce sujet.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation. Les gains et les pertes sur les opérations de titrisation sont inscrits dans les revenus autres que d'intérêt. Se reporter à la note 1 des Notes complémentaires pour une description de la convention comptable concernant les opérations de titrisation de prêts.

Outre les opérations de titrisation traditionnelles dans le cadre desquelles nous vendons nos prêts et nos créances, nous effectuons aussi des opérations de titrisation synthétique afin de transférer les risques liés à des éléments donnés de nos actifs financiers sans transférer réellement les actifs, par l'entremise de certains instruments financiers.

Créances sur cartes de crédit

Nous titrisons une partie de nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une structure d'accueil, sur une base renouvelable. Cette entité est financée au moyen de l'émission d'effets de premier rang et subordonnés garantis par les créances sur cartes de crédit sous-jacentes. Des cotes sont attribuées aux émissions par au moins deux agences de notation, soit Dominion Bond Rating Service (DBRS), Moody's Investors Service (Moody's) ou Standard & Poor's (S&P). La structure d'accueil est

La part des actionnaires sans contrôle dans les filiales a augmenté de 0,9 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la consolidation des titres de fiducie de capital RBC d'un montant de 500 millions émis au cours de l'exercice. Pour de plus amples informations, se reporter à la note 17 des Notes complémentaires.

Les débentures subordonnées ont augmenté de 2 milliards de dollars, ou 30 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'émission, déduction faite du le rachat net de débentures subordonnées à l'appui de la croissance des activités.

Les capitaux propres se sont accrues de 6 milliards de dollars, ou 26 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète en grande partie l'émission d'actions ordinaires, principalement en contrepartie de l'acquisition de RBTT, d'ANB, de PH&N et de FBW, ainsi que le bénéfice net de l'exercice considéré et la diminution des pertes de change non réalisées de nos établissements étrangers autonomes, déduction faite de nos opérations de couverture. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les dividendes déclarés sur nos actions ordinaires, par la hausse des pertes non réalisées sur notre portefeuille de titres disponibles à la vente et par les dividendes déclarés sur les actions privilégiées au cours de l'exercice.

une structure d'accueil admissible; par conséquent, en notre qualité de cédant des créances sur cartes de crédit, nous ne pouvons pas la consolider.

Nous continuons de fournir des services de gestion à l'égard des créances sur cartes de crédit cédées à la structure d'accueil admissible et nous administrons cette dernière. De plus, nous fournissons deux types de protection de premier niveau contre les pertes à la structure d'accueil admissible. Nos droits liés aux écarts excédentaires de ladite structure sont subordonnés à l'obligation de cette dernière envers les détenteurs de ses titres adossés à des créances mobilières. Les écarts excédentaires représentent le revenu net d'intérêt résiduel après le paiement de toutes les autres charges au titre de la fiducie. Les excédents servent à absorber les pertes liées aux créances sur cartes de crédit avant que ces dernières n'influent sur les paiements versés aux porteurs d'effets de la structure d'accueil admissible. La valeur actualisée de cet excédent est inscrite dans nos bilans consolidés à titre de droits conservés dans nos titres disponibles à la vente. Par ailleurs, nous consentons des prêts à la structure d'accueil admissible pour régler les charges initiales. Ces prêts sont de rang inférieur à tous les effets émis par la structure d'accueil admissible.

Prêts hypothécaires résidentiels

Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels au Canada garantis par le gouvernement, par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et cédonns une partie de ces titres dans le cadre d'enchères gouvernementales ainsi qu'à une structure d'accueil indépendante, sur une base renouvelable. Nous conservons des droits sur la marge excédentaire des titres vendus et nous continuons de fournir des services de gestion à l'égard des prêts hypothécaires sous-jacents que nous avons titrisés nous-mêmes ou par l'entremise d'un agent indépendant, aux fins de nos besoins de financement et de liquidités.

En 2007 et en 2008, nous n'avons procédé à la titrisation synthétique d'aucun prêt hypothécaire résidentiel. Au 31 octobre 2008, le solde nominal de la protection de crédit que nous avons achetée au titre des prêts hypothécaires résidentiels totalisait 399,4 millions de dollars, et le solde non amorti des prêts en cours s'établissait à 9,9 milliards.

Prêts hypothécaires commerciaux

Nous titrisons des prêts hypothécaires commerciaux en les vendant à des structures d'accueil sous forme de groupes de biens affectés en garantie qui satisfont à certains critères de diversification, de levier financier et de couverture de la dette. Nous sommes le promoteur d'une de ces structures d'accueil. Les structures d'accueil financent l'achat de ces groupes de biens en émettant des certificats de rangs divers. Les certificats émis par la structure d'accueil dont nous sommes le promoteur sont assortis de cotes de crédit allant de AAA à B- qui leur ont été attribuées par l'une ou l'autre des agences DBRS, Moody's et S&P. Aucune cote de crédit n'est attribuée à la plupart des certificats qui sont au rang le plus bas. Les certificats représentent les droits en copropriété dans le groupe de biens affectés en garantie, et la structure d'accueil dont nous sommes le promoteur, qui a vendu tous les droits en copropriété liés au groupe de biens, n'assume aucun des risques liés aux groupes de biens affectés en garantie. Nous ne conservons aucun droit de bénéficiaire dans les prêts vendus, sauf si nous achetons certains titres émis par les structures d'accueil pour notre compte. Aux termes d'un contrat conclu avec le tiers gestionnaire cadre, nous sommes le principal gestionnaire des prêts qui sont vendus à la structure d'accueil dont nous sommes le promoteur.

Opérations de titrisation d'actifs financiers		Tableau 50	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2008	2007	
Actifs titrisés en cours			
Prêts hypothécaires résidentiels	21 520 \$	18 384 \$	
Créances sur cartes de crédit	4 120	3 650	
Prêts hypothécaires commerciaux	2 325	3 727	
Total	27 965 \$	25 761 \$	
Droits conservés			
Prêts hypothécaires résidentiels			
Titres adossés à des créances hypothécaires conservés (1)	12 342 \$	5 954 \$	
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	699	414	
Créances sur cartes de crédit			
Titres adossés à des actifs acquis (2)	954	870	
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	26	27	
Créances en vertu des contrats de prêt subordonnés	8	3	
Prêts hypothécaires commerciaux			
Titres adossés à des actifs acquis (2)	7	12	
Total	14 036 \$	7 280 \$	

(1) Tous les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont des prêts hypothécaires consentis au Canada et ils sont garantis par le gouvernement.

(2) Titres acquis au cours du processus de titrisation.

Opérations de titrisation en 2008

Au cours de l'exercice, nous avons titrisé un montant de 18,4 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels. Une tranche de 7,5 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 10,9 milliards (valeur nominale) a été conservée. Nous avons titrisé et vendu 1,5 milliard de dollars de prêts sur cartes de crédit et avons acquis 65 millions de dollars de titres connexes durant le processus de titrisation. Nous avons également titrisé un montant de 0,2 milliard de dollars de prêts hypothécaires commerciaux et acquis 9 millions de dollars (valeur nominale) de titres connexes durant le processus de titrisation. Se reporter à la note 5 des Notes complémentaires pour une analyse détaillée ainsi que pour les montants des prêts douteux et des prêts en retard que nous gérons, et de toutes pertes constatées au titre des opérations de titrisation durant l'exercice.

Fiducies de capital

Nous émettons des instruments innovateurs, soit les titres de fiducie de capital RBC (RBC TruCS) et les billets secondaires de la Fiducie RBC (billets secondaires de RBC), par l'entremise de trois structures d'accueil : i) la Fiducie de capital RBC (Fiducie); ii) la Fiducie de capital RBC II (Fiducie II) et iii) la Fiducie de billets secondaires RBC (Fiducie III). Nous consolidons la Fiducie, mais nous ne consolidons pas la Fiducie II et la Fiducie III pour les raisons suivantes : nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire, nous n'assumons pas la majorité des pertes prévues et nous ne détenons pas de droits significatifs dans ces fiducies. Au 31 octobre 2008, nous détenions des droits résiduels de 1 million de dollars et de 1 million (1 million et 1 million en 2007) dans la Fiducie II et la Fiducie III, respectivement. Nous disposons d'un prêt à recevoir de la Fiducie II d'un montant de 3 millions de dollars (40 millions en 2007), et d'un prêt à recevoir de la Fiducie III

d'un montant de 30 millions (30 millions en 2007), et nous avons inscrit le billet de dépôt de premier rang de 900 millions de dollars et celui de 999,8 millions (900 millions et 999,8 millions en 2007) que nous avons émis à la Fiducie II et à la Fiducie III dans le passif lié aux dépôts. Dans certaines circonstances, les RBC TruCS de la Fiducie II seront automatiquement échangés contre des actions privilégiées de RBC, et les billets secondaires de RBC, contre des billets subordonnés, sans le consentement préalable des porteurs. De plus, les porteurs de titres RBC TruCS de la Fiducie II peuvent échanger leurs titres contre des actions privilégiées, comme cela est décrit à la note 17 des Notes complémentaires.

Les intérêts débiteurs sur les billets de dépôt de premier rang émis à la Fiducie II et à la Fiducie III se sont chiffrés à 52 millions de dollars et à 47,2 millions, respectivement (52 millions et 23,6 millions en 2007) pour l'exercice. Se reporter à la section Gestion du capital et à la note 17 des Notes complémentaires pour plus de détails sur les fiducies de capital et sur les modalités des RBC TruCS et des billets secondaires de RBC émis et en circulation.

Titrisation des actifs financiers des clients

Notre principale activité à l'égard des structures d'accueil au sein du groupe responsable du financement lié aux titrisations est l'administration de six programmes de papier commercial adossé à des actifs offerts par des structures multicédantes (conduits multicédants ou conduits), soit trois au Canada et trois aux États-Unis. Nous exerçons des activités sur ce marché des conduits parce que nos clients accordent de la valeur à ces transactions, et parce qu'elles nous offrent une source de revenus et qu'elles génèrent un rendement intéressant de l'actif ajusté en fonction des risques. Nos clients ont principalement recours aux conduits multicédants pour diversifier leurs sources de financement et réduire leurs coûts de financement en tirant parti de la valeur de garanties de grande qualité.

Les conduits multicédants achètent divers actifs financiers et ils financent les achats en émettant du papier commercial adossé à des actifs bénéficiant de cotes élevées. Les principales catégories d'actifs financées par les conduits multicédants sont les cartes de crédit, les prêts-auto et le crédit-bail automobile, les créances clients, les prêts aux étudiants, les titres adossés à des actifs, les créances au titre du matériel et les prêts à la consommation. Au 31 octobre 2008, ces catégories d'actifs représentaient 95 % de notre risque de perte maximal par type d'actifs des clients. Moins de 1 % des actifs titrisés en cours étaient constitués des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A aux États-Unis, et les actifs titrisés ne comprennent pas de prêts hypothécaires commerciaux.

Nous n'avons aucune participation ni aucun droit conservé dans ces conduits multicédants, et nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs détenus par les conduits multicédants. Nous fournissons certains services tels que ceux liés à la structuration des opérations et à l'administration, conformément aux ententes du conduit multicédants, à l'égard desquels nous touchons des commissions établies en fonction du marché. Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidité et des rehaussements de crédit partiels aux conduits multicédants, comme il est illustré dans le tableau 51. Les commissions touchées à l'égard de ces services, qui sont constatées à titre de revenus autres que d'intérêt, se sont chiffrées à 160 millions de dollars pour l'exercice (72 millions en 2007). Les engagements au titre des facilités de garantie de liquidité et des facilités de rehaussement de crédit sont pris en compte dans notre calcul de l'actif ajusté en fonction des risques et, par conséquent, ils ont une incidence sur nos besoins en matière de capital réglementaire.

Le total de nos engagements envers les conduits au titre des facilités de garantie de liquidité et des facilités de rehaussement de crédit est présenté dans le tableau 51 ci-dessous.

Facilités de liquidité et de rehaussement de crédit		Tableau 51						
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2008				2007			
	Valeur nominale des facilités engagées	Valeur nominale attribuable (2)	Prêts en cours	Risque de perte maximal total	Valeur nominale des facilités engagées	Valeur nominale attribuable (2)	Prêts en cours	Risque de perte maximal total
Facilités de garantie de liquidité	43 452 \$	37 080 \$	1 947 \$	39 027 \$	42 567 \$	38 726 \$	– \$	38 726 \$
Facilités de rehaussement de crédit	4 486	4 486	–	4 486	4 185	4 185	–	4 185
Total (1)	47 938 \$	41 566 \$	1 947 \$	43 513 \$	46 752 \$	42 911 \$	– \$	42 911 \$

(1) Représente les conduits multicédants que nous administrons.

(2) Selon le plafond de financement total lié aux facilités engagées.

Le montant total de l'engagement au titre des facilités de garantie de liquidité et des facilités de rehaussement de crédit à l'échelle du programme est supérieur au plafond de financement total établi par les conduits en vertu des conventions d'achat de créances. Le risque de perte maximal ne peut pas excéder le plafond de financement; par conséquent, le risque de perte maximal attribuable à nos facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit est inférieur au montant total de l'engagement au titre de ces facilités.

Le tableau 51 présente notre risque de perte maximal calculé en fonction du montant total auquel nous sommes exposés au titre des facilités de garantie de liquidité et des rehaussements de crédit partiels que nous

fournissons aux conduits multicédants, et il ne peut excéder 102 % du montant total des actifs achetés par les conduits ou qu'ils se sont engagés à acheter, plus le montant de tout prêt en cours. Au 31 octobre 2008, notre risque de perte maximal s'établissait à 43,5 milliards de dollars (42,9 milliards en 2007). Le montant maximal des actifs que les conduits pourraient être tenus d'acheter en vertu des engagements d'achat en cours se chiffrait à 42,7 milliards de dollars au 31 octobre 2008 (41,8 milliards en 2007). Les prêts en cours totalisaient 1,9 milliard de dollars au 31 octobre 2008 (néant en 2007). Sur l'ensemble des engagements d'achat en cours, les conduits multicédants avaient acheté au total pour 33,6 milliards de dollars d'actifs financiers au 31 octobre 2008 (29,3 milliards en 2007).

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2008			2007		
	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)
Actifs titrisés en cours						
Prêts sur cartes de crédit	12 281 \$	1 494 \$	16 286 \$	10 736 \$	984 \$	11 126 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	3 426	5 390	9 517	4 915	7 514	12 157
Créances clients	2 280	2 302	5 048	3 042	2 259	5 133
Prêts aux étudiants	3 670	–	4 420	2 808	–	2 653
Titres adossés à des actifs	2 360	–	2 843	1 941	–	1 834
Créances au titre du matériel	365	1 535	1 975	522	1 785	2 278
Prêts à la consommation	1 122	–	1 351	1 822	49	1 770
Créances au titre du financement des stocks des concessionnaires	327	187	581	326	187	495
Primes d'assurance	213	203	460	306	321	610
Autres prêts	276	–	333	–	–	–
Créances liées au marché de l'électricité	–	306	306	–	306	306
Prêts pour camions et crédit-bail pour camions	235	–	283	495	–	468
Prêts hypothécaires résidentiels	–	110	110	3 822	183	3 794
Créances sur prêts aux grandes entreprises	–	–	–	304	–	287
Total	26 555 \$	11 527 \$	43 513 \$	31 039 \$	13 588 \$	42 911 \$
Montant équivalent en dollars canadiens (1)	31 986 \$	11 527 \$	43 513 \$	29 323 \$	13 588 \$	42 911 \$

(1) Les montants en dollars américains sont convertis selon un taux de change de 1,2045 (0,9447 en 2007).

Pendant la dislocation des marchés du crédit en 2008, nous avons continué de conclure de nouvelles affaires. Au même moment, nous avons réduit de 4,5 milliards de dollars US notre exposition aux actifs libellés en dollars américains et réduit de 2,1 milliards notre exposition aux actifs libellés en dollars canadiens; par ailleurs, nous avons réduit notre exposition à certaines catégories d'actifs, notamment les prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis, les prêts-auto et le crédit-bail automobile aux États-Unis, augmenté le montant des rehaussements de crédit fournis par le cédant dans le cadre de nouvelles transactions, et augmenté nos commissions. Étant donné que 74 % des actifs des conduits multicédants sont des actifs libellés en dollars américains, le total des actifs titrisés en cours présenté dans le tableau 52 tient compte de l'incidence des variations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain. En appliquant le taux de change en vigueur en 2007, les actifs en cours auraient diminué d'environ 14,7 % pour s'établir à 36,6 milliards de dollars, entre le 31 octobre 2007 et le 31 octobre 2008, au lieu d'inscrire la hausse de 1,4 % reflétée dans le tableau précédent.

Les conduits multicédants acquièrent habituellement les actifs financiers dans le cadre d'opérations de titrisation de nos clients. Dans de telles situations, les cédants des actifs financiers continuent en général d'assurer la gestion des actifs respectifs, et ils fournissent généralement une certaine protection de crédit de premier niveau contre les pertes liées aux actifs sous la forme de rehaussements de crédit liés à chaque opération, ce qui réduit le risque global auquel nous sommes exposés. Cette protection de crédit pourrait prendre la forme d'actifs supplémentaires, d'espèces ou de droits de subordination liés aux flux de trésorerie. Dans bon nombre de cas, le montant de la protection de crédit de premier niveau contre les pertes correspond au montant le plus élevé entre un montant fixe et un multiple des mesures de rendement récentes, de sorte que si le rendement d'un actif régresse, le montant de la protection de crédit de premier niveau contre les pertes augmentera. Au 30 septembre 2008, la moyenne pondérée de la protection de crédit de premier niveau contre les pertes s'établissait à 35,7 % du total des actifs, ce qui correspond à un multiple de couverture d'environ 10 fois le taux de pertes annuel moyen pondéré prévu de 3,5 % lié au portefeuille d'actifs du client.

Plusieurs agences de notation de crédit indépendantes évaluent l'ensemble des opérations effectuées par les conduits multicédants. Au moins trois agences de notation, dont Moody's, S&P et Fitch, évaluent les opérations financées par nos conduits multicédants aux États-Unis. Les opérations effectuées par nos conduits multicédants au Canada sont évaluées par les quatre agences de notation suivantes : Moody's, S&P, Fitch et DBRS. Chaque agence de notation qui évalue ces opérations examine également le rendement continu des opérations sur une base mensuelle et peut publier des rapports présentant de l'information détaillée sur le portefeuille et le programme liés aux conduits.

Le papier commercial qu'émet chaque conduit multicédants est émis au nom de ce dernier et est assorti d'un recours à l'égard des actifs financiers que détient le conduit multicédants et il ne confère aucun droit de recours à notre égard, sauf par l'intermédiaire de notre participation dans des facilités de liquidité ou des facilités de rehaussement de crédit. Le papier commercial émis par les conduits totalise 33,6 milliards de dollars (42,9 milliards en 2007) et 74 % (78 % en 2007) de l'ensemble de ce papier commercial obtient généralement la cote la plus élevée de chaque agence de notation et la tranche restante du papier commercial obtient la deuxième cote en importance attribuée par chaque agence de notation. Nous achetons à l'occasion le papier commercial émis par les conduits, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter les liquidités générales du programme. Au 31 octobre 2008, la juste valeur de nos placements s'élevait à 598 millions de dollars, lesquels sont classés comme des titres détenus à des fins de transaction.

Un tiers non lié (l'investisseur assumant les pertes prévues) a accepté d'absorber les pertes sur créances (jusqu'à concurrence d'un montant contractuel maximal) qui pourraient survenir à l'égard des actifs des

conduits multicédants avant nous et les détenteurs de titres de créance des conduits multicédants (la position de perte de premier niveau des conduits multicédants). En contrepartie de la prise en charge de la position de perte de premier niveau des conduits multicédants, chacun des conduits multicédants verse à l'investisseur assumant les pertes prévues un rendement proportionnel à sa position de risque. En outre, chaque conduit multicédants a octroyé à l'investisseur assumant les pertes prévues des droits de vote importants, y compris le droit d'approuver toute opération avant que le conduit multicédants n'effectue un achat et qu'il ne finance l'opération. Nous ne consolidons pas les conduits multicédants.

En outre, notre structure de frais contribue à diminuer le risque auquel nous sommes exposés à l'égard du portefeuille. Au 31 octobre 2008, plus de 90 % des actifs titrisés sont financés par le recouvrement du coût de financement et d'autres frais; ainsi, le coût payé par nos clients correspond à la somme du coût de financement du conduit majoré d'une commission qui couvre le coût des facilités de crédit attribuables et les frais accessoires que nous ou des tiers engageons. Par conséquent, nous ne sommes pas exposés au risque de financement ou d'écart lié à ces actifs, qui pourraient survenir dans des marchés volatils.

En 2008, certains conduits multicédants ont effectué des prélèvements sur les facilités de garantie de liquidité. Le total des prêts en cours est compris dans le poste Prêts – Prêts de gros, et il représente le montant brut du prêt compte non tenu de provisions de 1,9 milliard de dollars, ce qui correspond à moins de 5 % des actifs titrisés en cours. Au 31 octobre 2008, la provision pour pertes sur prêts liée à ces prêts totalisait 65 millions de dollars (néant en 2007).

Création de produits de placement de crédit

Nous offrons des structures d'accueil généralement dans le but de transformer des dérivés de crédit en instruments de trésorerie, afin de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. Dans le cadre de ce processus, nous pouvons transférer nos actifs à ces structures d'accueil, mais nous sommes dans l'obligation de racheter ces actifs ultérieurement; nous pouvons aussi conclure des contrats sur dérivés, y compris des dérivés de crédit pour acheter une protection à l'égard de ces structures d'accueil (protection de crédit), afin de modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents et de répondre ainsi aux besoins des investisseurs. En notre qualité de contrepartiste, nous assumons en outre le risque de crédit connexe de contrepartie de la structure d'accueil.

Ces structures d'accueil émettent des effets capitalisés. Dans certains cas, nous investissons dans ces effets. Les agences de notation externes peuvent attribuer des cotes aux effets capitalisés. Par ailleurs, ces effets peuvent être cotés en Bourse et ils sont généralement négociés au moyen de systèmes de compensation d'obligations reconnus. Bien que l'on s'attende à ce que la plupart de ces effets soient vendus selon une stratégie d'achat à long terme, nous agissons occasionnellement à titre de teneur de marché. Certaines structures d'accueil émettent également des effets non capitalisés sous forme de dérivés de crédit de premier rang ou d'engagements de financement, et nous pouvons investir dans ces effets non capitalisés. Les investisseurs dans les effets capitalisés et non capitalisés assument en dernière analyse la responsabilité du coût relatif à tout paiement effectué par la structure d'accueil par suite de la protection de crédit qui nous est fournie. Nous consolidons les structures d'accueil à l'égard desquelles nos investissements dans les effets nous amènent à assumer la majorité des pertes prévues.

La création d'un tel produit nécessite maintes activités. Nous effectuons un certain nombre de ces activités, et des tiers indépendants ou des prestataires de services spécialisés se chargent des autres. À l'heure actuelle, pour les structures d'accueil avec lesquelles nous traitons, nous sommes les seuls à assurer leur montage et à mettre en place les swaps, en plus d'être le seul agent payeur et émetteur de la plupart de ces

structures d'accueil. Comme c'est le cas pour tous nos dérivés, les contrats sur dérivés conclus avec ces structures d'accueil sont comptabilisés à leur juste valeur dans les actifs et les passifs se rapportant aux dérivés.

Au 31 octobre 2008, les actifs dans ces structures d'accueil s'établissaient à 5,3 milliards de dollars (5,2 milliards en 2007), dont une tranche de 0,2 milliard était consolidée au 31 octobre 2008 (0,3 milliard en 2007). Au 31 octobre 2008, nos placements dans les effets capitalisés, les créances liées aux dérivés et les valeurs nominales des effets non capitalisés liés aux structures d'accueil non consolidées s'établissaient à 34 millions de dollars (290 millions en 2007), 599 millions (829 millions en 2007) et 648 millions (614 millions en 2007), respectivement.

Financement structuré

À l'exercice 2008, nous avons acheté des titres à enchères américains d'entités qui ont financé leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Le capital des prêts aux étudiants et les intérêts courus s'y rapportant sont en grande partie garantis par des organismes gouvernementaux des États-Unis. À titre d'agent de revente aux enchères pour ces entités, nous n'avons aucune obligation juridique d'acheter les billets émis par ces entités dans le cadre du processus d'enchères. Nous consolidons les entités relativement auxquelles nos placements dans des titres à enchères nous amènent à assumer la majorité des pertes prévues. Au 31 octobre 2008, le total des actifs des entités de titres à enchères non consolidées et la juste valeur de nos placements importants dans ces entités non consolidées s'établissaient à 9,2 milliards de dollars (0,2 milliard en 2007) et à 3,4 milliards (0,2 milliard en 2007), respectivement. Au 31 octobre 2008, environ 88 % de ces placements présentaient une cote AAA. Les intérêts créditeurs sur les placements dans des titres à enchères, qui sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt, se sont chiffrés à 93 millions de dollars pour l'exercice (2 millions en 2007 et néant en 2006).

Le 8 octobre 2008, nous avons annoncé que, dans le cadre d'un accord de principe visant un règlement avec certains organismes de réglementation américains, nous offrirons d'acheter, à la valeur nominale, pour une période de six mois commençant au plus tard le 15 décembre 2008, des titres à enchères détenus par des clients des services de courtage au détail américains admissibles aux fins de l'offre de rachat. Les clients remplissant les conditions requises qui ont vendu des titres à enchères admissibles en deçà de leur valeur nominale entre le 11 février 2008 et le 8 octobre 2008 recevront un montant équivalant à la différence entre la valeur nominale et le prix de la vente.

Au cours de l'exercice, nous avons vendu certains placements dans des titres à enchères à des programmes d'obligations encaissables par anticipation. Chaque programme d'obligations encaissables par anticipation est constitué d'une fiducie de rehaussement de crédit et d'une fiducie d'obligations encaissables par anticipation. Tous les titres à enchères vendus au programme d'obligations encaissables par anticipation sont soutenus par des lettres de crédit que nous avons émises et sont financés par l'émission de certificats à taux variable à l'intention d'un investisseur à court terme et d'un certificat résiduel à l'intention d'un tiers investisseur. Nous sommes l'agent de revente des certificats à taux variable et nous procurons des facilités de liquidité à chaque programme d'obligations encaissables par anticipation aux fins d'achat des certificats à taux variables qui ont été encaissés mais non revendus. Cependant, nous ne consolidons pas ces fiducies, car le détenteur du certificat résiduel est exposé à la majeure partie de la variabilité à laquelle ces fiducies sont assujetties. L'information sur les garanties présentée à la note 25 porte notamment sur les facilités de liquidité et sur les lettres de crédit. Au 31 octobre 2008, le total des actifs des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés aux titres à enchères se chiffrait à 1,4 milliard de dollars (néant en 2007), et les certificats à taux variable que nous détenons à titre d'agent de revente s'élevaient à néant (néant en 2007). Les commissions touchées à l'égard des services de revente et des lettres de crédit et facilités de liquidité fournies, qui sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt, se sont élevées à 3 millions de dollars pour l'exercice (néant en 2007; néant en 2006).

Au cours de l'exercice 2008, nous avons également vendu 465 millions de dollars de titres à enchères à la juste valeur de marché à l'intention d'une entité non affiliée et non consolidée. L'achat des titres à enchères par cette entité a été financé par un prêt que nous avons consenti, et le prêt est garanti par les divers actifs de l'entité. Nous sommes l'agent revendeur des titres à enchères. Nous fournissons à l'entité une facilité de crédit, certains services d'administration et des garanties soutenues par des nantissements en espèces. Cette entité conclut également des contrats de dérivés de taux d'intérêt avec d'autres contreparties qui sont exposées à la majeure partie de la variabilité à laquelle l'entité est assujettie; par conséquent, nous ne consolidons pas cette entité. Au 31 octobre 2008, le total des actifs de cette entité et notre risque maximal de perte s'établissaient à 4,7 milliards de dollars et à 500 millions, respectivement. Les commissions touchées à l'égard des services fournis à cette entité, qui sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt, se sont chiffrées à 4,0 millions de dollars au cours de l'exercice (0,3 million en 2007; néant en 2006). Les intérêts créditeurs sur le prêt et sur la facilité de crédit, qui sont comptabilisés dans le revenu net d'intérêt, ont totalisé 6,7 millions de dollars pour l'exercice (1,1 million en 2007; néant en 2006).

À l'occasion, nous investissons dans des entités sous forme de subtituts de prêt et de placements en titres de capitaux propres qui font partie des opérations structurées de manière à obtenir un résultat désiré, tel que la réduction de notre exposition à des actifs ou à des risques précis, l'accès indirect (à l'égard duquel les risques sont habituellement atténués) à des actifs financiers, le financement d'actifs donnés, le soutien et l'amélioration des rendements, ainsi que la satisfaction des exigences des clients. Ces

opérations se traduisent normalement par un rendement supérieur ou des coûts de financement moins élevés après impôts, par rapport à ceux liés au financement de contreparties qui ne sont pas des structures d'accueil, à la détention d'une participation directe dans des actifs financiers ou à l'obtention d'un financement figurant au bilan. Nous consolidons les entités à l'égard desquelles les droits que nous détenons nous amènent à assumer la majorité des pertes prévues. Au 31 octobre 2008, le total de l'actif des entités non consolidées dans lesquelles nous détenons des placements importants ou auxquelles nous avons accordé des prêts importants s'établissait à 3,5 milliards de dollars (4,8 milliards en 2007). Au 31 octobre 2008, le total des placements dans ces entités et des prêts consentis à ces entités était de 1,7 milliard de dollars (2,5 milliards en 2007), montant dont nous tenons compte dans nos bilans consolidés.

Fonds de placement

Nous concluons des opérations sur dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement contre des honoraires afin d'offrir aux investisseurs le degré de risque qu'ils souhaitent, et nous couvrons notre risque lié à ces dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous consolidons les fonds de placement lorsque nous assumons la majorité des pertes prévues des fonds. Au 31 octobre 2008, le total de l'actif des fonds que nous n'avons pas consolidés et dans lesquels nous détenons des droits importants s'établissait à 1,2 milliard de dollars (1,6 milliard en 2007). Au 31 octobre 2008, notre exposition totale s'élevait à 349 millions de dollars (423 millions en 2007) et elle visait principalement les placements dans les fonds.

Fiducies, fonds communs de placement et organismes de placement collectif

Notre coentreprise, RBC Dexia IS, offre des services de garde internationale, des services d'administration de fonds et de caisses de retraite, des services aux actionnaires, des services d'opérations de change et de prêt de titres ainsi que d'autres services connexes. En ce qui concerne les services d'administration fiduciaire ou de garde pour les fiducies personnelles ou institutionnelles, RBC Dexia IS doit, aux termes de sa responsabilité fiduciaire, agir au mieux des intérêts des bénéficiaires des fiducies. RBC Dexia IS touche des commissions au titre de ces services, et nous incluons dans nos revenus une tranche de 50 % de ces commissions, qui représente notre quote-part de notre participation dans la coentreprise. Se reporter à la note 9 des Notes complémentaires pour plus de détails.

Nous gérons les actifs des fonds communs de placement et des organismes de placement collectif et nous touchons des commissions fondées sur les taux du marché pour ces fonds et ces organismes, mais nous ne garantissons aucunement aux investisseurs le capital ni les rendements de ces fonds et de ces organismes.

Garanties

Nous concluons des ententes de garanties qui répondent à la définition de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée *Informations à fournir sur les garanties* (NOC-14), en contrepartie de frais inscrits à titre de revenus autres que d'intérêt. Les principaux types de garanties que nous offrons à des tiers sont des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de garantie financière, des garanties de bonne fin, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec recours et certaines ententes d'indemnisation.

Conformément au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, les garanties financières sont constatées en fonction de la juste valeur initiale de l'obligation liée à la garantie donnée. L'évaluation ultérieure des garanties financières à la juste valeur n'est pas requise, sauf si la garantie financière est admissible à titre de dérivé. Étant donné que la valeur comptable de ces garanties financières ne reflète pas le montant maximal possible de nos paiements futurs, nous continuons de considérer les garanties comme des arrangements hors bilan.

Au 31 octobre 2008, le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à ces garanties se chiffrait à 137 milliards de dollars (152 milliards en 2007). En outre, au 31 octobre 2008, les garanties pour prêt de titres de RBC Dexia IS totalisaient 45,7 milliards de dollars (63,5 milliards en 2007). Le risque auquel nous sommes exposés correspond à 50 % de ce montant. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximal en cas de défaut complet des parties aux garanties, sans qu'il soit tenu compte des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu des dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en gage.

Au 31 octobre 2008, nous disposons de facilités de garantie de liquidité d'un montant de 37,9 milliards de dollars (40,4 milliards en 2007) relativement à nos programmes de papier commercial adossé à des actifs, dont une tranche correspondant à 98 % (96 % en 2007) était engagée auprès de conduits multicédants gérés par RBC.

La note 25 des Notes complémentaires fournit des renseignements détaillés relatifs à la nature des types de garanties mentionnés ci-dessus et à l'exposition maximale potentielle liée à ces types de garanties.

Engagements vis-à-vis de la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons aussi des engagements à nos clients dans le but de les aider à combler leurs besoins en financement. Au nom de nos clients, nous concluons des lettres de crédit documentaire permettant à un tiers

de tirer des traites jusqu'à concurrence d'un montant établi et qui sont garanties par les livraisons de marchandises auxquelles elles se rapportent. Nous concluons des engagements de crédit qui représentent les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, d'acceptations bancaires ou de lettres de crédit. Nous avons

également des montants non engagés, à l'égard desquels nous nous réservons le droit de consentir du crédit à un emprunteur. Ces garanties et ces engagements nous ont exposés au risque d'illiquidité et de financement. Le tableau ci-après présente un sommaire détaillé de nos engagements hors bilan.

Engagements vis-à-vis de la clientèle de détail et engagements commerciaux (1)

Tableau 53

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Lettres de crédit documentaire	558 \$	– \$	– \$	– \$	558 \$
Engagements de crédit et facilités de liquidité	11 570	66 520	21 314	5 303	104 707
Montants non engagés (2)	–	170 780	–	–	170 780
	12 128 \$	237 300 \$	21 314 \$	5 303 \$	276 045 \$

(1) Basé sur la durée restante jusqu'à l'échéance.

(2) Les montants non engagés représentent les montants que nous pouvons choisir d'accorder à un emprunteur.

Information supplémentaire – Forum sur la stabilité financière

Le Forum sur la stabilité financière (FSF) réunit des hauts représentants des autorités financières internationales, notamment des banques centrales, des autorités de contrôle et des institutions financières internationales. Le 7 avril 2008, le FSF a présenté aux ministres des pays membres du G7 un rapport sur les conditions actuelles du marché du crédit. Parmi les principales recommandations figurant dans le rapport, mentionnons le fait que les entreprises doivent publier davantage d'information sur les risques auxquels elles sont exposées, ainsi que sur les méthodes d'évaluation et les réductions de valeur. Les informations que nous présentons sont dans l'ensemble conformes aux recommandations du FSF portant sur les questions qui revêtent de l'importance pour nous.

Nous fournissons des informations dans les rubriques suivantes de notre Rapport annuel :

- Rendement financier – Incidence du contexte du marché
- Gestion du risque – Risque de crédit et risque de marché
- Arrangements hors bilan
- Politiques et méthodes de détermination des justes valeurs, aux notes 1 et 2 des Notes complémentaires.

Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux prêts à risque et aux créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A sur le marché américain. Les risques figurant au bilan auxquels nous sommes exposés ont trait principalement à nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, dans des TGC liés à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et dans des prêts hypothécaires (prêts entiers), lesquels constituent des prêts plutôt que des titres. Les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et les TGC liés à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles peuvent être inscrits au bilan soit comme des titres détenus à des fins de transaction, soit comme des titres disponibles à la vente. Les prêts hypothécaires sont comptabilisés au coût après amortissement. Le tableau suivant présente la juste valeur de ces placements, déduction faite des opérations de couverture. Les risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain représentaient moins de 0,5 % du total de l'actif au 31 octobre 2008.

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

Tableau 54

	2008			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comporter des prêts à risque ou de catégorie Alt-A	
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)				
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	735 \$	1 749 \$	107 \$	2 591 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	125 \$	1 426 \$	– \$	
AA	64	196	–	
A	63	21	–	
BBB	6	88	–	
Inférieure à BBB-	4	18	93	
Total	262 \$	1 749 \$	93 \$	2 104 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	33 \$	30 \$	– \$	
2004	45	102	–	
2005	168	795	34	
2006	16	553	32	
2007	–	269	27	
Total	262 \$	1 749 \$	93 \$	2 104 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	293 \$	952 \$	– \$	1 245 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	555 \$	2 701 \$	93 \$	3 349 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux (réparti sur la courbe de référence du swap)	(4)\$	(40)\$	(2)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt (mouvement parallèle à la hausse sur la courbe de référence)	2	(2)	–
Augmentation de 20 % des taux de défaillance (taux de défaillance sur les hypothèques sous-jacentes détenues en garantie)	(2)	(18)	(2)
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé (remboursement anticipé du capital sur les hypothèques sous-jacentes détenues en garantie)	(17)	(58)	–

TGC par type de garantie, déduction faite des opérations de couverture
Tableau 55

(en millions de dollars canadiens)		Juste valeur au 31 octobre 2008
Juste valeur des TGC, déduction faite des opérations de couverture, par type de garantie		
TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A sur le marché américain		93 \$
TGC de sociétés		493
Total des TGC, déduction faite des opérations de couverture		586 \$

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 262 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 96 % de nos placements connexes présentaient une cote A ou supérieure, et 48 %, une cote AAA, sur une base nette, au 31 octobre 2008. Aucun de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles n'a été émis au cours de 2006 et 2007.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 1 749 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 81 % de nos placements connexes présentaient une cote AAA au 31 octobre 2008. Moins de 47 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis au cours des deux dernières années.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 93 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts

de catégorie Alt-A sur le marché américain. Cela représente moins de 16 % du montant total net de nos positions non couvertes sur nos placements directs dans les TGC, qui totalisait 586 millions de dollars.

Comme l'illustre le tableau 54, les modifications des hypothèses ont des répercussions relativement négligeables sur les risques nets liés à nos placements dans des prêts à risque et prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. La principale incidence tient à une diminution de 25 % des taux de paiement anticipé, qui occasionne une baisse de 4 % ou moins de la juste valeur de nos placements en prêts à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, déduction faite des opérations de couverture. Une augmentation des taux d'intérêt donne lieu à une hausse des flux de trésorerie disponibles relativement à la tranche de rang supérieur des titres de RBC, qui sont pour la plupart à taux variable. Des augmentations supplémentaires de l'écart de taux ou des taux de défaillance réduisent la juste valeur nette d'environ 2 % ou moins, car la plupart de nos placements sont assortis de cotes AAA ou constituent des titres de premier rang compris dans la structure du capital.

Structures d'accueil

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil. Ces dernières sont habituellement créées dans un but unique et distinct, leur durée de vie est souvent limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à l'organisation cédante, qui peut être un de nos clients ou notre organisation. Les structures d'accueil ne sont pas des entités en exploitation et elles n'ont généralement aucun effectif. En vertu des PCGR, nous pouvons comptabiliser ou non les structures d'accueil dans notre bilan. Se reporter à la section Arrangements hors bilan pour une analyse détaillée de nos structures d'accueil hors bilan.

Se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations, ainsi qu'à la note 6 des Notes complémentaires, pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) ou sur celles dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements supplémentaires sur ces EDDV au 31 octobre 2008.

Entités à détenteurs de droits variables
Tableau 56

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2008						
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (2)	Total de l'actif par cote de crédit				Aucune cote
			AAA et AA	A	BBB	BB et cote plus faible	
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :							
Conduits multicédants (3)	42 698 \$	43 513 \$	22 377 \$	18 982 \$	1 136 \$	203 \$	– \$
EDDV de financement structuré	15 245	5 319	9 762	1 293	–	–	4 190
EDDV de création de produits de crédit	2 649	1 281	981	68	255	691	654
Fonds de placement	1 182	349	–	–	–	–	1 182
Conduits de tiers	734	386	431	244	59	–	–
Autres	155	63	–	–	–	–	155
	62 663 \$	50 911 \$	33 551 \$	20 587 \$	1 450 \$	894 \$	6 181 \$
EDDV consolidées :							
EDDV de financement structuré	1 688 \$	–	536 \$	1 152 \$	– \$	– \$	– \$
Fonds de placement	1 268	–	–	–	–	–	1 268
EDDV de création de produits de crédit	196	–	196	–	–	–	–
Structures de rémunération	76	–	–	–	–	–	76
Autres	113	–	–	–	–	–	113
	3 341 \$		732 \$	1 152 \$	– \$	– \$	1 457 \$

(en millions de dollars canadiens)	2008								
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (2)	Total de l'actif par durée moyenne jusqu'à l'échéance				Total de l'actif selon l'emplacement géographique des emprunteurs		
			Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans objet	Canada	États-Unis	Autres pays
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :									
Conduits multicédants (3)	42 698 \$	43 513 \$	17 274 \$	23 036 \$	2 388 \$	– \$	11 301 \$	29 201 \$	2 196 \$
EDDV de financement structuré	15 245	5 319	27	126	10 402	4 690	–	15 245	–
EDDV de création de produits de crédit	2 649	1 281	–	–	2 649	–	–	2 649	–
Fonds de placement	1 182	349	–	15	–	1 167	325	459	398
Conduits de tiers	734	386	719	15	–	–	734	–	–
Autres	155	63	–	–	–	155	44	111	–
	62 663 \$	50 911 \$	18 020 \$	23 192 \$	15 439 \$	6 012 \$	12 404 \$	47 665 \$	2 594 \$
EDDV consolidées :									
EDDV de financement structuré	1 688 \$	–	–	–	1 688 \$	– \$	– \$	1 688 \$	– \$
Fonds de placement	1 268	–	–	–	–	1 268	–	600	668
EDDV de création de produits de crédit	196	–	196	–	–	–	–	–	196
Structures de rémunération	76	–	–	–	–	76	76	–	–
Autres	113	–	–	–	113	–	14	35	64
	3 341 \$		196 \$	– \$	1 801 \$	1 344 \$	90 \$	2 323 \$	928 \$

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 des Notes complémentaires. Se reporter à la note 6 pour des renseignements plus détaillés sur ces montants.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) Représente seulement les conduits multicédants que nous gérons.

La distribution des risques liés aux actifs au sein des EDDV présentée dans le tableau ci-dessus reflète la qualité du crédit des garanties sous-jacentes à ces actifs, tandis que les actifs ou les garanties sous-jacents liés à certaines EDDV ne sont assortis d'aucune cote. Les actifs qui ne sont assortis d'aucune cote comprennent notamment les dérivés, les parts de fonds communs de placement ou de fonds de couverture ainsi que les prêts aux particuliers ou les prêts privés.

Plus de 86 % des actifs dans des EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A. Plus de 56 % des actifs dans des EDDV consolidées sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A. Les actifs dans les EDDV figurant dans le bilan et hors bilan proviennent principalement des États-Unis et ont différentes dates d'échéance.

Conduits multicédants

Les conduits multicédants que nous administrons représentent plus de 68 % du total des actifs des EDDV que nous ne consolidons pas, au 31 octobre 2008, et ils servent principalement à titriser des actifs financiers des clients. Nous administrons ces conduits multicédants en Amérique du Nord.

Nous achetons du papier commercial émis par nos conduits multicédants en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter les liquidités générales du programme. Au 31 octobre 2008, la juste valeur de nos placements s'élevait à 598 millions de dollars, et ces placements sont classés comme détenus à des fins de transaction. Nous surveillons nos droits variables dans les conduits multicédants afin de nous assurer que nous ne serons pas tenus de consolider des conduits multicédants en vertu des PCGR.

Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidité et des rehaussements de crédit partiels aux conduits multicédants. Se reporter à la section Arrangements hors bilan pour une analyse du total des engagements et des montants en cours au titre des facilités de liquidité et de rehaussement du crédit des conduits multicédants aux 31 octobre 2008 et 2007, et pour des renseignements détaillés sur le risque de perte maximal par type d'actifs des clients au 31 octobre 2008.

Dans le cas des facilités consenties, nos conduits multicédants achètent des actifs financiers jouissant d'une qualité du crédit élevée, principalement auprès de nos clients, et ils financent en majorité ces achats au moyen de l'émission de papier commercial assorti d'une cote élevée et offert à escompte. Il existe, pour les actifs achetés, des facilités de garantie de liquidités sous-jacentes, qui égalent généralement 102 % des plafonds de financement établis par les conduits en vertu des conventions d'achat de créances. Les facilités de garantie de liquidité servent principalement à fournir une autre source de financement advenant le cas où nos conduits multicédants n'auraient pas accès au marché du papier commercial. Nous fournissons la facilité de garantie de liquidité liée à

l'opération. Nous fournissons également une facilité de rehaussement de crédit à l'échelle du programme, qui représente au moins 10 % de la valeur nominale du papier commercial en circulation. Le montant total de l'engagement au titre des facilités de garantie de liquidité et de la facilité de rehaussement de crédit à l'échelle du programme est supérieur au plafond de financement total établi par les conduits en vertu des conventions d'achat de créances. Le montant maximal potentiel des paiements ou de la perte ne peut pas excéder le plafond de financement; par conséquent, le risque de perte maximal attribuable à nos facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit est inférieur au montant total de l'engagement au titre de ces facilités.

PCAA canadien non commandité par des banques

Des facilités de liquidités totalisant 185 millions de dollars, qui sont incluses dans le risque de perte maximal des conduits de tiers présenté ci-dessus, sont en place afin de soutenir des conduits multicédants canadiens non administrés par des banques. Ces facilités demeurent inutilisées. Au 31 octobre 2008, nous détenons des placements de 2,6 millions de dollars en papier commercial de tiers non commandité par des banques en vertu de l'Accord de Montréal (valeur nominale de 10,5 millions); les liquidités sont fonction des perturbations générales sur le marché, et nous ne sommes pas un acteur important dans ce marché, ni en tant que distributeur ni en tant que fournisseur de liquidités. Le marché lié à nos autres placements demeure liquide et actif. Pour des renseignements supplémentaires sur notre participation aux activités de restructuration du papier commercial adossé à des actifs non commandités par des banques, se reporter à la note 25 des Notes complémentaires.

Instruments de placement structurés

Au 31 octobre 2008, nous avons des dérivés de taux d'intérêt conclus dans le cours normal de nos activités totalisant 108 millions de dollars, conclus au moyen d'instruments de placement structurés. Nous ne détenons pas de papier commercial émis au moyen d'instruments de placement structurés. Nous ne gérons aucun instrument de placement structuré.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types d'entités. Ils ne comprennent pas le financement de première qualité ni le financement de qualité inférieure pour lequel nous ne participons pas aux placements privés. Le tableau suivant présente le total de nos engagements de financement émis et non émis par secteur géographique et par secteur d'activité, lequel représente moins de 0,6 % du total de notre actif.

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients		Tableau 57	
		2008	
		Engagements non capitalisés	Risque lié aux engagements capitalisés
			Risque total
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)			
Financement avec endettement par secteur géographique			
Canada		226 \$	935 \$
États-Unis		434	1 327
Europe		370	1 730
		1 030 \$	3 992 \$
Financement avec endettement par type			
Placements privés dans des infrastructures ou des services essentiels		265 \$	1 340 \$
Placements privés dans d'autres entités		765	2 652
		1 030 \$	3 992 \$
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)			
Risque par secteur d'activité		2008	
Communications/médias/télécommunications			567 \$
Biens de consommation et produits industriels			993
Énergie			70
Services financiers autres que ceux fournis par des banques			234
Soins de santé			348
Infrastructures			1 341
Services publics			387
Immobilier			52
Total			3 992 \$

Outre l'assurance spécialisée décrite à la section Incidence du contexte du marché, nous souscrivons directement et indirectement des polices d'assurance auprès d'assureurs spécialisés, lesquelles couvrent les actifs non liés au marché des prêts à risque, comme il est décrit dans le tableau et dans les paragraphes qui suivent.

Polices d'assurance souscrites directement et indirectement auprès d'assureurs spécialisés

Tableau 58

	Au 31 octobre 2008	
	Valeur en capital/nominale	Juste valeur
(en millions de dollars canadiens)		
Financial Security Assurance Holdings Ltd. (FSA)	375 \$	45 \$
Syncora Holdings Ltd. (auparavant XL Capital Ltd.)	288	42
AMBAC Financial Group (AMBAC)	235	57
Total	898 \$	144 \$

Comme l'illustre le tableau précédent, nous détenions, au 31 octobre 2008, des polices d'assurance totalisant 898 millions de dollars souscrites auprès d'assureurs spécialisés; ces polices couvrent le risque de défaillance par l'émetteur ou la contrepartie relativement aux actifs détenus à des fins de transaction non liés au marché des prêts à risque, qui se composent de TGC ou de titres adossés à des prêts avec flux groupés de sociétés et de swaps de taux. La juste valeur comptabilisée relativement à ces polices d'assurance s'élevait à 144 millions de dollars au 31 octobre 2008.

Nous sommes également exposés à un risque indirect lié aux polices d'assurance souscrites auprès d'assureurs spécialisés, en raison des actifs que nous détenons et des facilités de liquidités que nous fournissons. Les assureurs spécialisés fournissent de l'assurance cautionnement sur les actifs de tiers que nous détenons, tels que les obligations sur le marché municipal américain, les titres à enchères et les CPG, les swaps de taux, les obligations du secteur de l'infrastructure publique et les CPG garantis. Dans de tels cas, nous bénéficions de la protection fournie par ce contrat. La valeur en capital/nominale de ces actifs s'élevait à 2 124 millions de dollars au 31 octobre 2008. La majorité de ces actifs sont détenus dans notre portefeuille de négociation, et les variations de la juste valeur sont reflétées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des

activités de négociation, tandis que la valeur implicite de l'assurance est reflétée dans la juste valeur de l'actif (1). Nous fournissons par ailleurs des facilités de liquidités de 968 millions de dollars à certains clients au titre de leurs programmes d'émissions d'obligations à l'égard desquels une assurance a été souscrite auprès d'un assureur spécialisé dans le cadre du programme sur lesquelles une tranche de 30,5 millions avait été prélevée au 31 octobre 2008.

(1) Avec prise d'effet le 1^{er} août 2008, nous avons adopté les modifications liées au reclassement apportées aux normes du *Manuel de l'ICCA* et, au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008, nous avons reclassé dans les titres disponibles à la vente certains actifs financiers qui étaient inscrits dans les titres détenus à des fins de transaction. Par suite de ce reclassement, les gains ou les pertes ne sont plus constatés dans le résultat net; ils sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu et feront l'objet d'un test de dépréciation à chaque date du bilan, afin de déterminer si des pertes non réalisées ont subi une perte de valeur durable. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 3 des Notes complémentaires.

Autres informations sur le FSF

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 391 millions de dollars au 31 octobre 2008.

Gestion du risque, du capital et des liquidités

Aperçu

Contexte de gestion des risques

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. En 2008, les marchés et l'économie ont été gravement touchés par la dégradation du marché du crédit de même que par la situation d'illiquidité générale et les niveaux élevés de volatilité sur les marchés des capitaux. La détérioration du contexte économique, les tendances négatives de la qualité du crédit et la volatilité des marchés ont donné lieu à un profil de risque accru.

Le manque de liquidités sur les marchés des capitaux présente un risque important pour le secteur bancaire mondial, qui doit alors composer avec des insuffisances de financement et une incapacité à évaluer et à céder les actifs. Ce manque de liquidités entraîne un changement des conditions du secteur des services financiers à l'échelle mondiale.

Le ralentissement de la croissance économique et le resserrement du crédit se traduisent par une augmentation des taux de faillite et une détérioration de la qualité de crédit des particuliers et des entreprises, qui se reflète dans l'augmentation des prêts en souffrance et des prêts douteux. L'étendue de cette détérioration en 2009 est encore très incertaine. La volatilité des marchés boursiers a entraîné, et continuera d'entraîner, un risque de marché plus élevé et des pertes pour certaines entreprises des marchés financiers et certains portefeuilles de placement.

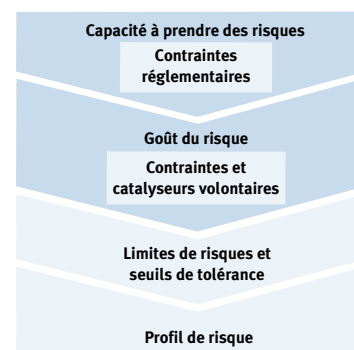
Nous gérons ces risques en cherchant à nous assurer que nos activités commerciales et nos opérations se traduisent par un équilibre adéquat entre le rendement obtenu et les risques assumés et qu'ils s'alignent sur notre goût du risque.

Notre processus de gestion du risque est étayé par de saines pratiques en matière de gestion des risques et par des cadres de gestion du risque généraux qui sont efficaces, notamment la gestion du capital et des liquidités. La pierre angulaire de ces cadres de gestion du risque consiste en une culture de gestion du risque bien établie, qui est étayée par des politiques, procédures et plafonds rigoureux appliqués à l'échelle de l'entreprise et nécessitant la participation de nos spécialistes de la gestion du risque ainsi que des secteurs d'exploitation et des autres unités fonctionnelles. Ce partenariat vise à assurer l'alignement continu de notre goût du risque et de nos stratégies et activités commerciales.

Goût du risque

Le cadre de gestion lié à notre goût du risque fournit une démarche structurée qui permet de déterminer la nature et le montant des risques que nous pouvons accepter et que nous sommes disposés à accepter aux fins de l'atteinte de nos objectifs. Ce cadre inclut les processus suivants :

- l'établissement des contraintes réglementaires qui limitent notre capacité à accepter le risque et nous aident à déterminer notre capacité à prendre des risques, laquelle correspond au risque maximal et au type de risque que nous pouvons prendre en charge;
- l'établissement et la confirmation, sur une base régulière, des contraintes et des catalyseurs volontaires en vertu desquels nous avons choisi de limiter les risques que nous prenons ou d'exercer une influence sur ces risques sont définis comme notre « goût du risque »;
- la conversion de notre goût du risque en limites de risques et en seuils de tolérance qui servent de lignes directrices à nos secteurs d'exploitation aux fins de la prise de risques;
- l'évaluation et le suivi de notre profil de risque par rapport aux limites de risques et aux seuils de tolérance.



Une évaluation de notre profil de risque par rapport à notre goût du risque est revue chaque trimestre par la haute direction. Cette évaluation porte principalement sur les aspects de notre profil de risque actuel qui peuvent se rapprocher de nos contraintes volontaires.

Nos contraintes volontaires approuvées par le Conseil sont les suivantes :

- Cibler une cote AA pour nos titres d'emprunt de premier rang, selon une évaluation fondée sur les mêmes critères que ceux établis par des agences de notation à l'égard de banques affichant des cotes similaires.
- Afficher des ratios de capital solides.
- Limiter notre goût pour la volatilité des résultats, y compris l'incidence de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des réductions de valeur.
- Limiter l'incidence potentielle d'une variation des taux d'intérêt dans les limites des seuils établis.
- Maintenir une gestion rigoureuse et prudente du risque d'illiquidité et de financement.
- Maintenir une faible exposition aux événements entraînant un risque d'écart supérieur à la normale (c'est-à-dire dont la probabilité est faible, mais l'incidence défavorable élevée).
- S'assurer d'être conformes aux obligations juridiques et réglementaires.

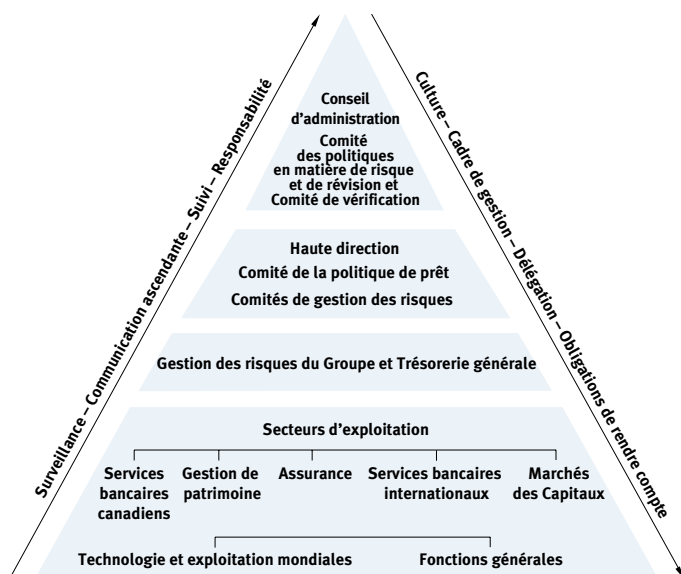
Principes de gestion du risque

Nous appliquons les six principes généraux suivants au processus d'établissement, de suivi et de gestion des risques au sein de l'entreprise :

- Pour assurer l'équilibre entre les risques et les récompenses, nous assurons la concordance entre notre goût du risque et notre stratégie commerciale; nous diversifions les risques; nous établissons les prix en fonction des risques; nous atténuons les risques au moyen de contrôles préventifs; nous transférons les risques à des tiers.
- Tous les échelons de l'organisation sont responsables de la gestion du risque. La direction de chaque secteur d'exploitation est responsable de tous les risques pris dans le cadre des activités du secteur, et les unités fonctionnelles Gestion des risques du Groupe, Technologie et exploitation mondiales (TEM) et Fonctions générales fournissent à cette fin des lignes directrices et assurent une surveillance.
- Nous basons notre processus efficace de prise de décisions sur notre compréhension approfondie des risques.
- Nous évitons toute activité commerciale qui ne cadre pas avec nos valeurs, notre code de conduite ou nos politiques.
- Nous nous assurons que les services que nous fournissons répondent aux besoins des clients et que ces derniers en ont une bonne compréhension.
- Nous nous assurons que des jugements appropriés sont exercés dans toute l'organisation aux fins de la gestion du risque.

Gouvernance du risque

La pyramide de structure générale de gouvernance du risque ci-dessous illustre les rôles et responsabilités des diverses parties prenantes.



Le Conseil et ses comités

Le Conseil d'administration fournit des services de surveillance et s'acquitte de son mandat de gestion du risque par l'entremise du Comité des politiques en matière de risque et de révision et du Comité de vérification.

Le Comité des politiques influe sur notre culture en matière de gestion du risque en plus de la définir et s'assure que la direction a mis en œuvre des politiques, des processus et des contrôles visant à gérer les risques importants et que nous nous conformons à la *Loi sur les banques* (Canada) et aux autres lois et règlements pertinents.

Le Comité de vérification fournit des services de surveillance afin d'assurer l'intégrité des états financiers, il procède à un examen du caractère approprié et de l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle et il s'assure que les politiques en matière de gestion des liquidités, du financement et du capital ont été mises en œuvre.

Haute direction et Comité de la politique de prêt

La Haute direction se compose des cadres dirigeants et elle a à sa tête le président et chef de la direction. C'est à la haute direction qu'incombe la responsabilité générale de notre stratégie et sa mise à exécution, et elle doit à cette fin donner le ton. Les activités de surveillance des risques incombent principalement au Comité de la politique de prêt, ainsi qu'aux cinq comités de gestion des risques suivants :

- Le Comité actif-passif examine, recommande et approuve les cadres touchant la gestion du capital, la gestion du risque de taux d'intérêt à l'échelle de l'entreprise, les prix de cession interne des fonds, les liquidités et le financement, ainsi que la gouvernance des filiales.
- Le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation soutient directement notre processus de gestion des risques liés à l'environnement réglementaire, à la conformité et à la réputation.
- Le Comité d'examen de la politique est le principal responsable de l'approbation des risques liés aux politiques, aux produits et aux services.
- Le Comité de surveillance des montages financiers procède à l'examen des montages financiers et des prêts complexes.
- Le Comité de la gouvernance d'entreprise – États-Unis est responsable de toutes les questions de gouvernance touchant nos activités aux États-Unis.

Le Comité de la politique de prêt approuve les politiques et produits de crédit comportant des risques importants et recommande au Conseil d'administration, à des fins d'approbation, les opérations de crédit comportant des risques supérieurs aux risques pour lesquels des pouvoirs d'approbation ont été délégués à la haute direction. Il procède également à un examen de l'information présentée relativement au risque de crédit à l'échelle de l'entreprise, ainsi que des principaux risques auxquels nous sommes exposés et des principaux processus, et il s'assure que les informations sur les questions liées au risque de crédit et sur la gestion de ce risque sont communiquées en temps utile au Conseil d'administration.

Gestion des risques du Groupe et Trésorerie générale

La Gestion des risques du Groupe collabore étroitement avec nos secteurs d'exploitation afin de déterminer, d'évaluer, d'atténuer et de surveiller tous les risques avec lesquels nous devons composer. En collaboration avec le président et chef de la direction et les autres membres de la haute direction, le chef de la gestion des risques et la Gestion des risques du Groupe sont principalement chargés de promouvoir notre culture de gestion du risque. Les responsabilités du chef de la gestion des risques et de la Gestion des risques du Groupe incluent :

- l'élaboration d'un processus exhaustif d'établissement et d'approbation des risques;
- l'élaboration de méthodes d'évaluation des risques adéquates;
- l'élaboration de contrôles et de plafonds liés aux risques, de manière à assurer une diversification des risques adéquate et à optimiser le rapport risque-rendement de chaque portefeuille et de chaque opération;
- le suivi des niveaux de risque et la communication aux cadres dirigeants et au Conseil d'administration de l'information concernant les principaux risques que nous assumons ou avec lesquels nous devons composer;
- l'exercice d'un rôle catalyseur aux fins de l'établissement et de la communication de notre goût du risque.

La Trésorerie générale est responsable de la gestion et de la surveillance de notre position de capital, du risque de taux d'intérêt à l'échelle de l'entreprise, ainsi que du risque d'illiquidité et de financement, et de la communication d'informations sur leur sujet. Elle recommande les politiques et les pouvoirs liés à l'établissement, à l'évaluation et à la gestion du risque d'illiquidité et de financement par l'entremise du Comité actif-passif et du Comité de la politique de prêt, aux fins de leur approbation par le Comité de vérification.

Secteurs d'exploitation et groupes de soutien

Les secteurs d'exploitation, le groupe Technologie et exploitation mondiales et le groupe Fonctions générales sont également responsables de la gestion du risque. Leurs responsabilités sont les suivantes : i) assumer la responsabilité des risques avec lesquels ils doivent composer; ii) aligner la stratégie commerciale sur le goût du risque; iii) cerner, contrôler et gérer les risques assumés.

Évaluation des risques

Notre capacité à évaluer les risques est une composante clé de notre processus de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise. Certaines méthodes d'évaluation s'appliquent à divers types de risques, tandis que certaines autres ne s'appliquent qu'à un seul type de risque. Bien que l'évaluation quantitative des risques soit importante, nous nous appuyons également sur des facteurs qualitatifs. Nos modèles et techniques d'évaluation font continuellement l'objet d'évaluations indépendantes afin de déterminer leur pertinence et leur fiabilité. Dans le cas des types de risques difficiles à quantifier, nous accordons une plus grande importance aux facteurs de risque qualitatifs et à l'évaluation des activités afin d'évaluer le niveau de risque général et de nous assurer qu'il s'aligne sur notre goût du risque.

Pertes prévues

Les pertes prévues représentent les pertes auxquelles la conduite des affaires normales est susceptible de donner lieu dans une période de temps donnée selon les prévisions statistiques.

En ce qui concerne le risque de crédit, les principaux paramètres utilisés pour évaluer nos pertes prévues sont la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance et le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. Ces paramètres se fondent sur l'expérience en matière de pertes et ils sont étayés par des analyses comparatives et mis à jour régulièrement. Ils se définissent comme suit :

- **Probabilité de défaillance : pourcentage estimatif qui représente la probabilité qu'un cas de défaillance par les débiteurs se produise dans un délai de un an lorsqu'une cote donnée a été attribuée ou qu'un portefeuille d'expositions existe.**
- **Perte en cas de défaillance : pourcentage estimatif du risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance susceptible de donner lieu à des pertes advenant un cas de défaillance par un débiteur.**
- **Risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance : valeur en dollars estimative du montant brut prévu de l'exposition liée à une facilité lorsqu'une défaillance par un débiteur se produit avant la constatation de provisions spécifiques ou de radiations partielles.**

En ce qui concerne le risque du marché lié aux activités de négociation, nous utilisons une technique statistique, soit la valeur à risque (VAR), pour évaluer les pertes prévues. La valeur à risque constitue une mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur marchande maximale que subirait nos portefeuilles de négociation en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché sur une période de un jour. Se reporter à la rubrique Risque du marché pour plus de détails. En ce qui concerne le risque de crédit lié aux activités de négociation, nous utilisons un modèle statistique afin d'établir un profil d'exposition au risque de crédit en modélisant l'évolution potentielle de la valeur du portefeuille des opérations conclues avec chaque contrepartie sur leur durée de vie, selon des taux et des prix du marché simulés, dans le but d'estimer notre exposition prévue au risque de crédit et nos pertes prévues. Le modèle tient compte d'un risque de fausse orientation dans l'éventualité où notre exposition à une contrepartie particulière augmenterait alors que sa qualité de crédit diminue; nous utilisons alors la valeur reflétant la pire situation d'exposition.

Pertes imprévues et capital économique

Les pertes imprévues représentent une estimation statistique de l'excédent des pertes réelles sur les pertes prévues pour un horizon donné, évalué en fonction d'un niveau de confiance précis. Nous utilisons, à l'échelle de l'entreprise, le capital économique pour estimer les pertes imprévues liées à nos activités commerciales. Nous calculons le capital économique en estimant le niveau de capital requis pour couvrir les risques, compte tenu de nos normes de solvabilité et cotes de crédit cibles. Le recours au capital économique à titre de mesure du risque nous permet d'évaluer la performance des opérations et des portefeuilles sur une base plus comparable ajustée en fonction des risques. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Analyse de sensibilité et évaluation des facteurs de stress

Les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress sont des techniques d'évaluation du risque qui nous aident à assurer que les risques que nous prenons n'excèdent pas notre goût du risque et que le niveau de capital demeure adéquat. Les analyses de sensibilité consistent notamment à varier les paramètres d'entrée et les hypothèses des modèles afin d'évaluer l'incidence sur diverses mesures du risque. Les évaluations des facteurs de stress nous aident à déterminer l'incidence potentielle de la volatilité extrême des marchés et des conditions économiques difficiles sur l'entreprise.

Notre programme d'évaluation des facteurs de stress à l'échelle de l'entreprise utilise des scénarios de stress élaborés de manière prudente à partir d'événements peu susceptibles de se produire, mais qui pourraient avoir une incidence défavorable sur le marché et l'économie. Nous évaluons des groupes de scénarios de stress communs en intégrant des paramètres d'entrée pertinents afin d'obtenir un aperçu, à l'échelle de l'entreprise, des incidences sur nos résultats financiers et nos besoins de trésorerie. À partir de prévisions macroéconomiques, le programme établit l'incidence des facteurs de stress sur divers types de risque à l'échelle de l'entreprise.

Voici quelques scénarios utilisés : une légère récession, une récession sévère, un ralentissement du marché immobilier, une crise du secteur financier, une stagflation et la volatilité des prix de l'énergie. La conjoncture économique actuelle s'apparente aux hypothèses que nous avons formulées dans le cadre de notre scénario de récession légère.

Validation des modèles

Nous évaluons et gérons les différents types de risque à l'aide de modèles. Nous avons recours à un processus de validation globale en vertu duquel nous révisons les modèles, les paramètres d'entrée et les données obtenues. Dans le cadre de ce processus, nous examinons notamment les données utilisées, les fondements logiques et théoriques sur lesquels repose le modèle, le processus de traitement, l'interprétation des données obtenues et l'utilisation stratégique des résultats tirés du modèle. Notre processus de validation des modèles est conçu afin de nous assurer que tous les facteurs de risque sous-jacents sont cernés et atténués avec succès. Afin d'assurer la solidité de nos techniques d'évaluation, la validation des modèles est effectuée par des spécialistes du risque n'ayant aucun lien avec les personnes responsables de l'élaboration et de l'application des modèles et des hypothèses. Si une validation indépendante ne peut être réalisée à l'interne (p. ex., pour des modèles particulièrement spécialisés), nous embauchons des experts indépendants pour valider le modèle.

Contrôle du risque

Nous avons recours à un processus exhaustif de contrôle du risque à l'appui de notre démarche de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise. Le processus de contrôle repose sur le cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise, les cadres de gestion propres à chaque risque, le cadre de gestion du capital et le cadre de gestion des liquidités. Ces cadres établissent les fondements en vue de l'élaboration et de la communication de politiques, la mise en œuvre de processus officiels d'examen et d'approbation des risques, ainsi que l'établissement des pouvoirs délégués et des limites de risque fixées. La mise en œuvre de contrôles du risque solides permet d'optimiser le rapport risque-rendement de chaque portefeuille et de chaque opération.

Notre cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise offre un aperçu de notre programme visant à cibler, à mesurer et à contrôler les risques importants auxquels nous sommes confrontés et à communiquer de l'information à leur sujet.

Nos cadres et politiques de gestion du risque sont structurés selon les quatre niveaux suivants :

Structure de notre politique de gestion du risque

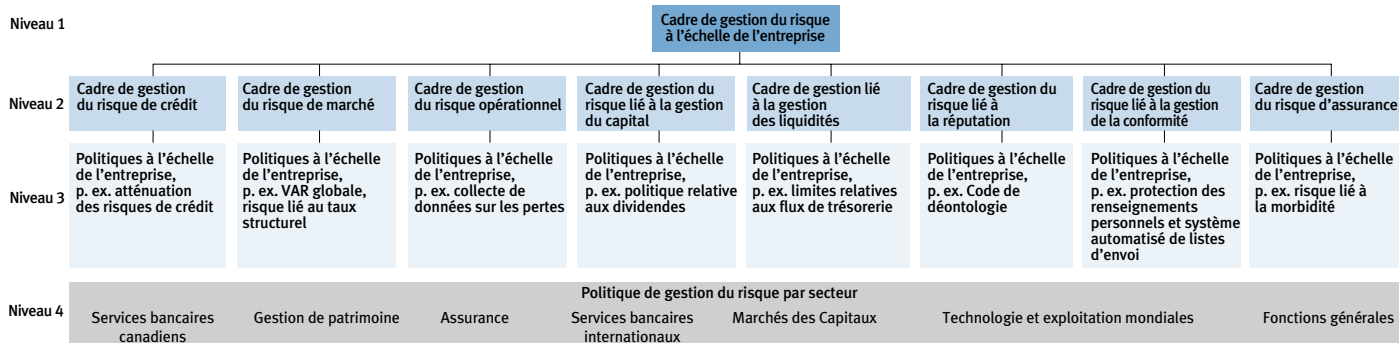
Niveau 1 : Cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise : nos cadres et politiques de gestion propres à chaque risque reposent sur ce cadre, au moyen duquel la direction donne le ton.

Niveau 2 : Cadres de gestion propres à chaque risque : ces cadres de gestion individuels exposent plus en détail chaque type de risque, ainsi que les points suivants :

- les méthodes utilisées pour cerner et évaluer les risques, pour assurer leur suivi et pour présenter de l'information à leur sujet;
- les principales politiques;
- les rôles et responsabilités liés à un risque donné.

Niveau 3 : Cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise : ces politiques constituent des critères minimaux auxquels nos secteurs d'exploitation, la Technologie et exploitation mondiales ainsi que les Fonctions générales doivent satisfaire relativement à divers types de risques.

Niveau 4 : Politiques et procédures propres aux secteurs d'exploitation et à la Technologie et exploitation mondiales : les secteurs d'exploitation et la Technologie et exploitation mondiales élaborent ces politiques et procédures afin de gérer les risques qui sont propres à leurs activités.



Processus d'examen et d'approbation des risques

Nos processus d'examen et d'approbation des risques sont élaborés par la Gestion des risques du Groupe, en fonction de la nature, de l'importance et de la complexité du risque visé. En règle générale, dans le cadre du processus, une personne, un groupe ou un comité indépendants procède à l'examen officiel des risques et approuve ceux-ci. Les responsabilités au chapitre de l'approbation sont régies par les pouvoirs délégués, selon les quatre catégories suivantes :

- **Opérations** : nous nous efforçons de nous assurer que des processus d'évaluation des risques ont été mis en œuvre aux fins de l'examen et de l'approbation de tous les types d'opérations, y compris les opérations liées aux produits de crédit.
- **Montages financiers et prêts complexes** : le Comité de surveillance des montages financiers procède à l'examen des nouveaux montages financiers et des opérations qui entraînent d'importants risques liés à la réputation, risques liés à l'environnement réglementaire et juridique, risques comptables ou risques fiscaux.
- **Projets et initiatives** : le processus de documentation de l'évaluation des risques est régularisé dans le cadre de l'examen et de l'approbation, par la Gestion des risques du Groupe et par les Fonctions générales, de chaque demande d'approbation de projet (DAP).
- **Nouveaux produits et services** : nos politiques et procédures aux fins de l'approbation de produits et services nouveaux ou modifiés visent à assurer que nos produits et services font l'objet d'un processus d'examen et d'approbation exhaustif et rigoureux, qui vise à tenir compte de tous les risques connexes, tout en facilitant les occasions d'affaires.

Pouvoirs et limites

Par l'entremise du Comité des politiques en matière de risque et de révision, le Conseil d'administration délègue les pouvoirs liés à l'établissement de limites concernant le risque de crédit, le risque de marché et le risque d'assurance au président et chef de la direction, au chef de l'exploitation et au chef de la gestion des risques. En vertu des pouvoirs qui leur sont délégués, ces dirigeants peuvent établir des niveaux de tolérance à l'égard des risques, approuver des limites d'exposition aux risques pour chaque secteur géographique (pays et région) et chaque secteur d'activité qui s'inscrivent dans des paramètres définis et établir des limites en matière de prise ferme et de placements pour ce qui est des activités de négociation et

des services de banque d'investissement. Le Conseil d'administration et le Comité des politiques en matière de risque et de révision renvoient et approuvent annuellement les pouvoirs délégués. La Gestion des risques du Groupe est responsable d'établir :

- les critères selon lesquels ces pouvoirs peuvent être délégués à d'autres personnes;
- les exigences minimales liées aux processus de documentation, de communication et de surveillance des pouvoirs délégués.

Le Comité des politiques en matière de risque et de révision doit approuver toutes les opérations dont les limites excèdent les pouvoirs délégués à la direction.

Par l'entremise du Comité de vérification, le Conseil d'administration approuve le plan visant le capital et les limites de risque afin de contrôler le risque d'illiquidité et de financement. Ces limites constituent une composante de notre cadre de gestion des liquidités et un contrôle des risques clé élaboré de manière à nous assurer que nous disposons de sources de liquidités fiables et efficaces pour satisfaire à nos engagements actuels et prospectifs, qu'ils soient présentés dans le bilan ou hors bilan.

Communication de l'information

Le processus de suivi et de communication des risques à l'échelle de l'entreprise constitue une composante cruciale de notre programme général de gestion du risque et il étaye la capacité des hauts dirigeants et du Conseil d'administration à assumer efficacement leurs responsabilités en matière de gestion et de surveillance des risques.

Des informations internes sont communiquées chaque trimestre au moyen du rapport sur les risques du Groupe, afin de s'assurer que les cadres dirigeants et le Conseil d'administration reçoivent, en temps opportun, des informations prospectives sur les risques importants avec lesquels notre organisation doit composer, pour lesquelles des mesures peuvent être prises. Ces informations portent principalement sur l'évaluation de l'état actuel et prévu de notre profil de risque par rapport à notre goût du risque. Notre processus de communication externe de l'information est conforme aux lois et autres règlements pertinents. Nous présentons régulièrement des rapports sur les risques auxquels nous sommes exposés aux parties prenantes, notamment les organismes de réglementation, les agences de notation externes et les analystes.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité ou la réticence d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Il peut découler directement de réclamations contre un débiteur ou obligé, un émetteur de valeurs mobilières ou un détenteur de police en raison de primes non réglées, ou il peut découler indirectement de réclamations contre le garant d'obligations de crédit ou contre un réassureur dans le cas du risque lié à une assurance cédée.

Nous offrons un vaste éventail de produits de crédit et de services de prêts aux particuliers et entreprises clients au Canada, aux États-Unis et dans maints autres pays. Nos principaux produits incluent les prêts, les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, les prêts sur cartes de crédit, les marges de crédit et les lettres de crédit. Les services de prêts spécialisés incluent le financement reposant sur l'actif, les prêts sur marge, le prêt de titres et le financement de projets. La plupart de nos secteurs d'exploitation offrent des produits et des services de crédit. Le risque de crédit découle également d'autres activités qui ne sont pas liées directement à la prestation de produits ou de services de crédit aux clients, notamment les placements à court terme liés à la gestion des liquidités et les activités de placement liées aux services d'assurance.

Nos produits de crédit constituent un inducteur important de notre rendement général. Si nous ne réussissons pas à gérer efficacement le risque de crédit lié à tous nos produits, services et activités à l'échelle de l'organisation, cela pourrait avoir une importante incidence directe et immédiate sur nos résultats et notre réputation.

Le ralentissement économique, l'augmentation du taux de chômage et le resserrement des conditions de crédit ont eu une incidence négative sur

la qualité du crédit aux ménages et aux entreprises en 2008. Ces conditions ont donné lieu à une hausse du nombre de prêts douteux, des provisions pour pertes sur créances et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Aux États-Unis, la diminution de valeur des maisons, le ralentissement des dépenses de consommation et la turbulence sur les marchés financiers mondiaux ont eu une incidence négative sur notre portefeuille de prêts aux constructeurs.

Nos principes de gestion du risque de crédit se fondent sur les six principes généraux de gestion des risques dont il est question à la rubrique Principes de gestion du risque. Plus particulièrement, deux de ces principes sont étayés par les facteurs liés à la gestion du risque de crédit énumérés ci-après.

Afin d'assurer un équilibre efficace entre les risques et le rendement :

- nous nous assurons que la qualité du crédit n'est pas compromise aux fins de notre croissance;
- nous diversifions les risques de crédit liés aux transactions, aux relations d'affaires et aux portefeuilles;
- nous utilisons des systèmes, des politiques et des outils aux fins des analyses de l'évaluation des risques ainsi que de l'établissement de cotes de crédit;
- nous établissons nos prix en fonction des risques de crédit pris en charge;
- nous appliquons une démarche uniforme aux fins de l'évaluation des risques de crédit auxquels nous sommes exposés;
- nous atténuons le risque de crédit au moyen de contrôles préventifs et de contrôles de détection;

- nous transférons les risques de crédit à des tiers, le cas échéant, au moyen de techniques d'atténuation des risques approuvées, notamment des opérations de couverture et des assurances.

Toute activité commerciale qui ne cadre pas avec nos valeurs, notre code de conduite ou nos politiques doit être évitée, notamment les activités suivantes :

- le financement direct d'entreprises vouées à la fabrication de matériel ou de matière destinés à la guerre nucléaire, chimique ou biologique, de mines terrestres ou de bombes à dispersion;
- le financement d'activités liées aux jeux de hasard sur Internet;
- l'octroi de prêts à des entités faisant l'objet de sanctions économiques;
- les opérations de crédit qui facilitent les activités illicites ou qui contribuent à la présentation d'états financiers ou de renseignements aux fins de la réglementation qui sont trompeurs;
- les opérations de crédit mettant en cause des ententes, des décaissements ou des transferts de fonds non documentés;
- l'octroi de prêts à une entreprise ou à un particulier qui participe à des activités non conformes aux normes de comportement éthique généralement reconnues au sein de la collectivité.

Responsabilités

Le Comité d'examen de la politique et le Comité de surveillance des montages financiers aident le Comité de la politique de prêt à accomplir son mandat en matière de gestion du risque de crédit. Le Comité d'examen de la politique approuve les politiques de gestion du risque de crédit à l'échelle de l'entreprise, les nouvelles politiques et les politiques modifiées de gestion du risque de crédit liées aux secteurs d'exploitation ainsi que les produits comportant des risques importants. Le Comité de surveillance des montages financiers procède à la surveillance des risques liés aux montages financiers et aux prêts complexes et s'assure notamment que ces risques sont cernés et atténués, et il examine et approuve les produits et les transactions qui sont portés à son attention conformément à nos politiques.

Mesure du risque

Étant donné que le risque de crédit est susceptible d'avoir une incidence importante sur nos résultats, il est essentiel que ce risque soit quantifié avec exactitude, tant en ce qui concerne les risques liés aux débiteurs individuels que ceux liés aux portefeuilles. Cela nous permet d'estimer de manière efficace les pertes sur créances prévues et de réduire les pertes imprévues afin de limiter la volatilité des résultats.

Nous avons recours à divers processus d'évaluation des risques pour nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail. Le portefeuille de prêts de gros donne lieu à des risques liés aux entreprises, aux États souverains et aux banques, y compris les prêts aux entreprises de moyenne et grande taille et certains prêts aux petites entreprises gérés individuellement. Le portefeuille de prêts de détail se compose des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux petites entreprises gérés collectivement. Ces catégories de risque sont conformes à l'accord de Bâle II, en vertu duquel les banques sont tenues de fournir des informations sur les risques auxquels elles sont exposées, en se basant sur la façon dont elles gèrent leurs activités et leurs risques.

Deux approches peuvent être utilisées pour la mesure du risque de crédit en vertu du cadre de l'accord de Bâle II : l'approche des notations internes avancées. Nous utilisons l'approche des notations internes avancées pour la plupart de nos risques de crédit.

En vertu de l'approche des notations internes avancées, nous avons recours à nos propres estimations des trois paramètres principaux, soit la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance et le risque de perte, en fonction de l'expérience historique des systèmes internes d'établissement des cotes de crédit lors du calcul des actifs pondérés en fonction des risques conformément aux normes de supervision. Les systèmes d'établissement de cotes de crédit ont été élaborés afin d'évaluer et de quantifier les risques liés aux activités de prêts d'une manière précise et uniforme.

En vertu de l'approche standardisée, qui est utilisée principalement par RBC Dexia IS, RBC Bank (USA) et dans le cadre de nos activités bancaires dans les Antilles, les facteurs de pondération des risques prescrits par le BSIF servent à calculer les actifs pondérés en fonction des risques en vue de déterminer le risque de crédit. Les évaluations de crédit effectuées par les agences d'évaluation du crédit externes reconnues par le BSIF, soit S&P, Moody's, Fitch Ratings (Fitch) et DBRS sont utilisées pour pondérer l'exposition au risque de nos organismes souverains et des banques selon les normes et les lignes directrices formulées par le BSIF. En ce qui a trait aux risques liés à nos prêts aux entreprises et à nos prêts de détail, nous utilisons la pondération des risques selon l'approche standardisée prescrite par le BSIF.

Portefeuille de prêts de gros

En ce qui concerne les prêts de gros, le système d'établissement de cotes de crédit sert à évaluer et à cerner les risques liés à nos activités de prêt d'une manière précise et uniforme, selon deux dimensions.

Dans le cas de la première dimension, une cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur est attribuée à chaque débiteur; cette cote

reflète notre évaluation de la qualité du crédit du débiteur. Chaque cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur est assortie d'une probabilité de défaillance. Cette probabilité constitue une estimation de la probabilité qu'un cas de défaillance par un débiteur auquel une cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur a été attribuée se produise sur un horizon de un an. La cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur classe le risque de défaillance d'un débiteur et correspond à notre évaluation de la capacité et de la volonté du débiteur de satisfaire à ses obligations contractuelles, malgré des conditions commerciales défavorables ou entraînant un stress, des creux dans le cycle économique, des ralentissements économiques ou des événements imprévus susceptibles de se produire. L'attribution des cotes d'évaluation du risque lié à l'emprunteur se fonde sur une évaluation du risque commercial et du risque financier liés aux débiteurs au moyen d'une analyse fondamentale de leur solvabilité, qui est étayée par des modèles quantitatifs.

Notre système d'établissement de cotes de crédit est semblable à celui utilisé par les agences de notation externes. Le tableau suivant illustre ce système de notation interne, lequel se base sur 22 points, et il fournit une comparaison par rapport aux cotes de crédit attribuées par les agences externes.

Cotes de crédit internes

Tableau 59

Cotes	Standard & Poor's (S&P)	Moody's Investor Service (Moody's)	Description
1 à 4	AAA à AA-	Aaa à Aa3	de première qualité
5 à 7	A+ à A-	A1 à A3	
8 à 10	BBB+ à BBB-	Baa1 à Baa3	
11 à 13	BB+ à BB-	Ba1 à Ba3	de qualité inférieure
14 à 16	B+ à B-	B1 à B3	
17 à 20	CCC+ à CC	Caa1 à Ca	
21 à 22	C à D	C à faillite	prêts douteux/défaillance

Dans le cas de la deuxième dimension, la perte en cas de défaillance représente la portion du risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance susceptible de donner lieu à des pertes lorsqu'un cas de défaillance par un débiteur se produit. Les taux de pertes en cas de défaillance se fondent en grande partie sur des facteurs tels que le rang des prêts, les garanties additionnelles et le type de client, ainsi que le secteur dans lequel le débiteur exerce ses activités. Le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance représente une estimation du montant brut prévu de l'exposition liée à une facilité de crédit lorsqu'une défaillance par un obligé se produit. Au moment de la défaillance, il se pourrait que le débiteur ait utilisé la totalité de la facilité ou qu'il ait remboursé une tranche du capital. Nous estimons le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance en nous basant sur le montant de l'encours et sur un montant estimatif de la tranche non utilisée qui sera probablement prélevée au moment de la défaillance.

L'estimation de ces paramètres représente une composante essentielle de notre système d'établissement de cotes de crédit. Ce processus sert à quantifier les risques liés aux débiteurs et aux facilités connexes au moyen de l'estimation de valeurs et de leur attribution aux paramètres. Les estimations liées aux paramètres se fondent sur notre expérience et elles sont comparées à des données externes, le cas échéant. Bien que nous ayons recours à la probabilité de défaillance en ce qui concerne le débiteur, nous estimons la perte en cas de défaillance et le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance en ce qui concerne les diverses facilités de crédit liées à ce débiteur. Ces cotes et ces évaluations des risques servent à déterminer le montant des pertes prévues et imprévues, ainsi que le montant du capital économique et du capital réglementaire. Elles servent aussi aux fins de l'établissement des plafonds de risque, de la gestion des portefeuilles et de l'établissement des prix des produits. Nous revoyons et mettons à jour régulièrement le système d'établissement de cotes de crédit à l'égard des prêts de gros afin de garantir sa précision et son uniformité.

Portefeuille de prêts de détail

L'évaluation du crédit par cote constitue le principal système d'établissement de notation utilisé pour évaluer les risques liés au débiteur et à la transaction dans le cas des prêts de détail. Nous l'utilisons dans le cas des nouveaux clients (évaluation par cote des nouveaux clients) ainsi qu'aux fins de la gestion des comptes des clients existants (évaluation du comportement par cote).

Les modèles d'évaluation par cote des nouveaux clients, qui sont utilisés à des fins de souscription, se fondent sur des méthodes statistiques établies d'analyse des caractéristiques des nouvelles demandes et du risque passé afin d'estimer le risque de crédit futur. Lors de l'élaboration des modèles, toutes les sources de données disponibles, y compris les données fournies par le client, telles que les états de service, les données provenant de nos systèmes internes, telles que les renseignements sur les prêts, et les données fournies par des sources externes, comme les agences de notation, sont utilisées.

Nous nous servons de modèles d'évaluation du comportement par cote aux fins de la gestion continue des comptes des clients ayant un prêt de détail avec lesquels nous avons une relation bien établie. Ces modèles se fondent sur des techniques statistiques qui tiennent compte du comportement passé afin de prédire le comportement futur et qui incorporent des informations telles que les flux de trésorerie et les tendances en matière d'emprunts, ainsi que l'étendue de notre relation avec le client. Les modèles d'évaluation du comportement par cote sont dynamiques et ils sont habituellement mis à jour mensuellement afin de constamment réévaluer les risques. Les caractéristiques utilisées aux fins de ces modèles se fondent sur les données liées aux comptes existants et aux prêts concernant chaque client, ainsi que sur les données fournies par des sources externes, telles que les agences de notation.

Aux fins de la gestion générale des portefeuilles, nous évaluons les risques liés aux prêts de détail collectivement, et chaque bloc d'expositions regroupe les risques possédant des caractéristiques homogènes. Ces blocs d'expositions permettent d'estimer avec une plus grande précision et une plus grande uniformité les caractéristiques des défaillances et des pertes. Les critères utilisés pour établir les blocs d'expositions servant à quantifier les risques incluent la cote de comportement, le type de produit (prêt hypothécaire, prêt sur cartes de crédit, marge de crédit et prêt remboursable par versements), le type de garantie (biens meubles, actifs liquides et biens immobiliers), le moment où le compte était inscrit dans le livre comptable, ainsi que la situation de défaillance (prêt productif, en retard, en défaillance) liée au risque. Nous procédons à un suivi régulier et à des ajustements périodiques afin de nous assurer que ce processus donne lieu à une différenciation des risques utile. Cela nous permet également de grouper les expositions homogènes du point de vue des risques et d'effectuer une estimation précise et uniforme des caractéristiques des pertes propres au bloc. Nous transférons les expositions d'un bloc à l'autre pour évaluer la qualité du crédit.

Les blocs sont aussi évalués selon les paramètres suivants : la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance et le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. L'estimation de ces paramètres tient compte des caractéristiques de l'emprunteur et de la transaction, notamment l'évaluation du comportement par cote, le type de produit et la situation de défaillance. Nous estimons la perte en cas de défaillance en fonction de facteurs propres à la transaction, notamment les types de produits et de garanties. Nos cotes de crédit sont revues et modifiées régulièrement.

Le tableau suivant illustre les taux de probabilité qu'une défaillance se produise et les niveaux de risque connexes :

Cotes de crédit internes		Tableau 60
Taux de probabilité	Description	
0,0 % – 1,0 %	Faible risque	
1,1 % – 6,4 %	Risque moyen	
6,5 % – 99,99 %	Risque élevé	
100,00 %	Prêt douteux/défaillance	

Validation

Nos systèmes et méthodes aux fins de l'établissement de cotes de crédit font régulièrement l'objet d'une validation indépendante. Les processus de validation nous fournissent du soutien pour nous assurer que nos systèmes ciblent de façon appropriée les facteurs qui nous aident à différencier les risques, à quantifier de façon adéquate le risque et à élaborer des mesures du risque qui réagissent aux variations de l'environnement macroéconomique et de l'environnement de crédit; ces processus sont conformes aux exigences réglementaires et à notre philosophie en matière d'établissement de cotes de crédit. Les personnes responsables des processus de validation exercent leurs activités indépendamment des groupes dont les méthodologies et les processus font l'objet de la validation.

Nous assurons une séparation adéquate des responsabilités entre les groupes responsables de l'exécution des activités de validation et les groupes dont les méthodes et les processus font l'objet d'une validation. Par ailleurs, les résultats et conclusions de la validation sont régulièrement examinés par les services de vérification interne.

La validation du processus d'estimation des paramètres de risque liés aux portefeuilles de prêts de gros et de détail comprend l'examen et l'évaluation des aspects suivants :

- les méthodes et processus de quantification, ainsi que la plausibilité des données obtenues;
- la relation entre les données historiques et les valeurs des paramètres établies selon des calculs internes, lesquelles tiennent compte du jugement expert des personnes ayant effectué l'estimation et d'étalons externes;

- l'exhaustivité des observations sur les données, le caractère approprié des sources de données et la segmentation des données;
- l'importance statistique et l'efficacité prédictive des valeurs estimatives; les niveaux de tolérance sont déterminés et comparés aux résultats réels, et les dérogations sont clairement soulignées.

Nous utilisons diverses méthodes de validation quantitatives (statistiques) et qualitatives (non statistiques) afin de nous assurer de la validité de notre système d'établissement de cotes de crédit. Nous appliquons à tout le moins les techniques suivantes afin de nous assurer que le processus de validation sert à :

- examiner les données importantes et pertinentes que nous possédons et celles qui sont fournies par des sources externes, de manière à établir un contexte aux fins des hypothèses, des calculs et des données obtenues;
- démontrer que les estimations se fondent sur l'expérience;
- fournir des indicateurs raisonnables des défaillances et pertes futures.

Des rapports détaillés sur le processus de validation sont préparés afin d'évaluer les méthodes d'établissement de cotes de crédit et les paramètres de risque estimatifs.

Capital économique

Le capital économique, qui constitue l'estimation par la direction du capital requis pour couvrir nos risques, est utilisé dans les prises de décisions en matière de prix fondées sur les risques et pour évaluer la rentabilité, afin d'assurer un rapport risque-rendement adéquat. En ce qui concerne notre portefeuille de prêts de gros, le capital économique permet d'établir des plafonds pour les risques à l'échelle individuelle ou à l'échelle du secteur, de manière à gérer la concentration des risques. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Analyse de sensibilité et évaluation des facteurs de stress

L'analyse de sensibilité et l'évaluation des scénarios de stress servent à estimer les incidences sur nos fonds propres et les pertes financières que nous pourrions subir en situation de stress. Bien que les pertes imprévues soient, de par leur nature, difficiles à quantifier, nous utilisons des évaluations des facteurs de stress afin de mieux comprendre et d'atténuer le risque de pertes sur créances imprévues. Ces activités servent à avertir la direction des répercussions sur l'adéquation générale de nos fonds propres. Les scénarios tels qu'un ralentissement économique ou un repli de l'industrie, qui sont sélectionnés, sont considérés comme utiles et représentatifs d'événements ou de circonstances plausibles, et ils sont classés selon leur gravité. L'évaluation des facteurs de stress fait partie de notre processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres. Pour plus de détails sur ce processus, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Contrôle du risque

La Gestion des risques du Groupe est responsable de l'élaboration, de la communication et du maintien de nos politiques de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise. Ces politiques établissent les exigences minimales aux fins de la gestion prudente du risque de crédit, compte tenu de divers contextes de gestion des transactions et des portefeuilles.

Politiques de gestion du risque de crédit

Nos politiques de gestion du risque de crédit ont évolué au fil des ans, de manière à refléter notre expansion géographique et la complexité de nos produits. Nous les avons peaufinées en nous fondant sur notre expérience, sur l'influence des organismes de réglementation et sur les innovations en matière de gestion des risques. Ces politiques se divisent en six catégories principales :

- L'évaluation du risque de crédit englobe les politiques liées à l'analyse du risque de crédit, la notation des risques, l'évaluation du crédit par cote et les risques de crédit commercial.
- L'atténuation du risque de crédit touche notamment les montages financiers, les biens donnés en garantie et les cautionnements.
- L'approbation du risque de crédit vise notamment les plafonds de risque de crédit et les dérogations à ces plafonds.
- La documentation du risque de crédit touche le processus de documentation et d'administration.
- L'examen du risque de crédit et la détérioration de ce risque visent notamment le processus de suivi et d'examen.
- La gestion des portefeuilles de crédit englobe la gestion des portefeuilles et la quantification des risques.

Approbation des produits et des services de crédit

Nos produits et services font l'objet de processus rigoureux aux fins de l'examen et de l'approbation des risques. Les propositions pour des produits et services de crédit, nouveaux ou modifiés, font l'objet d'un examen approfondi et sont approuvées conformément à un cadre d'évaluation des risques. L'évaluation des risques est utilisée pour établir le niveau de risque de la proposition afin de déterminer le niveau d'approbation requis. Les propositions qui comportent des risques importants requièrent l'approbation du Comité d'examen de la politique.

Plafonds de risque de crédit

Les plafonds servent à nous assurer que notre portefeuille est bien diversifié et qu'il s'aligne sur le goût du risque approuvé par le Conseil d'administration. Nous établissons des plafonds relativement aux risques de crédit suivants afin d'assurer leur diversification adéquate et de réduire la concentration des risques :

- le risque lié à une seule entreprise
- le risque de prise ferme
- le risque lié à un secteur géographique (pays ou région)
- le risque lié à un secteur d'activité
- le risque lié aux produits et aux portefeuilles.

Afin de nous assurer que le risque lié à une seule entreprise demeure bien en deçà des seuils réglementaires et que la concentration des risques est gérée de façon prudente, i) nous avons établi des plafonds internes d'exposition au risque lié à une seule entreprise exprimés en pourcentage du total des fonds propres, qui sont inférieurs aux plafonds exigés par le BSIF; ii) nous avons formulé une définition relative à l'exposition au risque lié à une seule entreprise plus générale et plus modérée que celle formulée par le BSIF. Ces contrôles fournissent une importante marge de manœuvre entre notre niveau de tolérance aux risques et celui des organismes de réglementation. La Gestion des risques du Groupe effectue le suivi des dérogations et les signale au chef de la gestion des risques, et elle présente un rapport au Comité des politiques en matière de risque et de révision, conformément à son mandat.

Atténuation du risque de crédit

Nous cherchons à réduire notre exposition au risque de crédit et avons pour ce faire recours à divers moyens, notamment des montages financiers, des biens donnés en garantie et des dérivés de crédit. Une analyse des politiques et des processus que nous avons mis en œuvre aux fins du suivi de l'efficacité de nos activités visant à atténuer les risques est présentée ci-après.

Montages financiers

Le montage adéquat d'une facilité de crédit est essentiel à l'atténuation des risques liés à la transaction et il nécessite dans bien des cas le recours à des cautionnements, à des sûretés, à des créances de premier rang et à des clauses restrictives. Nous avons recours à des politiques et procédures en matière de crédit afin d'établir les exigences liées aux montages financiers. Des lignes directrices propres à chaque produit décrivent les montages adéquats des produits et les critères relatifs aux clients et aux garants. Les tiers garants avec qui nous faisons affaire sont principalement des organismes commandités par des États souverains.

Biens donnés en garantie

Pour la plupart de nos produits et services de crédit, nous exigeons habituellement des débiteurs qu'ils donnent des biens en gage à titre de garantie lorsque nous leur accordons un prêt. Cela nous procure une certaine protection en cas de défaillance. Ces biens peuvent notamment être des biens immobiliers, des actifs liquides, des espèces, des obligations et des titres d'État. La mesure dans laquelle les biens donnés en garantie atténuent les risques dépend du type et de la qualité desdits biens. Nos politiques de gestion du risque de crédit énoncent les exigences liées à l'évaluation et à la gestion des biens donnés en garantie.

Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit servent à atténuer la concentration des risques liés à un secteur d'activité et le risque lié à une seule entreprise. Nous avons mis en œuvre des procédures afin de nous assurer que ces couvertures économiques sont efficaces et efficaces. Les contreparties avec qui nous faisons affaire sont généralement des banques et des institutions financières autres que des banques jouissant de cotes de première qualité.

Toutes les opérations sur dérivés pour lesquelles des biens ont été donnés en gage à titre de garantie sont documentées au moyen de conventions cadres standards du secteur. Nous avons élaboré des politiques internes pour chaque pays afin d'assurer le caractère exécutoire des arrangements liés aux biens donnés en garantie. Les espèces et les valeurs

mobilières données en gage sont détenues par nous ou par un dépositaire autorisé. La concentration des risques liés aux biens donnés en garantie est minime.

Nous procédons à des ajustements des évaluations du crédit relativement aux opérations sur dérivés qui sont exposées aux variations de la qualité du crédit de la contrepartie. Nous effectuons ces ajustements au moins une fois par mois au moyen de modèles internes et conformément à des méthodes approuvées par la Gestion des risques du Groupe, qui se composent d'algorithmes mathématiques complexes. La plausibilité du niveau des ajustements fait l'objet d'un examen indépendant mensuel.

La compensation est une technique qui peut réduire notre risque de crédit découlant des produits dérivés; elle est facilitée, en général, par l'utilisation d'accords généraux de compensation. Un accord général de compensation prévoit un règlement unique sur la base du solde net de tous les instruments financiers visés par l'accord en cas de manquement aux dispositions ou de résiliation d'un contrat donné conclu avec la contrepartie. Nos unités fonctionnelles responsables des activités de négociation fournissent à la Gestion des risques du Groupe les détails pertinents concernant les transactions en cours, y compris des données à la juste valeur détaillées. Ces données servent à effectuer un suivi du montant de l'avantage au titre de la compensation qui est comptabilisé. Pour plus de détails sur la compensation, se reporter à la note 7 des Notes complémentaires.

Présentation de l'information

La Gestion des risques du Groupe fournit à la haute direction et au Conseil d'administration des rapports sur le risque de crédit à l'échelle de l'entreprise, afin de mettre en évidence toute variation du risque de crédit auquel nous sommes exposés ou toute tendance négative liée à notre profil de crédit et de faire en sorte que des mesures appropriées soient prises, le cas échéant.

Un rapport sur le risque de crédit à l'échelle de l'entreprise est fourni chaque trimestre au Conseil d'administration, au Comité de la politique de prêt et aux cadres dirigeants. Ce rapport fournit un aperçu de notre profil de risque, y compris des informations sur les tendances et sur les risques importants. Il comprend aussi une analyse des variations importantes de nos expositions, des pertes prévues, du capital économique et la notation des risques. Nous préparons aussi des rapports sur les dérogations aux politiques représentant un risque de crédit important, sur les risques de contrepartie importants et sur les révisions à la baisse importantes des cotes de crédit des contreparties. Nous effectuons une analyse pour chaque portefeuille et pour chaque secteur d'activité et nous préparons des rapports sur les résultats des évaluations des facteurs de stress et des analyses de sensibilité.

Des rapports sur les risques propres à chaque secteur d'exploitation sont également fournis aux cadres dirigeants, qui assurent le suivi de la qualité du crédit de leurs portefeuilles respectifs, ainsi que des industries naissantes ou des tendances du marché.

Risque de crédit brut

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation.

Les risques liés aux prêts et autres risques de crédit auxquels nous sommes exposés sont liés aux prêts en cours et aux acceptations, aux engagements inutilisés ainsi qu'aux autres risques auxquels nous sommes exposés, y compris ceux liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, et les titres de créance disponibles à la vente. En ce qui concerne les engagements inutilisés et les passifs éventuels, le risque brut auquel nous sommes exposés représente une tranche estimative du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur. Pour de plus amples renseignements sur l'évaluation des prêts et acceptations et des passifs éventuels, se reporter aux notes 1, 2 et 25 des Notes complémentaires.

Les risques de crédit liés aux activités de négociation ont trait aux opérations de mise en pension de titres, lesquelles incluent des conventions de rachat et des conventions de revente, ainsi qu'à des emprunts et prêts de titres, et à des dérivés hors cote. En ce qui concerne les conventions de rachat et de revente, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été vendus ou acquis initialement. En ce qui concerne les emprunts et prêts de titres, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été empruntés ou prêtés initialement. Dans le cas des dérivés hors cote, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant de l'équivalent-crédit, lequel correspond à la somme du coût de remplacement et d'une majoration au titre du risque de crédit éventuel, selon la définition qu'en fait le BSIF.

Pour de l'information supplémentaire sur les conventions de rachat et de revente et sur le risque de crédit lié aux produits dérivés, se reporter aux notes 1, et 7 et 29 des Notes complémentaires.

	2008					
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation		
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres (2)	Dérivés hors cote (3)	Risque total (4)
	En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)			
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)						
Prêts hypothécaires résidentiels (5)	122 991 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	122 993 \$
Prêts aux particuliers	60 727	42 462	67	–	–	103 256
Prêts sur cartes de crédit	8 933	19 933	–	–	–	28 866
Prêts aux petites entreprises (6)	2 804	2 265	49	–	–	5 118
Prêts de détail	195 455 \$	64 662 \$	116 \$	– \$	– \$	260 233 \$
Prêts aux entreprises (7)						
Exploitations agricoles	5 305 \$	409 \$	18 \$	– \$	54 \$	5 786 \$
Industrie automobile	3 999	1 856	137	20	507	6 519
Biens de consommation	7 389	2 085	396	–	502	10 372
Énergie	8 146	8 371	2 443	1	1 801	20 762
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	8 788	5 212	4 589	49 463	18 241	86 293
Industrie forestière	1 152	523	101	7	122	1 905
Produits industriels	5 033	2 177	323	–	306	7 839
Mines et métaux	3 947	1 206	542	69	962	6 726
Secteur immobilier et secteurs connexes	22 978	3 406	1 428	7	397	28 216
Technologie et médias	3 206	3 026	296	–	490	7 018
Transport et environnement	4 239	2 026	569	–	865	7 699
Autres (8)	25 623	6 357	10 100	1 661	10 710	54 451
États souverains (9)	2 496	2 548	10 749	2 784	17 824	36 401
Banques (10)	5 284	4 308	57 793	61 675	34 171	163 231
Prêts de gros	107 585 \$	43 510 \$	89 484 \$	115 687 \$	86 952 \$	443 218 \$
Risque total	303 040 \$	108 172 \$	89 600 \$	115 687 \$	86 952 \$	703 451 \$

(1) Comprend les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, ainsi que les titres de créance disponibles à la vente.

(2) Comprend les conventions de rachat et de revente ainsi que les emprunts et prêts de titres.

(3) Montant de l'équivalent-crédit compte tenu des accords généraux de compensation.

(4) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les risques liés aux catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

(6) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(7) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(8) Les risques liés aux prêts et autres risques de crédit auxquels est exposé le secteur Autres services au sein de notre portefeuille de prêts de gros comprennent : i) pour les prêts et acceptations en cours : autres services, 10,9 milliards de dollars, produits de financement, 4,9 milliards, activités de placement et d'investissement, 4,6 milliards, secteur de la santé, 2,5 milliards, et autres éléments, 2,7 milliards; ii) pour les prêts et acceptations inutilisés : autres services, 3,7 milliards de dollars, secteur de la santé, 0,9 milliard, activités de placement et d'investissement, 0,7 milliard, produits de financement, 0,6 milliard, et autres éléments, 0,4 milliard, et iii) pour les autres éléments liés aux prêts : autres services, 2,2 milliards, produits de financement, 0,7 milliard de dollars, activités de placement et d'investissement, 0,6 milliard de dollars, et autres éléments, 6,5 milliards. Le risque de crédit lié à nos autres activités de négociation au sein du portefeuille de prêts de gros comprend : i) pour les opérations de mise en pension de titres : autres services, 0,4 milliard de dollars, activités de placement et d'investissement, 0,3 milliard, produits de financement, 0,1 milliard, et autres éléments, 0,8 milliard et ii) pour les dérivés hors cote : produits de financement, 5,4 milliards de dollars, autres services, 1,7 milliard, et autres éléments, 3,5 milliards.

(9) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(10) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

2008

Au 31 octobre 2008, le risque brut auquel nous sommes exposés s'élevait à 703 milliards de dollars, et cette exposition a trait principalement au risque lié aux prêts et acceptations ainsi qu'à la mise en pension de titres. Le risque de crédit lié aux prêts de détail auquel nous sommes exposés se chiffrait à 260 milliards de dollars, soit 37 % de notre risque total. Le risque le plus important auquel nous sommes exposés au chapitre des prêts de détail touche les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers. Le risque de crédit lié aux prêts de gros auquel nous sommes exposés s'élevait à 443 milliards de dollars, soit 63 % de notre risque total.

Le risque le plus important auquel nous sommes exposés au chapitre des prêts de gros touche le portefeuille de prêts aux banques et le secteur des services financiers autres que ceux fournis par des banques, avec lesquels nous effectuons la majorité de nos mises en pension de titres et des opérations sur dérivés hors cote.

Notre portefeuille de crédit est demeuré bien diversifié dans tous les secteurs géographiques. La plupart des risques auxquels nous sommes exposés touchent nos activités au Canada, et ensuite nos activités dans les autres pays et aux États-Unis.

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2008 par rapport à 2007 Augmentation (diminution)	
Prêts hypothécaires résidentiels (1)	122 991 \$	109 745 \$	13 246 \$	12 %
Prêts aux particuliers	60 727	48 743	11 984	25 %
Prêts sur cartes de crédit	8 933	8 322	611	7 %
Prêts aux petites entreprises (2)	2 804	2 652	152	6 %
Prêts de détail	195 455 \$	169 462 \$	25 993 \$	15 %
Prêts aux entreprises (3)				
Exploitations agricoles	5 305 \$	5 367 \$	(62)\$	(1)%
Industrie automobile	3 999	3 285	714	22 %
Biens de consommation	7 389	5 206	2 183	42 %
Énergie	8 146	7 632	514	7 %
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	8 788	6 959	1 829	26 %
Industrie forestière	1 152	1 349	(197)	(15)%
Produits industriels	5 033	4 119	914	22 %
Mines et métaux	3 947	2 301	1 646	72 %
Secteur immobilier et secteurs connexes	22 978	19 187	3 791	20 %
Technologie et médias	3 206	2 423	783	32 %
Transport et environnement	4 239	2 656	1 583	60 %
Autres (4)	25 623	17 583	8 040	46 %
États souverains (5)	2 496	932	1 564	168 %
Banques (6)	5 284	2 754	2 530	92 %
Prêts de gros	107 585 \$	81 753 \$	25 832 \$	32 %
Total des prêts et acceptations (7)	303 040 \$	251 215 \$	51 825 \$	21 %
Total de la provision pour pertes sur prêts	(2 215)\$	(1 493)\$	(722)\$	(48)%
Total des prêts et acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	300 825 \$	249 722 \$	51 103 \$	20 %

(1) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

(2) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(3) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(4) Pour 2008, le poste Autres est lié à d'autres services, 10,9 milliards de dollars, aux produits de financement, 4,9 milliards, aux activités de placement et d'investissement, 4,6 milliards, au secteur de la santé, 2,5 milliards, et à d'autres éléments, 2,7 milliards.

(5) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(7) Le total des prêts et acceptations ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie incluses dans les prêts aux particuliers et prêts sur cartes de crédit, tandis que les marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont incluses dans les prêts aux particuliers.

Analyse du portefeuille des prêts et acceptations en cours

2008 par rapport à 2007

Notre portefeuille est demeuré diversifié et a continué de connaître une croissance solide en 2008. Le total des prêts et des acceptations a augmenté de 52 milliards de dollars, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la croissance de nos portefeuilles de prêts de détail et de gros, ainsi que par l'affaiblissement du dollar canadien qui a eu une incidence favorable sur la conversion, en dollars canadiens, des prêts et acceptations libellés en dollars américains.

Portefeuille de prêts de détail

Les prêts de détail ont augmenté de 26 milliards de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance des portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers. Une tranche de 4 milliards de dollars de cette croissance est attribuable aux acquisitions de RBTT et d'ANB.

Les prêts hypothécaires résidentiels se sont accrus de 13 milliards de dollars, ou 12 %, principalement au Canada, où le niveau d'activité sur le marché de l'habitation est demeuré élevé pendant la majeure partie de l'exercice. Une tranche de 2 milliards de dollars de cette augmentation est attribuable aux acquisitions de RBTT et d'ANB.

Les prêts aux particuliers se sont accrus de 12 milliards de dollars, ou 25 %, résultat principalement attribuable à la croissance du financement aux fins d'accession à la propriété au Canada. Une tranche de 2 milliards de dollars de cette croissance est attribuable aux acquisitions de RBTT et d'ANB. Les prêts sur cartes de crédit ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 7 %.

Portefeuille de prêts de gros

Les prêts et acceptations liés au portefeuille de prêts de gros ont augmenté de 26 milliards de dollars, ou 32 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui s'explique en grande partie par la croissance du portefeuille. Une tranche de 8 milliards de dollars de cette augmentation est aussi attribuable aux acquisitions de RBTT et d'ANB.

Le poste Autres a augmenté de 8 milliards de dollars, ou 46 %, et l'augmentation touche plusieurs sous-secteurs. Notre secteur immobilier et des secteurs connexes ont affiché une hausse de 3,8 milliards de dollars, ou 20 %, essentiellement en raison de l'acquisition d'ANB et de

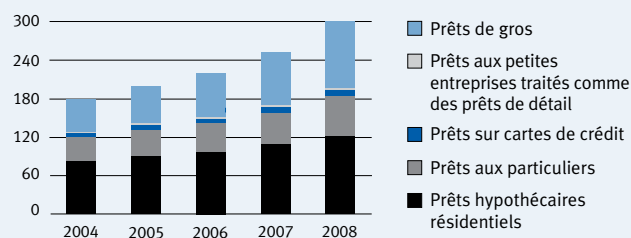
l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la conversion de nos prêts libellés en dollars américains. Le reste de cette croissance est répartie entre d'autres secteurs, notamment les secteurs Banques, Biens de consommation et Services financiers autres que ceux fournis par des banques.

La composition globale de notre portefeuille n'a pas changé considérablement par rapport à l'exercice précédent, bien que les prêts de détail aient diminué de 3 % tandis que les prêts et acceptations liés au portefeuille de prêts de gros ont augmenté du même pourcentage. Le portefeuille est demeuré bien diversifié, se composant à 40 % de prêts hypothécaires résidentiels, à 36 % de prêts de gros, à 20 % de prêts aux particuliers, à 3 % de prêts sur cartes de crédit et à 1 % de prêts aux petites entreprises.

Le portefeuille a enregistré des hausses dans tous les secteurs géographiques. La hausse la plus importante a été enregistrée au Canada et elle touchait principalement le portefeuille de prêts de détail. La hausse des prêts aux États-Unis et à l'étranger est principalement attribuable à la croissance du portefeuille des prêts aux entreprises. Se reporter au tableau 83 à la rubrique Information financière supplémentaire pour une analyse plus détaillée.

Total des prêts et des acceptations par portefeuille de crédit

(en milliards de dollars canadiens)



Tendance sur cinq ans

Au cours des cinq derniers exercices, la tendance était résolument à la hausse pour ce qui est du total des prêts et des acceptations. Comparativement à 2004, notre portefeuille a augmenté de 124 milliards de dollars, ou 70 %.

Depuis 2004, les prêts de détail se sont accrus de 68 milliards de dollars, ou 54 %, en raison principalement de la croissance élevée enregistrée au Canada pour toutes les catégories de prêts, notamment les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers, nonobstant le nombre de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts sur cartes de crédit titrisés au cours de la période. Cette croissance reflète l'importance que nous continuons d'accorder au renforcement de notre position de chef de file dans la plupart des catégories de produits importantes, conjuguée à des conditions de marché relativement favorables pendant la majeure partie de cette période, malgré le ralentissement économique amorcé vers la fin de 2008. La croissance aux États-Unis et dans les autres pays a été principalement attribuable à nos acquisitions de RBTT et d'ANB.

Depuis 2004, les prêts de gros ont augmenté de 56 milliards de dollars, ou 109 %. Bien que les secteurs aient tous connu une bonne croissance générale, les secteurs ayant affiché la croissance la plus importante sont le secteur immobilier et les secteurs connexes, les autres secteurs, le secteur des services financiers autres que ceux fournis par des banques et le secteur de l'énergie. L'augmentation de notre exposition au secteur immobilier et aux secteurs connexes au cours de la période tient en grande partie aux marchés de l'habitation relativement solides en Amérique du Nord, jusqu'au début de 2007 pour le marché américain et vers la fin de 2008 pour le marché canadien. Notre exposition au risque lié aux autres services a augmenté en grande partie en raison de la croissance des sous-secteurs services aux entreprises, divertissement, loisirs et restaurants, et organismes sans but lucratif. L'augmentation de notre exposition au secteur de l'énergie découle en grande partie de la hausse des investissements dans les activités d'exploitation et de production du secteur pétrolier et gazier ainsi que dans les activités de raffinage, de commercialisation et de distribution du pétrole au Canada et aux États-Unis. Notre exposition aux services financiers non bancaires a augmenté au cours de la période, en raison principalement de la croissance des fonds et des fiducies grâce à RBC Dexia IS, et des sous-secteurs consommation et financement commercial, principalement aux États-Unis et dans les autres pays.

La composition de notre portefeuille a changé par rapport à 2004, témoignant de la croissance de notre portefeuille de prêts de gros. Les prêts au détail ont diminué, passant de 71 % du total des prêts et acceptations en 2004 à 64 % en 2008, tandis que les prêts de gros ont connu une augmentation correspondante au cours de cette période. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux tableaux 83 et 84 de la rubrique Information financière supplémentaire.

Au Canada, notre portefeuille a continué de s'accroître au cours de la période, grâce à notre philosophie « Le client avant tout », à l'amélioration de la qualité et de la gamme de nos produits et services, ainsi qu'à l'expansion et à l'amélioration de notre réseau de distribution afin de mieux servir nos clients. Notre exposition au risque lié aux États-Unis et aux autres pays s'est accentuée au cours des dernières années en particulier, ce qui reflète nos activités d'expansion ainsi que notre croissance interne.

Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des contrats hors cote qui transfèrent le risque de crédit lié à un instrument financier sous-jacent d'une contrepartie à une autre. Nous achetons et vendons des protections de crédit à des fins de négociation et à des fins autres que de négociation. Nous sommes exposés au risque de crédit de contrepartie lorsque nous achetons une protection de crédit ou que la juste valeur d'un produit dérivé est positive. Comme pour d'autres types de dérivés, nous avons recours à des garanties et à des accords généraux de compensation afin de gérer le risque de crédit de contrepartie, et ces contrats sont assujettis aux mêmes normes d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres risques de crédit. Pour une description plus détaillée des types de dérivés de crédit auxquels nous avons recours et de la façon dont nous gérons le risque de crédit connexe, se reporter à la note 7 des Notes complémentaires.

Dérivés de crédit émis aux fins de négociation

La plupart de nos positions sur dérivés de crédit sont détenues à des fins de négociation. Ces positions sont généralement réparties également entre la protection achetée et la protection vendue. Nos activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et la gestion du risque de crédit lié à certaines activités de négociation. Plus de 98 % de notre exposition nette aux risques a trait à des contreparties jouissant de cotes de première qualité.

Pour un résumé des faits importants qui sont survenus sur le marché au cours de l'exercice et qui ont une incidence sur certaines positions sur dérivés de crédit achetées auprès d'assureurs spécialisés, se reporter à la section Incidence du contexte du marché, à la rubrique Rendement financier.

Dérivés de crédit émis aux fins de négociation (1) Tableau 63

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2008 par rapport à 2007 Augmentation (diminution)	
Capital nominal				
Protection achetée	140 010 \$	202 733 \$	(62 723)\$	(31)%
Protection vendue	132 515	190 514	(57 999)	(30)%
Juste valeur (2)				
Positive	16 456	10 416	6 040	58 %
Négative	15 344	9 375	5 969	64 %
Coût de remplacement (3)	5 607	3 340	2 267	68 %

(1) Comprend les swaps sur défaillance.

(2) Juste valeur brute avant la compensation.

(3) Coût de remplacement après la compensation, mais compte non tenu des garanties.

2008 par rapport à 2007

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de négociation a diminué de 121 milliards de dollars, ou 31 %, par rapport à l'exercice précédent. La diminution reflète principalement une réduction stratégique des positions qui soutiennent les opérations structurées en 2008.

Les justes valeurs positive et négative brutes totales se sont accrues de 6 milliards de dollars dans chaque cas, par rapport à l'an dernier, alors que le coût de remplacement a augmenté de 2 milliards par rapport à l'an dernier. Ces montants ont augmenté malgré une réduction des positions, principalement en raison de l'élargissement soutenu des écarts de taux tout au long de l'exercice et de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours du dernier semestre de 2008.

Dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation

Nous achetons et vendons également des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation, de manière à gérer l'ensemble de notre portefeuille de crédit. Afin d'atténuer la concentration des risques liés à un secteur de l'industrie et les risques liés à une seule entreprise de notre portefeuille de crédit, nous achetons des dérivés de crédit afin de transférer le risque de crédit à des tiers. Nous vendons également de la protection sur dérivés de crédit afin de diversifier notre portefeuille. La protection sur dérivés de crédit que nous vendons ne constitue pas une portion importante de notre risque de crédit global. Le capital nominal des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation représente le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement par les contreparties et il ne reflète pas le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. Aucun de ces contrats n'a été conclu avec des assureurs spécialisés et aucun de ces contrats ne vise des actifs liés au marché américain des prêts à risque.

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2008 par rapport à 2007 Augmentation (diminution)	
Capital nominal				
Prêts aux entreprises				
Industrie automobile	473 \$	379 \$	94 \$	25 %
Énergie	363	957	(594)	(62)%
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	379	1 161	(782)	(67)%
Mines et métaux	590	591	(1)	–
Secteur immobilier et secteurs connexes	136	413	(277)	(67)%
Technologie et médias	10	10	–	–
Transport et environnement	224	335	(111)	(33)%
Autres (2)	439	472	(33)	(7)%
États souverains (3)	294	220	74	34 %
Banques (4)	259	731	(472)	(65)%
Protection achetée, montant net	3 167 \$	5 269 \$	(2 102)\$	(40)%
Protection à effet de compensation vendue liée à la même entité de référence	–	261	(261)	(100)%
Protection achetée, montant brut	3 167 \$	5 530 \$	(2 363)\$	(43)%
Protection vendue, montant net (5)	147 \$	186 \$	(39)\$	(21)%
Protection à effet de compensation achetée liée à la même entité de référence	–	261	(261)	(100)%
Protection vendue, montant brut	147 \$	447 \$	(300)\$	(67)%
Protection achetée et vendue, montant brut (capital nominal)	3 314 \$	5 977 \$	(2 663)\$	(45)%
Juste valeur (6)				
Positive	400 \$	36 \$	364 \$	n.s.
Négative	15	30	(15)	(50)%

(1) Comprend les swaps sur défaillance.

(2) Pour 2008, le poste Autres est lié aux biens de consommation, 39 millions de dollars, au secteur de la santé, 12 millions, et à d'autres éléments, 388 millions.

(3) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(5) La protection vendue au 31 octobre 2008 visait le poste Biens de consommation, 81 millions de dollars, et le poste Autres, 66 millions (67 millions pour le poste Biens de consommation et 119 millions pour le poste Autres en 2007).

(6) Juste valeur brute avant la compensation.

n.s. : non significatif

2008 par rapport à 2007

La valeur nominale brute des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation a régressé de 2,7 milliards de dollars, ou 45 %, par rapport à l'an dernier, essentiellement en raison d'une réduction stratégique de nos positions et de l'échéance de contrats. Le total de la protection achetée a diminué de 2,4 milliards de dollars, ou 43 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette diminution découle principalement d'une réduction stratégique de nos positions liées aux secteurs Services financiers autres que ceux fournis par des banques, Énergie, Banques, Secteur immobilier et secteurs connexes, et Transport et environnement. Elle a été en partie contrebalancée par une augmentation des risques liés aux États souverains et au poste Industrie automobile.

Le total de la protection vendue a diminué de 300 millions de dollars, ou 67 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement d'une réduction stratégique de nos positions.

La juste valeur positive brute totale s'est accrue de 364 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui découle essentiellement de l'élargissement continu des écarts de taux et de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, au deuxième semestre de 2008. La juste valeur négative brute totale a affiché une baisse de 15 millions de dollars, ou 50 %, comparativement à l'an dernier, résultat qui tient principalement à l'échéance de contrats.

Montant brut des prêts douteux et provision pour pertes sur créances

Les prêts sont généralement classés à titre de prêts douteux lorsque le plein recouvrement du capital ou des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré.

La provision pour pertes sur créances est maintenue à un niveau jugé suffisant par la direction pour absorber les pertes probables des portefeuilles de prêts figurant au bilan et hors bilan. Cette provision est évaluée trimestriellement en fonction de nos évaluations des comptes problèmes, des pertes récemment subies et de l'évolution d'autres facteurs, dont la composition et la qualité du portefeuille ainsi que la conjoncture économique. La provision est augmentée de la dotation à la provision pour pertes sur créances (qui est imputée aux résultats) et réduite du montant des radiations, déduction faite des recouvrements. Pour une analyse détaillée, se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires.

Évolution du montant brut des prêts douteux

Tableau 65

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2008	2007	2008 par rapport à 2007 Augmentation (diminution)	
Montant brut des prêts douteux au début				
Prêts de détail	388 \$	383 \$	5 \$	1 %
Prêts de gros	730	443	287	65
	1 118 \$	826 \$	292 \$	35 %
Nouveaux prêts douteux				
Prêts de détail	1 263 \$	896 \$	367 \$	41 %
Prêts de gros	2 138	721	1 417	197
	3 401 \$	1 617 \$	1 784 \$	110 %
Prêts remboursés, de nouveau inscrits comme des prêts productifs, vendus et autres				
Prêts de détail	(47)\$	(132)\$	85 \$	64 %
Prêts de gros	(238)	(325)	87	27
	(285)\$	(457)\$	172 \$	38 %
Montant net des nouveaux prêts douteux				
Prêts de détail	1 216 \$	764 \$	452 \$	59 %
Prêts de gros	1 900	396	1 504	380
	3 116 \$	1 160 \$	1 956 \$	169 %
Prêts radiés				
Prêts de détail	(876)\$	(759)\$	(117)\$	(15)%
Prêts de gros	(435)	(109)	(326)	(299)
	(1 311)\$	(868)\$	(443)\$	(51)%
Montant brut des prêts douteux à la fin				
Prêts de détail	728 \$	388 \$	340 \$	88 %
Prêts de gros	2 195	730	1 465	201
	2 923 \$	1 118 \$	1 805 \$	161 %
Total du montant brut des prêts douteux				
Principaux ratios				
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,96 %	0,45 %	n.s.	51 bps
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,42 %	0,30 %	n.s.	12 bps

n.s. : non significatif

Évolution de la provision pour pertes sur créances

Tableau 66

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2008	2007	2008 par rapport à 2007 Augmentation (diminution)	
Provision spécifique				
Solde au début	351 \$	263 \$	88 \$	33 %
Dotations à la provision pour pertes sur créances	1 430	782	648	83
Radiations	(1 311)	(868)	(443)	(51)
Recouvrements	162	170	(8)	(5)
Ajustements	135	4	131	n.s.
	767 \$	351 \$	416 \$	119 %
Provision spécifique pour pertes sur créances à la fin				
Provision générale				
Solde au début	1 221 \$	1 223 \$	(2)\$	-%
Dotations à la provision pour pertes sur créances	165	9	156	n.s.
Ajustements	146	(11)	157	n.s.
	1 532 \$	1 221 \$	311 \$	25 %
Provision générale pour pertes sur créances à la fin				
Provision pour pertes sur créances	2 299 \$	1 572 \$	727 \$	46 %

n.s. : non significatif

2008 par rapport à 2007

Montant brut des prêts douteux

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 1 805 millions de dollars par rapport à l'an dernier. L'accroissement reflète principalement la hausse du nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts de gros et de détail.

Le montant brut des prêts de détail classés comme prêts douteux a augmenté de 340 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète la hausse du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels au Canada en raison de la croissance du portefeuille et à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts personnels aux États-Unis, reflétant la détérioration des conditions économiques. La hausse du nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles dans d'autres pays, principalement attribuable à l'acquisition de RBTT, a également contribué à cette augmentation.

Le montant brut des prêts de gros classés comme prêts douteux a affiché une hausse de 1 465 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation tient en grande partie à nos services

bancaires aux États-Unis, principalement nos activités de financement de constructeurs résidentiels et notre portefeuille de prêts commerciaux et de services bancaires aux entreprises, en raison du repli continu du marché de l'habitation et de la dégradation des conditions économiques. L'accroissement reflète également la hausse du nombre de prêts douteux liés à certains comptes précis de nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises principalement aux États-Unis et, dans une moindre mesure, au Canada, y compris un montant de 203 millions de dollars lié aux prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de PCAA offerts par des conduits multicédants administrés par RBC et garantis par la tranche assortie d'une cote AAA de TCG liés à des TAA aux États-Unis.

L'augmentation du montant brut des prêts douteux a donné lieu à une hausse du ratio du montant brut des prêts douteux exprimé en pourcentage des prêts et des acceptations, lequel s'est chiffré à 0,96 %, contre 0,45 % à l'exercice précédent.

Se reporter au tableau 85 à la rubrique Information financière supplémentaire pour une analyse détaillée.

Provision pour pertes sur créances

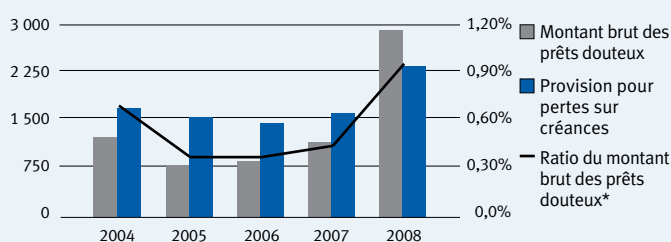
Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 727 millions de dollars, ou 46 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est directement liée à la hausse du nombre de prêts douteux.

La provision spécifique au titre des prêts de détail a augmenté de 88 millions de dollars, principalement en raison d'une hausse de la provision au titre de notre portefeuille de prêts aux particuliers dans les autres pays, découlant principalement de l'acquisition de RBTT. La provision accrue au titre de notre portefeuille de prêts de détail aux États-Unis et de prêts hypothécaires résidentiels au Canada a également contribué à cette hausse.

La provision spécifique au titre des prêts de gros a augmenté de 328 millions de dollars, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique en grande partie par la hausse du nombre de prêts douteux, comme il a été mentionné précédemment.

La provision générale s'est accrue de 311 millions de dollars, ou 25 %, comparativement à l'exercice précédent, en raison de la croissance des volumes et de l'affaiblissement de la qualité du crédit liés aux portefeuilles de prêts de détail canadiens, de la faiblesse de nos portefeuilles de services bancaires aux États-Unis, de l'acquisition de ANB et de RBTT, ainsi que de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien.

Montant brut des prêts douteux et provision pour pertes sur créances (en millions de dollars canadiens)



* Ratio du montant brut des prêts douteux : montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations.

Tendance sur cinq ans

Montant brut des prêts douteux

En 2005, le montant brut des prêts douteux a diminué, alors qu'il est demeuré relativement stable de 2005 à 2006. La hausse de 2007 reflète le début du repli du marché de l'habitation aux États-Unis qui a surtout touché nos activités de financement de constructeurs résidentiels américains. La hausse de 2008 reflète principalement l'incidence du repli continu du marché de l'habitation et la dégradation des conditions économiques aux États-Unis. Cette hausse découle également de l'augmentation du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Se reporter au tableau 85 à la rubrique Information financière supplémentaire pour une analyse détaillée.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué légèrement, mais est demeuré relativement stable de 2004 à 2006. En 2007, la provision spécifique a augmenté, en grande partie en raison de la hausse du montant brut des prêts douteux dans notre portefeuille de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, comme nous l'avons déjà mentionné. En 2008, les provisions spécifiques pour pertes sur créances ont continué d'augmenter, alors même que s'accroissait l'incidence du repli continu du marché de l'habitation et de la dégradation des conditions économiques sur notre portefeuille de financement aux constructeurs. La hausse du nombre des prêts douteux de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises a également contribué à l'augmentation.

La provision générale est demeurée relativement stable de 2004 à 2007. L'augmentation au titre de la provision générale en 2008 reflète la croissance des volumes et la faiblesse de nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis.

Pour de plus amples renseignements, se reporter au tableau 87 de la rubrique Information financière supplémentaire.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances imputée aux résultats représente le montant qui est nécessaire pour porter la provision pour

perles sur créances à un niveau jugé approprié par la direction, comme il est expliqué à la section Conventions comptables critiques et estimations ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

Tableau 67

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2008	2007	2008 par rapport à 2007 Augmentation (diminution)	
Prêts hypothécaires résidentiels	16 \$	5 \$	11 \$	220 %
Prêts aux particuliers	445	364	81	22
Prêts sur cartes de crédit	270	223	47	21
Prêts aux petites entreprises (1)	46	34	12	35
Prêts de détail	777 \$	626 \$	151 \$	24 %
Entreprises (2)	653 \$	156 \$	497 \$	319 %
États souverains (3)	—	—	—	—
Banques (4)	—	—	—	—
Prêts de gros	653 \$	156 \$	497 \$	319 %
Total de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	1 430 \$	782 \$	648 \$	83 %
Total de la dotation à la provision générale	165 \$	9 \$	156 \$	n.s.
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 595 \$	791 \$	804 \$	102 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,53 %	0,33 %	n.s.	20 p.b.

(1) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(2) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(3) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

n.s. : non significatif

2008 par rapport à 2007

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 804 millions de dollars par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse de la dotation aux provisions générale et spécifique au titre de nos portefeuilles de prêts de gros et de détail.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liée aux prêts de détail a augmenté de 151 millions de dollars, ou 24 %, par

rapport à il y a un an. L'augmentation tient principalement à la hausse de la dotation aux provisions au titre de notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada, qui s'explique par les taux de pertes plus élevés et par la croissance des portefeuilles. Elle découle également de la hausse de la dotation aux provisions au titre de notre portefeuille de prêts de détail aux États-Unis.

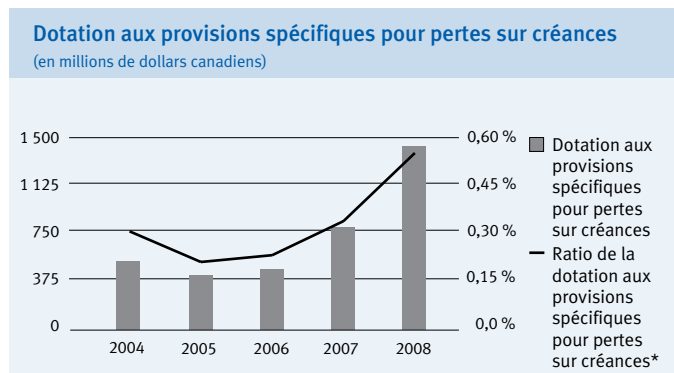
La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liée aux prêts de gros a augmenté de 497 millions de dollars par rapport

à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse du nombre de prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis, principalement nos activités de financement de constructeurs résidentiels et nos portefeuilles de services bancaires aux entreprises et de prêts commerciaux, comme il a été mentionné précédemment. L'accroissement reflète également la hausse de la dotation aux provisions, en grande partie attribuable à certains comptes particuliers de nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises principalement aux États-Unis et, dans une moindre mesure, au Canada, notamment une dotation à la provision de 61 millions de dollars liée à des prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de PCAA offerts par des conduits multicédants administrés par RBC aux États-Unis.

La dotation à la provision générale a augmenté de 156 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent, résultat proportionnel à la croissance des volumes et à l'affaiblissement de la qualité du crédit liés aux portefeuilles de prêts de détail au Canada et à la faiblesse de nos portefeuilles de services bancaires aux États-Unis.

L'augmentation de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances a donné lieu à une hausse du ratio de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances exprimé en pourcentage des prêts et des acceptations, lequel s'est chiffré à 0,53 %, contre 0,33 % à l'exercice précédent.

Pour de plus amples renseignements, se reporter au tableau 86 de la rubrique Information financière supplémentaire.



* Ratio de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances : dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations.

Tendance sur cinq ans

Dotation à la provision pour pertes sur créances

De 2004 à 2005, la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances a suivi une tendance à la baisse, qui reflète principalement une réduction de la dotation aux provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux entreprises. Nous avons comptabilisé des recouvrements importants en 2005 et en 2006, particulièrement en ce qui concerne nos prêts aux grandes entreprises.

En 2007, la dotation aux provisions spécifiques a augmenté, principalement en raison de nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, reflétant le début du repli du marché de l'habitation aux États-Unis. L'augmentation enregistrée en 2008 reflète en grande partie l'incidence de la détérioration continue du marché de l'habitation aux États-Unis et du ralentissement économique, comme nous l'avons déjà mentionné.

Services bancaires aux États-Unis		Tableau 68
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)		2008
Prêts de détail		
Prêts hypothécaires résidentiels	2 922	\$
Financement aux fins d'accession à la propriété	4 269	
Prêts pour l'achat de lots	1 142	
Prêts sur cartes de crédit	187	
Autres	320	
	8 840	\$
Prêts de gros		
Prêts commerciaux et prêts bancaires aux entreprises	14 588	\$
Financement aux constructeurs résidentiels	2 116	
RBC Real Estate Finance Inc. (REFI)	1 153	
Autres	585	
	18 442	\$
Total des prêts liés aux services bancaires aux États-Unis	27 282	\$

Au 31 octobre 2008, les prêts liés aux services bancaires aux États-Unis totalisaient 27,3 milliards de dollars, soit 18,4 milliards en prêts de gros et 8,8 milliards en prêts de détail. Les activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis se composent d'un montant de 2,1 milliards de dollars au titre de nos activités de financement de constructeurs en cours et d'un montant de 1,2 milliard relatif à RBC Real Estate Finance Inc. (REFI), une filiale en propriété exclusive créée afin de gérer l'abandon graduel de nos activités de financement de constructeurs résidentiels dans les États suivants : Californie, Washington, Arizona, Utah, Illinois et Colorado (États non compris dans notre réseau), ainsi que de certains autres prêts douteux liés aux activités de financement de constructeurs résidentiels dans les États compris dans notre réseau.

Environ 80 % du montant total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances constatée aux États-Unis au cours de l'exercice, établi à 578 millions de dollars, vise les services bancaires aux États-Unis. Environ 60 % de ce montant est lié à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, y compris notre portefeuille de REFI. La tranche restante est attribuable aux prêts commerciaux et aux prêts bancaires aux entreprises, ainsi qu'au financement aux fins d'accession à la propriété et aux prêts pour l'achat de lots.

De l'augmentation de 436 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances de gros constatée aux États-Unis au cours de l'exercice, environ 70 % est attribuable à nos services bancaires aux entreprises aux États-Unis. De ce montant, environ 80 % est imputable aux prêts douteux liés aux activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, y compris le portefeuille de REFI. La tranche restante a trait à des prêts commerciaux et à des prêts bancaires aux entreprises.

Instruments d'intermédiation bancaire

Les instruments d'intermédiation bancaire se composent de positions dans des instruments financiers qui sont détenus à des fins de placement et qui ne font pas partie du portefeuille de négociation. Ces positions incluent des participations directes et indirectes, avec ou sans droit de vote, dans l'actif et le bénéfice d'une entité, qui ne sont ni consolidées ni déduites aux fins du capital réglementaire. Les instruments d'intermédiation bancaire se composent d'actions de sociétés ouvertes et de sociétés fermées, de parts de sociétés en commandite, de capital-risque et des instruments dérivés détenus qui sont liés à des titres de capitaux propres.

L'accord de Bâle II définit les risques liés au portefeuille d'intermédiation bancaire en fonction de la substance économique de l'opération plutôt qu'en fonction de la forme juridique ou du traitement comptable lié à l'instrument. Cela donne lieu à des différences au chapitre de l'établissement des titres de capitaux propres détenus dans le portefeuille d'intermédiation bancaire et de ceux présentés dans les notes 1 à 3 des Notes complémentaires.

La plupart des instruments d'intermédiation bancaire présentés dans nos bilans consolidés sont classés comme disponibles à la vente, et la tranche restante est classée à titre de placements dans des sociétés liées, aux postes Autres actifs et Titres sans droit de participation (titres de créance).

Les instruments détenus dans le portefeuille d'intermédiation bancaire sont assujettis aux exigences concernant le capital lié au risque de crédit, telles qu'elles sont prescrites par le BSIF en vertu du cadre de l'accord de Bâle II.

Le tableau ci-après illustre les risques liés aux instruments d'intermédiation bancaire auxquels nous sommes exposés ainsi que les pertes nettes non réalisées sur le portefeuille.

Risque lié aux instruments d'intermédiation bancaire		Tableau 69
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)		2008
Titres de sociétés ouvertes		1 461
Titres de sociétés fermées		1 630
Risque total lié aux instruments d'intermédiation bancaire (1)		3 091
Pertes nettes non réalisées aux fins de la réglementation, montant cumulé (2)		(380)
(1)	Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur.	
(2)	Ce montant représente les pertes non réalisées, déduction faite des impôts sur les bénéfices.	

Le risque du marché correspond au risque que les variations des facteurs de marché, tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions et des marchandises ou les écarts de taux entraînent des pertes. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif nous exposent à un risque du marché. Le niveau du risque du marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements et la composition de notre portefeuille de négociation.

Au cours du dernier trimestre de 2008, tous les marchés, et ce tant les marchés au comptant que les marchés des dérivés liés à toutes les catégories d'actifs, y compris le crédit, ont composé avec une volatilité sans précédent des cours, car les principaux participants des marchés ont dû faire face à un désendettement radical et rapide de leurs bilans, situation qui a entraîné des ventes forcées. Cette situation, conjuguée aux craintes liées à une récession mondiale, a donné lieu à une baisse des cours dans tous les marchés. Nous avons étayé nos mesures actuelles du risque du marché au moyen de mises à jours fréquentes du scénario historique utilisé pour calculer la VAR, et nous avons également modifié les facteurs de risque utilisés aux fins des calculs, de manière qu'ils reflètent de façon appropriée les conditions actuelles sur les marchés.

Risque du marché lié aux activités de négociation

Le risque du marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux montants en espèces et aux produits dérivés connexes négociés sur les marchés des taux d'intérêt, les marchés du change, les marchés boursiers, les marchés du crédit et les marchés des marchandises. Les composantes du risque du marché lié aux activités de négociation sont les suivantes :

- Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux d'intérêt sur nos résultats et sur notre valeur économique. Il se compose : i) du risque directionnel, lequel tient aux mouvements parallèles de la courbe de rendement; ii) du risque lié à la courbe de rendement, lequel découle de la variation non uniforme des taux pour diverses échéances; iii) du risque de corrélation, qui résulte de la couverture imparfaite d'un type d'instrument par un autre type d'instrument pour lequel les variations de prix ne sont pas parfaitement corrélées; iv) des risques liés aux options, qui tiennent aux variations de la valeur des options intégrées découlant des variations de prix ou de taux d'intérêt et de leur volatilité. La plupart des instruments financiers sont assujettis à un risque de taux d'intérêt.
- Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des cours du change et des métaux précieux sur nos résultats et sur notre valeur économique. En ce qui a trait à nos positions pour notre propre compte, nous sommes exposés au risque de change à la fois sur les marchés des opérations de change au comptant, des contrats de change à terme et des dérivés.
- Le risque sur actions correspond à l'incidence défavorable possible des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur nos résultats. Nous sommes exposés au risque sur actions en raison de nos opérations d'achat et de vente d'actions à titre de contrepartiste liées à nos activités de placement, ainsi que de nos activités de négociation, qui comprennent le placement de produits dérivés sur actions adaptés, les opérations d'arbitrage et la négociation pour notre propre compte.
- Le risque lié aux cours des marchandises correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des marchandises sur nos résultats et sur notre valeur économique. Les principales marchandises négociées comprennent le pétrole brut, l'huile de chauffage, le gaz naturel et l'électricité. En ce qui a trait à nos positions pour notre propre compte, nous sommes exposés au risque lié aux cours des marchandises à la fois sur les marchés des opérations de change au comptant, des contrats de change à terme et des dérivés.
- Le risque d'écart de taux représente l'incidence défavorable générale que pourraient avoir, sur nos résultats et sur notre valeur économique, des changements dans les écarts de taux liés aux instruments assujettis au risque de crédit que nous détenons.
- Le risque spécifique de crédit représente l'incidence défavorable possible que pourraient avoir, sur nos résultats et sur notre valeur économique, des changements dans le degré de solvabilité et les défaillances des émetteurs des obligations ou des instruments du marché monétaire que nous détenons, ou des dérivés de crédit sous-jacents. D'importants bouleversements liés au marché monétaire et aux marchés obligataires provenant des marchés synthétiques du crédit, ainsi qu'aux évaluations boursières basées sur les facteurs fondamentaux, influent sur nos capacités de négociation, sur notre rentabilité et sur la mesure des risques.

- Le risque d'illiquidité sur le marché représente l'incapacité à liquider nos positions ou à acquérir des couvertures pour neutraliser nos positions de négociation. Lorsque s'installent des conditions entraînant un stress important, même les instruments jouissant des cotes les plus élevées et auparavant très liquides nous exposent à un risque d'illiquidité.

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options. Nous procédons également à des opérations concernant des produits dérivés structurés. Les risques du marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des actions, des marchandises et du crédit. Notre groupe des opérations sur titres joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques du marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque du marché pour notre propre compte en respectant les limites autorisées établies par le Conseil d'administration. Le portefeuille de négociation se compose de positions de trésorerie et de positions sur dérivés détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteur et vendeur ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage.

Responsabilités

Le Conseil d'administration approuve les pouvoirs d'approbation des plafonds liés au risque du marché en fonction des recommandations du Comité des politiques en matière de risque et de révision, et ces pouvoirs sont délégués aux cadres dirigeants.

La surveillance indépendante des activités de gestion du risque du marché lié aux activités de négociation incombe à la division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe, qui se compose d'importantes unités situées à Toronto, à Londres, à New York, à Tokyo et à Sydney. Cette division établit les plafonds et les politiques liés au risque du marché, elle élabore les techniques quantitatives et les outils analytiques, elle étudie en détail les modèles et systèmes de négociation, elle maintient les systèmes de VAR et d'évaluation des risques entraînant un stress et elle prépare des rapports sur les activités de négociation à l'échelle de l'entreprise. Elle est également responsable de la surveillance indépendante des activités de négociation et elle s'occupe notamment de l'établissement et de l'administration des plafonds opérationnels liés aux activités de négociation, de la conformité aux plafonds du risque du marché et du risque de crédit de contrepartie, de l'analyse des risques ainsi que de l'examen et de la surveillance des opérations non traditionnelles ou complexes.

Les secteurs d'exploitation sont responsables des risques du marché liés à leurs activités et ils travaillent en collaboration avec la Gestion des risques du Groupe afin d'assurer l'alignement du goût du risque et des stratégies commerciales.

La division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe est chargée d'établir les exigences réglementaires et les exigences en matière de capital économique liées au risque du marché et de présenter des rapports sur ces exigences, et elle fournit aux organismes de réglementation, relativement aux documents déposés régulièrement, une assurance sur l'exactitude de l'information présentée et sur l'exécution rapide et le fonctionnement approprié des modèles statistiques, en fonction du niveau de confiance approuvé.

Mesure du risque

Nous utilisons des outils de mesure des risques tels que la VAR, les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress. La Gestion des risques du Groupe se sert de ces mesures pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et pour signaler les tendances ou les positions défavorables à la haute direction.

En ce qui concerne la plupart de nos positions liées aux activités de négociation sur les marchés des devises, des taux d'intérêt, des actions, des marchandises et du crédit, nous calculons les capitaux propres au moyen de modèles internes fondés sur la VAR, et les dérivés de crédit structurés ainsi que les titres adossés à des créances hypothécaires, selon l'approche standardisée approuvée par le BSIF. Nous utilisons également cette dernière pour déterminer le risque découlant de changements dans le degré de solvabilité et le risque de crédit liés à un nombre limité de produits de taux d'intérêt. Notre VAR globale ne tient pas compte de ces produits ni de ces risques comme il est décrit ci-dessous.

Valeur à risque

La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours d'une période de un jour, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. Il se pourrait que des pertes plus importantes se produisent, mais une telle probabilité est faible. Par exemple, notre modèle de la VAR est fondé sur un intervalle de confiance de 99 %. Par conséquent, dans le cas d'un portefeuille ayant une VAR de 20 millions de dollars détenu sur une période de un jour, la probabilité qu'une perte supérieure à 20 millions se produise durant cette période est de 1 %.

Nous évaluons la VAR pour chaque catégorie de risque important sur une base distincte. Par ailleurs, nous évaluons et surveillons l'incidence des corrélations entre les fluctuations des taux d'intérêt, des écarts de taux, des taux de change, des cours des actions et des marchandises, et nous mettons en évidence l'effet de diversification de notre portefeuille de négociation. Nous quantifions ensuite les résultats obtenus et les incluons à l'effet de diversification illustré dans le tableau de la VAR globale.

Comme c'est le cas pour toute mesure du risque modélisée, certaines limitations découlent des hypothèses liées à la VAR. La VAR historique se fonde sur l'hypothèse que l'avenir sera identique au passé. Par conséquent, les scénarios historiques pourraient ne pas refléter le prochain cycle du marché. Qui plus est, le recours à une VAR sur un horizon de un jour aux fins de l'évaluation des risques laisse supposer que des positions pourraient être vendues ou couvertes dans la prochaine séance, mais cette hypothèse pourrait se révéler peu réaliste si une illiquidité partielle ou complète était observée sur le marché. La VAR est évaluée en fonction des positions à la fin de la séance.

Validation

Afin que la VAR reflète efficacement notre risque du marché, nous supervisons et améliorons constamment nos méthodes. Des contrôles ex post quotidiens servent à comparer les profits et pertes hypothétiques et la VAR, afin de surveiller la validité statistique de l'intervalle de confiance de 99 % lié à l'évaluation de la VAR quotidienne. Aux fins des contrôles ex post, nous maintenons les positions et isolons l'incidence des fluctuations réelles des taux du marché au cours de la prochaine séance et des 10 prochaines séances sur la valeur de marché des portefeuilles. Les variations des positions intrajournalières donnent lieu à la quasi totalité de l'écart entre les profits et pertes établis au moyen des contrôles ex post théoriques et les profits et pertes réels. Les modèles de la VAR et les facteurs liés au risque du marché font l'objet d'examen indépendants périodiques, de manière à s'assurer de leur exactitude et de leur fiabilité. En 2008, nous avons relevé 18 cas où les résultats des contrôles ex post ont excédé la VAR. Neuf de ces cas se sont produits au dernier semestre de l'exercice 2008. Les cas où les résultats des contrôles ont excédé la VAR se sont produits en mars, en septembre et en octobre, alors que les marchés étaient très volatils. La VAR calculée au moyen de données historiques peut entraîner des failles dans les contrôles ex post lorsque les données historiques utilisées aux fins des calculs sont moins volatiles que les marchés actuels. Au cours de cette période, nous avons fréquemment modifié nos scénarios de manière qu'ils reflètent les événements courants sur les marchés.

Analyse de sensibilité et évaluations des facteurs de stress

Les analyses de sensibilité servent à mesurer l'incidence des mouvements mineurs des facteurs de risque individuels tels que les taux d'intérêt et les taux de change et elles sont conçues de manière à isoler et à quantifier l'exposition aux risques sous-jacents.

La VAR est une mesure d'évaluation du risque qui est significative uniquement lorsque la conjoncture des marchés est normale. Dans le cas de conjonctures de marchés plus extrêmes, nous utilisons des évaluations des facteurs de stress pour mesurer notre exposition à des événements politiques, économiques ou d'autres événements perturbateurs possibles et elles servent à aviser la haute direction de la situation. Nous procédons actuellement à plusieurs types d'évaluations des facteurs de stress touchant des événements historiques tels que l'effondrement boursier de 1987 ainsi que des événements hypothétiques, qui représentent des événements futurs possibles plausibles, mais qui sont peu probables. Les scénarios liés à ces évaluations sont revus et modifiés le cas échéant, afin de tenir compte d'événements ou de situations hypothétiques pertinents. Bien que nous nous efforcions de demeurer prudents dans le cadre de nos évaluations des facteurs de stress, rien ne garantit que nos hypothèses à cet égard tiendront compte de tous les scénarios qui pourraient se produire sur le marché.

Contrôle des risques

Politiques

Un cadre de référence exhaustif concernant les risques du marché régit les activités de négociation et les risques liés à ces activités, et il fournit des lignes de conduite sur la gestion des activités de négociation, les unités fonctionnelles de suivi de marché et de conformité à la réglementation et les secteurs d'activité. Nous utilisons une gamme étendue de principes, de règles, de contrôles et de limites qui sont conformes aux meilleures pratiques de l'industrie. Notre cadre de référence pour la gestion du risque du marché est conçu de manière à assurer une diversification globale appropriée de nos risques. Les plafonds liés au risque relatif à la taille théorique, au risque à terme et au risque global qui sont fixés pour les pupitres, les portefeuilles et les secteurs d'activité font l'objet d'une surveillance.

Présentation de l'information

Les rapports sur les risques de négociation sont fournis par la division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe au chef de la gestion des risques et au comité administratif de Marchés des Capitaux chaque semaine et aux membres de la haute direction chaque jour. Les rapports à l'échelle de l'entreprise servent à contrôler la conformité aux plafonds établis aux fins de la VAR et des facteurs de stress approuvés par le Conseil d'administration, ainsi que les plafonds d'exploitation tirés de ces plafonds approuvés par le Conseil. Outre ces activités de surveillance, la division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe approuve au préalable les chiffres en sus des plafonds et communique toute violation au chef de la gestion des risques et au comité administratif de Marchés des Capitaux.

Les rapports internes présentés aux cadres dirigeants incluent les calculs des risques individuels liés aux portefeuilles auxquels s'applique l'approche standardisée de calcul du capital réglementaire, et ces calculs sont ensuite combinés aux résultats découlant des modèles afin d'obtenir un profil de risque pour l'ensemble de l'entreprise.

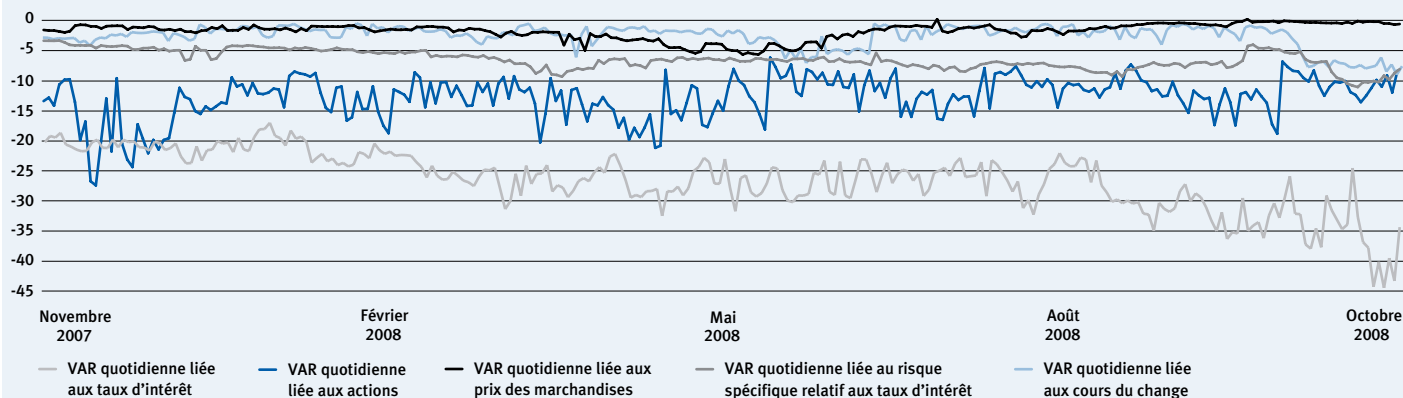
Le tableau ci-après illustre notre VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation selon notre démarche d'attribution du capital fondée sur des modèles, ainsi que l'effet de diversification de nos portefeuilles, lequel représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

VAR globale par catégorie de risque important

Tableau 70

(en millions de dollars canadiens)	2008				2007			
	Au 31 oct.	Pour l'exercice terminé le 31 octobre			Au 31 oct.	Pour l'exercice terminé le 31 octobre		
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne	Haut	Bas
Actions	8 \$	13 \$	28 \$	6 \$	8 \$	9 \$	18 \$	4 \$
Change	8	3	9	1	4	2	7	1
Marchandises	1	2	6	—	2	1	2	—
Taux d'intérêt	34	26	44	17	20	19	23	14
Risque spécifique lié à la dette	8	7	11	4	3	3	5	2
Effet de diversification	(19)	(23)	(38)	(13)	(19)	(13)	(22)	(8)
VAR globale	40 \$	28 \$	50 \$	18 \$	18 \$	21 \$	27 \$	16 \$

VAR globale par catégorie de risque important (en millions de dollars canadiens)



VAR globale

Comparaison entre 2008 et 2007

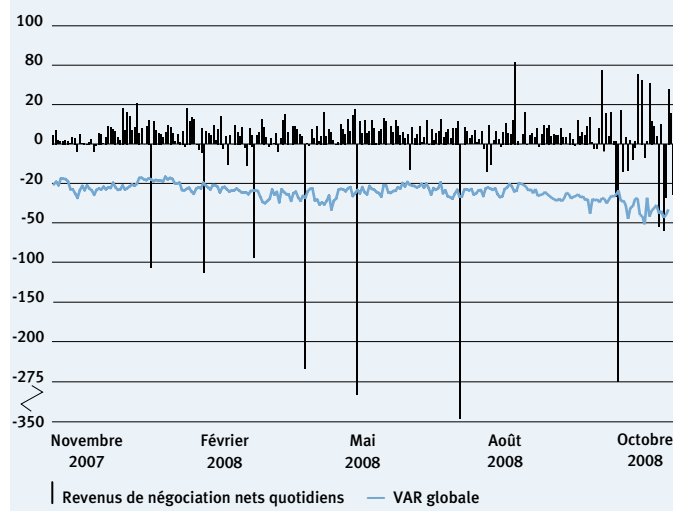
La moyenne de la VAR globale pour l'exercice s'est chiffrée à 28 millions de dollars, en hausse par rapport à 21 millions à l'exercice précédent. Cette hausse reflète principalement l'augmentation de la VAR liée aux taux d'intérêt, y compris le risque spécifique lié au crédit, et aux actions, laquelle découle de la volatilité accrue des marchés. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en grande partie par l'amélioration de l'effet de diversification, qui a augmenté pour s'établir à 45 % en 2008, par rapport à 38 % à l'exercice précédent.

Revenus de négociation

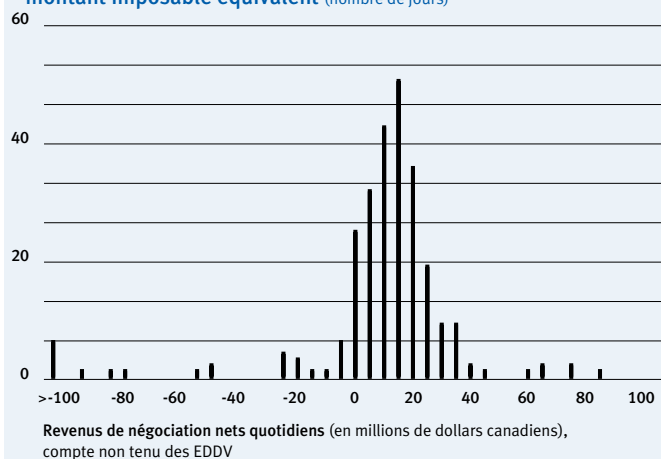
Comparaison de 2008 et de 2007

Au cours de l'exercice, nous avons enregistré 44 séances de négociation marquées par des pertes nettes, comparativement à 25 jours en 2007. La volatilité des revenus de négociation à chaque séance vers la fin de 2008 reflète la volatilité sans précédent des marchés. La perte la plus importante survenue au cours d'une séance, en tenant compte des pertes de valeur, a totalisé 342 millions de dollars et elle découle de la volatilité sans précédent des marchés des actions et du crédit; cette perte a excédé la VAR globale estimative pour cette séance. Une analyse plus détaillée des pertes de valeur et des ajustements de l'évaluation est présentée à la section portant sur l'incidence de l'environnement des marchés, à la rubrique Rendement financier. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché lié à l'une quelconque stratégie et à réduire la volatilité des revenus de négociation.

Revenus de négociation et VAR globale (1) (en millions de dollars canadiens)



Revenus de négociation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, montant imposable équivalent (nombre de jours)



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exclusion faite des revenus liés aux EDDV consolidées.

Risque de marché lié aux activités bancaires autres que de négociation (gestion de l'actif et du passif)

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque du marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante.

Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives pour atteindre le niveau ciblé. Pour des renseignements supplémentaires sur l'utilisation de dérivés aux fins de la gestion de l'actif et du passif, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan ainsi qu'à la note 7 des Notes complémentaires. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt au sein de la Trésorerie générale, en fonction de la valeur et du bénéfice.

Pour une analyse du processus de gestion du risque de change lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan, se reporter à l'analyse concernant la couverture des opérations libellées en devises présentée à la rubrique Gestion du capital.

Responsabilités

Bien que nos filiales et nos secteurs d'exploitation gèrent les activités quotidiennes, la Trésorerie générale est responsable de la gestion du risque de taux d'intérêt à l'échelle de l'entreprise, de la surveillance des plafonds approuvés et de la conformité aux politiques ainsi qu'aux normes en matière d'exploitation. Notre Comité actif-passif fournit des services de supervision à la Trésorerie générale et examine et approuve les politiques élaborées par la Trésorerie générale.

Mesure du risque

Nous recherchons constamment les meilleures pratiques en matière d'évaluation des instruments, de modélisation économétrique et de nouvelles méthodes de couverture. Pour ce faire, nous procédons notamment à une évaluation des processus traditionnels de gestion de l'actif et du passif et nous appliquons les méthodes quantitatives les plus récentes à nos processus sur une base pro forma.

Nous mesurons notre risque sur une base quotidienne, hebdomadaire et mensuelle, en adoptant la fréquence appropriée selon la taille et la complexité du portefeuille. La mesure du risque est fonction des taux

facturés aux clients ainsi que des taux sur lesquels se fonde l'établissement des prix de cession interne des fonds. Nous utilisons l'analyse du taux de référence à titre de principale mesure aux fins de la gestion des risques. Cette analyse nous fournit une évaluation de la sensibilité de la valeur économique de nos capitaux propres aux fluctuations instantanées des points individuels sur la courbe de rendement.

La valeur économique des capitaux propres correspond à la valeur actualisée nette de notre actif, de notre passif et de nos instruments hors bilan.

Prix de cession interne des fonds

Nous utilisons un mécanisme de prix de cession interne des fonds en ce qui concerne les transactions, afin de transférer le risque de taux d'intérêt à la Trésorerie générale et de déterminer la rentabilité de divers produits. Les taux utilisés pour établir les prix de cession interne des fonds sont fondés sur les taux du marché et concordent avec les principes de gestion du risque de taux d'intérêt. Nous corroborons ces taux au moyen de recherches empiriques concernant le comportement des clients, et les décisions relatives à l'établissement des prix de notre secteur de détail sont essentiellement fondées sur ces taux.

Nous nous concentrons en outre sur l'élaboration de modèles d'évaluation des produits de détail qui tiennent compte de l'incidence du comportement des consommateurs. Ces modèles d'évaluation sont habituellement fondés sur une estimation économétrique des choix exercés par les consommateurs à l'égard des options intégrées dans les produits de détail. Les principales options intégrées sont les options relatives aux engagements liés aux taux hypothécaires et les options de paiement anticipé. De plus, nous modélisons la sensibilité de la valeur des dépôts ayant une échéance indéterminée aux variations des taux d'intérêt.

Validation

Nous complétons notre évaluation en mesurant le risque de taux d'intérêt en fonction de divers scénarios de marché dynamiques et statiques. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux incluent des hypothèses concernant des stratégies futures d'établissement des prix ainsi que le volume et la composition des

nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché incluent des fluctuations présumées des taux d'intérêt ainsi que des variations dans la forme des courbes de rendement. Les scénarios statiques complètent les scénarios dynamiques et sont aussi utilisés pour évaluer les risques liés à la valeur des capitaux propres et au revenu net d'intérêt.

Dans le cadre de notre surveillance de l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt au sein de la Trésorerie générale, surveillance que nous exerçons en fonction de la valeur et du bénéfice, les hypothèses qui sous-tendent les modèles sont corroborées par le comportement réel des clients.

Contrôle des risques

Politiques et plafonds

La politique régissant la gestion du risque de taux d'intérêt et le document sur les taux d'intérêt plafonds établissent les normes de gestion et les plafonds acceptables en deçà desquels le risque lié au revenu net d'intérêt sur un horizon de 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres doivent être maintenus. Ces plafonds sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de plus ou moins 100 points de base sur la courbe de rendement. Le plafond relatif au risque lié au revenu net d'intérêt est égal à 3 % du revenu net d'intérêt prévu et, en ce qui concerne le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, il correspond à 5 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires prévus. Les plafonds ayant trait au risque de taux d'intérêt sont revus et approuvés annuellement par le Conseil d'administration.

Présentation d'information concernant les risques

Chaque filiale et chaque secteur d'exploitation préparent des rapports mensuels sur les activités de gestion du risque de taux d'intérêt. Chaque filiale et chaque secteur d'exploitation doivent immédiatement informer la Trésorerie générale de toute dérogation aux politiques de gestion du risque de taux d'intérêt et obtenir son approbation quant aux mesures correctrices.

Un rapport d'entreprise sur le risque de taux d'intérêt est examiné chaque mois par le Comité actif passif et chaque trimestre par le Comité de risque de prêt et par le Conseil d'administration.

Évaluation des risques du marché – activités autres que de négociation

Tableau 71

(en millions de dollars canadiens)	2008						2007		2006	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
Avant l'incidence fiscale d'une : augmentation des taux de 100 p.b.	(470)\$	(38)\$	(508)\$	23 \$	22 \$	45 \$	(440)\$	54 \$	(496)\$	87 \$
diminution des taux de 100 p.b.	404	44	448	(62)	(28)	(90)	309	(111)	375	(153)
Avant l'incidence fiscale d'une : augmentation des taux de 200 p.b.	(982)	(68)	(1 050)	8	54	62	(930)	97	(1 044)	147
diminution des taux de 200 p.b.	774	64	838	(236)	(43)	(279)	553	(231)	658	(319)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

Analyse pour 2008

Le tableau ci-dessus présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur

des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au cours de 2008, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte ou un préjudice en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes.

Ce risque est inhérent à toutes nos activités, y compris les pratiques et contrôles utilisés pour gérer les autres risques. Si nous ne gérons pas le risque opérationnel, cela pourrait entraîner une perte financière directe ou indirecte, une atteinte à notre réputation, la réprobation des organismes de réglementation ou notre incapacité à gérer d'autres risques tels que le risque de crédit ou le risque du marché. Au cours de 2008, nous avons élargi notre définition du risque du marché, lequel correspond maintenant au risque de subir un préjudice ou une perte. Ce changement reflète davantage la façon dont nous percevons le risque opérationnel et il nous aide à gérer ce risque plus efficacement.

Notre cadre de gestion du risque opérationnel est directement lié à notre cadre de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise et il établit les principes et pratiques utilisés pour gérer le risque opérationnel, qui comprennent un processus d'établissement, d'évaluation, de contrôle, de surveillance et de communication du risque.

Responsabilités

Une équipe dévouée a été formée au sein de la Gestion des risques du Groupe afin d'élaborer et d'appuyer les politiques, programmes et initiatives en matière de risque opérationnel, et de surveiller les progrès accomplis aux fins de leur mise en œuvre et de leur exécution sur une base permanente. Les secteurs d'exploitation et les Services de soutien généraux sont responsables de la gestion éclairée et active du risque opérationnel lié à leurs activités, conformément au cadre de gestion du risque opérationnel. Le cas échéant, la Technologie et exploitation

mondiales assure la mise en œuvre de certains programmes de gestion du risque opérationnel au nom des secteurs d'exploitation et des Services de soutien généraux.

Mesure du risque

Étant donné que le risque opérationnel est dans bien des cas implicite ou involontaire et qu'il est souvent regroupé avec d'autres risques, il est difficile d'effectuer une évaluation complète et précise de ce risque. Les méthodes d'évaluation actuelles utilisées dans l'industrie bancaire ne cessent d'évoluer. Nous pouvons toutefois évaluer notre risque opérationnel en utilisant plusieurs méthodes concurremment.

Évaluation du risque

Nous cibons les risques opérationnels et évaluons leurs répercussions possibles à l'aide de programmes intégrés d'évaluation et de surveillance du risque opérationnel et des contrôles mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise. Notre cadre de gestion du risque opérationnel permet d'assurer l'uniformité du processus d'établissement et d'évaluation des risques opérationnels et des contrôles mis en œuvre pour gérer ces risques.

Indicateurs de risque clés

Les secteurs d'exploitation, Technologie et exploitation mondiales et Fonctions générales utilisent divers indicateurs de risque pour gérer leurs activités quotidiennes. La Gestion des risques du Groupe a recours à des indicateurs de risque pour surveiller le risque opérationnel à l'échelle de l'entreprise. Ces indicateurs fournissent des informations sur le niveau et la nature des risques opérationnels avec lesquels nous devons composer, ainsi que sur les variations possibles de ces risques.

Collecte et analyse d'informations sur les événements entraînant un risque opérationnel

Les événements entraînant un risque opérationnel sont intégrés dans une base de données centrale. Les informations complètes sur ces événements qui sont recueillies comprennent les montants, l'événement, la date à laquelle l'événement s'est produit et la date à laquelle il a été mis en évidence, le secteur d'activité et les produits visés, les causes fondamentales et les inducteurs de risque. L'analyse d'informations sur les événements entraînant un risque opérationnel nous aide à comprendre l'origine et la cause des risques avec lesquels nous devons composer, elle nous fournit des informations historiques sur notre expérience en matière de risque opérationnel et elle nous permet d'établir une base sur laquelle se fonde l'évaluation de notre exposition au risque opérationnel. Par suite de l'élargissement de notre définition du risque opérationnel, nous avons commencé, en 2008, à tenir compte des informations sur les événements n'ayant aucune incidence monétaire et sur les événements évités de justesse, dans le cadre de nos activités de collecte et d'analyse d'informations.

Analyse des pertes dans l'industrie

Nous examinons et analysons les informations sur les pertes d'ordre opérationnel que les autres institutions financières ont subies. Nous avons pour ce faire recours aux informations publiques et aux informations auxquelles nous avons accès grâce à notre adhésion à ORX (Operational

Riskdata Xchange Association), un consortium privé qui effectue le partage de données. Cela nous donne une meilleure connaissance de l'importance et de la nature des risques auxquels nous pourrions être exposés, et nous pouvons ainsi comparer notre expérience au chapitre des pertes avec celle de nos homologues et déterminer si nous nous trouvons dans une position extrême. Nous pouvons également surveiller les faits nouveaux et les tendances qui touchent le secteur financier dans son ensemble.

Contrôle du risque

Pour gérer le risque opérationnel, nous avons recours à l'infrastructure, aux contrôles, aux systèmes et aux ressources humaines en place au sein de l'organisation, ainsi qu'à plusieurs groupes à l'échelle de l'entreprise, qui concentrent leurs activités sur la gestion de risques opérationnels précis tels que ceux liés à la fraude, à la protection des renseignements personnels, à l'impartition des services, à l'interruption des activités, aux ressources humaines et aux systèmes.

Un certain nombre de groupes à l'échelle de l'entreprise assurent la mise en œuvre efficace de tous ces contrôles et systèmes, conformément à notre cadre de gestion du risque opérationnel. Ces groupes incluent le groupe de la conformité à la réglementation, qui se concentre sur nos obligations en matière de réglementation et adopte une démarche coordonnée et efficace pour répondre à ces obligations, et le groupe de vérification interne, qui fournit une évaluation indépendante des pratiques, des contrôles internes et des processus de gouvernance liés à la gestion du risque.

Atténuation du risque

Tous les risques élevés que nous cernons font l'objet de mesures correctives, d'une surveillance et de tests des contrôles. Ces risques incluent les risques mis en évidence dans le cadre de notre programme intégré d'évaluation et de surveillance des risques et des contrôles, des vérifications internes, des examens de la conformité, des examens visant à déterminer notre capacité à maintenir les opérations, ainsi que de la communication d'informations sur les événements entraînant un risque opérationnel.

Par l'intermédiaire du service central des assurances, nous transférons une partie de notre exposition au risque opérationnel en souscrivant de l'assurance, dont la nature et le montant sont établis à l'échelle de l'entreprise.

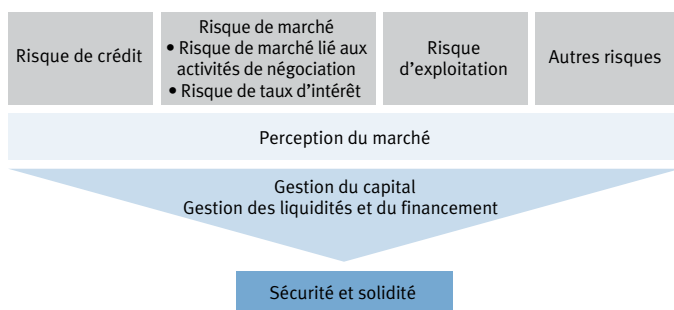
Présentation de l'information

La Gestion des risques du Groupe fournit des rapports trimestriels portant sur le risque opérationnel dans toute l'entreprise à la haute direction et au Conseil d'administration. Ces rapports donnent un aperçu de notre profil de risque opérationnel ainsi que des tendances et des perspectives concernant les risques auxquels nous sommes exposés. Les rapports comprennent des détails sur les événements présentant des risques accrus, sur les risques opérationnels individuels qui font l'objet d'une vigilance accrue, sur les questions de réglementation et de conformité à la réglementation et sur les événements importants qui entraînent un risque opérationnel. S'ajoutent à ces documents des rapports plus détaillés préparés par le groupe de la conformité à la réglementation, le groupe de vérification, le contentieux et les ressources humaines.

Gestion du capital

Le fait de maintenir une solide situation de capital et de liquidités favorise les possibilités d'expansion de l'entreprise et contribue à préserver la sécurité et la solidité de ce capital lors de périodes de stress. Notre capacité à amortir le stress se fonde sur notre position au chapitre de l'adéquation des fonds propres et sur notre position de liquidités, lesquelles visent à faire en sorte que le marché ait confiance dans la capacité de l'organisation à préserver sa sécurité et sa solidité. Une analyse détaillée de nos pratiques en matière de gestion du capital est présentée dans la présente section, et une analyse détaillée de nos pratiques en matière de gestion des liquidités et du financement est présentée dans la section suivante.

Les risques, y compris le risque de crédit, le risque de marché et le risque d'exploitation, pour lesquels une analyse est présentée ci-dessus, influencent l'ensemble de la gestion du capital ainsi que la gestion des liquidités et du financement. Les relations qui existent entre les risques et notre capacité à amortir le stress de manière à préserver la sécurité et la solidité de l'organisation sont illustrées ci-dessous.



Cadre de gestion du capital

Nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer la volonté de maintenir de solides ratios de capital et de conserver des cotes de crédit élevées, l'objectif étant de fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, nous tenons compte des exigences des organismes de réglementation, des agences de notation, des déposants et des actionnaires, ainsi que de nos plans d'affaires futurs, des comparaisons avec nos homologues et de notre position relativement aux objectifs internes en matière de ratios de capital. Nous tenons également compte des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles, et des besoins de trésorerie prévus.

Notre cadre de gestion du capital prévoit les politiques et processus nécessaires pour établir et évaluer le capital ainsi que pour mobiliser et investir des capitaux sous diverses formes, selon une démarche coordonnée et uniforme. Nous gérons et surveillons différents types de capital, notamment :

- le capital réglementaire, soit le capital requis aux fins du respect de la réglementation, conformément au BSIF;
- le capital économique, lequel constitue une estimation interne des fonds propres requis pour soutenir nos risques;
- le capital affecté aux filiales, soit le montant de capital réglementaire investi dans les filiales.

Nous avons par ailleurs mis en œuvre, relativement à notre cadre de gestion du capital, un processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes qui vise à établir des objectifs en matière de fonds propres internes et à élaborer des stratégies pour atteindre ces objectifs d'une manière qui cadre avec nos plans d'affaires, notre profil de risque, notre goût du risque et l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités.

Dans le cadre de ce processus, nous avons mis en place, dans l'ensemble de l'entreprise, un programme d'évaluation du stress visant à estimer l'incidence des multiples facteurs de stress sur les bénéfices et le capital (du point de vue économique et réglementaire). Il s'agit d'un exercice auquel participent diverses équipes, y compris la division Gestion des risques du Groupe et les équipes responsables de la trésorerie générale, des finances, de l'économie et des technologies de l'information. Les résultats de cette évaluation constituent des données essentielles à notre processus de planification du capital et nous permettent de déterminer les facteurs de risque appropriés à utiliser pour mettre à l'épreuve la robustesse de notre situation de capital chaque trimestre.

Notre démarche coordonnée de la gestion du capital revêt un caractère important aux fins de nos activités. Notre objectif est d'optimiser l'utilisation et la structure du capital et de soutenir plus efficacement nos secteurs d'exploitation et nos clients et d'offrir des rendements supérieurs à nos actionnaires, tout en protégeant nos déposants et nos créanciers de premier rang.

Gouvernance

Le Conseil d'administration est responsable de la surveillance ultime de la gestion du capital, y compris l'examen annuel et l'approbation de notre plan visant le capital et du processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes de la Banque. Le Comité de vérification est chargé de la gouvernance des activités de gestion du capital :

- il approuve notamment les politiques de gestion du capital,
- il procède à un examen régulier de notre position de capital, ainsi que des processus de gestion des liquidités, du financement et des fonds propres,
- il approuve le processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes,
- il effectue un examen continu du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Par ailleurs, le BSIF se réunit avec notre Comité de vérification et avec notre Comité des politiques en matière de risque et de révision afin de discuter de nos politiques et procédures liées à la gestion du capital.

Le Comité actif-passif et la haute direction sont tous deux chargés de superviser la gestion du capital et ils reçoivent des rapports réguliers détaillant la conformité aux plafonds et aux lignes directrices établis. La Trésorerie générale et la Gestion des risques du Groupe sont responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques liées à la gestion du capital réglementaire, du capital économique et du capital affecté aux filiales, ainsi que de l'élaboration et de la mise en œuvre du processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes.

Accord de Bâle II

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007 et par suite de l'adoption par le BSIF des nouvelles lignes directrices basées sur le document datant de juin 2006, intitulé *The International Convergence of Capital Measurement and*

Capital Standards : A Revised Framework – Comprehensive Version (accord de Bâle II), les grandes banques canadiennes sont tenues de calculer et de présenter leurs ratios de capital réglementaire selon les nouvelles normes d'évaluation.

L'entité supérieure consolidée à laquelle l'accord de Bâle II s'applique est la Banque Royale du Canada. L'accord de Bâle II donne lieu à une modification importante de la réglementation bancaire, car les banques doivent choisir, à même une liste limitée d'approches fondées sur le risque de plus en plus techniques, l'approche qu'ils adopteront pour calculer le capital réglementaire minimum (pilier 1) requis, particulièrement en ce qui concerne le risque de crédit et le risque opérationnel.

En ce qui concerne le risque de crédit, le BSIF s'attend à ce que les grandes banques adoptent l'approche des notations internes avancées (approche NI avancée) pour leurs principaux portefeuilles, mais il leur accorde une certaine souplesse relativement au moment auquel cette approche devra être adoptée. Par conséquent, le BSIF a donné la permission de procéder à l'adoption progressive de l'approche NI avancée en ce qui concerne le risque de crédit, dans le cadre de notre transition aux règles de Bâle II. Il a notamment :

- donné une dispense à RBC Bank (USA), auparavant RBC Centura Bank, en vertu de laquelle elle pourra utiliser l'approche standardisée pour le risque de crédit jusqu'à l'exercice 2010;
- accordé une prorogation, en vertu de laquelle nous pourrions reporter l'adoption de l'approche NI avancée relativement à notre quote-part de l'exposition liée à RBC Dexia IS jusqu'au 1^{er} novembre 2010 au plus tard;
- approuvé des exemptions qui visent les expositions pour lesquelles le risque de crédit est comptabilisé conformément à l'approche standardisée de l'accord de Bâle II (c'est-à-dire celles liées à nos activités bancaires dans les Antilles) puisque les portefeuilles liés à ces activités et les entités dans les territoires applicables n'ont pas d'incidence importante sur RBC.

En ce qui concerne le risque opérationnel, deux options s'offrent à nous, soit l'approche de mesures complexes et l'approche standardisée. Nous avons initialement adopté l'approche standardisée.

En ce qui concerne le risque de marché, nous utilisons à la fois une approche des modèles internes et une approche standardisée.

L'accord de Bâle II a donné lieu à l'établissement de besoins de trésorerie qui diffèrent de ceux que nous avions calculés conformément à l'accord de Bâle I. Cela tient en grande partie aux différentes méthodes de calcul utilisées pour calculer l'actif ajusté en fonction des risques, lesquelles reposaient sur des facteurs de pondération des risques prescrits qui ont été délaissés en faveur de paramètres qui concordent davantage avec nos pratiques internes en matière d'évaluation et de gestion des risques. Étant donné que l'accord de Bâle II a été mis en œuvre sur une base prospective, les calculs effectués selon l'accord de Bâle I et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement.

Capital réglementaire et ratios de capital

Tableau 72

	Accord de Bâle II (1)	Accord de Bâle I (1)
	2008	2007
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Capital		
Capital de première catégorie	25 173 \$	23 383 \$
Capital total	30 830	28 571
Actif ajusté en fonction des risques		
Risque de crédit	229 537 \$	231 302 \$
Risque du marché	17 220	16 333
Risque opérationnel	31 822	–
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	278 579 \$	247 635 \$
Ratios de capital		
Capital de première catégorie	9,0 %	9,4 %
Capital total	11,1 %	11,5 %
Coefficient actif/capital	20,1X	19,9X

(1) Comme il est défini dans les lignes directrices établies par le BSIF. Les calculs effectués selon l'accord de Bâle I et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement.

Capital réglementaire et ratios de capital

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux et du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Le capital réglementaire comporte deux catégories. Le capital de première catégorie se compose du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie. Le capital de première catégorie comprend

les éléments de capital plus permanents et se compose principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, des actions privilégiées à dividende non cumulatif, dont la plupart ne peuvent pas être converties en actions ordinaires, ainsi que du montant admissible des instruments innovateurs. De plus, l'écart d'acquisition et d'autres éléments prescrits par le BSIF sont déduits du capital de première catégorie.

Le capital de deuxième catégorie se compose essentiellement de débiteures subordonnées, de billets secondaires de fiducie, du montant admissible des instruments innovateurs qui ne peut pas être inclus dans le capital de première catégorie, et d'une tranche admissible du total de la provision générale pour pertes sur créances, moins les déductions prescrites par le BSIF. Le capital total représente la somme du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie. Pour plus de détails sur les modalités de nos actions privilégiées à dividende non cumulatif et des instruments innovateurs, se reporter à la section Données concernant les actions et dividendes, ainsi qu'aux notes 17 et 18 des Notes complémentaires.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division du capital de première catégorie et du capital total par l'actif ajusté en fonction des risques. Le BSIF établit des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF.

L'adoption de l'accord de Bâle II a entraîné des changements dans les composantes du capital réglementaire admissible. Les principaux changements sont les suivants :

- La provision générale pour pertes sur créances liée aux portefeuilles auxquels nous appliquons l'approche standardisée peut être incluse

dans le capital de deuxième catégorie, jusqu'à concurrence de 1,25 % de l'actif ajusté en fonction des risques de ces portefeuilles. Dans le cas des portefeuilles pour lesquels nous appliquons l'approche NI avancée, le traitement varie selon que les provisions générales sont supérieures ou inférieures aux pertes prévues. Si ces provisions sont supérieures aux pertes prévues, l'écart est inclus dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,6 % de l'actif ajusté en fonction des risques des portefeuilles auxquels nous appliquons l'approche NI avancée. Si les provisions générales sont inférieures aux pertes prévues, une moitié de l'écart est déduite du capital de première catégorie et l'autre moitié est déduite du capital de deuxième catégorie. En vertu de l'accord de Bâle I, les provisions générales étaient incluses dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,875 % du total de l'actif ajusté en fonction des risques.

- Les augmentations des capitaux relatives aux activités de titrisation, notamment les gains à la vente, sont portées en déduction du capital de première catégorie. Pour les autres déductions relatives aux activités de titrisation, 50 % des déductions s'appliquent au capital de première catégorie et 50 %, au capital de deuxième catégorie. Auparavant, ces déductions s'appliquaient au capital total.

Le tableau suivant présente notre capital réglementaire.

Capital	Tableau 73	
	Accord de Bâle II 2008	Accord de Bâle I 2007
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Capital réglementaire de première catégorie (1)		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	28 946 \$	22 272 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 657	2 344
Instruments de capital de type innovateur	3 879	3 494
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales – autres	357	25
Écart d'acquisition (3)	(9 977)	(4 752)
Intérêts de groupe financier (4)	(37)	
Déductions relatives à la titrisation (5)	(329)	
Perte prévue en sus de la provision générale – approche NI avancée	(315)	
Autres	(8)	
Total du capital de première catégorie	25 173 \$	23 383 \$
Capital réglementaire de deuxième catégorie (1)		
Débiteures subordonnées permanentes	900 \$	779 \$
Débiteures subordonnées non permanentes (6)	7 223	5 473
Instruments de capital de type innovateur (excédent en sus du ratio de capital de première catégorie de 15 %)	120	–
Excédent des actions privilégiées à dividende non cumulatif	–	–
Billets secondaires de fiducie	1 027	1 027
Provision générale	488	1 221
Gain net cumulatif non réalisé sur les titres disponibles à la vente (7)	–	105
Intérêts de groupe financier (4)	(277)	
Placements dans des filiales d'assurance	(3 198)	
Déductions relatives à la titrisation (8)	(305)	
Perte prévue en sus de la provision générale – approche NI avancée	(315)	
Autres	(6)	
Total du capital de deuxième catégorie	5 657 \$	8 605 \$
Total du capital réglementaire		
Total du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie	30 830 \$	31 988 \$
Intérêts de groupe financier	–	(309)
Placements dans des filiales d'assurance	–	(2 912)
Protection de premier niveau contre les pertes	–	(196)
Total du capital réglementaire (1)	30 830 \$	28 571 \$

(1) Tel qu'il est défini dans les lignes directrices établies par le BSIF. Les calculs effectués selon l'accord de Bâle I et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement.

(2) Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, déduction faite d'actions privilégiées de 2 663 millions de dollars et compte tenu d'autres éléments totalisant 851 millions non inclus dans le capital réglementaire.

(3) La déduction de l'écart d'acquisition en vertu de l'accord de Bâle II reflète le total de l'écart d'acquisition consolidé. La déduction de l'écart d'acquisition en vertu de l'accord de Bâle I reflète l'écart d'acquisition consolidé, déduction faite de l'écart d'acquisition lié au portefeuille d'assurances.

(4) En vertu de l'accord de Bâle II, une tranche de 50 % des déductions au titre des intérêts de groupe financier sont incluses dans le capital de première catégorie, et l'autre tranche, dans le capital de deuxième catégorie. Une provision transitoire sera constatée jusqu'au 31 octobre 2008, de manière à déduire intégralement du capital de deuxième catégorie les intérêts de groupe financier détenus avant le 31 décembre 2006. En vertu de l'accord de Bâle I, les intérêts de groupe financier étaient déduits du capital total.

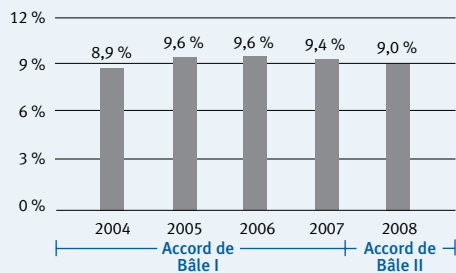
(5) Les déductions relatives à la titrisation appliquées au capital de première catégorie se composent i) de droits du vendeur dans les prêts hypothécaires résidentiels de 80 millions de dollars et de prêts sur cartes de crédit de 29 millions; ii) d'opérations de titrisation de 102 millions assorties d'une cote inférieure à BB-; iii) de positions totalisant 118 millions auxquelles aucune cote n'a été attribuée.

(6) Les débiteures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans sont assujetties à la méthode de l'amortissement linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur après amortissement.

(7) Tel qu'il est prescrit par le BSIF, certaines composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu sont prises en compte dans la détermination du capital réglementaire. Le montant net cumulatif de l'écart de conversion est compris dans le capital de première catégorie. Le montant net non réalisé des pertes à la juste valeur sur les titres disponibles à la vente est déduit aux fins du calcul du capital de première catégorie, tandis que le montant net non réalisé des gains à la juste valeur sur ces titres est pris en compte dans le capital de deuxième catégorie.

(8) Les déductions relatives à la titrisation appliquées au capital de deuxième catégorie se composent i) de droits du vendeur dans les prêts hypothécaires résidentiels de 80 millions de dollars et de prêts sur cartes de crédit de 5 millions; ii) d'opérations de titrisation de 101 millions assorties d'une cote inférieure à BB-; iii) de positions totalisant 119 millions auxquelles aucune cote n'a été attribuée.

Ratio du capital de première catégorie



Au 31 octobre 2008, le ratio du capital de première catégorie était de 9,0 %, et le ratio du capital total, de 11,1 %.

Actif ajusté en fonction des risques

En vertu du cadre actuel de l'accord de Bâle II, le BSIF exige que les banques satisfassent à des exigences minimales de fonds propres fondées sur les risques en ce qui concerne le risque de crédit, le risque opérationnel et, si elles effectuent d'importantes activités de négociation, le risque de marché. L'actif ajusté en fonction des risques est calculé pour chacun de ces types de risque, et le total de l'actif ajusté en fonction des risques représente la somme de chacun des montants calculés.

L'actif ajusté en fonction des risques calculé selon l'accord de Bâle II ne peut pas être comparé directement à l'actif ajusté en fonction des risques calculé antérieurement en vertu de l'accord de Bâle I, en raison de plusieurs facteurs, notamment les suivants :

- En vertu de l'approche NI avancée pour le risque de crédit prévue par l'accord de Bâle II, les banques se fondent sur leurs estimations internes des composantes du risque pour déterminer leurs besoins de trésorerie et l'actif ajusté en fonction des risques équivalent pour un risque donné. En vertu de l'accord de Bâle I, les banques utilisaient les taux prescrits dans l'industrie.
- L'accord de Bâle II prévoit une charge de capital liée au risque opérationnel, alors que l'accord de Bâle I ne prévoyait aucune charge de ce genre.
- Les définitions des catégories d'actifs ont changé considérablement et elles sont davantage différenciées en vertu de l'accord de Bâle II.

Le ratio du capital de première catégorie a diminué de 40 points de base par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution tient en grande partie à l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques et au montant plus élevé de l'écart d'acquisition porté en déduction du capital, en raison de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur les actifs libellés en devises et de l'écart d'acquisition supplémentaire découlant des acquisitions d'ANB, de PH&N, de RBTT et de FBW. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des capitaux propres provenant des bénéfices non répartis, par l'émission de capital et par l'incidence favorable de la dépréciation du dollar canadien sur les gains et les pertes de change nets non réalisés.

Le ratio du capital total a reculé de 40 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs liés au capital de première catégorie dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à une provision générale moins élevée prise en compte dans le capital réglementaire calculé selon l'accord de Bâle II, contrebalancée en partie par l'émission nette de débentures subordonnées.

Au 31 octobre 2008, notre ratio actif/capitaux propres était de 20,1 fois comparativement à 19,9 fois à la même date en 2007. Notre ratio actif/capitaux propres demeure en deçà de la limite supérieure permise par le BSIF.

De plus, l'accord de Bâle II prévoit un facteur d'ajustement du plancher de capital pendant la période de transition. Une fois que les banques se seront conformées entièrement aux exigences en matière d'application de l'approche NI avancée et des exigences liées aux données, sous réserve de l'approbation du BSIF, un facteur d'ajustement du plancher de capital de 90 % lié à Bâle I s'appliquera pendant au moins quatre trimestres, après quoi les banques seront admissibles au facteur d'ajustement du plancher de capital de 80 % lié à Bâle I, qui s'applique également pendant au moins quatre trimestres.

Au cours de l'exercice, l'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 31 milliards de dollars, en raison principalement de la croissance de nos activités, y compris les acquisitions d'ANB et de RBTT, de la prise en compte de l'actif ajusté en fonction des risques en ce qui concerne le risque opérationnel en vertu de l'accord de Bâle II et de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises au 31 octobre 2008. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de l'adoption de l'approche NI avancée en ce qui concerne le risque de crédit, en vertu de l'accord de Bâle II.

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2008					Total (5)
	Risque (2)	Facteur de pondération moyen des risques (3)	Actif ajusté en fonction des risques			
Approche standardisée			Approche avancée	Autres (4)		
Risque de crédit						
Risques liés aux prêts et autres risques						
Prêts hypothécaires résidentiels	93 445 \$	8 %	1 418 \$	6 024 \$		7 442 \$
Autres prêts de détail (prêts aux particuliers, prêts sur cartes de crédit et prêts aux petites entreprises traités comme des prêts de détail)	142 221	22 %	7 974	23 954		31 928
Prêts aux entreprises (prêts aux grandes entreprises, prêts commerciaux, prêts aux entreprises de taille moyenne et prêts aux institutions financières autres que des banques)	161 331	60 %	40 566	56 760		97 326
États souverains (gouvernement)	15 793	12 %	560	1 266		1 826
Banques	67 385	13 %	6 733	2 267		9 000
Total des risques liés aux prêts et autres risques	480 175 \$	31 %	57 251 \$	90 271 \$	– \$	147 522 \$
Risque liés aux activités de négociation						
Mise en pension de titres	115 687 \$	3 %	643 \$	2 472 \$		3 115 \$
Dérivés hors cote	86 952	30 %	3 139	22 757		25 896
Total des risques liés aux activités de négociation	202 639 \$	14 %	3 782 \$	25 229 \$	– \$	29 011 \$
Total des risques liés aux prêts et autres risques et au activités de négociation	682 814 \$	26 %	61 033 \$	115 500 \$		176 533 \$
Instrument d'intermédiation bancaire (6)	3 091	91 %	–	2 826		2 826
Risques liés aux opérations de titrisation	83 190	9 %	767	6 527		7 294
Facteur scalaire réglementaire (7)	s.o.	s.o.	s.o.	7 491		7 491
Autres actifs ajustés en fonction des risques (4)	186 623	19 %	s.o.	s.o.	35 393 \$	35 393
Total du risque de crédit (4)	955 718 \$	24 %	61 800 \$	132 344 \$	35 393 \$	229 537 \$
Risque du marché (8)						
Taux d'intérêt			2 719 \$	2 110 \$		4 829 \$
Actions			1 206	1 367		2 573
Change			326	22		348
Marchandises			345	2		347
Risque spécifique			6 150	2 973		9 123
Total du risque du marché			10 746 \$	6 474 \$		17 220 \$
Risque opérationnel (9)			31 822 \$	s.o.	s.o.	31 822 \$
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	955 718 \$		104 368 \$	138 818 \$	35 393 \$	278 579 \$

(1) Calculé en fonction des lignes directrices du BSIF formulées conformément au nouveau cadre de l'accord de Bâle II.

(2) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique ou de toute réduction de valeur partielle et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit et les garanties détenues.

(3) Représente le facteur de pondération moyen des risques de contrepartie liés à une catégorie donnée.

(4) En ce qui concerne le risque de crédit, nous utilisons l'approche NI avancée pour la plupart de nos portefeuilles, qui représentent 58 % de l'actif ajusté en fonction des risques. Les portefeuilles pour lesquels nous utilisons l'approche standardisée représentent 27 % de l'actif ajusté en fonction des risques. La tranche restante de 15 % représente les actifs figurant au bilan auxquels nous n'appliquons ni l'approche standardisée ni l'approche NI avancée.

(5) Les exigences minimales de fonds propres pour chaque catégorie peuvent être calculées par la multiplication du total de l'actif ajusté en fonction des risques par 8 %.

(6) Le montant relatif aux risques liés aux instruments d'intermédiation bancaire qui sont assujettis à une clause de droits acquis en vertu de l'accord de Bâle II et, par conséquent, à un taux de pondération de 100 % jusqu'à la fin de 2017, se chiffre à 1 095 millions de dollars au 31 octobre 2008.

(7) Le facteur scalaire représente le calibrage de 6 % prévu par le BSIF conformément au cadre de l'accord de Bâle II et il est appliqué aux montants de l'actif ajusté en fonction des risques pour le risque de crédit évalué selon l'approche NI avancée.

(8) Pour le calcul du risque de marché, nous utilisons une approche fondée sur des modèles internes approuvée par les autorités de réglementation et une approche standardisée pour des produits qui doit être approuvée.

(9) En ce qui concerne le risque opérationnel, nous utilisons l'approche standardisée.

En 2008, nous avons pris plusieurs mesures pour assurer la gestion efficace de notre capital, comme l'illustre le tableau 75 ci-dessous.

Principales activités de gestion du capital

Tableau 75

(en millions de dollars canadiens)	Pour les exercices terminés le							
	31 octobre 2008				31 octobre 2007			
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Dollars par action	Montant	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Dollars par action	Montant
Capital de première catégorie								
Actions ordinaires émises								
Options sur actions levées (1)		6 445		153 \$		7 215		170 \$
Acquisition de ANB	22 février 2008	16 370	50,69 \$	830				
Acquisition de PH&N (2)	1 ^{er} mai 2008	20 250	48,00	972				
Acquisition de RBTT	16 juin 2008	18 246	49,27	899				
Acquisition de FBW	27 juin 2008	4 809	49,07	236				
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités (3) (4)								
		1 120	49,50	55		11 845	54,59 \$	646
Actions privilégiées de premier rang émises								
À dividende non cumulatif, série AC					1 ^{er} novembre 2006	8 000	25,00	200
À dividende non cumulatif, série AD					13 décembre 2006	10 000	25,00	250
À dividende non cumulatif, série AE					19 janvier 2007	10 000	25,00	250
À dividende non cumulatif, série AF					14 mars 2007	8 000	25,00	200
À dividende non cumulatif, série AG					26 avril 2007	10 000	25,00	250
À dividende non cumulatif, série AH	29 avril 2008	8 500	25,00	213				
À dividende non cumulatif, série AJ (5)	16 septembre 2008	16 000	25,00	400				
Actions privilégiées de premier rang rachetées								
À dividende non cumulatif, série O					24 novembre 2006	6 000	25,00	150
À dividende non cumulatif, série N	22 août 2008	12 000	25,00	300				
Titres de fiducie de capital émis (6)	28 avril 2008			500				
Capital de deuxième catégorie								
Débentures subordonnées émises (7)								
11 mars 2018	11 mars 2008			1 000				
6 juin 2018	6 juin 2008			1 000				
26 juin 2037 (10 milliards de yens)					26 juin 2007			87
Rachat et remboursement par anticipation de débentures (7)								
8 novembre 2011					8 novembre 2006			400 \$ US
4 juin 2012					4 juin 2007			500
22 janvier 2013	22 janvier 2008			500				
Billets secondaires de fiducie émis (8)					30 avril 2007			1 000

- (1) Le poste Montants comprend les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de l'exercice, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions jumelées à des droits à la plus-value des actions, et à même les attributions assorties de droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
- (2) Nous avons également émis 6,75 millions d'actions de RBC PH&N Holdings Inc., en contrepartie de 324 millions de dollars; après une période de trois ans, ces actions seront échangeables contre des actions ordinaires de RBC, dans le cadre de la contrepartie versée aux fins de l'acquisition de PH&N.
- (3) Pour plus de détails, se reporter à la note 18 des Notes complémentaires.
- (4) Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2008, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour une période de un an, dans le but de racheter, à des fins d'annulation, un nombre maximum de 20 millions d'actions ordinaires.
- (5) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.
- (6) Une tranche de 379 millions de dollars est comprise dans le capital de première catégorie, et une tranche de 121 millions, dans le capital de deuxième catégorie. Pour plus de détails, se reporter à la note 17 des Notes complémentaires.
- (7) Pour plus de détails, se reporter à la note 16 des Notes complémentaires.
- (8) Montant à la valeur nominale. Pour plus de détails, se reporter à la note 17 des Notes complémentaires.

Les opérations sur capitaux propres suivantes ont eu lieu après le 31 octobre 2008 :

Le 3 novembre 2008, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AL au prix de 25 dollars l'action, pour un produit total de 300 millions de dollars.

Le 24 novembre 2008, nous avons annoncé notre intention d'émettre 9 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AN, à 25 \$ l'action, dont le taux d'intérêt est révisé tous les cinq ans, pour un produit total de 225 millions de dollars. Les preneurs fermes ont la possibilité d'acquiescer des actions privilégiées pour un montant supplémentaire de 100 millions de dollars au même prix que le placement. L'émission devrait prendre fin le 8 décembre 2008.

Dividendes

Notre politique relative aux dividendes sur actions ordinaires reflète nos perspectives en ce qui concerne le bénéfice, notre ratio de distribution cible, ainsi que le besoin de maintenir des niveaux de capital adéquats pour financer les occasions d'affaires. Le ratio de distribution cible relatif aux dividendes sur actions ordinaires était de 40 % à 50 % pour l'exercice 2008. En 2008, le ratio de distribution s'est établi à 59 %, en hausse par rapport à 43 % en 2007, puisqu'en 2008, les bénéfices ont largement reculé en raison des réductions de valeur, de l'augmentation des provisions pour pertes sur créances liée aux services bancaires aux États-Unis et de la compression des écarts. Les dividendes sur actions ordinaires versés au cours de l'exercice se sont établis à 2,6 milliards de dollars, en hausse de 13 % par rapport à l'exercice précédent.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	2008			2007			2006		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions privilégiées de premier rang ⁽¹⁾									
À dividende non cumulatif, série N	–	– \$	0,88 \$	12 000	300 \$	1,18 \$	12 000	300 \$	1,18 \$
À dividende non cumulatif, série O	–	–	–	–	–	–	6 000	150	1,38
À dividende non cumulatif, série W	12 000	300	1,23	12 000	300	1,23	12 000	300	1,23
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	1,11	12 000	300	1,11	12 000	300	0,71
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	1,18	12 000	300	1,18	12 000	300	0,41
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	1,15	8 000	200	1,22	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	1,13	10 000	250	1,06	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	1,13	10 000	250	0,95	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	1,11	8 000	200	0,77	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	1,13	10 000	250	0,65	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213	0,81	–	–	–	–	–	–
À dividende non cumulatif, série AJ ⁽²⁾	16 000	400	–	–	–	–	–	–	–
Total des actions privilégiées de premier rang		2 663 \$			2 350 \$			1 350 \$	
Actions ordinaires en circulation	1 341 260	10 384 \$	2,00 \$	1 276 260	7 300 \$	1,82 \$	1 280 890	7 196 \$	1,44 \$
Actions autodétenues – privilégiées	(260)	(5)	–	(249)	(6)	–	(94)	(2)	–
Actions autodétenues – ordinaires	(2 258)	(104)	–	(2 444)	(101)	–	(5 486)	(180)	–
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc.	6 750	324	–	–	–	–	–	–	–
Options sur actions									
Octroyées	21 773			26 623			32 243		
Pouvant être levées	17 247			21 924			26 918		
Dividendes									
Actions ordinaires		2 624			2 321			1 847	
Actions privilégiées		101			88			60	

(1) Seules les options privilégiées de premier rang, série W, comportent une option de conversion et, au 31 octobre 2008, ces options n'étaient pas encore convertibles.

(2) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Au 1^{er} décembre 2008, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 341 342 000 et à 21 627 000, respectivement. Au 1^{er} décembre 2008, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 191 200 et à 2 202 000, respectivement. Se reporter aux notes 18 et 21 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements sur notre capital-actions.

Capital économique

Le capital économique représente notre propre quantification des risques liés à nos activités commerciales. Le capital économique constitue le capital requis pour demeurer solvable et poursuivre nos activités, et ce, même dans des conditions de marché extrêmes, compte tenu de notre volonté de maintenir une cote de crédit d'au moins AA. Le capital économique est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction de l'évaluation des risques de la part de la direction. Il fournit des mesures de comparaison du rendement au sein de nos secteurs d'exploitation telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, pour lesquelles une analyse détaillée est présentée à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR. Par conséquent, le capital économique aide la haute direction à prendre des décisions en matière d'affectation des ressources, et il sert de point de référence aux fins de l'évaluation de notre goût du risque général en fonction de notre situation financière, laquelle doit tenir compte de facteurs non liés au capital économique.

Le capital économique sert également à évaluer l'adéquation de nos fonds propres. Notre politique a pour objectif de maintenir un niveau de capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, de même que d'autres instruments dont la permanence est analogue à celle des titres de capitaux et qui permettent d'absorber les pertes, qui excède considérablement le capital économique.

Le capital économique est calculé et attribué en fonction d'un plus grand nombre de risques que le capital réglementaire calculé conformément au pilier 1 de l'accord de Bâle II, lequel est calibré principalement en fonction du risque de crédit, du risque de marché (activités de négociation) et du risque opérationnel. Les risques identifiés (décrits ci-dessous) pour lesquels nous calculons le capital économique sont le risque de crédit, le risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), le risque opérationnel, le risque commercial, les risques liés aux immobilisations corporelles, ainsi que le risque d'assurance. De plus, le capital économique inclut le capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, et il permet de tirer parti des avantages de la diversification entre les différents risques et secteurs d'exploitation.

- Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité ou le refus d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement.
- Le risque de marché correspond au risque que les fluctuations des facteurs de marché, tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions et des marchandises et les écarts de taux dans les portefeuilles d'intermédiation bancaire et de négociation entraînent des pertes. Le risque de marché peut être exacerbé par les marchés faisant l'objet de très peu de négociations ou par les marchés où il y a peu de liquidités.
- Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus internes, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes.
- Le risque commercial est le risque de pertes ou de préjudices dus à des écarts dans les volumes, les prix et les coûts occasionnés par la concurrence, par des modifications réglementaires ainsi que par des risques liés à la réputation et aux stratégies.
- Le risque lié aux immobilisations corporelles constitue le risque que la valeur future de ces actifs soit inférieure à leur valeur comptable.
- Le risque d'assurance est le risque de perte susceptible de se produire lorsque les hypothèses actuarielles liées à la conception du produit et à l'établissement des primes diffèrent des résultats techniques réels.

Se reporter à la rubrique Gestion du risque pour une analyse plus détaillée du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel et du risque d'assurance.

Le calcul et l'attribution du capital économique nécessitent la formulation d'hypothèses et de jugements. Les méthodes utilisées font l'objet d'une surveillance continue dans le but de s'assurer que le cadre de gestion du capital économique est exhaustif et uniforme. Les modèles et techniques d'évaluation du capital économique sont élaborés par la Gestion des risques du Groupe, et ils font l'objet d'évaluations indépendantes internes afin de déterminer leur caractère approprié et leur fiabilité. Les modèles sont continuellement comparés avec les principales pratiques du secteur au moyen de sondages, d'examen de méthodes et des relations permanentes établies avec des professionnels du secteur spécialisés en gestion des risques. Les modèles et les paramètres d'entrée sont assujettis à un processus d'examen et de validation indépendant, conformément aux politiques internes concernant le risque lié aux modèles.

Capital économique

Tableau 77

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)

	2008	2007
Risque de crédit	8 100 \$	6 850 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	1 750	2 700
Risque opérationnel	2 850	2 750
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 200	2 000
Risque d'assurance	150	150
Capital-risque	15 050 \$	14 450 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	7 700	5 550
Capital économique	22 750 \$	20 000 \$
Capital non attribué	2 000	2 000
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	24 750 \$	22 000 \$

Le capital économique a augmenté de 2,8 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du capital lié à l'écart d'acquisition, au risque lié aux actifs incorporels et au risque de crédit, partiellement contrebalancée par une diminution du capital lié au risque de marché (activités autres que de négociation). Le capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels ont augmenté principalement en raison des acquisitions d'ANB, de RBTT, de PH&N et de FBW, et de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur l'écart d'acquisition libellé en devises. Le capital lié au risque de crédit a augmenté essentiellement en raison de la croissance des activités, y compris les acquisitions conclues au cours de l'exercice considéré et de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises. La diminution du capital lié au risque de marché (activités autres que de négociation) découle principalement des modifications apportées aux méthodes de calcul liées aux avantages tirés de la diversification de certains portefeuilles, et de l'évaluation améliorée du risque de taux d'intérêt lié à nos activités de détail et de gros au Canada.

Notre structure financière demeure favorable, et les niveaux actuels de capital admissible excèdent le capital économique requis pour soutenir tous nos risques.

Capital affecté aux filiales

La gestion du capital affecté aux filiales constitue un élément important de notre cadre général de gestion du capital. Nous affectons le capital à l'échelle de l'entreprise, afin de maximiser les rendements pour nos actionnaires et de satisfaire aux exigences des autorités de réglementation locales en matière d'adéquation des fonds propres. Nous prenons également des mesures pour nous assurer que nous pouvons avoir accès au capital dont il est tenu compte pour mesurer le capital réglementaire consolidé. À cette fin, nous établissons des lignes directrices pour déterminer les investissements de capitaux dans nos filiales et pour gérer le lien qui existe entre les capitaux investis dans les filiales et notre capital consolidé.

Chaque filiale est responsable d'assurer sa conformité aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres prescrites par les autorités de réglementation locales, lesquelles pourraient comprendre des restrictions liées au transfert d'actifs sous forme d'espèces, de dividendes, de prêts ou d'avances. Actuellement, la Trésorerie générale est responsable des activités de surveillance centralisée et des activités de gestion du capital de base consolidé des diverses entités.

Le tableau suivant illustre le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total de notre principale filiale bancaire, RBC Bank (USA).

Ratios de capital de notre principale filiale bancaire

Tableau 78

Au 31 octobre

	2008	2007
RBC Bank (USA) (1), (2)		
Ratio du capital de première catégorie	9,2 %	10,7 %
Ratio du capital total	12,5 %	13,0 %

(1) Calculé selon les lignes directrices publiées par le Federal Reserve Board des États-Unis et formulées conformément à l'accord de Bâle I, car les États-Unis ne comptent pas adopter l'accord de Bâle II avant 2010.

(2) Étant donné que l'exercice de RBC Bank (USA) s'échelonne du 1^{er} janvier au 31 décembre, les ratios illustrés sont présentés au 30 septembre 2008 et au 30 septembre 2007, respectivement.

Autres facteurs influant sur le capital

Outre le contexte réglementaire, nous surveillons étroitement les changements apportés aux PCGR et leur incidence éventuelle sur nos niveaux de capitalisation.

Le Conseil des normes comptables (CNC) de l'ICCA a annoncé que les PCGR du Canada en vigueur seront remplacés par les IFRS. Pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les IFRS aux fins de la présentation et de la communication de l'information financière. Par ailleurs, le BSIF a confirmé que toutes les institutions financières réglementées par le gouvernement fédéral seront tenues d'adopter les IFRS, conformément au plan du CNC. L'adoption des IFRS pourrait avoir une incidence sur le capital et les ratios de capital des banques, en raison des importantes différences entre les normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont prévues par les IFRS et celles qui sont prévues par les PCGR du Canada en vigueur. Nous commencerons à présenter nos états financiers conformément aux IFRS le 1^{er} novembre 2011. Nous examinons actuellement les exigences des IFRS afin de déterminer leur incidence sur notre capital et sur nos obligations d'information.

Le traitement des fonds propres liés aux placements en titres de capitaux propres dans d'autres entités se fonde sur diverses lignes directrices d'ordre comptable et juridique et sur le montant ou la nature du placement. Nous avons recours aux trois démarches générales suivantes :

- **Consolidation** : nous devons effectuer la consolidation intégrale des entités dans lesquelles nous détenons une participation conférant le contrôle dans nos bilans consolidés. Dans le cas des coentreprises, nous appliquons la méthode de la consolidation proportionnelle. Les titres détenus consolidés sont capitalisés directement par catégorie d'actifs et ils ne sont pas traités comme des placements en titres de capitaux propres aux fins du calcul du capital réglementaire.
- **Déduction** : certains titres détenus sont portés en déduction aux fins du calcul du capital réglementaire. Ces titres comprennent tous les « intérêts de groupe financier » consolidés [tels qu'ils sont définis dans la *Loi sur les banques (Canada)*], ainsi que tous les placements dans des filiales d'assurance.
- **Pondération des risques** : un facteur de pondération des risques est attribué aux placements en titres de capitaux propres non consolidés qui ne sont pas portés en déduction du capital, en fonction du taux prescrit aux fins du calcul des charges de capital.

Les critères utilisés pour déterminer le traitement des fonds propres liés aux placements en titres de capitaux propres en vertu de l'accord de Bâle II demeurent inchangés, mais les facteurs de pondération des risques prescrits par cet accord sont dans l'ensemble plus élevés que ceux prévus par l'accord de Bâle I.

Incidence, sur le capital, des remous sur les marchés financiers

Notre situation de capital demeure solide, malgré les remous sur le marché mondial. Nous maintenons un niveau de capital élevé afin de soutenir nos plans d'affaires et de composer avec toute augmentation non prévue des risques. Bien que le coût du capital ait augmenté par rapport aux planchers historiques enregistrés récemment, parallèlement aux marchés, nous pouvons accéder à du financement de capital de façon satisfaisante, comme le démontre encore notre capacité à recueillir plus de 6 milliards de dollars de capitaux propres réglementaires en 2008 et au début de l'exercice 2009, à la fois à titre de contrepartie pour nos acquisitions et à des fins commerciales générales. Nous avons tenu compte de la hausse de nos coûts du capital dans nos modèles internes et dans nos mesures de rendement, de manière à nous assurer que nous utilisons le capital avec circonspection. Afin de tenir compte de l'attention accrue accordée à la gestion du capital à un niveau approprié à chaque étape du cycle économique, nous avons augmenté notre objectif à moyen terme lié au ratio de capital de première catégorie, le portant de plus de 8,0 % à plus de 8,5 %. De plus,

nous continuons de porter nos efforts sur les initiatives efficaces visant à renforcer notre situation de capital à l'échelle mondiale.

Notre plan visant le capital pour l'avenir nous fournit la souplesse voulue pour composer avec les nouvelles réalités. Nous continuons de surveiller les faits nouveaux tant sur les marchés au pays qu'à l'étranger, d'évaluer leur incidence possible sur notre capital et d'ajuster nos plans visant le capital en conséquence.

Couverture des opérations libellées en devises

Nous sommes exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à d'autres devises, les gains de change non réalisés sur les placements étrangers nets donnent lieu à une augmentation de nos niveaux de capital, à l'aide du compte de conversion cumulatif, et à une augmentation de la valeur de conversion de l'actif ajusté en fonction des risques liés aux opérations libellées en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres devises. Par conséquent, les fluctuations des taux de change peuvent entraîner une volatilité de notre capital et de nos ratios de capital. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doit faire l'objet d'une opération de couverture.

Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement est le risque qui se produit lorsqu'une institution n'est pas en mesure de générer ni d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à ses engagements.

Notre cadre de gestion des liquidités et du financement vise à assurer que nous disposons continuellement de sources fiables et rentables de trésorerie et d'équivalents de trésorerie pour satisfaire à nos engagements financiers actuels et éventuels, dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Afin d'atteindre cet objectif, nous nous engageons à maintenir les stratégies clés suivantes en matière d'atténuation du risque d'illiquidité et de financement :

- le maintien d'un nombre important de dépôts de base provenant des clients;
- l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros, y compris notre aptitude manifeste à procéder à la monétisation de catégories d'actifs données;
- le maintien d'un plan d'urgence exhaustif relatif aux liquidités à l'échelle de l'entreprise, étayé par un portefeuille de titres négociables non grevés (appelés les actifs liquides en cas d'urgence) qui nous donne un accès immédiat à des liquidités en cas de crise.

Nos pratiques et processus aux fins de la gestion des liquidités et du financement renforcent ces stratégies d'atténuation du risque, car elles nous permettent d'attribuer des plafonds prudents aux paramètres liés à ces activités ou d'établir des objectifs prudents à leur égard et d'évaluer et de surveiller régulièrement les diverses sources de risque d'illiquidité, tant en fonction de conditions du marché normales que de conditions du marché entraînant un stress. En gérant ce risque, nous désirons établir un équilibre prudent entre le niveau de risque que nous assumons et les coûts engagés pour atténuer ce risque et nous reconnaissons qu'il pourrait s'avérer nécessaire de modifier cet équilibre si des changements importants survenaient dans les contextes internes ou externes.

Responsabilités

Le Conseil d'administration est responsable de la supervision de notre cadre de gestion des liquidités et du financement, lequel est établi et mis en œuvre par la haute direction.

- Le Comité de vérification et le Comité des politiques en matière de risque et de révision approuvent notre cadre de gestion des liquidités et du financement. Le Comité de vérification approuve notre politique en matière de risque d'illiquidité, notre cadre de mise en gage et le plan d'urgence relatif aux liquidités et il établit des niveaux généraux de tolérance relativement au risque d'illiquidité. Le Conseil d'administration est périodiquement avisé de notre position de liquidité actuelle et prospective.
- Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif supervisent la gestion des liquidités et les politiques y ayant trait et reçoivent régulièrement des rapports sur la conformité aux principaux plafonds et aux principales lignes de conduite établis.
- La Trésorerie générale est responsable de l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'urgence en matière de gestion des liquidités et du financement, ainsi que de la recommandation et de la surveillance de plafonds s'inscrivant dans ce cadre. La Gestion des risques du Groupe l'aide à s'acquitter de ces fonctions. La Trésorerie générale participe activement aux initiatives nationales et internationales du secteur afin d'effectuer une analyse comparative de ses pratiques de gestion des liquidités et de les améliorer.

- Les services de trésorerie des secteurs d'exploitation et des principales filiales effectuent les transactions conformément aux politiques et stratégies établies aux fins de la gestion des liquidités.
- Les filiales qui sont responsables de la gestion de leurs propres liquidités le font conformément aux politiques et pratiques établies par l'unité fonctionnelle Trésorerie générale, ainsi qu'aux exigences réglementaires en vigueur.

Aux fins de la gestion du risque d'illiquidité, nous favorisons une démarche centralisée afin de maximiser l'efficacité au chapitre du financement et l'efficacité opérationnelle. Selon nous, cette démarche donne lieu à un processus d'évaluation et de surveillance mieux coordonné et plus efficace. Cependant, des questions liées aux marchés, à la réglementation, à l'imposition et à l'organisation influent sur la mesure dans laquelle nous pouvons centraliser notre démarche.

Mesure du risque

L'évaluation de notre position de liquidité reflète les estimations, hypothèses et jugements prudents de la direction quant aux conditions propres à l'entreprise et aux conditions du marché actuelles et éventuelles ainsi qu'au comportement de nos clients et de nos contreparties. Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des trois risques suivants :

Risque d'illiquidité structural

La gestion du risque d'illiquidité structural porte sur le risque découlant des décalages entre les échéances réelles de tous les actifs et passifs, et plus précisément sur le risque lié à la trop grande confiance accordée aux passifs à court terme pour financer des actifs non liquides à plus long terme. Nous utilisons un modèle de capital en liquidités et un modèle de l'horizon de survie aux fins de l'évaluation de la liquidité du bilan et de l'établissement d'un échéancier approprié pour notre financement par emprunt. Ces méthodes nous permettent aussi de mesurer et de surveiller la relation entre les actifs non liquides et le financement de base, y compris notre exposition à une perte prolongée de dépôts en gros non garantis dans des conditions entraînant un stress.

Risque d'illiquidité stratégique

La gestion du risque d'illiquidité stratégique se rapporte à nos besoins de financement quotidiens habituels et elle repose sur l'établissement de limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités en dollars canadiens et en devises pour certaines périodes à court terme importantes (allant de un jour à neuf semaines), ainsi qu'à nos activités de mise en gage, qui sont assujetties à un cadre de gestion à l'échelle de l'entreprise en fonction duquel des plafonds ajustés en fonction des risques sont attribués à l'ensemble des risques liés à nos activités de mise en gage, et des plafonds individuels sont attribués à chaque type d'activité de mise en gage. Les actifs qui sont gagés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles et ils incluent un portefeuille d'actifs admissibles qui servent exclusivement à soutenir notre participation aux systèmes de paiement et de règlement.

Risque d'illiquidité éventuel

La gestion du risque d'illiquidité éventuel permet d'évaluer l'incidence d'événements soudains entraînant un stress ainsi que notre réaction connexe. Le plan d'urgence relatif aux liquidités définit des plans d'action exhaustifs qui seront pris en considération en réaction à divers types de crises d'une durée et d'une gravité diverses, à la lumière des conditions de marché internes et externes applicables. La Trésorerie générale maintient et administre le plan d'urgence relatif aux liquidités. L'équipe de gestion des crises de liquidité, qui se compose de cadres des principaux secteurs d'exploitation et des principales unités fonctionnelles, se réunit régulièrement pour évaluer les facteurs de stress ainsi que notre état de préparation relativement au plan d'urgence relatif aux liquidités.

Nos évaluations des facteurs de stress se basent sur des modèles qui permettent d'évaluer notre exposition possible à des événements mondiaux, à des événements touchant un pays ou à des événements touchant RBC (ou encore à une combinaison de ces événements), et elles tiennent compte d'événements historiques et hypothétiques. Différents degrés de gravité sont pris en considération relativement à chaque type de crise, notamment des révisions à la baisse de deux et de quatre crans des cotes de crédit et l'attribution de cotes de qualité inférieure découlant d'événements touchant RBC. Ces évaluations exhaustives font appel à des éléments des scénarios et à des techniques utilisés aux fins des analyses de sensibilité et des évaluations des facteurs de stress. Dans tous les cas, l'incidence de la crise est évaluée en fonction d'un horizon de neuf semaines, que nous utilisons également pour évaluer le risque d'illiquidité stratégique et qui constitue selon nous le laps de temps le plus critique lorsque survient un événement touchant les liquidités. Afin de gérer le risque lié à des crises d'une plus longue durée, nous actualisons régulièrement nos principales évaluations et nous avons recours à des mesures du risque d'illiquidité structural qui tiennent compte d'un environnement entraînant un stress. Les membres de l'équipe de gestion des crises de liquidité participent au processus de formulation des hypothèses concernant le comportement prévu des actifs et passifs figurant au bilan ainsi que les risques hors bilan; pour ce faire, ils tiennent compte de leurs clients, des produits ainsi que des perspectives du marché. Certains scénarios sont testés mensuellement, et les autres, annuellement. La fréquence des tests dépend de la probabilité et des répercussions des scénarios. Après avoir examiné les résultats, l'équipe modifie parfois le plan d'urgence relatif aux liquidités et les autres pratiques connexes de gestion du risque d'illiquidité et de financement, à la lumière des leçons apprises. Si les cibles minimales déterminées à l'avance ne sont pas atteintes dans le cadre de certains tests ainsi que des évaluations des risques dont il est fait mention ci-dessus, l'équipe devra en aviser la Haute direction et, le cas échéant, le Conseil d'administration, et il se pourrait que des pratiques et des plafonds plus prudents soient prescrits.

Nos actifs liquides se composent principalement d'un groupe diversifié de titres négociables et liquides auxquels des cotes élevées ont été attribuées, et ils comprennent des portefeuilles distincts (libellés en dollars canadiens et en dollars américains) d'actifs liquides en cas d'urgence afin de composer avec les risques d'illiquidité possibles (notamment la baisse des dépôts, la réduction des prêts et l'accroissement des garanties exigées), tant au bilan que hors bilan, qui ont été estimés à l'aide de modèles que nous avons élaborés ou à l'aide d'analyses de scénarios et d'évaluations des facteurs de stress que nous effectuons périodiquement. Ces portefeuilles doivent satisfaire à des niveaux minimaux d'actifs et à des critères d'admissibilité stricts, de manière à garantir un accès immédiat à des liquidités en cas d'urgence, y compris des critères d'admissibilité aux avances consenties par les banques centrales.

Contrôle du risque

Nous surveillons et gérons notre position de liquidité sur une base consolidée et nous tenons compte des restrictions d'ordre juridique, réglementaire, fiscal et opérationnel ainsi que de toute autre restriction applicable lorsque nous analysons notre capacité à prêter ou à emprunter des fonds au sein des succursales et des filiales.

Politiques

Nos principales politiques en matière de liquidités et de financement sont revues et approuvées annuellement par le Comité actif-passif, par le Comité de la politique de prêt et par le Conseil d'administration. Ces politiques ayant un vaste champ d'application servent à déterminer les paramètres de tolérance aux risques, et elles habilent les comités de la haute direction ou la Trésorerie générale à approuver des politiques plus détaillées et des plafonds concernant des procédures, des activités et des produits donnés. Ces politiques et ces procédures régissent les activités de gestion et d'évaluation et les obligations d'information et elles pré-cisent les plafonds de liquidité et de financement approuvés.

Pouvoirs et limites

Les objectifs relatifs à notre position de liquidité structurale, qui se fondent sur un paramètre de « capital en espèces » et sur une évaluation de « l'horizon de survie », sont approuvés annuellement et font l'objet de contrôles trimestriels.

En ce qui concerne les besoins de financement net à court terme, les plafonds font l'objet d'un contrôle quotidien ou hebdomadaire, selon l'importance de chaque entité publiante de RBC, afin d'assurer la conformité aux objectifs. La Trésorerie générale, de concert avec la Gestion des risques du Groupe et les secteurs d'exploitation, effectue un examen périodique du traitement prescrit des flux de trésorerie dans des conditions diverses, afin de confirmer sa pertinence ou de déterminer s'il y a lieu de modifier les hypothèses et les plafonds à la lumière des faits internes ou externes survenus. Ce processus nous permet de nous assurer qu'un lien étroit est maintenu entre la gestion du risque d'illiquidité et de financement et celle du risque d'illiquidité sur le marché. La volatilité des marchés mondiaux depuis le milieu de 2007 nous a incités à modifier notre traitement des liquidités touchant certaines catégories d'actifs, y compris les titres à enchères et les titres adossés à des actifs, de manière qu'il reflète notre point de vue selon lequel la liquidité des marchés visant ces produits demeurera sporadique pendant un certain temps. Nous avons révisé certaines limites de manière à tenir compte des résultats découlant des évaluations des facteurs de risque que nous avons modifiées de manière qu'elles reflètent les leçons apprises durant cette période de volatilité des marchés.

Présentation de l'information

Nous surveillons quotidiennement les rapports détaillés des décalages entre les montants de nos principaux actifs et passifs à court terme afin d'assurer leur conformité avec les limites de prudence établies à l'égard du risque global du Groupe, ainsi qu'avec les limites concernant les principales devises ainsi que les succursales, les filiales et les secteurs géographiques. Conformément à notre cadre de gestion des liquidités et du financement, toutes les dérogations possibles aux plafonds établis à l'égard des sorties de fonds nettes ou à d'autres règles, que celles-ci fassent l'objet d'un contrôle quotidien, hebdomadaire, mensuel ou trimestriel, sont immédiatement signalées à la Trésorerie générale, qui fournit ou obtient les approbations requises après avoir examiné les mesures correctrices proposées.

Nous surveillons régulièrement divers autres paramètres du risque d'illiquidité liés aux conditions internes et externes entraînant des risques, et nous présentons régulièrement des rapports à leur sujet à la haute direction.

Financement

Stratégie de financement

La diversification des sources de financement provenant d'investisseurs individuels, de clients commerciaux, de grandes entreprises et d'investisseurs institutionnels est une composante essentielle de notre stratégie globale de gestion des liquidités. Nous favorisons la diversification du financement de gros et examinons régulièrement les sources de financement à court et à long terme afin d'assurer le maintien d'une diversification importante pour ce qui est des fournisseurs, des produits, des marchés, des devises, de la structure, de l'échéance et de la provenance géographique. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller constamment les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. La diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. À ces fins, nous avons, depuis septembre 2007, émis nos deux premières obligations couvertes, ainsi que nos premières obligations samouraï et nos premiers titres adossés à des actifs libellés en dollars américains, qui sont étayés par des créances sur cartes de crédit de clients canadiens. Le maintien de cotes de crédit concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable. Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises, constitue l'assise sur laquelle repose notre solide position de liquidité structurale.

Cotes de crédit

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de cotes de crédit concurrentielles, qui sont en grande partie déterminées en fonction de la qualité de nos résultats, de l'adéquation de notre capital et de l'efficacité de nos programmes de

gestion des risques. En nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des cotes de crédit qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Une série de révisions à la baisse pourrait toutefois avoir une incidence négative sur notre capacité de financement, sur nos exigences en matière de biens donnés en garantie et sur nos résultats d'exploitation.

Cotes de crédit

Tableau 79

Au 4 décembre 2008 (1)	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aaa	négative
S&P	A-1+	AA-	stable
Fitch	F1+	AA	stable
DBRS	R-1(élevé)	AA	stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

Le tableau ci-dessus présente nos principales cotes de crédit au 4 décembre 2008. Le 1^{er} mai 2008, S&P a révisé la perspective de notre cote de crédit, la faisant passer de positive à stable, invoquant la pression sur le bénéfice lié à nos activités bancaires de détail aux États-Unis découlant du recul du marché de l'habitation américain. Le 24 novembre 2008, Moody's a modifié la perspective liée à nos cotes de crédit, la faisant passer de stable à négative, soulignant la possibilité d'autres réductions de valeur liées à nos expositions au crédit structuré et à notre exposition hors bilan à l'égard des conduits multicédants et des conduits de tiers. Les cotes de crédit et les perspectives que Fitch et DBRS nous ont attribuées demeuraient inchangées par rapport à celles attribuées au 31 octobre 2007. Toutes nos cotes de crédit demeurent au nombre des cotes les plus élevées attribuées à une banque canadienne par les agences de notation et elles étaient notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti de façon concurrentielle.

Profil des dépôts

En 2008, les dépôts des particuliers et des clients commerciaux sont demeurés notre principale source de financement pour ce qui est des dépôts en dollars canadiens figurant au bilan, tandis que la plupart des dépôts en devises proviennent de sources de gros non garanties, y compris de grandes entreprises et d'importants clients institutionnels, ainsi que des banques centrales et commerciales étrangères. Un sommaire de la composition du total du passif lié aux dépôts est présenté à la note 13 des Notes complémentaires.

Les dépôts de particuliers constituent notre principale source de fonds prévisibles et fiables. Certains groupes de clients commerciaux et institutionnels maintiennent également des soldes relationnels dont la volatilité est relativement faible. Pris dans leur ensemble, ces clients représentent une source extrêmement constante de dépôts de base dans les conditions les plus imaginables, puisqu'ils sont moins sensibles aux développements du marché que les prêteurs sur opérations et les investisseurs, en raison des répercussions de l'assurance-dépôts et de leurs relations étendues, et parfois même exclusives, avec nous. Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, ont augmenté d'environ 1 % au cours de l'exercice et représentaient 57 % du total de nos dépôts.

Sources de financement à terme

Tableau 80

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006
Encours du financement à long terme	70 906 \$	51 540 \$	33 361 \$
Total des titres adossés à des créances hypothécaires vendus	15 196	14 239	12 186
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales vendus	2 159	2 405	1 914
Créances sur cartes de crédit financées au moyen de billets émis par une entité ad hoc créée aux fins de titrisation	3 163	2 759	2 250

Nous gérons nos sources de financement à long terme de manière à réduire la concentration par secteur géographique et par secteur d'investissement ainsi que la concentration des instruments, des devises et des échéances. De plus, les objectifs en matière de liquidité ainsi que la conjoncture du marché, les taux d'intérêt, les écarts de crédit, le profil désiré au chapitre de l'échéance de la dette et la structure financière désirée influent sur nos activités de financement à long terme. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Australie et au Japon. Nous évaluons régulièrement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement non exploités en fonction des coûts d'émission relatifs.

Au cours de l'exercice 2008, nous avons continué d'accroître notre capacité de financement à long terme en émettant, dans diverses devises et sur divers marchés, des billets de dépôts de premier rang totalisant, directement ou par l'intermédiaire de nos filiales, 31,7 milliards de dollars. Le total du financement à long terme en cours a augmenté de 19,4 milliards de dollars. Les titres d'emprunt de premier rang en circulation comportant des éléments susceptibles de déclencher une révision des cotes de crédit, qui entraînerait un remboursement anticipé, constituent une très petite tranche du total de l'encours de notre dette.

Autres sources de liquidités et de financement

Nous utilisons des programmes de titrisation adossés à des créances hypothécaires commerciales, à des créances hypothécaires résidentielles et à des créances sur cartes de crédit à titre de source supplémentaire de financement et aux fins de gestion des liquidités et des actifs et passifs. Nous avons conservé des droits dans nos programmes de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et de créances sur cartes de crédit. Le total de nos titres adossés à des créances hypothécaires en circulation vendus a augmenté de 957 millions de dollars sur douze mois. Nos créances sur cartes de crédit, financées au moyen de billets émis par une entité ad hoc créée aux fins de titrisation, ont augmenté de 404 millions de dollars sur douze mois. Se reporter à la section Arrangements hors bilan et à la note 5 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements.

Incidence de la crise des marchés mondiaux sur la gestion des liquidités

Malgré les événements survenus récemment sur les marchés mondiaux, notamment l'importante réduction des liquidités sur les marchés du financement à terme, nous sommes d'avis que notre position de liquidité et de financement demeure appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Tout en améliorant nos programmes de financement nouveaux et existants au Canada et à l'échelle internationale, nous avons continué de nous procurer du financement à terme de gros au cours de l'exercice, en profitant des occasions qui se sont présentées. La plupart de ce financement provient d'opérations de grande taille, mais une grande partie de ce financement est également liée à diverses opérations de financement à faible coût. Les enchères de 25 milliards de dollars de titres adossés à des créances hypothécaires annoncées par le gouvernement du Canada en octobre, qui ont par la suite été portées à 75 milliards en novembre, nous ont aidés à renforcer davantage notre position de liquidité. Nous évaluons également, à l'heure actuelle, divers nouveaux programmes de financement annoncés dans le secteur public afin de déterminer notre admissibilité à ces programmes et, le cas échéant, notre intérêt à l'égard de ces programmes.

En raison de la détérioration de l'environnement macroéconomique et de la santé générale du secteur financier, nous avons pris d'autres mesures pour maintenir notre financement et pour gérer la composition de notre bilan. Nous avons notamment effectué une réduction sélective de nos portefeuilles de négociation et amélioré la liquidité de notre bilan en titrisant un plus grand nombre de nos prêts afin de créer davantage de garanties admissibles pour pouvoir bénéficier des programmes de prêt nouveaux et existants offerts par les banques centrales. Nous continuerons de mettre en œuvre de telles initiatives lorsque des occasions se présenteront et que la situation le justifiera. Nous nous attendons à ce que les diverses interventions gouvernementales et les initiatives des banques centrales donnent lieu à une amélioration des marchés du crédit au cours des prochains mois. Sauf en ce qui concerne l'incertitude relative

au moment auquel le rétablissement des liquidités sur les marchés à terme se produira, nous ne sommes au courant d'aucune autre tendance ou demande ni d'aucun autre engagement ou événement susceptibles d'entraîner un changement important de cette position.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

	2008					2007	2006
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens) (1)							
Financement à long terme non garanti	11 906 \$	26 676 \$	14 237 \$	5 796 \$	58 615 \$	49 131 \$	33 361 \$
Obligations couvertes	205	–	3 103	1 940	5 248	–	–
Débiteures subordonnées	278	–	–	7 980	8 258	6 343	7 103
Obligations découlant de contrats (2)	550	884	633	1 129	3 196	3 161	2 486
	12 939 \$	27 560 \$	17 973 \$	16 845 \$	75 317 \$	58 635 \$	42 950 \$

- (1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne « Moins de 1 an ».
 (2) Presque tous les engagements contractuels sont en cours.

Aperçu d'autres risques

Risque lié à la réputation

Le risque lié à la réputation représente le risque qu'une action accomplie par une entreprise ou par un de ses représentants ternisse son image aux yeux de la collectivité ou la confiance que lui accorde le public, ce qui pourrait entraîner une diminution des affaires, des actions en justice ou l'assujettir à une surveillance réglementaire accrue.

Un certain nombre d'événements peuvent entraîner un risque lié à la réputation, et ce risque est principalement d'ordre réglementaire, juridique ou opérationnel. Les défaillances d'exploitation ainsi que la non-conformité aux lois et aux règlements peuvent avoir une incidence importante sur la réputation de l'organisation.

Outre les six principes de gestion des risques dont il est fait mention à la rubrique Gestion du risque, nous appliquons les principes suivants à notre cadre général de gestion du risque lié à la réputation :

- Nous devons agir avec intégrité en tout temps afin de maintenir la réputation solide et favorable dont nous jouissons.
- Il incombe à tous nos employés, y compris la haute direction, de protéger notre réputation, et cette responsabilité incombe aussi à tous les membres du Conseil d'administration.

Code de déontologie

Nos valeurs et notre Code de déontologie soutiennent la gestion du risque lié à notre réputation et favorisent notre culture au chapitre de la déontologie. La sensibilisation de nos employés et de nos administrateurs aux comportements qui protègent notre réputation et à ceux qui y nuisent repose sur notre Code de déontologie.

Responsabilités

Le Conseil d'administration est responsable de la gestion du risque lié à la réputation. Les principaux comités de la haute direction chargés de la surveillance et de la communication du risque lié à la réputation à l'échelle de l'entreprise sont : le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation, le Comité d'examen de la politique, le Comité de surveillance des montages financiers, le Comité de la politique de prêt et le Comité de surveillance des risques liés aux marchés financiers.

Contrôle du risque

Politiques

Nous avons élaboré des politiques et des procédures qui nous aident à gérer le risque lié à la réputation dans toute l'organisation. Les secteurs d'exploitation ont recours à des politiques précises aux fins de la gestion des risques liés à leurs activités, lesquels incluent le risque lié à la réputation. Les politiques stipulent des exigences exhaustives aux fins de l'établissement et de l'évaluation des risques liés à la réputation, y compris des contrôles et procédures aux fins du contrôle préalable s'inscrivant dans le cadre du programme « Bien connaître son client », des exigences liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes, des exigences concernant l'indépendance des vérificateurs, les normes en matière de recherche et le signalement de situations douteuses, ainsi que des exigences liées à la gestion des conflits d'intérêts.

Présentation de l'information

La surveillance et la communication du risque lié à la réputation incombent principalement à la Gestion des risques du Groupe. Des rapports exhaustifs sont fournis régulièrement au Comité de la politique de prêt ainsi qu'au Conseil d'administration et aux comités du Conseil. Ces rapports incluent des rapports annuels sur les questions concernant la fraude et les litiges, ainsi que des rapports trimestriels touchant les questions en matière de réglementation, de conformité et de risque opérationnel. Les questions touchant le risque lié à la réputation sont également soulevées dans les rapports de vérification interne fournis à la haute direction.

Le risque lié à l'environnement réglementaire et juridique correspond au risque que des facteurs défavorables influent sur les activités commerciales, les résultats ou le capital, les relations avec les organismes de réglementation ou la réputation, par suite d'un manquement, ou de l'incapacité à s'adapter, à la réglementation, aux lois, aux codes d'activité économique, aux attentes des organismes de réglementation ou aux normes déontologiques.

La Gestion globale de la conformité, qui fait partie de la Gestion des risques du Groupe, a élaboré un Cadre réglementaire de gestion générale de la conformité qui s'aligne sur les directives du BSIF et des autres organismes de réglementation. Ce cadre vise à promouvoir la gestion proactive du risque lié à la conformité et à l'environnement réglementaire. Il s'applique à tous nos secteurs d'exploitation et à toutes nos activités, à nos entités juridiques et à nos employés à l'échelle mondiale, et il confirme les obligations de rendre compte de tous les employés, de manière à assurer le maintien de programmes rigoureux et efficaces de gestion du risque lié à l'environnement réglementaire et des contrôles de la conformité. Le cadre de gestion couvre les huit éléments suivants du processus de gestion de la conformité à la réglementation : Liaison avec les autorités de réglementation, Identification et évaluation du risque, Conception du contrôle et évaluation, formation et sensibilisation, Application de la conformité, Contrôle et surveillance, Gestion des problèmes et information et Gestion des initiatives.

Responsabilités

La Gestion globale de la conformité formule les exigences générales aux fins de l'établissement, de l'évaluation, du contrôle, de la supervision et de la communication des risques liés à la réglementation et à la conformité (et les risques connexes liés aux activités et à la réputation), ainsi que des mesures visant à rectifier tout problème mis en évidence. La supervision est assurée par le Comité des politiques en matière de risque et de révision et le Comité de vérification du Conseil d'administration. Le Comité de déontologie et de conformité à la réglementation appuie notre gestion du risque lié à l'environnement réglementaire. Il approuve les programmes et politiques touchant la conformité et il signale au Comité de la politique de prêt et au Comité des politiques en matière de risque et de révision les principales questions touchant la réglementation et il leur fournit des conseils sur les mesures correctrices.

Le chef de la conformité à la réglementation et l'unité fonctionnelle Gestion globale de la conformité collaborent étroitement avec les secteurs d'exploitation afin d'assurer l'efficacité générale des contrôles de la gestion des risques liés à la réglementation et à la conformité, à l'échelle de l'entreprise. Ces contrôles font partie intégrante du Cadre réglementaire de gestion générale de la conformité, lequel comprend des politiques ayant pour objectif la mise en œuvre d'un processus de conformité uniforme et efficace, la supervision indépendante des contrôles de la conformité, la présentation au moment opportun de rapports sur les tendances et la communication ascendante des questions à la haute direction et au Conseil d'administration, ainsi que la mise en œuvre rapide de plans d'action appropriés.

Mesure du risque

Le processus d'établissement et d'évaluation du risque lié à l'environnement réglementaire comprend des activités officielles

d'évaluation des risques dans toute l'organisation, tant au chapitre des activités et de l'exploitation que de l'entreprise dans son ensemble. Pour mesurer le risque, nous évaluons l'incidence des changements d'ordre réglementaire et organisationnel, du lancement de nouveaux produits et services, ainsi que de l'acquisition ou de la création de nouveaux secteurs d'activité. Nous évaluons également l'efficacité des contrôles établis afin d'assurer la conformité aux exigences et aux attentes des organismes de réglementation. Bien que le recours à des paramètres pour évaluer les questions de conformité soit relativement nouveau et qu'il existe peu de méthodes ayant fait leurs preuves pour déterminer les principaux indicateurs, nous sommes en voie d'élaborer de nouvelles mesures qualitatives et quantitatives. Entre-temps, nous utilisons les mesures dont nous disposons afin de déterminer les questions et les tendances.

Contrôle du risque

Politiques

Notre culture au chapitre de la déontologie et de la conformité est bien établie et elle s'appuie sur notre Code de déontologie. Nous revoyons et mettons à jour le Code de déontologie régulièrement, de manière qu'il continue de répondre aux attentes des organismes de réglementation et des autres parties prenantes. Tous nos employés doivent réaffirmer leur compréhension du Code et leur engagement envers ce dernier au moins tous les deux ans, et les employés occupant certains postes clés, notamment la haute direction et les employés responsables de la surveillance des finances doivent faire de même tous les ans.

Nous fournissons à tous les employés un programme d'apprentissage électronique et individuel concernant le Code de déontologie ainsi que la conformité aux règles sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes. Les employés concernés bénéficient également d'une formation visant d'autres questions concernant la conformité et des questions concernant le risque lié à l'environnement réglementaire. Cette formation leur est fournie à l'aide d'outils de formation électroniques et de la documentation de travail (dans le cadre de la formation régulière des employés), de programmes d'orientation des nouveaux employés et dans le cadre de programmes d'apprentissage électronique, individuels ou diffusés sur le Web offerts périodiquement.

Présentation de l'information

Chaque trimestre, le chef de la conformité à la réglementation présente des rapports sur les questions de conformité à la haute direction, au Comité de vérification et au Comité des politiques en matière de risque et de révision. Par ailleurs, le chef de la conformité à la réglementation prépare un rapport annuel qui porte sur la conformité générale à la réglementation et sur des sujets précis tels que les opérations entre apparentés, les conflits d'intérêts, les contrats d'impartition et la conformité aux règles en matière de protection des consommateurs au Canada. De plus, le chef du groupe Conformité à la réglementation, Lutte anti-blanchiment mondiale prépare, au moins une fois par année, un rapport sur la conformité aux règles sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes. Les principaux agents, Conformité à la réglementation, qui soutiennent nos filiales et nos secteurs d'activité présentent quant à eux des rapports annuels et trimestriels pertinents à la haute direction et au Conseil d'administration de leur organisation.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance est le risque de perte susceptible de se produire lorsque les hypothèses actuarielles liées à la conception du produit et à l'établissement des primes diffèrent des résultats techniques réels. Toutes nos activités d'assurance, qui se composent des activités d'assurances vie, maladie, crédit, habitation, automobile et voyage et de nos activités de réassurance, donnent lieu à un risque d'assurance. Le risque d'assurance se compose des risques secondaires suivants :

- Le risque lié aux sinistres constitue le risque que la gravité ou la fréquence des sinistres diffère des hypothèses utilisées aux fins de l'établissement des primes. Ce risque peut résulter i) d'une estimation inappropriée des sinistres prévus par rapport aux sinistres réels; ii) d'une sélection inappropriée des risques dans le cadre du processus de tarification. Les composantes du risque lié aux sinistres comprennent le risque de mortalité, le risque de morbidité, le risque lié aux assurances habitation et automobile et le risque lié à l'assurance voyage.

- Le risque lié au comportement des titulaires de polices constitue le risque que le comportement des titulaires de polices à l'égard des paiements de primes, des retraits ou avances sur polices, des polices tombées en déchéance, des rachats et des autres résiliations volontaires diffère du comportement hypothétique utilisé aux fins de l'établissement des primes.
- Le risque lié aux charges constitue le risque que les charges au titre de l'acquisition ou de la gestion de polices, ou celles au titre du traitement des sinistres, excèdent les coûts hypothétiques utilisés aux fins de l'établissement des primes.

Responsabilités

Le Conseil d'administration établit les pouvoirs d'approbation des risques en se fondant sur la recommandation de ses comités et il délègue ces pouvoirs aux cadres dirigeants.

Les conseils d'administration des filiales d'assurance sont responsables de la gérance des sociétés d'assurances. Les conseils d'administration coordonnent et supervisent la gestion des filiales d'assurance et ils s'assurent que ces filiales sont gérées de façon adéquate et que leurs activités s'inscrivent dans le cadre de nos stratégies et politiques générales.

La Gestion des risques du Groupe – Assurance fournit des lignes de conduite et des services de surveillance aux fins de la gestion des risques liés aux activités d'assurance et elle est responsable de la préparation de rapports exhaustifs sur les risques d'assurance avec lesquels nous devons composer. Les actuaires désignés de nos sociétés d'assurances canadiennes sont nommés par les conseils d'administration et sont, en vertu des exigences de la loi, tenus d'exprimer des opinions sur le caractère adéquat des obligations au titre de l'assurance, sur la suffisance des fonds propres, sur la situation financière future des sociétés d'assurances, ainsi que sur l'équité du traitement des titulaires de polices. Des actuaires externes supervisent, conformément aux lignes directrices du BSIF et aux normes de l'Institut canadien des actuaires, le travail des actuaires désignés. Nos filiales d'assurances internationales font l'objet d'une supervision actuarielle similaire. Le groupe Fonctions générales et le groupe Technologie et exploitation mondiales fournissent également des lignes de conduite et des services de surveillance aux fins de la gestion des risques liés aux domaines d'expertise.

Les unités fonctionnelles responsables des activités d'assurance s'occupent de la gestion active du risque d'assurance, en collaboration avec la Gestion des risques du Groupe et d'autres groupes Fonctions générales et le groupe Technologie et exploitation mondiales.

Mesure du risque

Nous évaluons les risques d'assurance régulièrement pour nous assurer que notre profil de risque fait l'objet d'une supervision adéquate, que des informations à son sujet sont communiquées et qu'il s'aligne sur les hypothèses concernant nos activités. Nous utilisons ces mesures du risque aux fins de la quantification du capital économique et de l'évaluation des provisions techniques et de manière à nous conformer aux obligations de déclaration. La Gestion des risques du Groupe – Assurance gère ce processus au moyen de modèles.

Les modèles utilisés aux fins de la mesure du risque font l'objet d'un processus d'examen et de communication rigoureux et systématique, conformément à notre politique en matière de gestion des risques liés aux modèles. Les éléments clés de cette police incluent le maintien de documents appropriés concernant les modèles, un processus d'approbation visant à assurer la répartition appropriée des responsabilités, des examens indépendants et périodiques des modèles et un processus de responsabilisation et de surveillance bien défini.

Contrôle du risque

Politiques

Les politiques en matière de risque d'assurance énoncent les stratégies que nous utilisons pour déterminer les risques d'assurance, pour les classer par ordre de priorité et pour les gérer. La Gestion des risques du Groupe est responsable des politiques en matière de risque d'assurance. Ces politiques établissent les attentes et les paramètres en fonction desquels nous pouvons exercer nos activités d'assurance, elles communiquent notre tolérance au risque et elles assurent la responsabilisation au moyen de l'établissement de rôles et de responsabilités précis.

Pouvoirs et limites

Le Conseil d'administration établit les pouvoirs d'approbation des risques et les limites de risque et il les délègue aux cadres dirigeants des unités fonctionnelles, de manière à orienter les activités d'assurance. Ces pouvoirs et limites délégués permettent d'assurer que notre portefeuille d'assurance est bien diversifié et qu'il est conforme au goût du risque approuvé par le Conseil d'administration.

Surveillance et approbation des risques

La Gestion des risques du Groupe – Assurance assure une surveillance indépendante de nos activités d'assurance, notamment l'élaboration des produits, l'établissement des primes et la gestion du processus de tarification et des sinistres. Elle approuve également les pouvoirs relatifs aux activités qui excèdent les pouvoirs et limites des unités fonctionnelles, ainsi que les pouvoirs relatifs à certaines activités qui présentent un risque important.

Atténuation des risques

Les principaux éléments auxquels nous avons recours pour cerner, évaluer et gérer les risques d'assurance incluent l'application d'une démarche fondée sur les risques aux fins de l'élaboration des produits et de l'établissement des primes, ainsi que le recours à des lignes de conduite et pratiques efficaces aux fins de la gestion du processus de tarification et des sinistres. Les opérations de réassurance, dans le cadre desquelles nous transférons les risques d'assurance à des sociétés d'assurances indépendantes, nous permettent également de diversifier nos risques d'assurance, de limiter les risques importants auxquels nous sommes exposés et de disposer de capacités supplémentaires aux fins de la croissance future de nos activités.

Provisions techniques

Les provisions techniques correspondent aux montants estimatifs requis pour satisfaire aux obligations liées aux contrats d'assurance. Les obligations au titre des montants estimatifs futurs des indemnités d'assurance et des frais d'assurance sont calculées conformément aux normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires et aux exigences du BSIF et d'autres organismes professionnels et organismes de réglementation pertinents. Les provisions techniques pour les contrats d'assurance vie sont calculées selon la méthode canadienne axée sur le bilan. Ces estimations et ces hypothèses actuarielles tiennent compte de provisions précises pour détérioration des résultats afin d'assurer le caractère adéquat des obligations et elles sont validées au moyen d'examens et vérifications internes exhaustifs et d'examens et vérifications externes indépendants.

Présentation de l'information

La Gestion des risques du Groupe – Assurance procède régulièrement à une évaluation indépendante des risques d'assurance avec lesquels les secteurs d'exploitation et l'organisation doivent composer et elle présente des rapports à ce sujet à la direction. Les rapports facilitent l'analyse et la communication de l'information et ils contribuent à la compréhension générale du risque d'assurance. Les rapports comprennent une évaluation des risques avec lesquels les unités fonctionnelles responsables des activités d'assurance doivent composer et ils traitent des tendances en matière de sinistres et du caractère adéquat des provisions techniques. Ils servent par ailleurs à évaluer le profil risque-rendement lié aux produits d'assurance et fournissent un point de vue sur les risques futurs possibles.

Le risque environnemental correspond au risque que l'incidence de problèmes environnementaux n'entraîne une perte de valeur financière ou opérationnelle ou une atteinte à notre réputation. Il découle de nos activités commerciales et de nos activités d'exploitation. Par exemple, les questions d'ordre environnemental liées à l'achat et à la vente, par nos clients, de propriétés contaminées ou au développement de projets à grande échelle pourraient faire en sorte que nous soyons exposés au risque de crédit et au risque lié à la réputation. Nous pourrions être obligés de composer avec le risque opérationnel et le risque lié à l'environnement juridique lorsque des questions d'ordre environnemental surviennent dans nos succursales, nos bureaux ou nos centres de traitement des données.

Nous effectuons des recherches indépendantes et participons à des recherches coopératives afin de déterminer et de mieux comprendre les principaux risques environnementaux avec lesquels nous devons composer. Les enjeux actuels et imminents incluent notamment les changements climatiques, la biodiversité, l'eau et les droits des Autochtones.

Responsabilités

La gestion du risque environnemental incombe au Groupe des affaires environnementales et à ses partenaires au sein des secteurs d'exploitation et des Services de soutien généraux. Ce groupe est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre du système de gestion du risque environnemental. Il doit notamment déterminer les risques environnementaux au sein de l'organisation, élaborer et soutenir des politiques et des programmes en matière de gestion du risque environnemental et surveiller leur mise en œuvre et superviser les communications et les programmes de formation. Le groupe fournit également des services-conseils et des services de soutien aux secteurs d'exploitation et aux unités fonctionnelles, aux fins de la gestion de risques environnementaux précis dans le cadre des opérations commerciales.

Mesure du risque

L'importance des risques environnementaux liés aux activités commerciales dépend de plusieurs facteurs, notamment le secteur d'activité, le type et l'envergure de l'opération, la capacité de l'emprunteur à gérer les questions environnementales et la question de savoir si les biens immeubles sont donnés en garantie. Certains risques environnementaux peuvent aisément être quantifiés, tandis que les autres sont évalués sur une base qualitative. Ainsi, dans le cadre de nos activités de prêts, nous quantifions les coûts relatifs à la décontamination environnementale de propriétés utilisées pour garantir les prêts, ainsi que les coûts qu'un débiteur doit engager pour effectuer des changements d'ordre opérationnel afin de satisfaire aux exigences en matière de réglementation de l'environnement ou à d'autres obligations. Nous pouvons également quantifier, de manière progressive, les coûts possibles liés aux nouveaux règlements environnementaux, tels que les règlements sur les changements climatiques, pour un secteur ou un client donné. Nous évaluons les autres risques environnementaux sur une base qualitative, notamment les risques liés aux effets physiques des changements climatiques ou de la rareté de l'eau pour un secteur donné.

Dans le cadre de nos activités, nous quantifions les coûts engagés aux fins de la conformité aux règlements environnementaux ou aux normes applicables.

Contrôle du risque

Afin de gérer le risque environnemental, nous maintenons un système de gestion qui se fonde sur les exigences prescrites dans nos politiques, sur des stratégies de gestion et d'atténuation des risques et sur la présentation d'information. Plus précisément :

- nous élaborons et maintenons des politiques, normes, procédures et lignes de conduite aux fins de la gestion du risque environnemental;
- nous surveillons les lois et règlements pertinents ainsi que les autres exigences auxquels RBC se conforme;

- nous maintenons des programmes et des projets environnementaux;
- nous établissons les rôles et responsabilités aux fins de la gestion du risque environnemental au sein de l'organisation;
- nous donnons aux employés une formation sur la détermination et la gestion des risques environnementaux;
- nous maintenons un dialogue avec les parties prenantes internes et externes;
- nous évaluons notre rendement et le comparons à nos objectifs, ce qui nous permet de cerner les points que nous pouvons améliorer;
- nous nous assurons périodiquement que nos politiques et processus de gestion du risque environnemental sont mises en œuvre de la façon envisagée.

Politiques

Nous avons publié notre première politique en matière d'environnement en 1991. La Stratégie RBC en matière d'environnement^{MC}, qui a été publiée en 2007, fournit une mise à jour de notre politique environnementale et on y trouve des informations détaillées sur les questions d'ordre environnemental qui revêtent de l'importance pour nous ou pour nos parties prenantes, ainsi qu'un aperçu de notre engagement à réduire notre empreinte écologique, à effectuer nos activités de prêts et de placement de manière responsable et à concevoir des produits et services respectueux de l'environnement.

Nos politiques de gestion du risque de crédit lié à l'environnement nous permettent de cerner et de gérer de façon proactive les risques environnementaux liés à nos activités de prêts. Nous revoyons ces politiques régulièrement afin d'assurer leur conformité aux exigences d'ordre juridique et opérationnel et de manière à tenir compte de l'évolution de nos activités commerciales.

Outre nos politiques générales aux fins des activités de prêts commerciaux et de prêts aux grandes entreprises, nous appliquons des politiques et des lignes directrices propres aux secteurs d'activité et à nos secteurs d'exploitation. Ainsi, nous avons mis en œuvre la politique « Évaluation sociale et environnementale aux fins de financement de projets », laquelle reflète notre adhésion aux Principes d'Équateur. Ces principes constituent des directives volontaires qui aident les institutions financières à composer avec les risques environnementaux et sociaux liés au financement de projets.

Gestion et atténuation des risques

Outre les politiques, normes, procédures et lignes directrices que nous appliquons pour atténuer le risque environnemental, nous avons aussi recours à un processus de structuration des opérations et à des programmes d'assurance, ainsi qu'à d'autres processus. Le Groupe des affaires environnementales soutient les activités des prêteurs, des gestionnaires de risque et des clients visant à atténuer les risques environnementaux liés aux opérations; il recommande pour ce faire des stratégies ayant pour but de traiter, de supprimer ou de transférer (au moyen de programmes d'assurance) le risque environnemental.

Présentation de l'information

Le Conseil d'administration et les comités de la haute direction reçoivent périodiquement, le cas échéant, des rapports et des analyses sur les risques liés aux questions environnementales. Les pertes de valeur de prêts découlant de questions environnementales font l'objet d'un suivi et elles sont signalées aux cadres dirigeants.

Nous fournissons annuellement des informations sur la mise en œuvre des Principes d'Équateur dans notre Rapport sur la responsabilité de l'entreprise et dans notre Déclaration de responsabilité publique, ainsi que sur le site rbc.com. Le Rapport sur la responsabilité de l'entreprise et la Déclaration de responsabilité publique fournissent aussi des informations sur nos politiques environnementales, les activités de prêts, les questions d'actualité, l'engagement des parties prenantes ainsi que notre rendement et nos initiatives au chapitre de l'environnement.

De par leur nature même, les déclarations prospectives, notamment celles énoncées dans le présent rapport, exigent la formulation d'hypothèses et sont assujetties à des incertitudes et à des risques intrinsèques, si bien que les résultats réels pourraient différer sensiblement de nos attentes exprimées dans de telles déclarations prospectives. Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que notre performance financière réelle diffère considérablement de nos déclarations prospectives, il y a le risque de crédit, le risque de marché, le risque opérationnel, le risque d'illiquidité et de financement et d'autres risques expliqués en détail à la section Gestion du risque. Par ailleurs, cette section présente d'autres facteurs qui, à notre avis, pourraient également influencer sur nos résultats réels et faire en sorte que ceux-ci diffèrent considérablement des résultats attendus.

Incidence de la conjoncture

L'incidence de la volatilité continue des marchés financiers de même que le manque de liquidités dans les marchés du crédit ont mené à une volatilité sans précédent sur les marchés. Cette conjoncture a mené à la faillite d'un certain nombre d'institutions financières imposantes à l'échelle mondiale ou à leur important affaiblissement, provoquant la liquidation généralisée d'actifs et un resserrement accru sur les marchés du crédit. Ces ventes d'actifs, combinées aux ventes d'actifs effectuées par d'autres investisseurs endettés, y compris certains fonds couverts, ont rapidement exercé une pression à la baisse sur les prix et sur les évaluations de plusieurs catégories d'actifs négociés. La détérioration des prix des actifs a une incidence défavorable sur l'évaluation de plusieurs catégories d'actifs représentées dans notre bilan, et réduit notre capacité à vendre ces actifs à des prix que nous jugeons équivalents à leur juste valeur.

Notre capacité de gérer efficacement notre liquidité, nos positions sur les marchés financiers mondiaux et nos ratios de capital, de même que notre capacité à mettre en place des processus efficaces de gestion du risque pourraient avoir une incidence importante sur nos activités, notre situation financière, notre bénéfice et le cours de nos actions. Les réductions jugées durables de la valeur de nos titres détenus aux fins de transaction ou disponibles à la vente pourraient également avoir une incidence sur notre bénéfice. En outre, un déclin prolongé du marché pourrait réduire davantage les liquidités disponibles sur les marchés, et faire en sorte qu'il sera plus difficile d'évaluer les instruments financiers, puisque le prix de la transaction le plus récent pourrait ne pas refléter la juste valeur et que nous pourrions devoir nous fier à d'autres techniques d'évaluation fondées sur les paramètres du marché si le marché est considéré comme inactif, d'accéder aux marchés des capitaux et de vendre des actifs; la concurrence accrue liée au financement pourrait faire croître nos frais de financement; les variations des taux et des prix sur le marché pourraient avoir une incidence défavorable sur la valeur des produits financiers, sur nos dérivés et autres opérations. L'un ou l'autre de ces facteurs pourrait nous exposer à des risques imprévus et à d'éventuelles pertes, dont l'un ou l'autre pourrait avoir une incidence sur notre situation financière et nos résultats.

Conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où nous exerçons nos activités

Les taux d'intérêt, les taux de change, la stabilité de divers marchés financiers, les habitudes d'épargne et de dépenses des consommateurs, de même que les habitudes d'emprunt et de remboursement des consommateurs, les investissements des entreprises, les dépenses publiques, le niveau d'activité et de volatilité des marchés financiers, l'inflation et le terrorisme, tous ces facteurs ont des répercussions sur le contexte commercial et l'environnement économique d'une région géographique donnée et, en fin de compte, sur notre volume d'activités dans cette région et sur les revenus que nous en tirons. Par exemple, en raison de la conjoncture, plusieurs pays vivent actuellement un ralentissement économique ou une récession. Ces situations peuvent entraîner une hausse du chômage ainsi qu'une baisse du revenu familial, du bénéfice des sociétés, des investissements des entreprises et des dépenses de consommation, ce qui ferait en sorte que la demande concernant nos prêts et autres produits et services fléchirait. Par ailleurs, la dotation à la provision pour pertes sur créances augmenterait probablement, en raison de la hausse imprévue des pertes sur créances, dont le montant pourrait être important, entraînant par le fait même une diminution du bénéfice. De même, un ralentissement plus prononcé dans un marché précis des actions ou des titres de créance pourrait entraîner une baisse additionnelle des nouvelles émissions, des activités de négociation des investisseurs, ou des biens sous gestion et des biens administrés, qui se traduirait par un recul des honoraires, des commissions et autres revenus. De plus, tout défaut de

paiement additionnel par une ou plusieurs institutions financières au Canada, aux États-Unis ou à l'échelle internationale pourrait avoir une incidence défavorable plus prononcée sur les marchés financiers en général, et sur nous en particulier.

Modification des normes comptables et conventions comptables et estimations

De temps à autre, le CNC modifie les normes de comptabilisation et de publication de l'information financière qui guident la préparation de nos états financiers. Il est difficile de prévoir ces modifications qui peuvent avoir une incidence importante sur la façon dont nous comptabilisons et présentons notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Dans certains cas, nous devons appliquer une nouvelle norme ou une norme révisée de manière rétroactive, ce qui nous oblige à retraiter les états financiers des périodes précédentes.

Les conventions et méthodes comptables que nous utilisons servent à déterminer la façon dont nous présentons notre situation financière et nos résultats d'exploitation, et leur application exige que la direction établisse des estimations, y compris des estimations de la dotation aux provisions et des provisions et des évaluations des instruments financiers, ou se fonde sur des hypothèses touchant des questions de par leur nature incertaines. Ces estimations et ces hypothèses pourraient nécessiter des changements susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation et sur notre situation financière. Les principales conventions comptables sont décrites à la note 1 des Notes complémentaires.

Comme il est expliqué en détail dans la rubrique Conventions comptables critiques et estimations, nous avons relevé huit conventions comptables « critiques » qui s'appliquent à la présentation de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation, car i) la direction est tenue d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines et ii) il est probable que des montants considérablement différents soient présentés selon des hypothèses ou des estimations différentes.

En 2006, le CNC a annoncé sa décision voulant que tous les émetteurs assujettis doivent adopter les IFRS. Nous sommes tenus d'adopter les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011. L'adoption des IFRS pourrait avoir une incidence sur i) nos conventions comptables actuelles; ii) notre capital et nos ratios de capital en raison des différences importantes entre les IFRS et les PCGR du Canada en vigueur en ce qui a trait à la constatation et à l'évaluation, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Taux de change

Nos produits, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de ces devises. Ces fluctuations pourraient influencer sur nos activités et nos résultats financiers dans leur ensemble. Notre exposition la plus importante touche le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos opérations conclues en dollars américains. Une appréciation ou une dépréciation de la moyenne du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Par exemple, au quatrième trimestre de 2008, le taux de change moyen du dollar canadien a diminué considérablement par rapport au dollar américain, ce qui a entraîné une augmentation de la valeur convertie de notre perte nette libellée en dollars américains. Une appréciation ou une dépréciation du cours au comptant du dollar canadien par rapport au cours au comptant du dollar américain pourrait aussi avoir une incidence importante sur notre situation financière. Par exemple, au 31 octobre 2008, le cours au comptant du dollar canadien a subi une dépréciation considérable par rapport au dollar américain, ce qui a donné lieu à une augmentation de la valeur convertie de nos actifs et passifs libellés en dollars américains et à une diminution du ratio du capital de première catégorie par suite de la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et de l'augmentation de la déduction de capital au titre de l'écart d'acquisition. Nous sommes également exposés à un risque lié à la livre sterling et à l'euro en raison de nos opérations conclues dans ces devises à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en livres sterling ou en euros et pourrait aussi avoir une incidence sur notre situation financière.

Politiques gouvernementales, fiscales, monétaires et autres

Les politiques fiscales, monétaires et autres adoptées par la Banque du Canada et divers autres organismes de réglementation canadiens, par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et par d'autres organismes de réglementation aux États-Unis, ou par les organismes internationaux, dans les territoires où nous exerçons nos activités, ont une incidence sur nos activités et notre bénéfice. Par exemple, la Banque du Canada a réduit le taux de financement à un jour, lequel est passé de 4,25 % à 2,25 %, compte tenu du ralentissement économique mondial, de la faiblesse des conditions de marché et du prix décroissant des marchandises, ce qui a eu pour effet de réduire les écarts sur un grand nombre de nos produits. Notre bénéfice a, par conséquent, subi l'incidence de cette réduction. Par ailleurs, de telles politiques peuvent avoir des répercussions négatives sur les activités de nos clients et contreparties au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays, ce qui peut faire augmenter le risque de défaut de paiement de ces clients ou contreparties.

Niveau de concurrence

La concurrence à laquelle se livrent les sociétés de services financiers au sein des marchés des services aux particuliers et aux entreprises dans lesquels nous exerçons nos activités est vive. La fidélisation et le maintien de la clientèle dépendent de certains facteurs, notamment les niveaux relatifs de services, les prix et les caractéristiques de nos produits ou services, notre réputation et les mesures prises par nos concurrents. Les avantages accordés à nos concurrents américains et internationaux en vertu de lois et de règles édictées par leur gouvernement en réaction à la conjoncture pourraient également avoir une incidence sur notre capacité de livrer concurrence. Par exemple, les avantages accordés aux institutions financières américaines en vertu de la Emergency Economic Stabilization Act, le programme de rachat d'actifs douteux (qui comprend des injections de capitaux dans les institutions financières américaines) et le programme temporaire de garantie des liquidités qui comprend la hausse temporaire de l'assurance-dépôts par la Federal Deposit Insurance Corporation, aux États-Unis, la faisant passer de 100 000 \$ US à 250 000 \$ US, pourraient faire en sorte que nos clients éventuels ou actuels décident de déposer leurs fonds auprès d'une institution financière américaine acceptant des dépôts plutôt que chez nous. D'autres établissements de services financiers, comme des compagnies d'assurance ou des institutions financières, ainsi que les entreprises non financières, offrent de plus en plus des services traditionnellement offerts par des banques. Une telle concurrence pourrait aussi entraîner une réduction des intérêts créditeurs nets et des commissions et avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice.

Modifications des lois et des règlements

Des lois et des règlements ont été établis afin de protéger les intérêts financiers et autres de nos clients et des investisseurs, ainsi que l'intérêt public. Des modifications des lois, notamment des lois fiscales, ainsi que des règlements ou des politiques de réglementation, y compris des changements à notre cadre de gestion du capital et les changements dans la façon dont les lois sont interprétées, mises en œuvre ou exécutées, particulièrement en raison de la conjoncture, pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats, par exemple en réduisant les entraves à l'accès aux marchés dans lesquels nous exerçons nos activités et en augmentant les coûts que nous engageons pour nous conformer à ces lois, règlements ou politiques. Par ailleurs, notre non-respect des lois, des règlements ou des politiques de réglementation applicables pourrait entraîner des pénalités et des sanctions financières imposées par les organismes de réglementation qui seraient susceptibles de ternir notre réputation ou d'avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice.

Jugements d'ordre juridique ou réglementaire et procédures judiciaires

Nous prenons des mesures que nous jugeons raisonnables afin d'assurer notre conformité avec les lois, règlements et politiques de réglementation des territoires dans lesquels nous exerçons nos activités, mais rien ne garantit que nous nous conformerons toujours à ces lois, règlements ou politiques, ou que nous serons réputés nous y conformer. Il est par conséquent possible qu'un tribunal ou un organisme de réglementation prononce un jugement ou rende une décision qui pourrait se traduire par des amendes, des dommages-intérêts ou d'autres frais, injonctions, pertes de permis ou d'enregistrements qui pourraient ternir notre réputation et avoir une incidence négative sur notre bénéfice.

Nous sommes également engagés dans des litiges dans le cours normal de nos activités. Nous exerçons nos activités dans un environnement de plus en plus réglementé et litigieux, lequel pourrait éventuellement faire en sorte que nous soyons exposés à des passifs et à d'autres coûts dont il pourrait être difficile d'estimer le montant. Le règlement défavorable de tout litige pourrait avoir une incidence négative importante sur nos résultats, ou pourrait grandement compromettre notre réputation, ce qui pourrait influencer sur nos perspectives commerciales futures.

Exactitude et intégralité des renseignements sur nos clients et contreparties

Lorsque nous décidons de consentir du crédit à des clients ou à des contreparties ou de conclure d'autres transactions avec eux, il se peut que nous nous basions sur les renseignements qui ont été fournis par ces clients ou contreparties ou en leur nom, notamment des états financiers vérifiés ou d'autres renseignements financiers. Il se peut également que nous fondions notre décision sur les déclarations des clients et des contreparties quant à l'intégralité et à l'exactitude de cette information. Si les états financiers et les autres renseignements financiers concernant les clients et les contreparties sur lesquels nous nous basons ne sont pas conformes aux PCGR ou s'ils comprennent des déclarations trompeuses importantes, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur notre situation financière.

Mise en œuvre de notre stratégie

Notre capacité à réaliser nos objectifs et à mettre en œuvre notre stratégie a une influence sur notre performance financière. S'il nous est impossible de mettre en œuvre avec succès les stratégies choisies ou les plans et décisions connexes, si nous faisons des choix stratégiques inappropriés ou si nous apportons des modifications à nos objectifs stratégiques, cela pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Acquisitions et coentreprises

Nous examinons régulièrement les occasions d'acquisitions stratégiques ou de coentreprises au sein de nos secteurs d'exploitation, mais rien ne garantit que nous recevrons l'approbation requise des autorités de réglementation ou des actionnaires, ou que nous pourrions continuer de procéder à des acquisitions ou de former des coentreprises selon des modalités qui satisfont à nos critères d'investissement. Par ailleurs, il n'existe aucune certitude que nos objectifs financiers stratégiques ou les réductions de coûts prévues se concrétiseront par suite des acquisitions ou de la formation de coentreprises. Notre rendement dépend de notre capacité à intégrer avec succès les acquisitions et les coentreprises, à conserver la clientèle et les employés clés des sociétés acquises et des coentreprises, et rien ne garantit que nous serons toujours en mesure d'y parvenir.

Modification de nos cotes de crédit

Rien ne peut garantir que les cotes de crédit et les perspectives qui nous sont attribuées par des agences de notation telles Moody's, S&P, Fitch Ratings ou DBRS ne seront pas réduites, ou que ces agences de notation ne publieront pas de commentaires défavorables à notre égard, ce qui pourrait entraîner des frais de financement accrus et un accès réduit aux marchés des capitaux. La baisse de nos cotes de crédit pourrait aussi avoir une incidence sur notre capacité de conclure des opérations sur dérivés ou opérations de couverture dans le cours normal de nos activités, ainsi que sur le coût de telles opérations et pourrait nous obliger à fournir des garanties supplémentaires en vertu de certains contrats.

Élargissement et intégration de nos réseaux de distribution

Nous examinons régulièrement des occasions d'élargir nos réseaux de distribution, au moyen d'acquisitions ou de croissance interne, notamment par l'ajout de nouveaux bureaux de vente d'assurance, comptes d'épargne en ligne, guichets automatiques et succursales dans des marchés réceptifs à forte croissance au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale. Toutefois, si nous ne sommes pas en mesure d'élargir ces réseaux de distribution ou de les intégrer efficacement, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Autres facteurs

Les autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels incluent la possibilité que le système financier dans son ensemble ne puisse résister aux effets d'une crise découlant de circonstances économiques, politiques, sociales ou financières extraordinaires, les modifications de la politique gouvernementale en matière de commerce, la mise au point réussie, au moment opportun, de nouveaux produits et services, notre capacité à effectuer plus de ventes croisées à nos clients, les changements technologiques et la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure, le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers nous et nos affiliés en ce qui a trait à la gestion d'informations confidentielles, la fraude perpétrée par des tiers à l'interne ou à l'externe, l'incidence possible, sur nos activités, d'une épidémie ayant des répercussions sur l'économie locale, nationale ou mondiale, d'une panne de l'infrastructure publique, notamment les transports, la communication, les réseaux d'électricité ou d'aqueducs, de

conflits internationaux et d'autres questions politiques, y compris celles liées à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous réussissons à prévoir et à gérer les risques connexes.

Nous informons nos lecteurs que l'analyse précédente des facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur nos résultats. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à notre égard, doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes, ainsi que d'autres facteurs propres à l'industrie et à la Banque qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats futurs et sur l'évaluation boursière de nos actions ordinaires. À moins que la loi ne l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Soldes moyens (2)			Intérêt (3)			Taux moyen		
	2008	2007	2006	2008	2007	2006	2008	2007	2006
Actif									
Dépôts à d'autres banques									
Canada	1 837 \$	1 570 \$	1 218 \$	45 \$	43 \$	41 \$	2,45 %	2,74 %	3,37 %
États-Unis	4 168	2 904	1 856	137	176	155	3,29	6,06	8,35
Autres pays	7 802	5 436	4 913	316	319	284	4,05	5,87	5,78
	13 807	9 910	7 987	498	538	480	3,61	5,43	6,01
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	149 098	162 828	134 166	5 519	6 621	5 056	3,70	4,07	3,77
Titres disponibles à la vente (4)	39 626	31 516	–	1 455	1 044	–	3,67	3,31	–
Titres du compte de placement (4)	–	–	38 792	–	–	1 133	–	–	2,92
	188 724	194 344	172 958	6 974	7 665	6 189	3,70	3,94	3,58
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	68 356	71 759	55 615	2 889	3 620	2 827	4,23	5,04	5,08
Prêts (5)									
Canada									
Prêts de détail	170 300	152 588	135 852	8 889	9 376	8 157	5,22	6,14	6,00
Prêts de gros	38 558	31 541	31 539	994	1 047	1 264	2,58	3,32	4,01
	208 858	184 129	167 391	9 883	10 423	9 421	4,73	5,66	5,63
États-Unis	35 096	25 718	21 871	2 161	2 240	2 110	6,16	8,71	9,65
Autres pays	15 623	13 388	8 286	2 939	2 061	1 177	18,81	15,39	14,20
	259 577	223 235	197 548	14 983	14 724	12 708	5,77	6,60	6,43
Total de l'actif productif d'intérêts	530 464	499 248	434 108	25 344	26 547	22 204	4,78	5,32	5,11
Dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	3 702	2 137	2 806	–	–	–	–	–	–
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 274	10 270	8 748	–	–	–	–	–	–
Autres actifs	104 860	69 345	56 438	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif	650 300 \$	581 000 \$	502 100 \$	25 344 \$	26 547 \$	22 204 \$	3,90 %	4,57 %	4,42 %
Passif et capitaux propres									
Dépôts (6)									
Canada	174 441 \$	166 983 \$	167 015 \$	4 423 \$	5 669 \$	5 024 \$	2,54 %	3,39 %	3,01 %
États-Unis	56 329	53 817	47 913	1 758	2 563	2 018	3,12	4,76	4,21
Autres pays	163 487	121 924	91 334	5 977	5 538	3 666	3,66	4,54	4,01
	394 257	342 724	306 262	12 158	13 770	10 708	3,08	4,02	3,50
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	45 367	46 654	38 630	1 525	1 997	2 071	3,36	4,28	5,36
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	36 558	42 503	32 786	1 613	2 364	1 882	4,41	5,56	5,74
Débitures subordonnées	7 183	6 704	8 013	354	338	419	4,93	5,04	5,23
Autres passifs portant intérêt	3 962	3 569	2 759	334	376	328	8,43	10,54	11,89
Total du passif portant intérêt	487 327	442 154	388 450	15 984	18 845	15 408	3,28	4,26	3,97
Dépôts ne portant pas intérêt	16 784	25 752	17 037	–	–	–	–	–	–
Acceptations	11 274	10 270	8 882	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	108 116	79 087	66 755	–	–	–	–	–	–
Total du passif	623 501 \$	557 263 \$	481 124 \$	15 984 \$	18 845 \$	15 408 \$	2,56 %	3,38 %	3,20 %
Capitaux propres									
Actions privilégiées	1 795	1 553	1 022	–	–	–	–	–	–
Actions ordinaires	25 004	22 184	19 954	–	–	–	–	–	–
Total du passif et des capitaux propres	650 300 \$	581 000 \$	502 100 \$	15 984 \$	18 845 \$	15 408 \$	2,46 %	3,24 %	3,07 %
Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt	650 300 \$	581 000 \$	502 100 \$	9 360 \$	7 702 \$	6 796 \$	1,44 %	1,33 %	1,35 %
Revenu net d'intérêt et marge nette d'intérêt (moyenne de l'actif productif)									
Canada	308 574 \$	280 385 \$	257 319 \$	6 929 \$	6 402 \$	6 045 \$	2,25 %	2,28 %	2,35 %
États-Unis	108 733	106 044	90 684	1 132	412	108	1,04	0,39	0,12
Autres pays	113 157	112 819	86 105	1 299	888	643	1,15	0,79	0,75
Total	530 464 \$	499 248 \$	434 108 \$	9 360 \$	7 702 \$	6 796 \$	1,76 %	1,54 %	1,57 %

(1) Le classement géographique des actifs et passifs choisis est fondé sur le point d'inscription des actifs et des passifs en question.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le revenu d'intérêt comprend des commissions sur prêts de 339 millions de dollars (331 millions en 2007; 348 millions en 2006).

(4) Les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur. Avant le 1er novembre 2006, les titres disponibles à la vente étaient classés dans les titres du compte de placement et étaient comptabilisés au coût après amortissement.

(5) Les soldes moyens comprennent les prêts douteux.

(6) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne, lesquels avaient des soldes moyens de 48 milliards de dollars (46 milliards en 2007; 46 milliards en 2006), des frais d'intérêt de 0,5 milliard (0,4 milliard en 2007; 0,4 milliard en 2006), ainsi que des taux moyens de 1,0 % (0,9 % en 2007; 0,8 % en 2006). Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient des soldes moyens de 227 milliards de dollars (240 milliards en 2007; 206 milliards en 2006), des frais d'intérêt de 8,0 milliards (10,7 milliards en 2007; 8,3 milliards en 2006), ainsi que des taux moyens de 3,50 % (4,43 % en 2007; 4,02 % en 2006).

Prêts et acceptations par secteur géographique (1)

Tableau 83

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006	2005	2004
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels (2)	117 690 \$	107 453 \$	94 272 \$	88 808 \$	80 168 \$
Prêts aux particuliers	48 780	42 506	37 946	33 986	30 415
Prêts sur cartes de crédit	8 538	8 142	6 966	6 024	6 298
Prêts aux petites entreprises (3)	2 804	2 652	2 318	1 951	1 928
Prêts de détail	177 812	160 753	141 502	130 769	118 809
Prêts aux entreprises (4)	53 775	51 237	44 353	42 383	35 214
Prêts aux organismes souverains (5)	1 544	585	553	521	535
Prêts aux banques (6)	978	521	160	74	106
Prêts de gros	56 297	52 343	45 066	42 978	35 855
	234 109	213 096	186 568	173 747	154 664
États-Unis					
Prêts de détail	12 931	6 804	7 652	7 741	7 010
Prêts de gros	30 943	18 548	13 847	12 317	11 698
	43 874	25 352	21 499	20 058	18 708
Autres pays					
Prêts de détail	4 712	1 905	1 896	1 729	1 411
Prêts de gros	20 345	10 862	9 084	3 454	3 961
	25 057	12 767	10 980	5 183	5 372
Total des prêts et des acceptations	303 040 \$	251 215 \$	219 047 \$	198 988 \$	178 744 \$
Total de la provision pour pertes sur prêts	(2 215) \$	(1 493) \$	(1 409) \$	(1 498) \$	(1 644) \$
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	300 825 \$	249 722 \$	217 638 \$	197 490 \$	177 100 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprennent certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires pour 2005, 2006, 2007 et 2008.

(3) Comprennent le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(4) Comprennent le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Prêts et acceptations par portefeuille de crédit et par secteur

Tableau 84

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006	2005	2004
Prêts hypothécaires résidentiels (1)	122 991 \$	109 745 \$	96 675 \$	91 043 \$	81 998 \$
Prêts aux particuliers	60 727	48 743	44 902	41 045	36 848
Prêts sur cartes de crédit	8 933	8 322	7 155	6 200	6 456
Prêts aux petites entreprises (2)	2 804	2 652	2 318	1 951	1 928
Prêts de détail	195 455 \$	169 462 \$	151 050 \$	140 239 \$	127 230 \$
Prêts aux entreprises (3)					
Exploitations agricoles	5 305	5 367	5 435	5 238	4 992
Industrie automobile	3 999	3 285	2 958	2 545	2 370
Biens de consommation	7 389	5 206	4 553	4 437	4 566
Énergie	8 146	7 632	6 010	5 628	3 462
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	8 788	6 959	4 459	1 892	935
Industrie forestière	1 152	1 349	1 126	1 210	1 150
Produits industriels	5 033	4 119	3 659	3 157	2 827
Mines et métaux	3 947	2 301	1 072	543	511
Secteur immobilier et secteurs connexes	22 978	19 187	16 145	13 730	12 224
Technologie et médias	3 206	2 423	2 326	2 244	2 135
Transport et environnement	4 239	2 656	2 400	1 900	2 555
Autres (4)	25 623	17 583	15 586	14 772	12 319
Prêts aux organismes souverains (5)	2 496	932	887	550	800
Prêts aux banques (6)	5 284	2 754	1 381	903	668
Prêts de gros	107 585 \$	81 753 \$	67 997 \$	58 749 \$	51 514 \$
Total des prêts et des acceptations (7)	303 040 \$	251 215 \$	219 047 \$	198 988 \$	178 744 \$
Total de la provision pour pertes sur prêts	(2 215) \$	(1 493) \$	(1 409) \$	(1 498) \$	(1 644) \$
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	300 825 \$	249 722 \$	217 638 \$	197 490 \$	177 100 \$

(1) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires pour 2005, 2006, 2007 et 2008.

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(4) Pour 2008, le poste Autres est lié aux autres services, 10,9 milliards de dollars, aux produits de financement, 4,9 milliards, aux activités de placement et d'investissement, 4,6 milliards, au secteur de la santé, 2,5 milliards, et à d'autres éléments, 2,7 milliards.

(5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(7) Le total des prêts et des acceptations ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie incluses dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont incluses dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

Prêts douteux, par portefeuille de crédit et par secteur géographique (1)

Tableau 85

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2008	2007	2006	2005	2004
Prêts hypothécaires résidentiels	340 \$	180 \$	165 \$	146 \$	156 \$
Prêts aux particuliers	348	189	205	183	204
Prêts aux petites entreprises (2)	40	19	13	11	8
Prêts de détail	728 \$	388 \$	383 \$	340 \$	368 \$
Prêts aux entreprises (3)					
Exploitations agricoles	95 \$	65 \$	45 \$	48 \$	89 \$
Industrie automobile	20	5	8	4	8
Biens de consommation	57	83	85	73	59
Énergie	80	3	6	47	162
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	25	14	15	15	14
Industrie forestière	25	29	12	16	163
Produits industriels	194	29	17	12	60
Mines et métaux	7	4	5	4	10
Secteur immobilier et secteurs connexes	1 137	353	74	58	76
Technologie et médias	45	10	49	52	89
Transport et environnement	10	19	19	14	19
Autres (4)	500	116	108	75	116
Prêts aux organismes souverains (5)	–	–	–	–	–
Prêts aux banques (6)	–	–	–	–	–
Prêts de gros	2 195 \$	730 \$	443 \$	418 \$	865 \$
Total des prêts douteux (7)	2 923 \$	1 118 \$	826 \$	758 \$	1 233 \$
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	238 \$	149 \$	127 \$	106 \$	96 \$
Prêts aux particuliers	150	152	183	161	178
Prêts aux petites entreprises (2)	40	19	13	11	8
Prêts de détail	428 \$	320 \$	323 \$	278 \$	282 \$
Prêts aux entreprises (3)					
Exploitations agricoles	95 \$	64 \$	45 \$	44 \$	75 \$
Industrie automobile	17	4	5	2	4
Biens de consommation	43	81	73	69	48
Énergie	5	1	4	1	1
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	3	3	2	2	–
Industrie forestière	22	28	11	16	163
Produits industriels	174	28	14	11	56
Mines et métaux	6	4	5	4	8
Secteur immobilier et secteurs connexes	50	53	26	33	37
Technologie et médias	10	10	9	6	16
Transport et environnement	10	19	6	7	16
Autres	94	82	66	30	77
Prêts aux organismes souverains (5)	–	–	–	–	–
Prêts aux banques (6)	–	–	–	–	–
Prêts de gros	529 \$	377 \$	266 \$	225 \$	501 \$
États-Unis					
Prêts hypothécaires résidentiels	52 \$	6 \$	8 \$	8 \$	33 \$
Prêts aux particuliers	81	–	–	–	11
Prêts de détail	133 \$	27 \$	15 \$	16 \$	44 \$
Prêts aux entreprises (3)					
Exploitations agricoles	– \$	1 \$	– \$	4 \$	– \$
Industrie automobile	3	1	3	2	4
Biens de consommation	14	2	12	4	11
Énergie	73	–	–	43	141
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	8	–	–	–	–
Industrie forestière	3	1	1	–	–
Produits industriels	20	1	3	1	4
Mines et métaux	1	–	–	–	–
Secteur immobilier et secteurs connexes	1 087	300	48	25	39
Technologie et médias	35	–	40	46	73
Transport et environnement	–	–	13	7	3
Autres	282	16	23	25	31
Prêts aux organismes souverains (5)	–	–	–	–	–
Prêts aux banques (6)	–	–	–	–	–
Prêts de gros	1 526 \$	322 \$	143 \$	157 \$	306 \$
Autres pays	1 659 \$	349 \$	158 \$	173 \$	350 \$
Prêts de détail	167 \$	41 \$	45 \$	46 \$	42 \$
Prêts de gros	140	31	34	36	58
Total des prêts douteux	2 923 \$	1 118 \$	826 \$	758 \$	1 233 \$
Provisions spécifiques pour pertes sur prêts	(767)	(351)	(263)	(282)	(487)
Prêts douteux, montant net	2 156 \$	767 \$	563 \$	476 \$	746 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations :					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,28 %	0,16 %	0,17 %	0,16 %	0,19 %
Prêts aux particuliers	0,57 %	0,39 %	0,46 %	0,45 %	0,55 %
Prêts aux petites entreprises (2)	1,43 %	0,72 %	0,56 %	0,56 %	0,41 %
Prêts de détail	0,37 %	0,23 %	0,25 %	0,24 %	0,29 %
Prêts de gros	2,04 %	0,89 %	0,65 %	0,71 %	1,73 %
Total	0,96 %	0,45 %	0,38 %	0,38 %	0,70 %
Provisions spécifiques pour pertes sur prêts en pourcentage du montant brut des prêts douteux	26,24 %	31,40 %	31,84 %	37,20 %	38,68 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(4) Pour 2008, le poste Autres est lié à d'autres éléments, 135 millions de dollars, aux produits de financement, 203 millions, aux autres services, 124 millions, aux activités de placement et d'investissement, 22 millions, et au secteur de la santé, 16 millions.

(5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(7) Les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours, non compris dans les prêts douteux, totalisaient 479 millions de dollars en 2008 (280 millions en 2007; 305 millions en 2006; 304 millions en 2005; 219 millions en 2004).

Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances, par portefeuille de crédit et par secteur géographique (1)
Tableau 86

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2008	2007	2006	2005	2004
Prêts hypothécaires résidentiels	16 \$	5 \$	6 \$	2 \$	7 \$
Prêts aux particuliers	445	364	306	259	222
Prêts sur cartes de crédit	270	223	163	194	167
Prêts aux petites entreprises (2)	46	34	29	27	27
Prêts de détail	777 \$	626 \$	504 \$	482 \$	423 \$
Prêts aux entreprises (3)					
Exploitations agricoles	5 \$	2 \$	(1)\$	(12)\$	7 \$
Industrie automobile	10	2	4	-	2
Biens de consommation	19	27	7	24	(11)
Énergie	21	(7)	(53)	(20)	50
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	-	-	4	10	-
Industrie forestière	2	10	2	(52)	7
Produits industriels	95	10	4	(7)	13
Mines et métaux	2	1	-	(1)	(3)
Secteur immobilier et secteurs connexes	345	78	1	(11)	(1)
Technologie et médias	21	(2)	(5)	(6)	2
Transport et environnement	3	7	1	8	(32)
Autres (4)	130	28	14	(26)	64
Prêts aux organismes souverains (5)	-	-	-	-	-
Prêts aux banques (6)	-	-	-	-	-
Prêts de gros	653 \$	156 \$	(22)\$	(93)\$	98 \$
Total des provisions spécifiques	1 430 \$	782 \$	482 \$	389 \$	521 \$
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	8 \$	5 \$	6 \$	1 \$	6 \$
Prêts aux particuliers	352	334	296	247	212
Prêts sur cartes de crédit	266	220	161	192	165
Prêts aux petites entreprises (2)	46	34	29	27	27
Prêts de détail	672 \$	593 \$	492 \$	467 \$	410 \$
Prêts aux entreprises (3)					
Exploitations agricoles	5 \$	2 \$	(1)\$	(12)\$	6 \$
Industrie automobile	10	2	4	-	1
Biens de consommation	13	26	6	25	(12)
Énergie	(3)	(4)	(10)	1	-
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	-	-	-	10	-
Industrie forestière	2	10	1	(52)	7
Produits industriels	78	10	4	(5)	12
Mines et métaux	1	1	-	-	1
Secteur immobilier et secteurs connexes	12	15	2	(1)	(4)
Technologie et médias	4	4	1	(3)	7
Transport et environnement	3	8	2	10	(30)
Autres	27	28	6	(5)	15
Prêts aux organismes souverains (5)	-	-	-	-	-
Prêts aux banques (6)	-	-	-	-	-
Prêts de gros	152 \$	102 \$	15 \$	(32)\$	3 \$
	824 \$	695 \$	507 \$	435 \$	413 \$
États-Unis					
Prêts hypothécaires résidentiels	6 \$	1 \$	- \$	1 \$	1 \$
Prêts aux particuliers	74	22	10	12	9
Prêts sur cartes de crédit	4	3	2	2	3
Prêts aux petites entreprises (2)	-	-	-	-	-
Prêts de détail	84 \$	26 \$	12 \$	15 \$	13 \$
Prêts aux entreprises (3)					
Industrie automobile	- \$	- \$	- \$	- \$	1 \$
Biens de consommation	6	1	1	(1)	1
Énergie	24	(3)	(43)	(20)	63
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	-	-	4	-	-
Industrie forestière	-	-	1	-	-
Produits industriels	17	-	-	(2)	1
Mines et métaux	1	-	-	-	-
Secteur immobilier et secteurs connexes	333	63	-	(10)	3
Technologie et médias	17	(6)	(6)	(3)	(9)
Transport et environnement	-	-	(1)	(2)	(1)
Autres	96	3	6	(22)	47
Prêts aux organismes souverains (5)	-	-	-	-	-
Prêts aux banques (6)	-	-	-	-	-
Prêts de gros	494 \$	58 \$	(38)\$	(60)\$	106 \$
	578 \$	84 \$	(26)\$	(45)\$	119 \$
Autres pays					
Prêts de détail	21 \$	7 \$	- \$	- \$	- \$
Prêts de gros	7	(4)	1	(1)	(11)
	28 \$	3 \$	1 \$	(1)\$	(11)\$
Total de la dotation aux provisions spécifiques	1 430 \$	782 \$	482 \$	389 \$	521 \$
Total de la dotation à la provision générale	165 \$	9 \$	(53)\$	66 \$	(175)\$
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 595 \$	791 \$	429 \$	455 \$	346 \$
Dotation aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,53 %	0,33 %	0,23 %	0,21 %	0,30 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(4) Pour 2008, le poste Autres est lié aux produits de financement, 61 millions de dollars, aux autres services, 39 millions, au secteur de la santé, 9 millions, aux activités de placement et d'investissement, 8 millions, et à d'autres éléments, 13 millions.

(5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Provision pour pertes sur créances, par portefeuille de crédit et par secteur géographique (1)

Tableau 87

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2008	2007	2006	2005	2004
Provision au début	1 572 \$	1 486 \$	1 568 \$	1 714 \$	2 164 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 595	791	429	455	346
Radiations par portefeuille					
Prêts hypothécaires résidentiels	(9)	(5)	(5)	(5)	(7)
Prêts aux particuliers	(504)	(446)	(379)	(353)	(332)
Prêts sur cartes de crédit	(319)	(268)	(204)	(237)	(207)
Prêts aux petites entreprises (2)	(44)	(42)	(36)	(34)	(44)
Prêts de détail	(876)\$	(761)\$	(624)\$	(629)\$	(590)\$
Prêts aux entreprises (3)	(435)\$	(107)\$	(89)\$	(141)\$	(411)\$
Prêts aux organismes souverains (4)	—	—	—	—	—
Prêts aux banques (5)	—	—	—	—	—
Prêts de gros	(435)\$	(107)\$	(89)\$	(141)\$	(411)\$
Risques à l'égard des pays en développement	—\$	—\$	—\$	—\$	—\$
Total des radiations par portefeuille	(1 311)\$	(868)\$	(713)\$	(770)\$	(1 001)\$
Recouvrements par portefeuille					
Prêts hypothécaires résidentiels	1 \$	1 \$	— \$	— \$	— \$
Prêts aux particuliers	76	75	64	69	68
Prêts sur cartes de crédit	49	46	41	43	39
Prêts aux petites entreprises (2)	7	7	7	9	11
Prêts de détail	133 \$	129 \$	112 \$	121 \$	118 \$
Prêts aux entreprises (3)	29 \$	41 \$	93 \$	53 \$	98 \$
Prêts aux organismes souverains (4)	—	—	—	—	—
Prêts aux banques (5)	—	—	—	—	—
Prêts de gros	29 \$	41 \$	93 \$	53 \$	98 \$
Total des recouvrements par portefeuille	162 \$	170 \$	205 \$	174 \$	216 \$
Radiations, montant net	(1 149)\$	(698) \$	(508)\$	(596)\$	(785)\$
Ajustements (6)	281	(7)	(3)	(5)	(11)
Total de la provision pour pertes sur créances à la fin	2 299 \$	1 572 \$	1 486 \$	1 568 \$	1 714 \$
Provisions spécifiques pour pertes sur prêts					
Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	23 \$	13 \$	11 \$	9 \$	11 \$
Prêts aux particuliers	79	79	88	101	108
Prêts aux petites entreprises (2)	17	9	9	8	6
Prêts de détail	119 \$	101 \$	108 \$	118 \$	125 \$
Prêts aux entreprises (3)					
Exploitations agricoles	13 \$	9 \$	8 \$	14 \$	27 \$
Industrie automobile	5	2	3	1	2
Biens de consommation	12	45	32	31	14
Énergie	2	—	2	5	—
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	9	9	10	10	—
Industrie forestière	4	10	2	6	63
Produits industriels	49	9	8	7	24
Mines et métaux	1	1	1	—	3
Secteur immobilier et secteurs connexes	9	18	10	15	14
Technologie et médias	6	5	5	3	6
Transport et environnement	5	7	7	4	13
Autres	23	38	24	16	36
Prêts aux organismes souverains (4)	—	—	—	—	—
Prêts aux banques (5)	—	—	—	—	—
Prêts de gros	138 \$	153 \$	112 \$	112 \$	202 \$
	257 \$	254 \$	220 \$	230 \$	327 \$
États-Unis					
Prêts hypothécaires résidentiels	5 \$	1 \$	1 \$	1 \$	2 \$
Prêts aux particuliers	16	5	2	2	3
Prêts aux petites entreprises (2)	—	—	—	—	—
Prêts de détail	21 \$	6 \$	3 \$	3 \$	5 \$
Prêts aux entreprises (3)					
Exploitations agricoles	— \$	— \$	1 \$	1 \$	— \$
Industrie automobile	—	—	2	2	2
Biens de consommation	6	—	3	3	4
Énergie	27	—	—	1	48
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	—	—	1	—	—
Industrie forestière	—	—	—	—	—
Produits industriels	8	—	—	—	3
Mines et métaux	1	—	—	—	—
Secteur immobilier et secteurs connexes	241	56	1	1	14
Technologie et médias	13	—	—	5	8
Transport et environnement	—	—	—	1	2
Autres	79	6	4	4	37
Prêts aux organismes souverains (4)	—	—	—	—	—
Prêts aux banques (5)	—	—	—	—	—
Prêts de gros	375 \$	62 \$	12 \$	18 \$	118 \$
	396 \$	68 \$	15 \$	21 \$	123 \$
Autres pays					
Prêts de détail	68 \$	13 \$	12 \$	12 \$	14 \$
Prêts de gros	46	16	16	19	23
	114 \$	29 \$	28 \$	31 \$	37 \$
Total des provisions spécifiques pour pertes sur prêts	767 \$	351 \$	263 \$	282 \$	487 \$
Provision générale					
Prêts hypothécaires résidentiels	20 \$	16 \$	19 \$	19 \$	14 \$
Prêts aux particuliers	461	349	365	343	334
Prêts sur cartes de crédit	270	193	195	195	191
Prêts aux petites entreprises (2)	47	37	37	37	37
Prêts de détail	798 \$	595 \$	616 \$	594 \$	576 \$
Prêts de gros	650 \$	370 \$	349 \$	425 \$	374 \$
Provision générale pour les éléments hors bilan et les autres éléments	84 \$	256 \$	258 \$	267 \$	277 \$
Total de la provision générale	1 532 \$	1 221 \$	1 223 \$	1 286 \$	1 227 \$
Total de la provision pour pertes sur créances	2 299 \$	1 572 \$	1 486 \$	1 568 \$	1 714 \$
Principaux ratios					
Provision pour pertes sur créances en pourcentage des prêts et des acceptations	0,76 %	0,63 %	0,68 %	0,79 %	0,97 %
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,42 %	0,30 %	0,25 %	0,32 %	0,46 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(5) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(6) Les autres ajustements comprennent principalement les conversions en devises de la provision pour pertes sur créances libellée en devises autres que le dollar canadien, ainsi que les ajustements suivants au titre d'acquisitions : ajustement de 25 millions de dollars lié à RBTT en 2008; ajustement de 50 millions de dollars lié à ANB en 2008; ajustement de 21 millions de dollars lié à Flag Bank en 2007 et ajustement de 6 millions de dollars lié à Provident Financial Group Inc. en 2004.

Information sur la qualité du crédit par province canadienne (1)
Tableau 88

(en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006	2005	2004
Prêts et acceptations					
Provinces de l'Atlantique (2)	11 446 \$	11 556 \$	10 256 \$	10 255 \$	9 598 \$
Québec	32 908	35 168	32 723	26 646	23 670
Ontario	105 410	90 242	81 968	78 283	70 896
Provinces des Prairies (3)	43 884	40 956	32 598	31 190	26 701
Colombie-Britannique et territoires (4)	40 461	35 174	29 023	27 373	23 799
Total des prêts et des acceptations au Canada	234 109 \$	213 096 \$	186 568 \$	173 747 \$	154 664 \$
Montant brut des prêts douteux					
Provinces de l'Atlantique (2)	66 \$	53 \$	53 \$	47 \$	60 \$
Québec	122	118	68	44	131
Ontario	504	322	286	269	254
Provinces des Prairies (3)	158	112	107	78	93
Colombie-Britannique et territoires (4)	107	92	75	65	245
Total du montant brut des prêts douteux au Canada	957 \$	697 \$	589 \$	503 \$	783 \$
Dotation aux provisions spécifiques					
Provinces de l'Atlantique (2)	43 \$	40 \$	33 \$	30 \$	34 \$
Québec	63	66	47	7	(1)
Ontario	610	490	344	368	318
Provinces des Prairies (3)	60	51	38	44	31
Colombie-Britannique et territoires (4)	48	48	45	(14)	31
Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances au Canada	824 \$	695 \$	507 \$	435 \$	413 \$

- (1) En fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.
 (2) Comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.
 (3) Comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.
 (4) Comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

Prêts et acceptations liés aux petites entreprises au Canada par secteur (1)
Tableau 89

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2008	2007	2006	2005	2004
Exploitations agricoles	261 \$	271 \$	248 \$	715 \$	519 \$
Industrie automobile	636	650	601	490	463
Biens de consommation	2 234	2 350	2 043	1 728	1 764
Énergie	384	370	284	182	150
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	84	88	73	78	51
Industrie forestière	346	351	366	311	276
Produits industriels	1 672	1 543	1 377	1 057	999
Mines et métaux	100	98	88	57	62
Secteur immobilier et secteurs connexes	3 052	2 822	2 565	1 982	1 821
Technologie et médias	316	314	300	243	232
Transport et environnement	940	901	774	549	502
Autres (2)	4 687	4 488	4 098	3 365	3 298
Total des prêts liés aux petites entreprises	14 712 \$	14 246 \$	12 817 \$	10 757 \$	10 137 \$

- (1) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement et individuellement.
 (2) Le montant présenté pour 2008 a trait principalement à d'autres services – 2 977 millions de dollars; les soins de santé – 1 108 millions; les sociétés de portefeuille et de placement – 473 millions; et les produits de financement – 79 millions.